

هكذا من الاصل

Débats

Totalitarisme, totalitarismes...

Nazisme et stalinisme : au-delà des polémiques, l'actualité nous impose une nouvelle réflexion sur les systèmes totalitaires

par PAUL THIBAUD (*)

C'EST en réfléchissant sur le stalinisme et l'idéologie communiste que beaucoup de Français sont parvenus à la certitude qu'il y a un danger mortel à prétendre dépasser les contradictions sociales, dépasser la séparation entre le pouvoir et la société. Cette prise de conscience démocratique s'est faite à travers le mot qui désignait le péril, le mal : totalitarisme. Mais voilà que l'actualité nous oblige à interroger à nouveau ce concept, à nous demander si, en l'employant, on n'enveloppe pas le nazisme dans une catégorie qui empêche d'en distinguer l'horreur particulière : le racisme et le génocide des juifs, et si de caractériser l'URSS comme un régime totalitaire permet de comprendre les réaménagements gorbatchéviques.

Avec d'évidentes différences, le communisme et le nazisme ont une passion commune, celle d'une société totalement vouée à l'idée incarnée par « son » pouvoir, idée supposée être la clé unique du mouvement historique : lutte des classes et abolition des classes, ou lutte des races et triomphe de la race supérieure. Le projet est d'en finir avec le cauchemar qui est l'infinité créatrice, la contingence foisonnante de l'histoire faite par les hommes ; ce qu'Hannah Arendt met bien en valeur quand, dans les dernières lignes de son essai *Le Système totalitaire*, elle oppose à ce qu'elle vient d'analyser une formule de saint Augustin : « C'est pour qu'il y ait du commencement que l'homme a été créé (1) ».

L'obsession de la conclusion

Tous les totalitarismes ont été obsédés par l'idée de conclusion, de « mettre fin à... ». Ils n'ont jamais évoqué la nouveauté que pour dire qu'ils étaient la dernière, qu'il n'y en aurait plus d'autre... donc pour l'interdire. En ce sens, le totalitarisme est bien, en soi, crime contre l'humanité, comme dit Claude Lefort : « Un attentat contre ce qui a toujours fait la dignité de la condition humaine (2) ». Sans doute importe-t-il assez peu, normalement, que le totalitarisme communiste se réclame de valeurs altruistes, alors que le nazisme invoque cyniquement le groupe et la race. C'est au fond la même chose de s'approprier le bien, l'universel, et de le nier. Dans les deux cas, les autres, les non-

titulaires de la bonne identité, sont bannis.

Dans la pratique, l'inhumanité même de ce programme fait problème. C'est parce qu'il est contre-nature que le totalitarisme a besoin d'une mise en œuvre violente, guerrière, haineuse, d'une atmosphère de lutte finale (voir la théorie stalinienne d'intensification de la lutte des classes). L'asservissement, la stérilisation totale de l'humanité est un travail de Sisyphe. « Staline, comme Hitler, dit Hannah Arendt, mourut au beau milieu d'une horrible tâche inachevée (3) ».

Mais où stalinisme et nazisme divergent, où leurs destins historiques se séparent, c'est sur la manière de gérer leur échec. Le nazisme ne sait réagir que par une surenchère, un délire paroxystique ; il finit en 1945 par sortir de l'histoire comme une voiture folle qui quitte la route. Le stalinisme et sa postérité ont, au contraire, montré leur capacité de s'adapter au terrain, de tenir compte de la non-réalisation du projet. On peut voir dans cette différence de destin le reflet d'une différence dans les sentiments sur lesquels s'appuie chacun de ces régimes pour légitimer sa violence : le fanatisme idéologique d'un côté, la haine raciale de l'autre.

La passion des nazis est matérialiste et irrémédiablement concrète ; ils ont une représentation physique de l'adversaire. Les communistes, au contraire, pourchassent des êtres construits par leur idéologie (bourgeois, saboteurs, voire koulaks). Ce n'est pas un hasard si les symboles du stalinisme sont d'abord ceux de crimes contre l'esprit (aveux arrachés aux accusés, rééducation associée au travail forcé), alors que ceux du nazisme sont des crimes physiques (Oradour, les chambres à gaz). Si le communisme (en Ukraine puis au Cambodge) est parfois allé jusqu'au génocide, le génocide des juifs était inscrit dans le projet même du nazisme.

La nature spirituelle (ou anti-spirituelle) de l'objectif communiste, son caractère d'idéocratie, lui a rendu possibles des adaptations dont le nazisme a été incapable, asservi qu'il était à la haine raciale. Le discours de haine et de guerre a pu devenir, étant donnée la définition abstraite des ennemis, métaphore, rhétorique formelle, langue de bois détachée de tout sentiment. Toujours possible, la violence est devenue rare. A l'extérieur, on a pu aboutir à la

coexistence pacifique avec l'ennemi, à l'intérieur le langage de l'appareil a fini par ne plus concerner que lui.

Il subsiste dans le communisme un totalitarisme de principe : le socialisme est « irréversible », le parti unique a le monopole du pouvoir, il y a toujours interdiction d'entreprendre autre chose, mais la violence a diminué, le contenu du socialisme est indéfini ; peu à peu, la société échappe à la prise du pouvoir, la compétence professionnelle retrouve une légitimité, certaines institutions tendent à fonctionner de manière autonome ; la corruption est l'ennemi intime du régime, et surtout le monde extérieur fait irruption, débordant les défenses du régime, fascinant les cadres et les jeunes. On ne saurait parler de démocratisation, puisque le pouvoir appartient encore, sans contestation tolérable, à l'appareil. Il est même impossible (on l'a vu en Pologne) qu'un contre-pouvoir soit légalisé.

Le totalitarisme ne se réforme pas, mais il recule, il se rétracte, se replie sur le centre. La conséquence, c'est, dans les périphéries (géographiques et sociales), la formation de zones incontrôlées : anémies, corruption des agents du

centre, féodalisation des bureaucraties, qui finissent par représenter ce qu'ils devraient contrôler... En somme, le totalitarisme sans terreur imaginé par Krouchtchev, encore plus le totalitarisme où s'efface le souvenir de la terreur, est gagné par l'impotence. Le maintien d'un principe politique devenu incroyablement paralysant d'un pouvoir pourtant inébranlable, ce mélange stagnant d'arbitraire et d'anarchie que l'on observe en Pologne et dont l'URSS de Brejnev a été atteinte également.

Fonctionner mieux

Les réaménagements entrepris par Gorbatchev veulent remédier à la difficulté d'être d'un totalitarisme sans terreur qui voit la matière sociale, la matière culturelle, lui échapper. Il ne s'agit pas de changer le régime, il s'agit de le faire fonctionner mieux. Pour cela, le moyen classique c'est la purge, le resserrement des écrous, les attaques plus ou moins sincères contre les cadres, accusés de tous les maux alors qu'on leur demande une tâche impossible :

(*) Directeur de la revue *Esprit*.

animer la société, mais pour le seul compte du pouvoir, concilier activation et aliénation sociales, susciter la spontanéité et la créativité par voie d'autorité. On trouve dans la *glasnost* des exemples de ce comportement schizophrénique. Mais l'essentiel de la stratégie semble bien être de reconstruire un véritable système de médiation entre le pouvoir et la société : donner du champ dans l'ordre économique et dans l'ordre culturel, à condition que la nomenclature reste maîtresse du jeu, ce qui suppose qu'elle trie entre les nouvelles compétences auxquelles on laissera de l'espace, celles qu'elle pourra favoriser et intégrer.

Deng Xiaoping semble avoir réussi une opération de ce genre : la société est libre mais démantelée, dispersée, autonome dans le détail, mais le pouvoir garde la maîtrise de l'ensemble, disposant des communications. Le secret de cette réussite, c'est la dépolitisation d'une société restée fragmentée, traditionnelle, dont l'activité n'interfère pas avec le pouvoir. On peut dire qu'un partage du territoire analogue rend viable une situation comme celle de la Hongrie : la politique une fois reconnue comme rattachée à une contrainte extérieure, les gens vaquent à leurs affaires, jouissent d'une liberté folklorique sous une

gestion d'autant plus pragmatique que la légitimité lui est garantie de loin.

Le problème des dirigeants soviétiques, c'est qu'une démarcation entre la zone du pouvoir et celle de la société, n'apparaissant guère possible chez eux, ils ont peu de moyens d'éclaircir la contradiction que constitue à terme un totalitarisme sans violence : il ne peut ni terroriser la société ni lui permettre de déterminer elle-même son sort.

Ce blocage des totalitarismes décapités devant la vraie réforme renvoie à leur fondement même : ce sont les seuls régimes modernes pour qui la légitimité ne réside pas dans la volonté du peuple. Alors que les dictatures se veulent inféodées, disant que le peuple n'est pas prêt, n'est pas éclairé... les totalitarismes décapités et instrumentalisés le peuple au profit d'un concept — racial ou classiste — du peuple. Cette arrogance absurde qui fait leur force, elle les paralyse aujourd'hui, mais elle reste le trait déterminant de régimes qui peuvent changer de position, non pas changer de nature.

(1) *Le Système totalitaire*, Seuil, Point-Polignac.
(2) *Essai sur la politique*, Seuil, p. 1.
(3) *Op. cit.*, p. 20.

Au Courrier du Monde

CONSTITUTION

Dieu dans la République

Dans son article du *Monde* du 18 septembre sur le deux centième anniversaire de la Constitution américaine, M. Badier omet de remarquer un recoupement supplémentaire, d'ailleurs totalement perdu de vue en France, entre la Constitution américaine de 1787 et la Déclaration des droits de l'homme française de 1789 (incorporée, comme on le sait, à nos Constitutions depuis 1946) : par analogie avec la notion américaine se plaçant « sous le regard de Dieu », notre déclaration se dit, expressément, « adoptée en présence de l'Être Suprême ».

Certaines idées reçues depuis longtemps chez nous conduisent à une confusion de fait entre l'État et l'athéisme. Il y a là manifestement une contradiction avec notre droit positif constitutionnel.

En France comme aux États-Unis, Dieu est dans la République. Puisse-t-on, à l'occasion du bicentenaire de 1789, restaurer ce « droit de cité » et délivrer enfin notre nation, dont l'immense majorité est croyante, d'une « schizophrénie » douloureuse et unique en Occident.

CARLOS-PIERRE BOUVET.
(Paris.)

DATES

Doryphores anachroniques

Vous écrivez dans votre journal que « doryphore était un des surnoms donnés aux Allemands pendant la guerre 1914-1918 ». Non, il s'agissait de la guerre de 1939-1945.

En effet, ces « gracieux insectes » ont commencé à débarquer sur notre France dans le cours de l'année 1917, à cause de pommes de terre venant

des États-Unis et déchargées à Bordeaux. De la Gironde, ils sont allés petit à petit à la conquête de l'Hexagone. Je vois encore, vers 1934, l'affiche posée à la mairie de ma commune des Vosges mettant en garde les producteurs devant le danger que les pommes de terre.

Quant à dire pourquoi les Allemands ont été ainsi surnommés... Ce n'est ni la couleur de l'insecte ni les lances qu'il porte (sens exact de doryphore), mais sans doute leur appétit insatiable qui a appelé l'image. « Ils mangent tout ». Le bon peuple se vengeait ainsi par la dérision des sévères restrictions.

DANIEL DIDIER.
(Paris-Montesson.)

SILENCE

Mort d'un jésuite

Le quasi-silence qui a entouré l'assassinat du père jésuite André Masse ne peut manquer de nous interpellier. (*Le Monde*, du 25 et daté 27-28 septembre). Comment se fait-il qu'à ce jour aucune voix officielle en France n'ait condamné ce crime dont a été victime un éminent représentant de notre pays, dévoué corps et âme à sa mission d'enseignement ? Est-ce pour ne pas provoquer la colère des tuteurs ? Pour ne pas relancer le chantage sur la vie des chanoines ? Mais où sont passés les chanoines de la francophonie qui, il y a tout juste un mois à Québec, levaient l'étendard de la langue et de la culture ? C'est à croire que l'intimidation suffit à leur faire renoncer à leurs idéaux. Si tel est bien le cas, reconnaissez que c'est bien triste.

FRANCK BAILLE.
Association Miti-Phénicie
(dix-neuf-Provence.)

RECONNAISSANCE

M. Chaban-Delmas et la résistance

A la lecture du *Monde* du 22 septembre, j'apprends que M. Le Pen, lors de la fête de son mouvement au Bourget, a eu le pouvoir d'évoquer le passé de résistant de M. Chaban-Delmas en affirmant : « Moi, je n'ai pas été arrêté puis libéré ensuite par les Allemands ». Quelle médiocrité ! Encore un mauvais sous-entendu, lâche et impécieux.

A quand la mise en cause de Jean Moulin ou de Charles de Gaulle ? Et de combien d'autres, connus ou anonymes...

Le *Monde* pourrait peut-être souligner ceci en assurant le président Jacques Chaban-Delmas, ses camarades, vivants ou disparus, de la reconnaissance et de l'indéfectible estime de la nation.

Ma démarche est tout à fait individuelle ; une sorte de cri du cœur. C'est sans réserve que j'accepterais qu'elle fût citée.

RÉGIS FIOCH,
fils d'intellectuel résistant,
ancien des Forces françaises libres.

CLIMAT

Oui, l'été indien

Dans le *Monde* du 23 septembre, un de vos lecteurs, M. Bonhomme, affirme qu'il y a confusion entre l'« été indien », dont on parle à l'occasion des beaux jours de septembre, et l'été de la Saint-Martin du mois de novembre.

L'expression « été indien » provient du fait que les colons anglais résidant aux Indes se retiraient dans les montagnes durant les fortes chaleurs et redescendaient en septembre profiter des derniers beaux jours de l'été. A cette époque de l'année,

la chaleur était encore forte mais supportable.

Cela n'a évidemment rien à voir avec l'été de la Saint-Martin, qui se situe aux environs du 11 novembre (que les Allemands appellent « Altweibsommer », l'été des vieilles dames), en souvenir du réchauffement climatique qui, selon la légende, suivit le geste de saint Martin de Tours au quatrième siècle partageant son manteau avec un miséreux.

PIERRE VERDIER.
(Metz.)

MÉMOIRE

Vagues d'immigrants

J'ai travaillé dans les Houillères du Nord et du Pas-de-Calais avant ma retraite. Le service du personnel a été dans l'obligation d'envoyer des recruteurs au Maroc et d'y embaucher des milliers de mineurs, les Français ne voulant plus travailler au fond à cause de la silicose. Les partisans des idées de M. Le Pen avaient l'occasion de rendre service à la France et d'empêcher la venue d'étrangers. Ils ne l'ont pas fait. Pourquoi ne se sont-ils pas embauchés « au fond » ?

Les mêmes devraient se souvenir qu'en 1944 la plupart de nos libérateurs étaient des étrangers sans papiers. Beaucoup de Noirs américains tombèrent sur les plages normandes. Les Nord-Africains, les Noirs de nos colonies eurent des pertes sensibles. Ils furent bien accueillis : ils savaient mourir à la place des Français de la métropole. J'espère que si par malheur M. Le Pen venait au pouvoir il leur laisserait en propriété les deux mètres carrés qu'ils occupent dans nos cimetières.

ROBERT BOUSSEMARY.
(Haines, Pas-de-Calais.)

Stéphane Courtois
Adam Rayski

Qui savait quoi ?
L'extermination des Juifs 1941-1945

Qui savait quoi ?

L'extermination des Juifs, 1941-1945

avec la collaboration de Philippe Burrin, Claude Lévy
Denis Peschanski et Renée Poznanski

Dès 1942, la presse clandestine de la résistance juive publiait les nouvelles atroces parvenues d'Europe centrale sur la mise en œuvre du génocide. Ce sont ces reportages poignants que ce livre rend aujourd'hui accessibles.

Plus généralement, à travers plusieurs études sur le gouvernement de Vichy et les collaborationnistes, l'opinion publique et les Églises françaises, mais aussi Londres, Washington et les mouvements sionistes internationaux, les auteurs de ce livre ont voulu répondre à cette question essentielle : qui savait quoi du génocide ? 79 francs

Editions La Découverte.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 880 572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M.M. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général :
Bernard Wauters.
Rédacteur en chef :
Daniel Verdet.
Correspondant en chef :
Claude Sautes.

ABONNEMENTS
BP 507 09
75442 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)
1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à l'envoyer leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance ultérieure.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composés 3615 - Tapes LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 Paris
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Le Monde USPS 785-910 et published daily, except Sundays, for \$480 per year by Le Monde c/o Speedprint, 45-45 39th Street, L.C., NY 11104. Second class postage paid at L.C. and additional offices. NY postmaster send address changes to Le Monde c/o Speedprint, USA, INC. 45-45 39th Street, L.C., NY 11104

Nouvelle crise dans un organisme des Nations unies

La gestion du haut commissaire aux réfugiés est fortement contestée

GENÈVE
de notre correspondant

On déplore plus de douze millions de réfugiés de par le monde, et l'on en est à se demander si le seul organisme mandaté par la communauté internationale pour les protéger, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ne risque pas de connaître les mêmes problèmes que ceux auxquels est confronté l'UNESCO.

La situation est grave : le nombre de réfugiés augmente, et les pays d'accueil se montrent de plus en plus réticents, tandis que les pays d'origine d'où hommes, femmes et enfants sont partis dans des conditions presque toujours dramatiques savent bien que la nécessité de fuir la violence d'Etat plus encore que la misère. Quant aux pays d'accueil, le HCR ne fonctionne que grâce aux contributions volontaires de ses Etats membres, — ils estiment, comme dans le cas de l'ONU, que les difficultés internes du Haut Commissariat constituent pour eux une bonne raison de serrer les cordons de leur bourse.

Divers gouvernements ne cachent guère leurs griefs à l'endroit du haut commissaire, M. Jean-Pierre Hocké, dont ils reprochent, notamment, un voyage récent en URSS, pays qui n'a pas signé la convention sur le statut des réfugiés et dont l'intervention militaire en Afghanistan a produit cinq millions de réfugiés, et la réduction des effectifs du bureau de Washington, très utile aux réfugiés d'Amérique centrale.

Le personnel du HCR, de son côté, n'apprécie pas les mesures de réduction qui ont fait naître bien des frustrations, mais qui n'ont guère encore porté de fruits en près de deux ans. Le président du conseil du personnel, M. Van Leeuwen, évoque dans son rapport à l'Assemblée du conseil exécutif du HCR qui se réunit ces jours-ci le « grave problème de la démotivation » des fonctionnaires de l'Institut, laquelle ne s'explique pas seulement par la résistance aux changements structurels, mais aussi par le fait que les résultats durement acquis dans le passé ne semblent pas être estimés à leur juste valeur, et que les meilleurs artisans de ces acquis ont été « placardisés » ou ont servi de cobayes pour un avenir incertain.

Ceux qui ont le mieux servi le HCR admettent difficilement que M. Hocké ait fait appel à des consultants extérieurs dont le recrutement et le travail sont peu appréciés par le personnel, ce qui se manifeste par un manque de confiance envers l'ensemble des cadres dirigeants. Au surplus, la restructuration, selon le conseil du personnel, quelquefois fait tomber des têtes prématurément et ramène à bon escient, car l'organisme s'est vu ainsi privé d'éléments de valeur dont l'activité devrait demeurer pour tous une source d'inspiration.

M. Hocké, s'il compte supprimer encore quelques postes, a décidé d'en créer cent nouveaux sur le terrain et quarante-neuf au siège de Genève. On peut se demander selon quels critères se feront les recrutements : les candidats seront-ils désignés au vu de leurs qualités professionnelles et humaines ou uniquement en fonction de la sacro-sainte « répartition géographique » de règle à l'ONU ?

Critiques des organisations non gouvernementales

En y regardant de plus près, on s'aperçoit que la façon de présenter les changements est plus sévèrement critiquée que les changements eux-mêmes. Le haut commissaire rétorque toutes ces critiques et désire qu'on lui accorde le temps nécessaire pour mener à terme la restructuration qu'il juge nécessaire. Il laisse entendre qu'il a fait ses preuves au Comité international de la Croix-Rouge où, en sa qualité de chef des opérations, il a acquis non seulement une expérience de redoutable négociateur avec les plus rudes gouvernements et mouvements de libération, mais aussi une grande connaissance de toutes les misères nées des guerres qui se poursuivent. Peu lui importe s'il détonne dans un milieu onusien, il est suisse, donc bon organisateur et bon collecteur de fonds ; et, après tout, il n'est haut commissaire que depuis le début de 1986 (Le Monde du 12 décembre 1986).

Les organisations non gouvernementales (ONG) lui reprochent surtout de ne pas accorder suffisamment d'importance au mandat le plus spécifique du HCR, à savoir la protection des réfugiés. Elles déplorent, entre autres, des échecs dans la protection des réfugiés en Birmanie, au Mozambique, au Sri-Lanka, au Suriname

et le long de la frontière thaïlandaise, où des Khmers rouges continuent, depuis des années, à harceler des réfugiés cambodgiens. Elles vont jusqu'à se demander si tous les rapatriements sont vraiment volontaires et n'ont pas fait l'objet de diverses tractations.

Là aussi, M. Hocké rétorque les reproches qui lui sont adressés. Seul l'avenir lui donnera raison dans le cas où le Comité exécutif adopterait le texte qu'il lui présente la semaine prochaine, dénonçant les attaques armées de camps de réfugiés. Jusqu'à présent, en dépit de tous les efforts du HCR, des gouvernements ont montré une certaine réticence à condamner catégoriquement de tels actes, estimant que, pour pouvoir les stigmatiser, il convient avant tout d'avoir la certitude que les camps de réfugiés ne sont composés que de civils désarmés. Ils donnent pour exemple des camps du Liban, qui sont, en fait, de véritables forteresses.

Ce texte condamne sans équivoque des attaques armées contre les camps et les centres de regroupement ainsi que des violations des droits des réfugiés et demandeurs d'asile. Le document invite instamment les Etats à s'abstenir de toute violation des principes du droit international et d'aider au mieux les victimes. Il comporte une série de mesures précises afin de protéger plus efficacement tous les lieux où les réfugiés sont concentrés. Il invite, d'autre part, les réfugiés à se conformer aux lois des pays d'accueil et demande à ceux-ci de garantir que les camps et autres lieux où sont abrités les réfugiés ne revêtent qu'un caractère purement civil et humanitaire. Le HCR devrait y adhérer, en toutes les circonstances, librement choisies.

Si ce pari est gagné, on peut supposer qu'il sera peut-être par-donné au haut commissaire d'avoir engagé 27 millions de dollars pour effectuer ses réformes. Mais le plus dur restera à faire : le Japon et les Pays-Bas, qui sont à eux deux les plus importants donateurs (25 % de l'ensemble des sommes versées), ne cachent pas leur mécontentement face à la politique et à la gestion du HCR, et l'on craint à Genève qu'ils ne se fassent menaçants au cours de cette prochaine session du comité exécutif.

ISABELLE VICHNIAC.

Vérité des prix et désarmement

M. Gorbatchev se dit résolu à poursuivre sa politique

(Suite de la première page.)

Le chapitre le plus frappant de ce discours de Mourmansk est à cet égard celui des prix, puisque leur augmentation est, en Union soviétique comme dans tous les pays communistes, tout à la fois la condition sine qua non d'une réforme économique et l'obstacle majeur qui se dresse sur cette route. Sans augmentation des prix alimentaires et, le plus souvent, industriels, il ne peut être en effet question de desserrer l'emprise des directions centrales sur l'ensemble des entreprises. Aujourd'hui encore, le coût d'une petite cuillère sont, en effet, fixés de Moscou par une bureaucratie dont la puissance est largement due au fait qu'elle tient les cordons de toutes les bourses sans exception — et notamment ceux de subventions aussi massives qu'indispensables, dans la mesure où les prix n'ont rien à voir avec la réelle valeur marchande des produits.

M. Gorbatchev a noté à ce propos — et cela est un vieux sujet de plaisanterie dans l'ensemble du bloc soviétique — que le prix du pain est aujourd'hui si bas qu'on peut en nourrir le bœuf. Pour les entreprises, donc, pas d'autonomie, ni d'autosuffisance ni d'efficacité sans ce préalable de la réforme des prix. La difficulté est que si le prix sont bas, les salaires le sont aussi, et qu'il est en conséquence politiquement très dangereux de procéder à une opération, même limitée, de relâchement des coûts, tant les difficultés quotidiennes de la population s'en accroissent.

Pour promouvoir une politique de libéralisation dans un pays communiste, il faut, en bref, et dans le même temps, retirer de leur pouvoir à de puissantes bureaucraties hostiles, heurter de front les plus démunis — c'est-à-dire énormément de gens — et léser également les plus riches, qui, consommant le plus, profitent le plus des subventions. Le seul moyen d'essayer de contourner l'obstacle est de faire comprendre et admettre à la population que la voie du mieux-être et de l'appropriation de quelques libertés passe obligatoirement par l'austérité. Mais, outre que même les plus réformateurs des dirigeants communistes sont réticents à trop promettre en ce domaine, la dynamique qui s'enclenche alors est, par définition, dure à maîtriser.

L'exemple polonais, depuis plus de dix ans, est de ce point de vue

très parlant, si l'on se souvient que la crise traversée aujourd'hui par ce pays remonte chronologiquement à une première tentative d'augmentation des prix, en 1976.

« Une révolution sans coups de feu »

« Une révolution sans coups de feu », a dit M. Gorbatchev à Mourmansk pour définir son pro-

gramme, et l'expression n'est pas plus exagérée que l'avertissement lancé par le secrétaire général : « Cela va être très difficile au stade actuel, mais si nous parvenons à mettre en marche notre roue motrice, il en résultera un grand apport pour le pays, et très rapidement. »

Pour ce qui est des questions internationales, M. Gorbatchev a affirmé que le monde était maintenant « proche de réaliser un important pas en avant » vers un « véritable désarmement nucléaire », et que sa « prochaine rencontre avec le président des Etats-Unis pourrait promouvoir une sorte de réaction en chaîne pacifique dans le domaine des armes stratégiques offensives et de la non-prolifération des armements dans l'espace ».

Jamais le secrétaire général n'avait fait allusion en ces termes au prochain sommet soviéto-américain, et la tranquille certitude avec laquelle il décrit les deux étapes qui devraient, selon lui, suivre la signature de l'accord sur les missiles de portée intermédiaire souligne la détermination avec laquelle cet homme, à l'intérieur comme à l'extérieur, avance ses pions — avec succès jusqu'ici.

international que concernerait un éventuel accord ; une ouverture, enfin, de la voie maritime du Grand-Nord aux navires étrangers qui pourraient alors bénéficier d'une assistance des briseglace soviétiques.

B. G.

quant à la région nordique représentée et développée des projets austériers. Il y a un peu plus d'un an, lors d'une visite à Helsinki, M. Ligatchev, le numéro deux du parti, avait déjà proposé un retrait des sous-marins lance-missiles de la Baltique, « après entente entre les pays concernés » ; Moscou n'aurait en fait dans cette mer qu'un petit nombre de sous-marins lanceurs d'engins, tous de modèle ancien. M. Ligatchev avait aussi annoncé que des missiles à portée moyenne avaient été retirés de la péninsule de Kola et de la « majeure partie » de la région militaire de Leningrad. Plus nouvelle est la proposition actuelle de fermeture du centre d'essais nucléaires de la Nouvelle Zemble, mais cela reste lié à la perspective d'un accord avec les Etats-Unis sur les essais nucléaires.

De toute manière, il sera difficile d'écrire que la péninsule de Kola, seule région côtière d'URSS dotée sur une mer non fermée et libre de glace, nait le lien d'une des plus importantes concentrations militaires de l'Union soviétique.

Deux collaborateurs de la revue Glasnost interpellés à Moscou. — La police a interpellé, jeudi 1^{er} octobre à Moscou, deux rédacteurs du bulletin non officiel Glasnost et confisqué la dernière édition. Cette publication au titre évocateur avait été accusée, mercredi, de « diffamation » par M. V. Feline, directeur de l'agence de presse Novosti, parce qu'un article récent de cette publication décriait l'économie soviétique et les archives de l'époque stalinienne étaient en cours de destruction. — (AFP, Reuters.)

Logement et corruption. — Dans une résolution publiée par la Pravda, le jeudi 1^{er} octobre, le comité central du PCUS s'est élevé contre « le nombre significatif de personnes (...) qui vivent encore dans

des maisons, appartements communaux et foyers délabrés ». La résolution accuse entre autres certains « organes de l'Etat et du parti » qui discréditent la politique de la « restructuration ». Le comité central ordonne que « de strictes mesures disciplinaires » frappent « les membres du parti coupables de corruption ». — (Reuters, AFP.)

ROUMANIE : remaniement ministériel. — A la suite du limogeage, mardi 29 septembre, de MM. Ioan Avram et de George Petrescu pour « activités inadéquates », le gouvernement roumain a nommé MM. Peter Futura nouveau ministre de l'électricité et Constantin Radu nouveau vice-ministre, a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, l'agence roumaine Agerpress. — (Reuters.)

La visite à Paris de M. Gorla

Rome éprouve des réserves envers les idées françaises sur la sécurité européenne

ROME
de notre correspondant

Le matin à Copenhague, l'après-midi à Paris, le premier voyage de M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères, en sa qualité de président du conseil italien se présente essentiellement comme une « prise de contact ». La tournée européenne qu'a entreprise le nouveau et jeune chef démocrate-chrétien de l'exécutif (1) lui permet entre autres de mieux se faire connaître à l'étranger. Il rentrera à Rome le 2^d octobre, ce qui ne lui aura pas encore valu ses premiers mois de gouvernement au cours desquels il admet lui-même avoir adopté un profil bas. « J'ai volé en rase-mottes pour échapper aux radars », dit-il.

En attendant le prochain sommet franco-italien, qui sera surtout consacré aux affaires bilatérales (et dont on espère ici qu'il aura lieu avant celui des Douze début décembre à Copenhague), c'est surtout de l'actualité internationale que devaient s'entretenir M. Gorla et son hôte français. Le président du conseil est accompagné de M. Giulio Andreotti, ministre des affaires étrangères depuis plus de quatre ans, son compagnon de parti et l'homme le plus aguerri de la politique italienne.

S'agissant tout d'abord de la sécurité en Europe, l'Italie est, à la différence de la France, favorable à peu près sans réserves, à l'option double zéro. Bien qu'elle ait « digéré » avec une facilité inattendue les missiles de croisière installés sur son territoire à Comiso, en Sicile, elle ne sera pas fâchée de s'en débarrasser. Rome, pourtant, n'est pas insensible à l'inégalité de forces classiques et chimiques entre le pacte de Varsovie et l'OTAN. En ce sens, l'intensifica-

tion du dialogue militaire franco-allemand est suivi ici avec beaucoup d'attention. C'est aussi pour ne pas paraître laisser l'Italie hors de ce jeu que M. André Giraud, ministre français de la défense, a fait ici, il y a quelques jours, une visite officielle.

On sait aussi que M. François Mitterrand a, pour sa part, proposé d'inscrire l'Italie (et l'Espagne) dans le « conseil de défense » qu'il a proposé à la RFA lors des manœuvres « Moineau hardi ». Il n'empêche : à Rome, on n'aime pas beaucoup tout ce qui semble démontrer l'existence d'un couple privilégié Paris-Rome. En visite précisément la semaine dernière chez le chancelier Kohl, M. Gorla a émis des réserves discrètes sur les projets de Paris — se retenant notamment sur la nécessité pour l'Europe de ne rien faire indépendamment de l'allié américain.

Coopération limitée dans le Golfe

Pour ce qui est de la situation dans le Golfe, autre thème d'actualité, l'attitude de Rome est celle d'une « rigoureuse neutralité » entre belligérants iraniens et irakiens. Pour M. Andreotti, la diplomatie n'a d'ailleurs pas épuisé ses ressources et l'heure des sanctions internationales n'a pas encore sonné. C'est pourquoi la coordination entre les deux marines organisées la semaine dernière, lors de la visite de M. Giraud à Rome, est présentée comme très limitée : rien ne doit donner l'impression d'une quelconque force multinationale, fût-elle européenne, se substituant à l'organisation mondiale.

Les deux pays n'en coopèrent pas moins en profondeur sur d'autres

plans dans la région. On sait en particulier que l'Italie a accepté de représenter les intérêts de Paris à Téhéran, ce qui n'est pas une mince affaire. La France, de son côté, a contribué à ce que la base de Djibouti puisse servir de point d'appui à la flotte italienne.

Le domaine communautaire enfin devrait être largement abordé lors des conversations de Paris. L'Italie n'a évidemment pas les mêmes raisons que la France de défendre bec et ongles la politique agricole com-

mune. Elle est, par ailleurs, très préoccupée du « paquet Delors » visant à réformer le système de collecte des ressources européennes. Le fondement, comme le propose le président de la Commission, sur les PIB et non plus sur la TVA ferait faire un bond à la contribution italienne.

J.-P. CLERC.

1) M. Gorla s'est déjà rendu à La Haye, Madrid, Bruxelles, Londres, Dublin et Bonn.

PIERRE MERTENS

Ce grand et beau livre n'est assurément pas un ouvrage historique, et les deux pôles, la passion et la compassion, sont peut-être aussi les seules vertus qui puissent fonder aujourd'hui une morale.

Pierre Lepape / Le Monde

Pierre Mertens emprunte les chemins de l'Histoire pour nous mener somptueusement en territoire littéraire.

Michèle Gazier / Télérama

Un rare talent.

Michel Host / Le Quotidien de Paris

Collection Fiction & Cie dirigée par D. Roche — 120 F

Editions du Seuil

Proche-Orient

La guerre du Golfe

M. Shultz estime probable un embargo sur les armes à destination de l'Iran

Dans une lettre adressée au secrétaire général de l'ONU, M. Xavier Pérez de Cuellar, et rendue publique jeudi 1^{er} octobre, le chef de la diplomatie iranienne, M. Ali Akbar Velayati, accuse les États-Unis et la Grande-Bretagne de torpiller le processus de paix mené par les Nations unies dans le Golfe. « Pour la République islamique, les efforts du secrétaire général sont sérieusement compromis, et nous devons nous attendre à ce que, par leurs paroles et leurs actions, l'Irak, les États-Unis et la Grande-Bretagne risquent de réduire à néant l'espoir d'un dénouement positif », écrit M. Velayati, qui ajoute que, si ces efforts continuent, il n'y aura pas d'autre possibilité que la solution militaire.

Quelques heures après cette mise en garde, le secrétaire d'État George

Shultz estimait, au cours d'une conférence de presse, qu'il y avait suffisamment de voix au Conseil de sécurité de l'ONU pour adopter un embargo sur les armes à destination de l'Iran si ce pays « continue à refuser le cessez-le-feu réclamé par l'ONU ». Comme on lui demandait s'il disposait de voix suffisantes parmi les quinze membres du Conseil pour faire adopter un embargo si un cessez-le-feu ne peut être négocié, M. Shultz a répondu : « Lorsque cette hypothèse deviendra claire, la réponse est oui. » Dans une interview publiée jeudi par le New York Times, il avait estimé que l'URSS et la Chine, deux des cinq membres permanents du Conseil disposant d'un droit de veto, ne s'opposeraient pas à un embargo.

Tel n'est pas l'avis de M. Nazem Nobari, l'ambassadeur de Téhéran à

Moscou, qui a écarté jeudi la possibilité d'un embargo sur les armes à l'encontre de son pays, ajoutant que Téhéran et Moscou étaient satisfaits des derniers développements au Conseil de sécurité. Il a notamment jugé sans fondement les spéculations selon lesquelles l'Union soviétique pourrait approuver un tel embargo, si Téhéran ne respectait pas la résolution 598 du Conseil de sécurité ordonnant un cessez-le-feu dans le conflit du Golfe. « Je crois, a-t-il dit, que le boycottage n'est qu'un rêve américain », ajoutant que les tentatives de Washington de « faire pression » sur d'autres pays pour qu'ils approuvent un embargo seraient infructueuses.

Entre-temps, la « guerre des pétroliers » s'est intensifiée. L'Iran a subitement répondu aux raids irakiens répétés contre ses intérêts

pétroliers en attaquant, en l'espace de vingt-quatre heures, quatre pétroliers : *Johar* (pakistanaï), *Western City* (japonais), *Nichikaru-Maru* (japonais) et *Spice-Emerald* (indien). D'autre part, un chalutier australien, le *Shenton-Bluff*, a été touché jeudi par un tir de missiles irakiens, et son capitaine a été tué.

Ce vendredi matin, un pétrolier grec, le *Felicity*, a été attaqué par un « appareil non identifié » (probablement irakien) au sud du terminal iranien de Kharg.

Le Japon a immédiatement réagi à l'attaque de ses deux pétroliers en interdisant, pour au moins trois jours, aux navires japonais ou affiliés par le Japon de se rendre dans le Golfe. — (Reuter, AFP.)

La polémique sur la conférence de paix M. Shamir accuse M. Pérès d'avoir voulu « impliquer la diaspora aux États-Unis dans le débat politique israélien »

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès (travailliste), devait affronter la colère du chef du gouvernement, M. Shamir (Likoud, droite), à son retour des États-Unis, le vendredi 2 octobre. Ce n'est pas le tonner du discours prononcé par M. Pérès devant les Nations unies qui a suscité la fureur de M. Shamir : après tout, le chef de la diplomatie a reconnu avec franchise que s'il était partisan d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient, les ministres du Likoud au gouvernement d'« unité nationale » y étaient toujours, eux, farouchement opposés.

Non, M. Pérès est, cette fois, accusé d'avoir pris une initiative « sans précédent » et conduit une fautive politique impardonnable en appelant, jeudi, la communauté juive américaine à intervenir en faveur de cette fameuse conférence. Autrement dit, en lui demandant de soutenir explicitement la ligne défendue par les travaillistes.

Il a ainsi « violé », a accusé M. Shamir, une tradition respectée depuis la création du pays et qui veut que les dirigeants israéliens ne mêlent jamais la puissance diasporique américaine aux querelles politiques internes à l'État hébreu. Le reproche est grave : M. Pérès, dit le Likoud, a pris le risque de diviser la diaspora américaine selon des critères politiques israéliens, alors que c'est l'unité de cette communauté qui fait sa force et donne tant de poids à ses interventions en faveur d'Israël auprès du gouvernement de Washington.

En voulant « impliquer la diaspora dans le débat politique israélien », M. Pérès a franchi un pas très négatif », a déclaré le premier ministre. « Le judaïsme américain risque de se transformer en judaïsme de partis politiques », a commenté une personnalité du Likoud. Il a fait valoir que la diaspora américaine s'est toujours fiée pour ligne de conduite de ne jamais prendre position sur les questions relevant de la stricte souveraineté d'Israël : la conduite de la diplomatie et la défense. Selon le mot d'un dirigeant juif américain cité par la radio israélienne, « l'avenir des territoires occupés n'est pas le pro-

blème des gens de New-York ou de Los Angeles, car les conséquences de toute décision en ce domaine seront l'affaire des habitants d'Israël ».

A vrai dire, cette tradition de neutralité de la diaspora américaine avait été sérieusement ébranlée il y a quelques jours, et cela explique les réactions alarmées du Likoud. Le 22 septembre, en effet, une des plus importantes organisations juives américaines, l'America Jewish Congress (AJC) était entrée dans le débat sur la conférence en prenant position en faveur de M. Pérès, et cela à quelques semaines de la visite à Jérusalem du secrétaire d'État américain, M. George Shultz.

ALAIN FRACHON

Grève générale de la mémoire d'Israël. — La minorité druze d'Israël, forte de 85 000 âmes, a lancé jeudi 1^{er} octobre une grève de 48 heures en se plaignant de n'être pas traités à égalité avec la majorité juive. Les services publics ont été suspendus dans les dix-sept localités druzes du Golan. Les municipalités affirment que le gouvernement a manqué à sa promesse de leur octroyer les fonds nécessaires pour leur permettre de se hausser au niveau de leurs voisins juifs. Contrairement aux 700 000 citoyens arabes de l'État, les Druzes d'Israël percent les devoirs des citoyens juifs, dont le service militaire obligatoire. Ils font souvent perdre de l'unité d'État et de l'armée de réticence, mais leurs dirigeants ne plaignent qu'à de rares exceptions, ils ne bénéficient pas de droits égaux. — (Reuter.)

JORDANE : des détenus palestiniens dénoncent le traitement « inhumain ». — Les cent un Palestiniens détenus dans la prison de Jafar, dans le désert jordanien, à 100 kilomètres à l'est d'Amman, ont dénoncé le traitement « inhumain » auquel ils sont soumis, dans un message rendu public jeudi à Damas. Ces détenus, membres de différentes fractions palestiniennes, ont affirmé que « des prisonniers s'étaient vus infliger la torture ou ont été assassinés ».

De sources palestiniennes à Damas, on indique que deux dissidents du Fatah (du colonel Abou Moussa), Omar Ach-Chayeb et Nayef Khallil al-Bayeh, sont morts, le premier sous la torture en juin 1986, le second empoisonné en mars 1987. — (AFP.)

(Publicité)
UN IMMENSE MARCHÉ S'OUVRE APPRENEZ LE CHINOIS
dans une grande université : Pékin, Shanghai, Canton... PLACES LIMITÉES.
EN CHINE
A partir de février 88. UN SEMESTRE 15.500 F + droits inscription. Logement compris. CEPES - 57, rue Châteaufort, 92200 Neuilly - 47-45-08-19 ou 47-22-94-94.

(Publicité)
EGYPTE : LE RETOUR DE L'ENFANT PRODIGE
Isolée après la conclusion avec Israël des accords de Camp David, l'Égypte s'apprête à réintégrer la famille arabe. Membre de l'Institut d'études stratégiques (London), Ghassân Aswad explique comment...
Dans le numéro d'octobre d'ARABES, en kiosque et en librairie.
78, rue Joffre, 75017 PARIS
TEL : 46-22-34-14.

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS - BRÉSILIEN ESPAGNOL QUECHUA ANGLAIS
TEL 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes 75014 Paris

Amériques

SURINAME : l'approbation de la nouvelle Constitution

Le commandant Bouterse affirme que son pays ne menace pas la base française de Kourou

La nouvelle Constitution du Suriname, qui prévoit des élections générales le 25 novembre, a été approuvée par 93 % des votants lors du référendum du 30 septembre, selon des résultats officiels communiqués, le jeudi 1^{er} octobre, à Paramaribo. Le taux d'abstention a cependant été assez élevé dans la capitale, avec 45 % des inscrits.

Pour les militaires au pouvoir depuis 1980, l'approbation de la Constitution marque la volonté de la population de poursuivre le « processus de rénovation » entamé il y a sept ans, ainsi que l'a affirmé le commandant Bouterse à l'issue du scrutin. Pour les trois principaux partis politiques d'opposition, c'est une étape vers le « retour d'un régime démocratique ». Le commandant Bouterse, au cours d'un entretien avec la presse, est resté évasif sur son avenir politique, affirmant seulement qu'il avait une « mission à remplir ».

Il a également déclaré que le Suriname ne constitue pas une menace pour la base spatiale de Kourou, en Guyane française, mal-

gré la présence admise de « quelques Libyens » à Paramaribo et une aide libyenne estimée à 30 millions de dollars. Il a souhaité que la France et le Suriname maintiennent « des relations d'amitié sur la base du respect mutuel de leur souveraineté et travailleur ensemble, avec l'aide des organismes internationaux, pour résoudre le problème des réfugiés installés en Guyane française après avoir fui les zones de combat entre la guérilla et l'armée, dans l'est du pays ».

Interrogé sur l'attitude qu'il souhaiterait voir adopter par la France à l'égard des rebelles, le commandant Bouterse a répondu : « Il ne m'appartient pas de dire à la France ce qu'elle doit faire, mais, ce que je peux espérer, c'est qu'elle se comporte en bon voisin et respecte les lois internationales qui condamnent le terrorisme ».

La France est régulièrement accusée au Suriname de servir de refuge aux guérilleros dirigés par Ronny Brunswijk. — (AFP, Reuter, UPI.)

ARGENTINE : la visite de M. Chevardnadze

Buenos-Aires se félicite des accords américano-soviétiques sur le désarmement

Buenos-Aires (AFP). — Le ministre des affaires étrangères soviétique, M. Edeouard Chevardnadze, et le président argentin Raúl Alfonsín sont tombés d'accord, le jeudi 1^{er} octobre à Buenos-Aires, sur la nécessité de poursuivre le processus de désarmement et se sont prononcés en faveur d'un nouvel ordre économique mondial.

Le chef de la diplomatie soviétique, arrivé mercredi soir à Buenos-Aires pour une visite officielle de cinq jours en Argentine, la première jamais effectuée par un haut responsable d'URSS, a été reçu, pour le premier entretien, pendant deux heures par le président argentin, M. Chevardnadze a qualifié les discussions de « très intéressantes et très profondes ».

A l'issue de la rencontre, M. Chevardnadze a déclaré : « Pour nous, la priorité va au désarmement et à sa poursuite ».

Selon le ministre soviétique, le président argentin « s'est félicité des accords américano-soviétiques sur les missiles intermédiaires » et les deux hommes sont convenus de « la nécessité de poursuivre le processus de désarmement nucléaire ».

Il a aussi exprimé l'espoir d'arriver « rapidement » à un accord sur les missiles stratégiques afin d'en réduire « le nombre de 50 % » et a défendu l'idée de « préserver

l'espace sans armes, comme un lieu de paix pour les générations à venir ».

L'entretien a également permis d'analyser, selon lui, « les perspectives de progrès dans les négociations destinées à aboutir à la liquidation des armements chimiques ».

A propos des relations bilatérales, le président Alfonsín et son hôte soviétique ont qualifié leur niveau de « très élevé » et sont convenus de la nécessité d'accroître les relations économiques, scientifiques et culturelles. M. Chevardnadze a remercié le président argentin d'un message de M. Mikhaïl Gorbatchev dans lequel le leader soviétique exprime sa « satisfaction » de l'intensification des relations bilatérales. Le message souligne aussi « l'augmentation de la confiance et de la compréhension mutuelles » et la volonté de « développer les relations d'amitié entre les deux pays ».

Enfin, le chef de la diplomatie soviétique a réaffirmé, jeudi, le soutien de l'URSS à l'Argentine sur la question des îles Malouines. Après avoir raconté les membres du Congrès, M. Chevardnadze a indiqué que l'Union soviétique continuera à soutenir l'Argentine dans sa volonté de recouvrer la souveraineté sur les îles Malouines, occupées par la Grande-Bretagne.

ÉTATS-UNIS : la course à l'investiture présidentielle

Le prédicateur Pat Robertson entre en politique

« Je tends la main à tous les Américains », c'est par cet appel messianique que Marion Pat Robertson, l'un des « télévangélistes » américains les plus connus et les plus riches qui ouvrent chaque semaine devant les caméras pour le salut de leurs millions de fidèles, a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, sa candidature officielle à l'investiture présidentielle.

A cinquante-sept ans, ce fils de sénateur résolu à renouer avec la tradition politique familiale a du même coup décidé de renoncer, pour mieux servir sa nouvelle vocation, aux pompes et aux fastes de son précédent ministère (son réseau de télévision, le Christian Broadcasting Network, installé en Virginie, atteint 200 millions de dollars de chiffre d'affaires par an). Toutefois, Dieu, qui jusqu'ici l'a conseillé — en le poussant notamment sur la voie de la prédication lorsqu'il avait vingt-cinq ans — devrait rester en quelque sorte son directeur de campagne. En effet, le credo politique du nouveau candidat à la Maison Blanche est limpide : l'Amérique souffre d'une « crise morale » due « au sexe facile, à l'infidélité, à la drogue et aux comportements excessifs », que seules la « prière » et une « conduite chrétienne » pourront guérir.

Pour l'instant, Pat Robertson reste très loin dans les sondages derrière les deux favoris républicains, le vice-président George Bush et le sénateur Robert Dole, en dépit de la surprenante victoire qu'il a remportée le 13 septembre dernier dans un

« vote d'essai » dans l'Iowa, État où a traditionnellement lieu le coup d'éclat de la campagne. Son ambition avancée semble être de regagner autour de son nom l'aile la plus conservatrice du parti dégoûté à bien des égards par les promesses non tenues de Ronald Reagan.

Le nouveau directeur du FBI hospitalisé. — Le nouveau directeur du FBI, M. William Sessions, n'a pu prêter serment comme prévu jeudi 1^{er} octobre. A la suite d'un malaise dans l'avion qui le conduisait à Washington pour la cérémonie à laquelle devait assister le président Reagan, il a été hospitalisé pour un ulcère à l'estomac. M. Sessions, cinquante-sept ans, juge à San Antonio (Texas), a été choisi par M. Reagan pour remplacer M. William Webster, lui-même nommé à la tête de la CIA. — (AFP.)

GUATEMALA : la guérilla annonce une rencontre avec des représentants du gouvernement le 7 octobre à Madrid. — Un communiqué publié par l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) annonce une rencontre entre les délégués des différents mouvements de guérilla regroupés dans l'URNG et des représentants du gouvernement démocrate-chrétien de M. Cerezo, le 7 octobre à Madrid. Le communiqué fait aussi état d'un accord de cessez-le-feu. Aucune confirmation de cette rencontre — qui serait la première entre gouvernement et insurgés — n'a été encore donnée par les autorités guatémaltèques. — (AFP.)

هكذا من الأصل

**Le Bouterse affirme
ne pas menacer
la paix de Kourou**

Interrogé sur l'attitude du haut-commissaire par rapport à l'égard des rebelles, le général Bourgeois a répondu : « L'opposition que je défends n'est pas de dire que la guerre des fous est une erreur, mais de dire qu'elle est une erreur de la part de ceux qui ne veulent pas qu'elle cesse. »

La France est-elle impliquée au Soudan ? Le général Bourgeois a répondu : « La France est impliquée dans la mesure où elle a des intérêts au Soudan. »

L.P.I.

[illegible][illegible]

**Plus rien
ne sera jamais
comme avant.**

هكذا من الاصل

Asie

CAMBODGE

Le prince Sihanouk relance l'idée d'une réunion entre Khmers

Phnom-Penh est prêt à négocier avec M. Khieu Samphan

Deux initiatives — l'une du prince Sihanouk et l'autre attribuée à son entourage — semblent avoir relancé l'idée de négociations entre Cambodgiens sans attendre la fin des combats et le retrait des troupes vietnamiennes stationnées au Cambodge.

En tout cas, le prince paraît avoir tout entrepris, cette année, pour amorcer un dialogue avec le régime pro-vietnamien de Phnom-Penh en dépit des nettes réserves de la Chine populaire et d'un moins deux membres de l'ASEAN — Association des nations de l'Asie du Sud-Est, qui regroupent Brunei, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, — en l'occurrence les deux derniers pays cités.

Au printemps, le prince s'est « mis en congé » de ses fonctions de chef de l'Etat du Cambodge — reconnu par l'ONU — apparemment pour pouvoir discuter en son nom personnel. Ce geste n'a pas permis, sur le moment, de débloquer la situation. Fin juillet, le Vietnam et l'Indonésie — cette dernière mandatée par l'ASEAN — se sont certes entendus sur un projet de réunion informelle — « cocktail » — sans préalable entre les trois factions de la résistance cambodgienne et les autorités de Phnom-Penh. Mais les Chinois se sont opposés, par la voix de leurs protégés khmers rouges, à ce projet. En août, l'ASEAN en a fait de même en insistant sur la décision de deux conditions : que le Vietnam soit associé, très rapidement, aux discussions et que ces dernières portent sur le « plan de paix en huit points » avancé par la résistance en 1986. Les Vietnamiens ont refusé ces deux conditions.

En septembre, alors que le prince Sihanouk effectuait un séjour privé en France, sept de ses anciens collaborateurs — membres baptisés les « sept sages » — ont relancé l'affaire en « précisant un dialogue entre les différentes parties cambodgiennes adverses ». Le prince a, bien entendu, donné son aval. Phnom-Penh est prêt à négocier avec M. Khieu Samphan.

PHILIPPINES

Le colonel Honasan menace d'organiser un nouveau putsch

Le colonel Honasan, organisateur en fait de la tentative de putsch du 28 août, a annoncé, dans un entretien publié vendredi 2 octobre par *Tempo*, un quotidien de Manille, qu'il tentait de nouveau de prendre le pouvoir dans les semaines qui viennent. « Nous nous sommes donné un maximum d'un mois et demi pour réagir après la première phase du 28 août », a-t-il déclaré dans cette interview recueillie, selon *Tempo*, au sud de Manille.

Entre-temps, une chasse aux sorcières — visant les membres de l'administration Aquino jugés « pro-communistes » par la droite — s'accroît à Manille. Le *Philippine Inquirer*, journal pro-gouvernemental, publie une liste de soixante-dix « gauchistes » dressée, selon lui, par les services secrets de l'armée. Tous sont d'anciens adversaires du dictateur déchu Ferdinand Marcos, et plusieurs ont été — ou sont encore — des proches ou des partisans de M. Aquino. — (AFP, Reuters.)

Penh et Hanoi l'ont également fait. Quant au chef de l'Etat vietnamite, M. Andrei Gromyko, il a approuvé, le 1^{er} octobre, la position de Phnom-Penh, y voyant « une nouvelle preuve de bonne volonté » de la part des Cambodgiens alliés du Vietnam.

Simultanément — et cela est nouveau — Phnom-Penh s'est déclaré prêt à négocier non seulement avec le prince Sihanouk et M. Son Sann — premier ministre du gouvernement de la résistance — mais également avec M. Khieu Samphan, l'un des principaux dirigeants des Khmers rouges. Jusqu'ici, les Cambodgiens de Phnom-Penh et les Vietnamiens refusaient tout dialogue avec la « clique de Pol Pot », c'est-à-dire le noyau dur du régime qui a dirigé le Cambodge de 1975 jusqu'à l'intervention des troupes vietnamiennes, fin 1978. Désormais, Phnom-Penh ne jette plus l'opprobre que sur deux dirigeants des Khmers rouges, MM. Pol Pot et Ieng Sary.

Jeddi également, alors que le Vietnam avait déjà annoncé qu'il participerait, pour la première fois, au débat de l'Assemblée générale de l'ONU sur le Cambodge, un porte-parole officiel de Hanoi a déclaré que des pays qui n'ont pas reconnu le régime de Phnom-Penh pourraient néanmoins assister au prochain « cocktail » de troupes vietnamiennes du Cambodge, prévu à la fin de l'année, et qui doit concerner, selon les Vietnamiens, environ vingt mille soldats. Les effectifs vietnamiens actuellement stationnés au Cambodge sont évalués par les Américains à quelque cent cinquante mille hommes.

Assommoir

Ces développements laissent penser que le prince Sihanouk — en dépit de la fermeté chinoise — continue d'explorer tous les chemins pour tenter de résoudre le conflit. Lui-même — il l'a dit et répété — est prêt à rencontrer — en France plutôt qu'en Indonésie — le premier ministre de Phnom-Penh, M. Hun Sen. Mais, jusqu'ici, il ne pouvait le faire, en tant que chef de l'Etat, sans l'accord des Khmers rouges, hostiles à une telle rencontre. L'assommoir de l'attitude de Phnom-Penh à l'égard de M. Khieu Samphan, numéro deux de l'Etat cambodgien, précède par Sihanouk indique-t-il que les démarches du prince commencent à porter quelques fruits ?

Après un séjour très discret en France, le prince Sihanouk devait se rendre à New-York, non pour représenter le Cambodge à l'Assemblée générale de l'ONU, mais pour y rencontrer, en principe, vendredi, M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain, et le 6 octobre le secrétaire général des Nations unies. Ensuite, après un séjour dans deux pays de l'Europe de l'Est, il doit retourner en Corée du Nord et ne regagner la France que le 11 novembre, pour une visite semi-privée et semi-officielle, comme l'an dernier.

Mais, pour l'instant, seule sa réception par M. Jacques Chirac semble prévue. M. François Mitterrand, qui l'avait reçu l'an dernier à l'Elysée, n'envisagerait pas de le faire à nouveau, pour des raisons qui n'ont rien à voir avec la question

cambodgienne mais qui soulignent les difficultés de la cohabitation entre le chef de l'Etat et le premier ministre français. Or, pour M. Hun Sen comme pour le prince Sihanouk, la France serait le terrain idéal d'une éventuelle rencontre, d'un « tête-à-tête » dans un premier temps et d'un « cocktail » entre Cambodgiens dans un deuxième.

A moins que le prince ne décide de briller la politesse aux Chinois — auxquels il dit vouer une « reconnaissance éternelle », en dépit de leurs divergences actuelles — il semble prématuré d'envisager une rencontre entre Khmers. Car M. Khieu Samphan et, par son intermédiaire, ses protecteurs de Pékin n'ont toujours pas donné leur aval à un « cocktail » sans pré-conditions. La radio des Khmers rouges a même rejeté, vendredi, toute négociation sans participation du Vietnam. D'un autre côté, les positions de Hanoi et de ses protégés de Phnom-Penh ont quelque peu changé.

L'idée d'un schéma qui ferait intervenir un règlement politique avant le désarmement des factions cambodgiennes et le rapatriement des troupes vietnamiennes paraît dans l'air. De ballon d'essai en ballon d'essai, les positions de départ se sont nettement nuancées au fur et à mesure que l'on se rapproche de la date-butée de 1990 fixée par les Vietnamiens pour un « retrait total » de leurs troupes du Cambodge.

JEAN-CLAUDE POMONTI

Afrique

ALGERIE

Le président Chadli donne le coup d'envoi à la réforme des entreprises

ALGER
de notre correspondant

Le président Chadli Bendjedid s'est voulu rassurant dans le discours qu'il a prononcé, mercredi 30 septembre, devant quelque huit cents cadres et représentants des travailleurs des entreprises publiques algériennes, au terme de deux journées de débats consacrés à l'autonomie des entreprises.

De nouveaux textes de loi, qui vont introduire des changements fondamentaux dans l'économie algérienne, sont, en effet, à l'étude devant l'Assemblée populaire nationale (APN, Chambre des députés) et suscitent de nombreuses interrogations et de légitimes inquiétudes aussi bien chez les gestionnaires que chez les ouvriers, confinés depuis vingt-cinq ans dans le fonctionnarisme et ne dépendant finalement que de l'Etat tout-puissant. Selon ces textes, les chefs d'entreprise devraient disposer d'une totale liberté d'action, le capital resterait dans les mains de l'Etat, mais la priorité irait à l'effort commercial et à l'efficacité économique et financière.

« Donner l'autonomie aux entreprises ne veut pas dire nous laisser vous débattre dans les problèmes. L'Etat et le gouvernement seront toujours à vos côtés », a souligné M. Chadli, après avoir annoncé que les réformes entreraient en vigueur dès le début de l'année prochaine. « Ces mesures ne sont pas le fruit du hasard », a dit le chef de l'Etat, mais « le résultat des préoccupations de la direction politique depuis des années ». Il a tenu à affirmer qu'il ne s'agit pas d'une « opération politique », mais d'une « question économique » ayant aucune relation avec l'idéologie ni avec les choix fondamentaux du pays. « Nous estimons, a-t-il

ajouté, que ces réformes renforceront, de fait, le secteur public en lui attribuant des prérogatives et des moyens qui le rendront capable de maîtriser davantage l'économie nationale ».

Le président Chadli a également annoncé que des groupes de travail seront prochainement créés pour lutter contre « certains maux sociaux », dont la « bureaucratie » et la « corruption », cette « grave maladie qui peut mettre le pouvoir en danger, ébranler les citoyens et empêcher la confiance et la crédibilité nationales ».

Le chef de l'Etat a appelé à poursuivre la « politique d'expansion », qu'il a qualifiée de « soutien à la durée », avant d'annoncer qu'un « inventaire » serait dressé « à la fin de l'année pour déterminer le nombre de coopératives étrangères susceptibles d'être remplacées par des cadres algériens ». Il a conclu, selon la traduction officielle — son discours en confiant l'« application effective des textes » aux cadres et en appelant « chaque Algérien à assumer ses responsabilités dans la gestion de l'économie nationale ».

La fin du gigantisme

Le ton même du discours est bien différent de ceux qu'il prononçait l'an passé à pareille époque, lorsqu'il fustigeait les responsables d'entreprises publiques, les « apparatchiks », et lançait le corps préfectoral à la suite des événements qui avaient fait fruster l'élément à Constantine, l'ancien capitale de l'Etat. L'application de ces mesures décrites dans une circulaire interne ministérielle, a commencé ce 1^{er} octobre, mais le point de loi n'a pas encore été soumis à l'APN.

Ces changements radicaux dans l'organisation de l'économie marquent aussi l'abandon de ce qui a été pendant longtemps un quart de siècle les piliers du développement de l'Algérie. Signifiant que l'Algérie se dispose à passer progressivement de l'économie d'endettement à une économie de marché ? Ou, plus simplement, qu'elle est en train de renouer avec le monde ?

modaliser pour mettre en œuvre une nouvelle politique économique qui ne s'embarrasse pas de fioritures idéologiques.

Le ton des discours et des débats est passé. Les réformes sont en marche. L'industrie industrielle et la révolution agricole sont au rancart. Révoque l'époque des grands pôles industriels qui devaient, par un effet d'entraînement, susciter la création d'un tissu industriel indépendant en cascade jusqu'à la sous-traitance. Ils fonctionnaient dans le cadre de grandes sociétés nationales devenant monolithes avec le temps. La situation n'a pas fait ses preuves. La restructuration de ces entreprises a commencé dès 1980. Elles ont été fractionnées en unités plus petites avec des directions séparées, en principe mieux gérables. Leur donner l'autonomie s'inscrit dans la même logique.

La révolution agricole était fondée sur la nationalisation des terres et la création de domaines socialistes autogérés. La stratégie politique a pour fondement, d'une part, l'accès à la propriété foncière, qui permet à chaque Algérien de solliciter l'octroi de surfaces agricoles cultivables mais non exploitées, assorti de prêts bonifiés. Si sa mise en valeur est effective et reconnue dans les cinq premières années, le terrain lui est définitivement attribué en pleine propriété. Et, d'autre part, la redistribution des domaines socialistes autogérés à des agriculteurs regroupés en masses-coopératives, qui auront l'usufruit de la terre, considérée — actuellement — comme un bien inaliénable de l'Etat. L'application de ces mesures décrites dans une circulaire interne ministérielle, a commencé ce 1^{er} octobre, mais le point de loi n'a pas encore été soumis à l'APN.

Ces changements radicaux dans l'organisation de l'économie marquent aussi l'abandon de ce qui a été pendant longtemps un quart de siècle les piliers du développement de l'Algérie. Signifiant que l'Algérie se dispose à passer progressivement de l'économie d'endettement à une économie de marché ? Ou, plus simplement, qu'elle est en train de renouer avec le monde ?

ANGOLA

Recrudescence des combats dans le Sud

Le gouvernement angolais affirme que de violents combats ont lieu dans le sud du pays, entre les forces régulières et les troupes de l'UNITA de M. Jonas Savimbi. M. Luis de Almeida, ambassadeur angolais à Paris, a indiqué, jeudi 1^{er} octobre, que des opérations avaient mis aux prises l'armée gouvernementale avec des forces sud-africaines dans la région du fleuve Lomba. Selon l'ambassadeur, huit avions et deux hélicoptères sud-africains auraient été abattus par la DCA angolaise.

La presse sud-africaine fait également état d'une recrudescence des combats, notamment dans la région de Mavinga. Selon le quotidien *Cape Times*, deux colonnes de véhicules blindés ont été lancées à l'assaut de Mavinga pour neutraliser l'UNITA, sous la direction du général soviétique Konstantin Sinegovitch. Selon le correspondant militaire du journal, l'attaque angolaise a été menée par quelque 20000 Angolais armés d'armes lourdes, des centaines de militaires d'Allemagne de l'Est et des troupes cubaines. — (AFP, Reuters.)

Océanie

VANUATU : après l'expulsion de l'ambassadeur de France

Paris annonce le « réexamen » de sa coopération avec Port-Vila

Le gouvernement français a décidé « un réexamen de l'ensemble de sa coopération avec le Vanuatu », à la suite de l'expulsion de son ambassadeur et d'un attaché de coopération technique à Port-Vila, a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, le ministre des Affaires étrangères dans un communiqué.

« Le gouvernement, précise-t-il, s'élève contre l'expulsion de l'ambassadeur de France à Vanuatu, M. Henri Crépain-Leblond, et celle de M. Denis Felbois, attaché de coopération technique. En 1981, le Vanuatu avait déclaré persona non grata M. Yves Rodriguez, à la suite d'un incident à propos de la Nouvelle-Calédonie, principale pomme de discorde entre Paris et Port-Vila. En 1984, M. Marc Menguy, menacé d'expulsion, avait dû anticiper son départ. Dans son communiqué, le Quai relève que le gouvernement avait déjà réduit l'aide qu'il apporte au Vanuatu, qui était passée de 66 millions de francs en 1986 à 52 millions cette année. « Les mesures d'expulsion et la dénonciation sans précédent de l'accord domanial qui viennent d'intervenir conduisent le gouvernement à décider un réexamen de l'ensemble de la coopération avec le Vanuatu », indique le communiqué, avant d'ajouter que « des mesures concrètes seront

arrêtées dans les prochains jours ». Aux termes de l'accord domanial signé au moment de l'indépendance de l'ancien condominium franco-britannique des Nouvelles-Hébrides en 1980, la France avait été autorisée à conserver certaines propriétés.

La France ne peut pas prendre une mesure de rétorsion symétrique à celle prise par le premier ministre du Vanuatu, M. Walter Lini, car ce pays n'envoie pas d'ambassadeur dans les pays étrangers à l'exception des Nations unies à New-York.

Les Français rejettent les accusations portées par le Vanuatu contre M. Crépain-Leblond selon lesquelles ce dernier aurait apporté une « aide subversive » à l'Union des partis modérés, parti francophone d'opposition. Interrogé par le quotidien *Les Nouvelles calédonniennes*, M. Crépain-Leblond a expliqué qu'il a été « surpris » par son expulsion et par celle de M. Felbois. M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, qui se trouve en Nouvelle-Calédonie, a déclaré, vendredi, que l'expulsion des deux diplomates s'inscrivait dans « une escalade de radicalisation » de la politique conduite par Port-Vila. « Je ne peux que le regretter pour le Vanuatu », a-t-il ajouté.

FIDJI

Londres et New-Delhi refusent de reconnaître le nouveau régime

Le colonel Rabuka, qui s'est proclamé chef de l'Etat, le jeudi 1^{er} octobre (le *Monde* du 2 octobre), a annoncé que les Fidji deviendraient une République indépendante le 10 octobre, à l'occasion du dix-septième anniversaire de leur indépendance. Londres a aussitôt réagi avec un communiqué du palais de Buckingham annonçant que la reine, en tant que chef du Commonwealth, suivait « de très près les événements » et qu'elle considérait le gouverneur général Sir Peadar Kirby, son représentant aux Fidji, « comme la seule source légitime d'autorité exécutive ». De son côté, le Foreign Office s'est déclaré « gravement préoccupé » par les initiatives du colonel Rabuka. La Cour suprême des Fidji s'est réunie, dès vendredi, sur la position de Londres.

L'Inde — dont l'influence est majeure en raison de l'importance de la communauté indienne des Fidji — a refusé de reconnaître « un régime qui veut détenir le pouvoir par la force des fusils ». L'Australie a déjà suspendu son aide aux Fidji et la Nouvelle-Zélande a annoncé son intention de réduire ses échanges avec l'archipel, notamment d'interrompre « totalement » sa coopération militaire. — (AFP, Reuters.)

Du vendredi 2 Oct. au samedi 10 Oct. inclus

LE DEFI FOURRURES DU NORD

la semaine de la fourrure

FOURRURES DU NORD



115 à 119 rue La Fayette
PRES GARE DU NORD
75010 PARIS

100 Av. Paul Doumer
PLACE DE LA MUETTE
75016 PARIS

cet escompte sera effectué à nos caisses.

La rentrée parlementaire et les journées du PS à Strasbourg

Priorité au combat droite-gauche

La dernière ligne droite est toujours la plus délicate. La session parlementaire, qui s'ouvre le vendredi 2 octobre, est l'ultime occasion de débats et d'affrontements au Palais-Bourbon et au Palais du Luxembourg avant l'élection présidentielle. L'ordre du jour de cette échéance ne pourra donc que recouvrir les quatre-vingt jours de discussion qui commencent au Parlement. Qui l'emportera : la polémique ou les échanges d'idées ?

La première séance à l'Assemblée nationale est de mauvais augure. Entre le boycottage par le Front national, pour éviter la minute de recueillement en souvenir des victimes du nazisme, et l'inscription à l'ordre du jour, votée par la majorité, du débat public sur le rôle de M. Chirac dans la justice, c'est le plus mauvais des débuts qui va d'abord dominer. L'acceptation par le gouvernement d'un débat au Palais-Bourbon sur les privatisations montre, heureusement, que le Parlement peut être encore le lieu de discussion entre l'exécutif et les élus chargés de contrôler son action.

La violence des arguments, les déclarations de coupes préparatoires à la vraie campagne électorale, vont dominer. Nul ne cache son intention d'utiliser à plein les possibilités de cette chambre d'écho qu'est le Parlement. Les socialistes, tout en étant décidés à s'opposer avec la même force les chancelleries et les barrières, tenteront d'enfoncer des coins entre les deux candidats de la droite. Le social premier de la majorité est, au contraire, de préserver son unité au moins jusqu'à la fin de cette session. Quelques grandes ont été par avance dévoilées. Ainsi, M. Balladur a renoncé à faire figurer dans le texte même de la loi de finances un plan triennal de réduction du déficit budgétaire et de baisse des impôts. En échange, les amis du député de Lyon ne devraient pas profiter de la discussion du budget, mais occu- per la majeure partie des travaux pour contraindre trop forte-

ment une politique économique et financière, tout en critiquant, en critiquant, de nombreux aspects. Là encore l'affrontement droite-gauche sera la priorité.

Tous les sujets de discordance intra-majeuritaire n'ont pourtant pas disparu : l'un d'entre eux figure déjà à l'ordre du jour du Sénat, le 14 octobre : la vente de la Caisse nationale de crédit agricole aux caisses régionales de la « banque verte ». Cette opération voutée — envers et contre tous — par M. François Guillaume sous- lève-trop d'inquiétude dans le monde rural pour que des élus, toujours sensibles à cet égard, l'acceptent sans bronche. Sur-tout, à cela perimait aux barrières de prendre pied dans une chasse gardée de M. Chirac. Sur un autre dossier délicat, la décision gou- vernementale n'est pas encore prise : il s'agit du nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie. En la matière, les centristes sont plus que réticents devant la politique de M. Bernard Pons.

Ciel bleu et orage

Les autres grandes réformes restent — pour l'instant — remises dans un placard, du moins celles pouvant donner lieu à de grands affrontements. Pour accorder l'ensemble de son bilan, le premier ministre n'a conservé que des projets techniques dont les socialistes auront quelque mal à rendre publique la contestation, le budget mis à part, bien entendu.

Allusions perfides, petites phrases pleines de sous-entendus, les pourcentages de tous- fois entièrement disparates des discours de tribune, des propos de couloir. Quand des hommes politiques sont réunis à la veille d'une échéance politique capitale, le climat est difficile à maîtriser. La majorité veut-elle que son pro- pre ciel reste bleu et que l'orage n'éclate qu'entre la droite et la gauche. Mais la météorologie n'est pas une science exacte !

THÉRIER BÉRIER.

Après avoir attaqué la politique de M. Chirac les socialistes s'en prennent à M. Barre

« N'oublions pas Barre... » Après leurs violentes attaques de la veille contre la « chiraquie », les dirigeants du PS ont recentré leurs critiques, le jeudi 1^{er} octobre, lors de la deuxième des journées parlementaires socialistes à Strasbourg. MM. Lionel Jospin, Laurent Fabius et Jean-Pierre Chevènement ont rappelé le soutien apporté par les amis de M. Barre à la politique de l'actuel gouvernement et souligné que le candidat des socialistes à l'élection présidentielle aurait à s'opposer à la fois à l'ancien premier ministre et à l'actuel.

La critique des privatisations a encore occupé le devant de la scène, mais les orateurs du jeudi ont mesuré, plus que ceux de la veille, la tonalité de leurs propos. L'analyse a été présentée plus calmement afin que la virulence de la forme ne camoufle pas le fond. M. Alain Juppé ayant proposé un débat à la radio ou à la télévision à M. Pierre Joxe, le président du groupe socialiste lui a répondu que le lieu naturel de la discussion entre le gouvernement et l'opposition est le Parlement. Il a donc souhaité un débat à l'Assemblée nationale, retransmis à la télévision. M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, a fait savoir, jeudi matin, que M. Edouard Balladur était prêt à débattre des privatisations à l'Assemblée nationale, soit à la commission des finances soit en séance publique. Jeudi, M. Philippe Vasseur, porte-parole du PR, a dénoncé « l'outrance

et le sectarisme » des propos de M. Joxe. M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, s'est déclaré « suffoqué » par des déclarations qui, selon lui, font appel « à la haine, au mépris humain et à la diffamation ».

Cette polémique et la préparation de l'élection présidentielle n'ont pas été les seuls sujets abordés à Strasbourg. Le mercredi, M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a prononcé devant « ses amis et camarades » un vibrant plaidoyer pour la construction de l'Europe. Le jeudi, les parlementaires socialistes ont affirmé leur contestation du budget proposé par le gou- vernement.

et le sectarisme » des propos de M. Joxe. M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, s'est déclaré « suffoqué » par des déclarations qui, selon lui, font appel « à la haine, au mépris humain et à la diffamation ».

Cette polémique et la préparation de l'élection présidentielle n'ont pas été les seuls sujets abordés à Strasbourg. Le mercredi, M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a prononcé devant « ses amis et camarades » un vibrant plaidoyer pour la construction de l'Europe. Le jeudi, les parlementaires socialistes ont affirmé leur contestation du budget proposé par le gou- vernement.

M. Jospin : après les « deux cents familles » les « vingt familles » du pouvoir

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti, fait part aux parlementaires socialistes du « sentiment positif » qu'il éprouve. Selon lui, le PS va « jouer un rôle essentiel dans les prochains mois ». Ce parti est, selon lui, « celui qui est le mieux adapté à la société française telle qu'elle est, telle qu'elle aspire à être, dans la perspective de l'élection présidentielle ». Il souhaite en faire « le parti de la victoire ».

Le député de Haute-Garonne affirme ensuite qu'il est difficile de connaître les projets du gouverne- ment pour cette session parlementaire. Il ajoute : « Il est vrai qu'avec un chef de gouvernement pour qui « gouverner c'est bouter », et qui n'a pas dû passer, pendant tout le mois de septembre, plus d'un jour dans son bureau, il est difficile de diriger et d'organiser ». Pour M. Jospin, il est aujourd'hui « clair que la droite n'a pas réussi ». Il cite l'activité économique, évoque la Nouvelle-Calédonie et la mort des deux généraux, pour s'indigner « devant ces deux victimes de la violence », avant de demander au gou- vernement « de renouer les fils du dialogue et de renouer à une politi- que si spectaculairement unitaire ».

Il souligne que les socialistes doi- vent faire des propositions à propos des « nouveaux durs » et annoncer leurs intentions « le moment venu ». Dans certains cas, énonce-t-il, nous reviendrons, c'est clair, à la gestion publique, dans l'autonomie des entreprises. Dans d'autres (...), nous laisserons agir l'initiative pri- vée. Mais nous devons de toute façon poser et résoudre le problème des nouveaux durs (...). Je me demande (...) si nous ne pourrions pas distinguer entre les nouveaux durs (...) et les millions de petits actionnaires qui ont acheté des actions et qui pourraient très bien les conserver librement et peut-être même voir leurs droits d'être entendus élargis. Ce pourrait être une des façons de faire vivre cette économie mixte à laquelle nous sommes attachés et, de sur-

Chef de train et serre-frein

Le député de Haute-Garonne pré- cise ensuite que la critique socialiste vis-à-vis de la majorité est « l'instigation », dit-il, est à M. Chirac, mais l'approbation est à M. Barre, qui, soit n'a pas d'autres idées, soit n'a pas le courage de les défendre (...). M. Chirac est le chef de train, M. Barre est le serre-frein. Et ils dévilleront ensemble. Les responsabilités de l'UDF sont, pour nous, pleinement engagées au gou- vernement (...). Ceux qui certains appellent les centristes sont bien au cœur du dispositif de la droite. Oui, ils sont responsables ensemble (...). Oui, M. Barre est notre cible tout autant que M. Chirac ».

M. Jospin conclut en proposant, pour les deux mois qui viennent, une campagne de cent meetings pour inviter la population à venir débattre avec le PS de ses propositions. Il observe aussi que, tant que le candi- dat socialiste ne sera pas désigné, « c'est le PS qui occupera le terrain, qui mènera campagne ». Dans cet esprit, M. Jospin propose prochainement au bureau exécutif du PS la mise en place d'une « équipe du parti » pour préparer la campagne.

M. Fabius : ça va mieux, pour qui ?

M. Laurent Fabius a proposé aux élus socialistes un slogan en forme de question à opposer à l'« argumen- taire » de campagne développée par le gouvernement sur le thème : « Ça va mieux, ça va déjà mieux ». « Ça va mieux, pour qui ? Ça va mieux, pour qui ? Oui, ça va mieux pour toute une série de gens pour lesquels le gouvernement travaille (...). Mais pour toute une autre catégorie, c'est insupportable de s'entendre seriner : ça va mieux. C'est sur ce terrain de « l'injustice » que M. Fabius voudrait faire porter l'essentiel du débat de la campagne pour l'élection prési- dentielle : « La crise est avant tout sociale et morale », a-t-il affirmé.

Comme ses prédécesseurs à la tri- bune, le député de Seine-Maritime a insisté pour que M. Raymond Barre ne soit pas oublié dans la bataille : « Il faut arroser large. Si la politi- que mène aujourd'hui est médiocre, celle d'avant-hier l'était aussi. Comment M. Barre peut-il apparai- tre aujourd'hui comme un grand économiste ? ». S'est interrogé M. Fabius en évoquant également l'attitude « de mépris qui le rendit insupportable ».

Pour l'ancien premier ministre, Chirac-Barre est bonnet blanc et blanc bonnet : « On ne fera croire à personne que l'investissement indus- triel est une ligne de crivoir entre eux (...). Barre s'accommoderait bien du libéralisme d'Etat actuel si l'Etat était barbare au lieu d'être chiraquien », a-t-il lancé.

A propos de l'élection présiden- tielle, M. Fabius s'est montré raison- nablement optimiste : « Nous avons de bonnes chances de gagner parce que nous avons à la tête de l'Etat un homme d'une dimension exceptionnelle. Mais mon opti- misme est tempéré parce que, même si nous gagnons, ce sera diablement difficile. Les Français veulent un changement au quotidien, alors que nous savons que cela prendra du temps ».

A propos de l'Europe, M. Fabius, qui a effectué un récent voyage au Japon, s'est dit frappé par l'extraor- dinaire développement de ce pays, notamment dans le domaine des ser- vices. Pour faire face à cette montée en puissance, comme à la concu- rence américaine, M. Fabius a lancé à la salle : « L'Europe c'est la seule chance ». Mais si les Américains, les Japonais, les Allemands, ont un projet propre à leur pays, M. Fabius estime que la France n'a pas encore su trouver le sien : ce projet qui « transcende » l'homme et pour lequel les socialistes doivent travail- ler s'ils veulent remporter les élec- tions.

■ Démission de M. Capdeville de la présidence du conseil gé- néral de l'Aude. — M. Robert Capdeville (PS), s'est démis, jeudi 1^{er} octo- bre, de ses fonctions de président du conseil général de l'Aude pour rai- sons de santé. Né le 2 décembre 1919, M. Capdeville, ancien député et ancien président du conseil régio- nal du Languedoc-Roussillon, pré- sidait l'Assemblée départementale depuis 1973. Il continuera toutefois d'y représenter le canton de Couzès, dont il est l'élu depuis 1953.

Le Front national réuni à Porquerolles

La comédie du bonheur

Ce fut Embarassons-nous Polle- lle ! Dans le décor d'opérette de l'île de Porquerolles, dans le Var, les par- lementaires du Front national ont joué, le jeudi 1^{er} octobre, devant les journalistes, une exceptionnelle comédie du bonheur. Arrivés sur place depuis la veille, les treize et un députés présents avaient eu tout le loisir de répéter dans le secret du huis-clos cette pièce du « Tous pour un, un pour tous ». Une comédie, comme les meilleures, en quatre actes et évidemment destinée à confondre ces schémas de « la route médiatique » qui, pour reprendre les plénipotes de M. Jean-Marie Le Pen, « en proie à leurs fantasmes », ou handicapés par « des lunettes ébréchées » croient voir des lézards partout, sur le Front.

Acte premier : les rapproche- ments terrifiants. — Si l'Assemblée nationale est le théâtre de la comédie du bonheur, le Palais-Bourbon est le théâtre de la comédie du malheur. M. Le Pen et M. Jean-Pierre Stirbois se tenant comme des consorts en goguettes. Puis ce fut au tour des faux frères marseillais, MM. Pascal Arri- ght et Ronald Perdomo, d'être sub- jectés devant les photographes à leur complaisance, que chacun sait in- branlable.

Acte 2 : la confession publique. — Devant ses amis parlementaires, M. Pierre Ceyrac dut laborieuse- ment expliquer que l'article qui lui avait consacré, au début de cette semaine, le Point, avait « trahi » ce qu'il avait voulu dire, qu'il ne s'était nullement livré à aucune attaque contre certains de ses collègues, bref que sa solidarité était bien sûr totale avec MM. Le Pen et Stirbois.

Acte 3 : le chœur des viroges. — Disposés sagement derrière leur chef, au comble de la flagornerie, les députés se livrèrent comme un seul homme pour plébisciter par leurs applaudissements cette motion réci- tée par M. Stirbois : « Les députés du Front national dénoncent la cam- pagne orchestrée de désinformation et de dénigrement menée contre Jean-Marie Le Pen et son entourage. Ils se déclarent totalement solidaires du président et de la direction du mou- vement ; se réjouissent du fait que cette épreuve a consolidé l'unité et la détermination des militants du mou- vement qui n'ont jamais été aussi fortes ni aussi tendues vers la vic- toire qu'aujourd'hui. Ils appellent tous les Français à une vigilance accrue à l'égard des opérations de provocation et de manipulation de l'opinion. » Fermez le ban.

Acte 4 : le solo de l'Idole. — « L'unité, la sympathie que nous nous témoignons, expriment la vérité de ce que nous sommes... Nous nous marchons le visage sans casque et sans masque... Comme c'était prévi-

sible, M. Le Pen a donc choisi de ne pas choisir, préférant ne pas voir ce qui est, préférant se laisser bercer par des hommes qui l'aiment tellement que devant lui ils se dispensent de lui faire de la peine. Jamais au cours de ses journées parlementaires les dis- cussions, pourtant bien réelles au sein du mouvement, n'ont été mises sur la table. Malgré cette savante mise en scène de jeudi, les tensions demeurent, la suspicion est devenue gé- nérale. Pourtant chacun semble vouloir respecter une trêve qui pourrait être le prétexte à prolonger jusqu'à l'élection présidentielle.

Qu'advient-il ensuite d'un Jean-Marie Le Pen barbant d'un mouvement privé de lous de consola- tion ministériels ? C'est là la véritable question qui est posée. « Faites très attention, a prévenu avec une anxiété palpable, le député de la Gironde, de vouloir dénouer l'opération pendant qu'il est encore vivant. Il peut encore très bien vous enlever la tête d'un coup de patte ».

Politique de l'ouïvement

Un avertissement, qui manifeste- ment celui-là n'était pas adressé aux seuls journalistes. Fidèle en tout cas à sa politique de l'ouïvement, après avoir vainement tenté de se rappor- cher des responsables de la majorité, M. Le Pen semble maintenant repa- rer vers les eaux d'un splendide isolement, ce qui ne peut que satis- faire M. Stirbois et ses amis. Le RPR est à nouveau dans le collimateur. L'absence du groupe Front National pour la rentrée parlementaire de ce vendredi 2 octobre ? La faute à M. Chaban-Delmas ! Les députés du Front national entendent « censu- rer » le président de l'Assemblée nationale « en raison des prises de position qu'il a exprimées contre Jean-Marie Le Pen au mépris du devoir de réserve qui lui impose sa fonction arbitrale ». M. Le Pen a également indiqué qu'il allait dépo- ser « une plainte en diffamation » contre M. Charles Pasqua qui, selon lui, « a déposé les bombes de la loi » en refusant aux élus régionaux le par- tirage d'un candidat à l'élection présidentielle. M. Le Pen réclame pour lui la Haute Cour. « Pas de cadeau au troisième gouvernement de M. Mitterrand ». La lutte pour l'obtention d'un code de la nationa- lité va reprendre. Enfin, il apparaît d'ores et déjà que le Front national est décidé à ne pas voter cette année le budget « à usage trop électoral ». La contre-attaque est lancée, à grand spectacle. Le rideau de scène ainsi baissé camoufle les dissensions de la petite troupe de l'extrême droite.

DANIEL CARTON.

Recadrage

APRÈS une première journée échevelée, marquée par de fortes paroles, voire, selon certains, par quelques outrances, la seconde journée des rencontres parlementaires socialistes de Strasbourg a été placée sous le signe d'un discret recadrage. MM. Jospin, Fabius et Chevènement se sont attelés à ce recadrage, qui s'est effectué sur trois axes principaux.

■ Privatisations. — M. Jospin a associé à la critique « radicale » de l'audiovisuel et des privatisa- tions, il confirme que, pour l'ensem- ble des socialistes, la manière dont s'effectuent les privatisations et la formation des « nouveaux durs » constitue un « scandale » qu'il n'est pas, pour le coup, « scandaleux » de dénoncer. Mais le premier secrétaire du PS, qui appelle souvent son parti à être ferme sur le fond sans être « brutal » dans la forme, a volontai- rement adopté un ton et un langage posés, bien différents de ceux employés, la veille, par M. Pierre Joxe, le président du groupe par- lementaire socialiste.

M. Jospin rappelle, en outre, à ses amis que la critique n'est pas suffisante et que la renationalisation n'est pas la panacée. Il rappelle, en somme, qu'il faut gérer politique- ment ce dossier en bâtissant des propositions qui ne heurtent pas les millions de nouveaux petits action- naires. La formule suggérée par M. Jospin n'est, pour le moment,

qu'une « piste », afin, notamment, de tester la réponse de l'opinion. M. Jospin a dû suffisamment « cadrer » la question puisque M. Fabius, qui voulait intervenir sur ce thème, s'est finalement contenté du discours de M. Jospin.

■ La droite. — En concentrant leurs attaques sur les privatisations et l'audiovisuel, les socialistes épar- gnaient M. Raymond Barre et acca- blent M. Jacques Chirac. MM. Jos- pin, Fabius, Chevènement, ont rappelé que l'ancien premier mini- stre ne doit pas échapper aux salves parties des rangs socialistes. Mais il s'agit, cette fois, d'un recadrage très conjoncturel. Au congrès de Lille, en avril, les socialistes avaient concentré leurs attaques sur le député du Rhône, parce qu'il leur semblait alors plus dangereux que le maire de Paris.

En réalité, tant que l'un des deux futurs candidats de droite n'aura pas creusé un écart définitif avec l'autre, le PS devra penser à « diver- sifier » ses attaques. Encore convient-il de remarquer qu'en dépit de son souhait d'arrondir les angles M. Jospin a du mal à ne pas faire apparaître M. Rocard comme réfractaire à la « juste » ligne : les amis de l'ancien ministre ne cachent pas qu'ils pensent, eux, ne pas avoir intérêt à s'en prendre trop direc- tement à M. Barre.

■ Les propositions du PS. — C'est M. Fabius qui a le mieux rap-

pelé que le PS, dans ses rapports avec l'opinion, est confronté à une contradiction de fond qu'il n'a, pour le moment, pas levée. « Les Français veulent un changement au quo- tidien, a souligné l'ancien premier ministre, alors que nous savons que le changement prendra du temps ». Pas trop gênante aujourd'hui, cette contradiction deviendra plus difficile à gérer quand le PS, à l'approche de l'élection, devra sortir du flou sur la teneur de ses propositions concrètes à court terme. M. Jospin était visiblement animé du même souci que M. Fabius quand il a pro- posé que — à titre préventif, en quelque sorte — le PS trouve le moyen, avant l'élection, de dia- loguer avec la population sur ses propositions.

M. Jospin, enfin, a fait parvenir un discret message aux rocardiers (qui viennent de lancer une première campagne d'affichage indépendante du parti). En leur rappelant qu'avant la désignation du candidat le PS sera le principal acteur de la cam- pagne, M. Jospin les met en garde et souligne ce qu'il considère comme une vérité d'évidence : M. Rocard, pour lui, a plus besoin du PS que le PS n'a besoin de M. Rocard. Un jugement qui ne risque guère de heurter la majorité des socialistes : de jour en jour, plus nombreux et plus assurés sont ceux qui jurent que M. Mitterrand sera candidat... et réélu.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

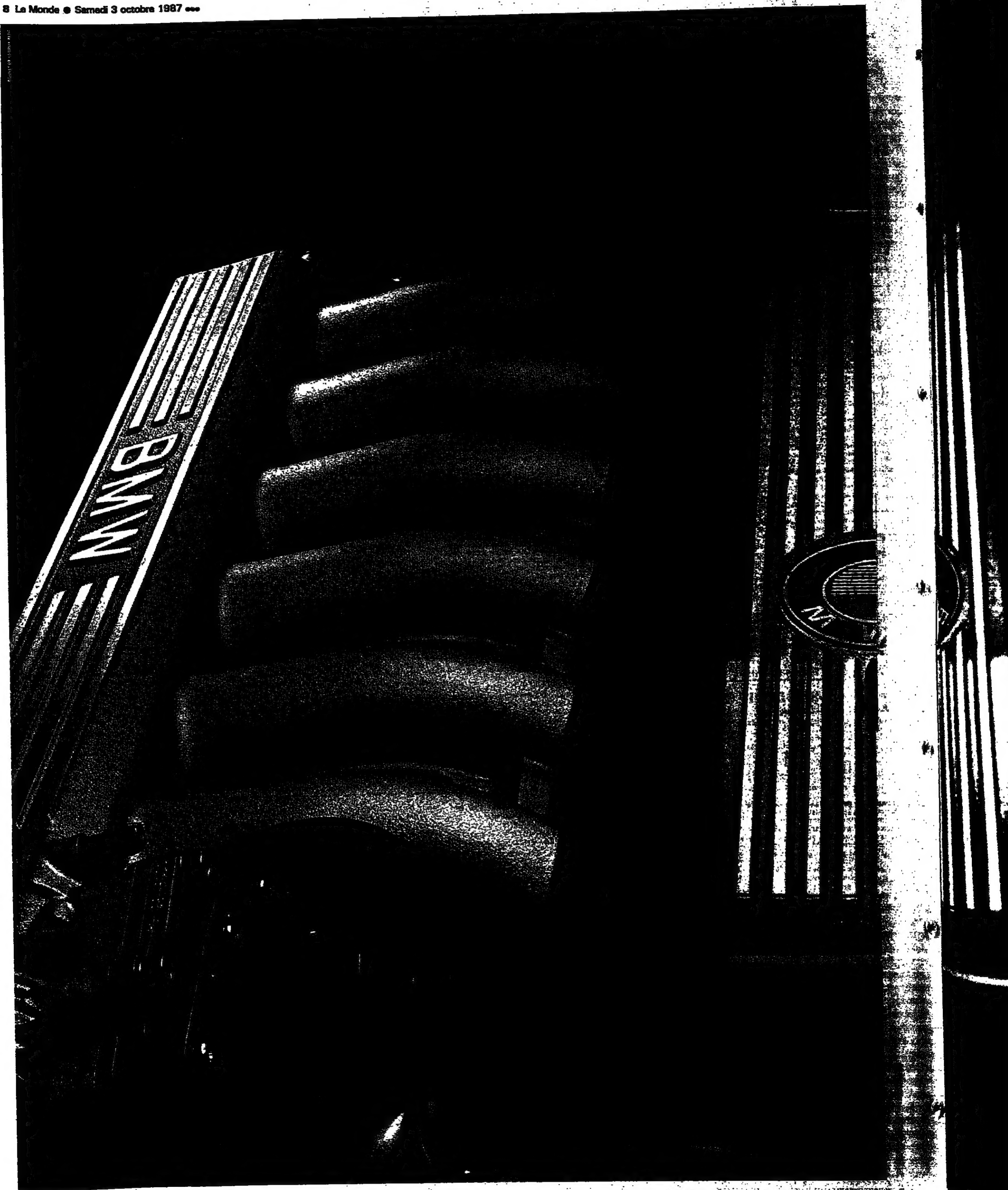
UN GRAND MONUMENT PEUT-IL RAPPORTER AUTANT QU'UNE USINE ?

Reportez-vous à la double-page centrale du supplément : Le Monde des Affaires.

هكذا من الراحل

هكذا من الاعمال

8 Le Monde • Samedi 3 octobre 1987



**Aucun cœur
ne peut battre
aussi fort.**

Voici montré pour la première fois l'organe vital de l'année automobile : le 12 cylindres BMW. Résultat, un moteur qui ne figure dans aucun livre et qui n'existe dans aucune mémoire.

Le V12 BMW, une fantastique ma-

chine qui développe 300 ch à 5.200 tr/min et qui est le seul à être entièrement réalisé en aluminium. A l'intérieur du bloc-moteur, les surfaces de glissement sont traitées au nickel-silicium et rendent inutile l'emploi de chemises de cylindre réduisant ainsi



les frottements et les surchauffes. En ordre de marche, ce moteur ne pèse que 240 kilogrammes.

Le dosage est unique en son genre car la commande moteur est passée au stade de l'auto-adaptation. Si par exemple,

le régime du ralenti est parfaitement stable pendant toute la durée de vie du moteur, c'est que la BMW 750 iL a appris votre façon de conduire.

Moins de poids, pas de vibrations, haute fiabilité et puissance, le nouveau

12 cylindres BMW est une révolution technologique qui marquera de son empreinte le monde de l'automobile.

Consom.: 8,9 l à 90 km/h
11,1 l à 120 km/h,
20,8 l en ville.

750iL



هكذا من الاجل

Politique

Après le discours du président de la République devant le Conseil de l'Europe

L'hôtel Matignon réfute l'argumentation de M. Mitterrand sur une éventuelle réforme des institutions

Si M. Mitterrand, en parlant d'une éventuelle réforme des institutions, avait pour arrière-pensée de jeter le trouble dans la majorité, il peut se flatter d'avoir obtenu un commencement de réussite. Un commencement seulement car les réactions à ses réflexions n'ont provoqué qu'une polémique limitée au sein de l'UDF.

M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie et délégué du PR, dans une interview à *Libération*, s'étant félicité que le chef de l'Etat ait posé le problème du « mal français qu'est le centralisme », M. Jacques Barrot, secrétaire général du CDS, lui a vertement répliqué en trouvant ses déclarations « surprenantes et déconcertantes » car elles « valorisent » les propos du chef de l'Etat dans lesquels il voit un « piège ».

Le député UDF des Pyrénées-Atlantiques, M. Alain Lamassouze, membre du PR, conteste lui aussi la conception mitterrandienne des rôles respectifs du président de la République, du premier ministre et du Parlement que M. Madelin fait sien.

En revanche, au RPR, seul M. Toubon, secrétaire général du mouvement, s'est exprimé pour démentir la manœuvre de M. Mitterrand. Il assure que celui-ci veut « créer artificiellement » un débat sur les institutions alors qu'il existe à leur sujet un « accord profond des Français ».

A l'hôtel Matignon, on s'est employé à étayer dans le détail l'argumentation de M. Mitterrand. Dans son point de presse du jeudi 1^{er} octobre, M. Denis Baudouin a d'abord constaté qu'il y avait une sorte de répartition dans l'utilisation des ballons d'essai : au Parti socialiste ceux concernant l'indivisionnel et les privatisations, au président de la République ceux portant sur les problèmes de société et aujourd'hui sur les institutions, laissant entendre que cela n'était pas dû au hasard.

Les analyses du chef de l'Etat, en raison de sa qualité de « gardien des institutions », méritent selon le porte-parole de M. Chirac une « étude attentive et une réponse mesurée ».

Lorsque M. Mitterrand s'inquiète du déséquilibre des pouvoirs entre le Parlement et le gouvernement, comme il l'a fait à Strasbourg devant le Conseil de l'Europe (le Monde du 30 septembre), M. Baudouin se demande si cela est fondé sur l'usage du couperet de l'article 49-3 de la Constitution. Il indique : « Le gouvernement de M. Chirac a utilisé cette procédure à huit reprises, soit autant que M. Barre, alors que les socialistes y ont eu recours à onze reprises (sept fois pour M. Mauroy, quatre pour M. Fabius) bien qu'ils disposaient d'une majorité écrasante et monolithique. Pour nous il faut aussi tenir compte des procédures de retardement utilisées par le président de la République ».

Quant au droit d'initiative des parlementaires que M. Mitterrand juge insuffisant, M. Baudouin a répondu qu'il n'a pas été inscrit dans la Constitution et il ajoute : « Au cours de la dernière session un record historique a été battu avec un cinquième de textes présentés d'origine parlementaire ». Le porte-parole a tenu à rappeler : « Ce gouvernement a toujours eu le souci de préserver les droits du Parlement et ce n'est pas de chez nous que sont venues des formules comme « vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires » comme le disait M. André Laignel, député socialiste de l'Indre, en 1981 ».

Quant au droit d'initiative des parlementaires que M. Mitterrand juge insuffisant, M. Baudouin a répondu qu'il n'a pas été inscrit dans la Constitution et il ajoute : « Au cours de la dernière session un record historique a été battu avec un cinquième de textes présentés d'origine parlementaire ». Le porte-parole a tenu à rappeler : « Ce gouvernement a toujours eu le souci de préserver les droits du Parlement et ce n'est pas de chez nous que sont venues des formules comme « vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires » comme le disait M. André Laignel, député socialiste de l'Indre, en 1981 ».

« Une boîte de Pandore »

M. Baudouin a ensuite relevé le souhait de M. Mitterrand de voir le domaine du référendum étendu aux grands sujets de société. Le porte-parole de M. Chirac rappelle tout d'abord que si le référendum est tombé en désuétude c'est que ni M. Giscard d'Estaing ni M. Mitterrand n'y ont eu recours (le dernier décida par Georges Pompidou en 1972 portait sur l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché commun). Il s'écroule donc que l'actuel

président, qui n'a pas jugé utile d'en initier un pendant six ans, en demande aujourd'hui l'extension, et il souligne que celui du 13 septembre dernier sur le destin de la Nouvelle-Calédonie l'a été à la demande du gouvernement, ajoutant : « Ses résultats n'ont pas été conformes aux vœux de l'opposition, celle-ci n'a pas voulu en reconnaître la portée et la signification, comme si, pour elle, il y avait des bons et des mauvais référendums selon leurs résultats ».

Quant au référendum sur les problèmes de société, « qui peut être une idée séduisante », M. Baudouin juge contradictoire de vouloir étendre le droit du Parlement d'un côté et réduire le champ de la démocratie représentative de l'autre. Il estime que sur certains sujets « l'opinion réagit davantage par le sentiment que par la réflexion », et il soutient que l'abolition de la peine de mort aurait été décidée par voie de référendum. Le référendum est donc, selon l'expression de M. Chabon-Belmas, « une boîte de Pandore constituée dont on ne sait pas ce qui peut sortir ».

André Passeron.

Les candidats sous l'œil des sondages

(Suite de la première page.)

On pourrait soutenir que les sondages, en mobilisant les esprits avant l'heure, en proposant des critères d'appréciation, aident à la formation de l'opinion, en même temps qu'ils la font écho et juge de campagnes et d'images concurrentielles. Il y a une manière plus pragmatique de les recevoir qui consiste à les examiner dans la durée, car c'est par accumulation, plutôt qu'au coup par coup, que les photos successives et sous plusieurs angles du sentiment populaire prennent leur véritable intérêt. Aussi, pour établir un début de l'automne le pointage d'une course qui se terminera au début du printemps, s'en tiendra-t-on aux grandes tendances que révèlent les instruments de mesure les plus familiers dans le paysage politico-médiatique.

La ligne de chance de M. Mitterrand

Commençons par l'appréciation la plus générale et la plus vague, celle qui s'exprime le plus simplement du monde puisqu'il s'agit de dire si l'on a une bonne ou une mauvaise opinion de telle personnalité. L'IFOP et le Journal du Dimanche donnent tous les mois le dernier état de ce jugement.

Un regard sur les résultats recensés depuis le changement de majorité législative intervenu en mars 1986 montre que M. Mitterrand a trouvé, depuis lors, sa ligne de chance. Au mois de mai suivant l'élection, le crédit d'une bonne opinion est passé au-dessus de 50 % ; il est resté, depuis, supérieur à ce niveau, avec une poussée au-delà de 60 % en novembre 1986, suivie d'une légère rechute. Il se situait entre 52 % et 56 % cet été avec une tendance à la hausse juste avant que le président de la République ne fasse son entrée dans la lice électorale, sans pour autant se déclarer candidat.

Dans le même temps, sa courbe des mauvaises opinions se maintenait à un niveau assez bas, nettement au-dessous de 40 %. Elle est donc large la frange de l'opinion qui ne se polarise pas sur un jugement arrêté.

Le changement de majorité parlementaire n'a pas davantage desservi M. Rocard, lorsqu'il fut rejeté dans l'opposition. Souvent au-dessus de la barre des 50 % de bonne opinion, mais à un niveau moindre que celui de M. Mitterrand, il est repassé en dessous au cours de l'été (entre 46 % et 48 %). Sa cote des mauvaises opinions reste basse, au-dessous des 30 % le plus souvent, lui laissant une marge d'espoir indéfinissable.

M. Barre a dû attendre plus longtemps pour trouver les faveurs d'une bonne opinion majoritaire. Depuis l'automne 1986, il est au-dessus des 50 % mais avec une tendance à la baisse au cours de l'été, corrigée par une récente remontée à 58 % qui reste à confirmer. Le fait de ne pas être

associé à l'action gouvernementale se traduit par un mouvement descendant de sa courbe des mauvaises opinions, actuellement au-dessous de 30 %.

M. Chirac, en revanche, subit de plein fouet les effets de la responsabilité de la gestion. Aussi ses courbes de bonne et de mauvaise opinion ne cessent-elles de se croiser et de se recroiser, pour se rejoindre en septembre à 43 %, avec une tendance à la hausse de la première et à la baisse de la seconde.

Avec la SOFRES et la Figaro-Magazine, l'opinion est traquée à travers une notion — la confiance — qui l'engage davantage mais qui ne s'applique qu'aux personnalités exerçant les plus hautes responsabilités de l'Etat : le président de la République et le premier ministre.

Les courbes respectives de MM. Mitterrand et Chirac ressemblent étrangement aux précédentes, en ce qui les concerne. Le président a gagné la confiance de plus de 50 % des personnes interrogées au cours de ces enquêtes depuis le printemps 1986 et il est en phase ascendante (plus de 60 %) tandis que le niveau de confiance passe au-dessus de 50 % (51 % en septembre) et la confiance à hauteur des 40-45 % (43 % à la dernière mesure). La gestion gouvernementale est un boulet, qui peut devenir un tremplin pour inverser quelques points de différence.

Confiance et compétence

Notons que le baromètre de la faveur créditée, en septembre, M. Barre de 45 % d'opinions positives (derrière M. Veil, 50 %), tandis que M. Rocard se maintient à son niveau (50 %). L'été dernier le plus intéressant du sondage SOFRES-Figaro Magazine est la chute de sept points (10 %) d'avis favorables au lieu de 17 % qu'enregistre M. Le Pen, la question posée étant, rappelons-le : « Souhaiteriez-vous lui voir jouer un rôle important au cours des mois à venir ? ».

Les sondages cherchent à aller au-delà de ces appréciations globales et, à cette fin, ils sollicitent l'opinion à travers des grilles de jugement plus fines. Tel est l'objectif des enquêtes de la SOFRES pour le compte du *Nouvel Observateur* sur le thème du « banc d'essai présidentiel ». Les personnes interrogées sont appelées à se prononcer sur l'aptitude

des présidentiables, d'un point de vue général, et sur leurs capacités à assumer les différentes missions de la charge.

M. Mitterrand a convaincu une large majorité (59 %) qu'il ferait un bon président pour le prochain septennat. C'est le meilleur score enregistré, qu'il s'agisse des réponses positives ou négatives (34 %). On dira qu'il bénéficie de la vitesse acquise, mais c'est un avantage qui peut se retourner, comme l'a vérifié M. Giscard d'Estaing, contre celui qui le détient. Notons, car ce n'est pas indifférent, que c'est dans la seconde partie de son mandat, celle où il a plus présidé que gouverné par premier ministre interposé, qu'il a le mieux convaincu.

Derrière lui, les présidentiables les mieux cotés sont M. Barre (54 % de oui et 37 % de non) et, avec des soldes négatifs, M. Rocard (43 % de oui et 45 % de non) et M. Chirac (40 % de oui et 51 % de non). Cette forme de jugement est l'une des plus cruelles. C'est ainsi que 6 % seulement des personnes interrogées voient en Jean-Marie Le Pen et André Lajoinie d'éventuels bons présidents, tandis que 89 % pensent le contraire en ce qui concerne le représentant de l'extrême droite et 73 % en ce qui concerne le candidat communiste. Leurs audiences électorales ne seront pas forcément aussi minces, tant il est vrai que le vote peut traduire à la fois une réelle adhésion et un refus à l'égard des autres candidats.

L'examen de la répartition des réponses entre les quatre grandes familles politiques montre que M. Mitterrand fait quatre fois mieux que M. Rocard au sein du PS et plus de deux fois mieux que M. Lajoinie dans l'électorat communiste. M. Barre l'emporte nettement sur M. Chirac au RPR.

Le détail des jugements sur les différentes sortes de compétences révèle que les points forts de M. Mitterrand sont dans le domaine international et dans la capacité de préserver l'unité des Français et à régler les conflits sociaux.

M. Barre se voit reconnaître une dimension internationale et sa compétence économique. Au même titre, M. Chirac est perçu comme capable d'accroître le rôle de la France dans le monde, mais c'est dans le maintien de l'ordre et de la sécurité qu'il obtient sa meilleure appréciation, bien au-dessus de M. Mitterrand.

Une autre enquête réalisée par IPSOS pour le *Point*, a confirmé cette répartition des rôles entre les deux représentants de la droite. M. Barre étant toujours reconnu pour sa compétence économique et européenne, sa modernité et sa capacité de rassembler. M. Chirac illustre mieux dans les domaines de la sécurité, à l'intérieur, et du rôle de la France, à l'extérieur.

Si l'on revient au banc d'essai SOFRES-le *Nouvel Observateur*, on constate que M. Rocard a une

image présidentielle meilleure globalement, que dans le détail, ce qui signifie sans doute qu'il n'est pas resté suffisamment « aux affaires » pour se positionner clairement, dans la mémoire de ses concitoyens, à partir des grandes responsabilités de la présidence. Les résultats de M. Le Pen ratifient l'appréciation générale, le meilleur étant obtenu dans le créneau de l'ordre et de la sécurité.

Deux tours avec des si...

Trois séries d'enquêtes régulièrement publiées — IPSOS-VSD, BVA-Paris-Match, Louis Harris-*l'Express* — servent de base au survol des intentions de vote. La confrontation des résultats sera d'autant plus aisée qu'ils se recoupent bien en termes d'évolution, suivant les hypothèses considérées. Si M. Mitterrand est candidat, il est toujours placé en tête, au premier tour, depuis le début de l'année avec un score qui, après avoir atteint 40 %, se stabilise autour de 37-39 %, depuis l'été.

Si M. Rocard représente la gauche socialisante, il se situe entre 28 % et 33 % avec une tendance à la baisse en 1987. L'analyse des réponses ainsiqu'il est d'autres enquêtes, montrent que M. Mitterrand bénéficie de l'effet légitimiste et de sa conduite cohabitationniste. Il a une meilleure pénétration que M. Rocard chez les personnes âgées de plus de quarante-cinq ans et chez les plus jeunes. Grâce à sa pratique de la cohabitation il a progressé dans l'électorat de droite, inclinaison qui peut changer de cours, on l'imagine.

Raymond Barre a chuté par rapport à ses résultats du début de l'année et il semble désormais se maintenir à l'intérieur d'une fourchette allant de 19 % à 23 %, au même niveau que M. Chirac, sauf que celui-ci, après des hauts et des bas, est à nouveau en période ascendante. La présence de M. Rocard à la place de M. Mitterrand n'affecte pas de manière décisive, au premier tour du moins, les scores des candidats de la droite. M. Le Pen a progressé légèrement depuis le début de l'année jusqu'à atteindre de 10 % à 12 % des intentions de vote, mais c'était avant son appréciation de Tholozan, le 13 septembre. Les premières enquêtes effectuées après cette affaire ne rendent pas compte encore de tous ses effets. Si selon le sondage de BVA-Paris-Match réalisé sur-le-champ, le leader de l'extrême droite continue de progresser (jusqu'à 12 %), celui d'IPSOS, pour VSD plus récent fait état d'une chute à 8 % comparable à celle de la chute de la cote de faveur du baromètre SOFRES-Figaro Magazine, signalé plus haut. Quant au candidat communiste, parti de bien bas, il est crédité de 5 % à 7 % des intentions de vote, même après son débat avec M. Le Pen.

Au Conseil d'Etat

Création de cours régionales d'appel

L'Assemblée nationale examinera, le 6 octobre, le projet de loi portant réforme du contentieux administratif et créant notamment des « cours administratives d'appel » interrégionales au nombre de cinq (Paris, Bordeaux, Lyon, Nantes et Nancy). La commission des lois de l'Assemblée nationale, où le projet était défendu par le rapporteur, M. Pierre Mazeaud (RPR Haute-Savoie), vient d'adopter le texte à l'unanimité après avoir voté quelques amendements. Ce projet de loi remplace celui qu'avait déposé le gouvernement Fabius en 1985, que le Sénat avait rejeté et qui créait des « chambres adjacentes » au sein du Conseil d'Etat, compétentes pour connaître des appels formés contre certains jugements des tribunaux administratifs.

Le nouveau projet permet aux nouvelles cours de juger en appel les jugements des tribunaux administratifs dans toutes les matières pour lesquelles la solution dépend de données de fait. En revanche, le Conseil d'Etat demeure compétent pour connaître comme aujourd'hui des recours pour excès de pouvoir, des recours en application de la légalité et du contentieux électoral, municipal ou cantonal.

Le Conseil d'Etat pourra juger en cassation les décisions des nou-

velles cours. Elles seront présidées par un conseiller d'Etat et composées de membres du corps des tribunaux administratifs, qui prendra le titre de « corps des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel ». Ce texte, dont l'esprit est proche de celui déposé en 1985, a pour objet essentiel d'alléger la tâche du Conseil d'Etat (où vingt-cinq mille affaires étaient en attente début septembre 1987), et de réduire les délais de jugement (trois ans en moyenne en matière de contentieux fiscal).

Le développement des recours

Le remède ainsi apporté à l'engorgement du rôle du Conseil d'Etat risque cependant d'être insuffisant. Le rapporteur, M. Pierre Mazeaud, s'est immergé devant la commission des lois sur le bien-fondé du maintien au Conseil d'Etat de l'appel du contentieux de l'exercice de pouvoir. Il prévoit en effet que celui-ci va connaître une forte expansion, notamment en raison du développement des recours contre les décisions des nouvelles autorités territoriales décentralisées (conseils régionaux, conseils généraux).

En Midi-Pyrénées

M. Barre appelle à l'union au-delà de la majorité

M. Raymond Barre, qui effectue un voyage de deux jours dans la région Midi-Pyrénées, a visité, jeudi 1^{er} octobre à Toulouse, le quatrième Salon international des techniques et des énergies du futur que le président de la République avait inauguré quatre-vingt-huit heures auparavant. A l'occasion de ce voyage, M. Barre a déclaré : « Ce sont nous, avec le soutien de la majorité gouvernementale, mais l'union plus large des Français de bonne volonté ».

A propos de la situation économique, le candidat à la présidence de la République a affirmé : « Les socialistes nous ont amenés au bord du gouffre. Le gouvernement actuel fait ce qu'il peut, mais il y a le poids du passé. Aujourd'hui, les socialistes viennent nous expliquer qu'ils seuls ont compris comment il faut gouverner la France ».

« Construction européenne : M. Giscard d'Estaing reçu par M. Mitterrand. — M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, a été reçu jeudi 1^{er} octobre pendant une heure quarante par le président de la République. L'entretien a porté, selon M. Giscard d'Estaing, « sur les récentes initiatives concernant l'union de l'Europe et essentiellement les deux grands sujets qui définissent cette union : la défense et la monnaie ». L'ancien président a dit à son successeur qu'il approuve la création d'un conseil de défense franco-allemand et lui a demandé de prendre une initiative afin de faire avancer l'union monétaire.

Le Monde sur minitel

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

Commandez directement des numéros anciens

24 heures sur 24.
365 jours par an.
Abonnez-vous au Monde et aux publications annexes quand vous en avez envie.

36.15 TAPEZ LEMONDE puis ABO

Politique

Au Conseil d'Etat Création de cours régionales d'appel

Le projet de loi relatif à la création de cours régionales d'appel a été adopté par le Conseil d'Etat. Ce projet de loi vise à réorganiser le système judiciaire en créant des cours régionales d'appel, ce qui permettra de mieux répartir les compétences et de réduire les délais de jugement. Le projet a été examiné par le Conseil d'Etat, qui a émis des observations et des suggestions. Le projet de loi sera maintenant soumis au Parlement pour adoption.

En Nouvelle-Calédonie

- M. Pons : « le gouvernement ne jette d'exclusive contre personne »
- M. Yeiwéné : « la violence va pointer son nez »

A son arrivée en Nouvelle-Calédonie, vendredi 2 octobre, le ministre des départements et territoires d'outre-mer, M. Bernard Pons, a rendu hommage aux deux gendarmes « richement assassinés dans l'exercice de leur devoir », mercredi, près de Koué, puis il a déclaré, à propos de ses consultations sur le futur statut du territoire, qu'il rencontrerait « toutes celles et tous ceux » qui le désiraient. « Le gouvernement ne jette d'exclusive contre personne », a ajouté M. Pons. S'il y a des exclusives, elles ne viennent pas de notre part. A une très large majorité la population de Nouvelle-Calédonie a affirmé formellement qu'elle entendait rester au sein de la République française. Donc il faut que tout le monde sache sur le territoire qu'aucun membre du gouvernement français, aucun responsable de l'Etat

quel qu'il soit ne peut aujourd'hui discuter en dehors du cadre qui a été fourni par le référendum d'autodétermination. »

Pour sa part, le numéro deux du FLNKS, M. Yeiwéné Yeiwéné, a estimé, au micro de Radio-Djido, que le meurtre des deux gendarmes constituait « une affaire politique ». Affirmant que les Canaques « en ont marre d'être humiliés et traqués », il a déclaré que la situation sur le territoire allait « de plus en plus se radicaliser ». « La violence va pointer son nez », a-t-il ajouté. Le peuple kanak est en état de résistance comme la France pendant l'occupation allemande. (...) Ici, bientôt, le droit triomphera. La France a triomphé du nazisme, le peuple kanak triomphera lui aussi de l'occupation coloniale. »

Un médecin indésirable à Nouméa

M^{lle} Dominique Fournier-Larregain est revenue il y a quelques jours de Nouvelle-Calédonie où elle s'était installée en septembre 1986, venant de l'île de la Réunion, pour pratiquer son métier, la médecine. Chef de clinique, oncologue, cette femme de trente-quatre ans, mariée à un chirurgien, mère de trois enfants, assumait jusqu'à ces temps derniers les fonctions de médecin adjoint au service de médecine interne du centre hospitalier Gaston-Bourret de Nouméa. Elle a quitté le territoire contre son gré, sous des pressions administratives et menaces en tout genre exercées sur elle. Victime de la sottise ambiante sur ce territoire où quiconque garde ses distances à l'égard des habitudes de la majorité conservatrice devient aussitôt un suspect politique.

Son « crime » ? M^{lle} Fournier-Larregain a osé bousculer quelques tabous. Elle a dénoncé l'emprise du service militaire de santé sur la vie médicale du territoire. A l'hôpital Gaston-Bourret, comme à celui de Magenta, les médecins militaires, très majoritaires, continuent, en effet, — avec l'aide des autorités territoriales — d'imposer leur loi à leurs confrères civils, très minoritaires, alors qu'en principe le fonctionnement de ce centre hospitalier aurait dû s'aligner sur le régime civil en vigueur en métropole depuis un changement de statut intervenu en juin 1983.

Pavé dans la mare

Présidente du syndicat médical des CHT de Nouvelle-Calédonie (apolitique), M^{lle} Fournier-Larregain a souligné, au nom de ses collègues civils, les inconvénients de cette situation singulière pour la population du territoire et les deniers publics. Elle a même commis le sacrilège d'émettre quelques doutes sur l'étendue des compétences professionnelles de certains des médecins militaires et jeté un pavé dans la mare en évoquant le sous-développement sanitaire des

régions de brousse où vivent la plupart des Canaques.

Enfin, et surtout, elle a assurément bafoué les normes calédoniennes de la bien-séance quand elle a présenté ses doléances au ministre des DOM-TOM en personne, M. Bernard Pons. D'abord dans une lettre le 9 février dernier, pour évoquer notamment « la malaise profond qui règne dans le corps de santé », affirmer que « le nombre élevé d'évacuations sanitaires sur l'Australie est le résultat de la méfiance des Calédoniens [à l'égard des médecins militaires] et de l'insuffisance dans la qualité du recrutement et des spécialités représentées » [par les militaires], en conclure que « tout ceci apparaît hautement préjudiciable à l'image de la France dans le Pacifique ».

Puis, dans une deuxième lettre, le 13 mai, pour dire que le maintien du système de santé actuel, « assuré en majorité par le service des armées comme pour la coopération dans les pays en voie de développement », tend à « pérenniser une inégalité de soins et une sous-médecinisation croissante de la brousse par rapport à Nouméa » et « favorise l'absence de médecine préventive, d'épidémiologie et d'éducation sanitaire », tout en concluant « cher au territoire et à la métropole de par le type de recrutement ».

Alerté, le même mois, le président de l'intersyndicat national des chefs de clinique, M. Philippe Denormandie, avait jugé ce constat « difficilement acceptable » et il était intervenu auprès du cabinet de M^{lle} Barzach.

M^{lle} Fournier-Larregain n'avait fait, pourtant, qu'exprimer une porte déjà ouverte par ses prédécesseurs à la tête du syndicat médical des CHT de Nouvelle-Calédonie. Le chef du service de radiologie de l'hôpital de Magenta, M. Bernard Duparc, écrit lui-même, le 10 février, à M. Denormandie, que le penchant monopolistique du service militaire de santé se traduit sur le territoire, « en permanence » par « deux poids, deux mesures » : les uns [les

militaires] venant se remplir les poches et chercher des certificats de spécialité qu'ils ne pourraient avoir ailleurs, les autres, refusés parce que diplômés et surtout parce que civils ».

Si, de retour en métropole, M^{lle} Fournier-Larregain cherche à alerter l'opinion publique, c'est parce que les autres médecins civils du centre hospitalier de Nouméa — les docteurs Duparc, Merger, Rouiller, Labbé, Bertrou, Lamarque — le lui ont demandé, après avoir protesté, en vain, auprès du haut commissaire de la République, par lettre du 30 juillet, contre les « brimades systématiques, répétées », et les « provocations orchestrées par les supérieurs militaires » de la cancérologie afin de pousser celle-ci à quitter le territoire.

« Plus pour qu'au Tchad »

« Dans cet hôpital [le centre Gaston-Bourret], ajoutent-ils à l'adresse de M. Jean Montpezat, on ne peut à aucun moment exercer la médecine dans une totale sérénité et nous considérons comme une violence que l'un de nous, suite à des manœuvres sectaires, puisse représenter un bouc émissaire (ou une avant-garde) gravement et injustement coupé. »

M^{lle} Fournier-Larregain tourne aujourd'hui cette triste page calédonienne de sa carrière : « Au-delà de tout intérêt personnel catégoriel ou corporatiste nous nous attachons à la dignité due à notre profession, expliquons-t-elle. Il s'agit d'un appel pour que soient respectées la morale et l'éthique médicale à laquelle nous avons cru pour nous exposer sans garantie à l'autre bout du monde. Il s'agit aujourd'hui d'accorder à tous les Calédoniens les soins qui peuvent leur être donnés à l'égard de tous les Français. » Son mari, lui, n'en revient pas du « climat » qui règne sur le Caillou : « Avec Médecine sans frontières, j'avais travaillé au Tchad pendant la guerre. En bien, je peux dire qu'en Nouvelle-Calédonie j'ai eu plus peur qu'au Tchad... »

ALAIN ROLLAT.

DÉFENSE

La France consacrera 1 232 millions de francs à l'achat d'avions de transport militaire américains

Le ministre de la défense, M. André Giraud, a réservé, dans son projet de budget pour 1988, une provision de 1 232 millions de francs pour la commande, à la société américaine Lockheed, de dix à douze avions C-130 Hercules au profit du Commandement du transport aérien militaire français (COTAM).

C'est la concrétisation officielle d'une transaction, entre les aviateurs français et le constructeur américain, destinée à compléter les moyens du COTAM en avions-cargos à long rayon d'action pour le parachutage de personnels et de leurs armements. Depuis l'an dernier, en effet, il est question de discuter, en dernier recours, de Lockheed des concessions financières et industrielles en retour.

A l'heure actuelle, le COTAM, qui dépend de l'armée de l'air, dispose de soixante-dix avions bimoteurs C-160 Transall. Cette flotte est ainsi répartie : quarante-huit Transall de la première génération (1967), qui doivent être retirés du service en 1995, et vingt-deux Transall de la deuxième génération (1982), qui peuvent être utilisés jusqu'en 2010. Seuls, les avions de la deuxième catégorie, ravitaillables en vol, peuvent intervenir à des distances de 9 000 kilomètres. Pour les missions intercontinentales, le COTAM dispose, en outre, de cinq quadrimoteurs DC-8 ou il peut s'offrir, voire se faire livrer, des avions de ligne, mais ni les uns ni les autres ne peuvent parachuter.

Du neuf ou de l'occasion

La relance de la fabrication de Transall de seconde génération étant onéreuse et le potentiel aérien disponible à tout instant diminuant brutalement à partir de 1995, les responsables du COTAM ont, à plusieurs reprises, souhaité acquérir, d'une façon ou d'une autre, des C-130 Hercules. Ces avions quadrimoteurs produits, en grande série, par les Etats-Unis sont capables de vols intercontinentaux (sans escale ni ravitaillement en vol) où ils emportent des charges importantes (près de 30 tonnes) sur des étapes de 3 800 kilomètres. De surcroît, ils parachutent hommes et matériels.

Une première solution envisagée par M. Giraud a consisté à mixer la commande, en avions neufs et en

appareils d'occasion, auprès de Lockheed et sur le marché international. Un pays, Israël, dont la flotte de C-130 excède les besoins, était en mesure de livrer quelques Hercules de seconde main.

Il semble que cette solution ait été finalement abandonnée. D'abord, cette transaction pouvait embarrasser politiquement la France, dans la mesure où ses Hercules auraient pu intervenir dans des pays, au Proche-Orient ou en Afrique, qui n'approuvent pas Israël. Ensuite, les C-130 israéliens avaient besoin d'être remis aux normes françaises, ce qui aurait nécessité des investissements supplémentaires. Enfin, le ministère français de la défense a, de toute évidence, agité cette solution-là pour obtenir, en dernier recours, de Lockheed des concessions financières et industrielles en retour.

Aujourd'hui, les discussions avec le constructeur américain ont permis d'aboutir à une autre solution : l'achat d'avions Hercules neufs, au prix de 130 millions de francs l'exemplaire (lot de pièces de rechange compris). Mais surtout Lockheed a accepté de fournir des compensations à l'industrie aéronautique française, en échange de l'achat de dix à douze appareils :

JACQUES ISNARD.

GÉNIALES, CES NANAS !

Claude Sarraute - Le Monde

Maya Nahum-Valensi
Corinne Atlas

LES ADOS

peuple
extraordinaire

suivi d'un supplément
dévoilant leurs rites,
mythes et coutumes
édifiants à l'intention
des profanes

MAZARINE

156 pages
59F

MAZARINE

Aujourd'hui à Apple Expo:

La carte de santé sur Macintosh.

Intervenants :
Le Docteur Bousquet (Centre Hospitalier Régional de Montpellier), le Docteur Miserey (Hôpital Cognac-Jay),
le Docteur Siodmak (Hôpital Pasteur).

Le 3 octobre à 11 h :
Salle Boris Vian.



Apple

la grande halle

سكنى الاحل

PATRIMOINE-NOSTALGIE

PATRIMOINE-BUSINESS?

Reportez-vous
à la double-page centrale
du supplément :
Le Monde des Affaires.

Le Monde

ABONNEZ-VOUS
RÉABONNEZ-VOUS

Commande de abonnement
24 francs
36F

606 TAPÉZ LEMONDE

Société

Les opérations de police contre le terrorisme basque se développent des deux côtés des Pyrénées

Après l'arrestation, mercredi 30 septembre à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), de Santiago Arrascaeta, dit « Potros », considéré comme le chef du commandement militaire de l'ETA, d'importantes opérations de police se sont développées, jeudi, des deux côtés de la frontière.

Les enquêteurs tentent d'exploiter les documents découverts à Anglet et qui auraient déjà permis, selon la police espagnole, d'interpellier une quinzaine de personnes dans les provinces de Guipuzcoa et de Viscaye, dont un membre de la police autonome, Inaki Rodriguez. La garde civile et la police espagnole auraient aussi découvert plusieurs caches d'armes et des explosifs.

Au Pays basque français, les recherches ont continué toute la journée de jeudi. Deux personnes ont été interpellées et placées en

garde à vue : Francis Capet, propriétaire de la Lancia utilisée pour s'enfuir, jeudi, à Saint-Pée-sur-Nivelle (Pyrénées-Atlantiques), par deux membres présumés de l'ETA, lors de l'arrestation d'un autre « etarra », José Ignacio Pizarro ; Philippe Lassale-Astis, considéré comme un sympathisant nationaliste, interpellé à Pau, aurait pu, lui aussi, prêter son assistance à des réfugiés clandestins d'ETA. Comme d'autres sympathisants de la mouvance « abertzale » (patriote) du Pays basque français, il avait été placé sous surveillance depuis plusieurs semaines.

Les nombreuses opérations menées ces dernières semaines dans le Sud-Ouest, les enquêtes croisées sur Iparretarrak et sur l'ETA inquiètent le mouvement nationaliste, qui s'attend à d'autres perquisitions. Xavier

Labeguerie, membre présumé d'Iparretarrak, arrêté jeudi à Saint-Jean-Pied-de-Port, a été incriminé, par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, de participation à association de malfaiteurs et de séquestration arbitraire. Il est, en effet, soupçonné d'avoir fait partie du commando, sans doute conduit par Philippe Bidart, qui avait pris en otage, le 15 décembre 1986, le directeur de la prison de Pau pour obtenir la libération de deux militants d'Iparretarrak.

Catherine Totorica, journaliste à Radio-France-Gironde, et son mari, Christian Ondicola, incriminés jeudi d'association de malfaiteurs, ont été placés sous mandat de dépôt. Il leur est notamment reproché d'avoir hébergé un réfugié clandestin d'ETA, Xavier Macazaga-Urrutia. Celui-ci a été aussi placé sous mandat de dépôt.

Les documents découverts en France ont permis une quinzaine d'arrestations en Espagne

MADRID
de notre correspondant

L'important « coup de filet » réussi par la police française à partir de l'arrestation à Anglet, le mercredi 30 septembre, de Santiago Arrascaeta, alias Santi Potros, l'un des plus importants dirigeants de l'ETA militaire, a eu son prolongement au sud des Pyrénées. Quinze personnes ont été arrêtées, dans la nuit de mercredi et dans la matinée du jeudi 1^{er} octobre, par la police espagnole dans les trois provinces de la communauté autonome basque, plus particulièrement au Guipuzcoa, ainsi qu'en Navarre.

C'est la documentation trouvée en possession de Santi Potros, immédiatement communiquée à la police espagnole, qui a permis cette opération d'une importance sans précédent. Une opération qui n'est apparemment pas terminée et qui aurait pu être plus ample encore, observent dans les milieux gouvernementaux à Madrid, si la nouvelle de l'arrestation de Santi Potros n'avait pas été rendue publique aussi rapidement.

Selon le communiqué du ministère de l'Intérieur diffusé jeudi soir, parmi les quinze personnes écrouées figurent un membre de la Ertzaintza, la police autonome basque, Inaki

Rodriguez, arrêté à Renteria, près de Saint-Sébastien, avec une abondante documentation sur les prochains objectifs militaires de l'ETA, ainsi qu'un conseiller municipal de la coalition indépendantiste Herri Batasuna pour la petite ville de Asteasu, au Biscaye, Jose Bazeta. La plupart des personnes arrêtées appartiennent apparemment aux « commandos d'appui » de l'ETA, chargés de fournir les informations et l'infrastructure à ceux qui exécutent directement les attentats.

En outre, à Vallabona, au Guipuzcoa, la police a découvert un appartement utilisé comme prison pour les indépendantistes séquestrés par l'ETA, et un important arsenal comprenant notamment quatorze fusils, des grenades artisanales, plus de 100 kilos d'explosifs et une vingtaine de grenades.

Par ailleurs, on affirmait jeudi dans les milieux officiels que le gouvernement, après une période de flottement initiale, allait incessamment demander à Paris l'extradition de Santi Potros. On reconnaissait toutefois que cette requête risquait de se heurter à plusieurs obstacles juridiques. D'une part, parce que le dirigeant de l'ETA possédait depuis 1984 le statut de réfugié politique ; d'autre part, parce qu'il devra

d'abord être jugé en France pour port d'armes illégales et, peut-être, pour appartenance à association de malfaiteurs.

Les chances du dialogue

On soulignait en outre, dans les milieux gouvernementaux à Madrid, que le coup sévère porté ces deux derniers jours à l'ETA ne modifiait pas l'offre du « dialogue » avec les indépendantistes. Fournies récemment par Madrid et officiellement rejetées par un communiqué de l'ETA, rendu public le 5 septembre dernier, on répétait à cet égard que l'organisation séparatiste ne consentait à négocier un « adieu aux armes », qui ne soit pas l'acceptation pure et simple de ses conditions, que

le jour où elle se trouverait suffisamment affaiblie.

Est-ce aujourd'hui le cas, ce dernier « coup de filet », venant s'ajouter à l'arrestation successive, depuis le début de cette année, des commandos « Madrid », « Donosti » (Saint-Sébastien) et « Barcelone » ? L'ETA a certes jusqu'ici réussi à montrer qu'elle n'avait guère perdu sa « base sociale », et qu'elle était capable, avec le temps, de se reconstruire dans les régions où son infrastructure avait été démantelée. En ira-t-il de même cette fois ? A court terme, la tendance est plutôt à la prudence parmi les responsables des forces de l'ordre : des mesures de sécurité exceptionnelles ont été prises dans l'attente d'un possible attentat des indépendantistes dans la capitale, où le « commando de Madrid » aurait été recruté.

THÉRIE MALINAK.

JUSTICE

« Taisez-vous »

Le procès de trois hommes accusés de tentative d'assassinat sur la personne d'un trafiquant de drogue a été interrompu, jeudi 1^{er} octobre, devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes et renvoyé à une session ultérieure, après une violente audience survenue entre deux magistrats : le président et l'un de ses deux assesseurs.

Cet incident s'est produit lors de l'audition de la victime citée comme témoin, et de toute évidence pour des raisons de discipline. L'assesseur, une jeune femme, estimant qu'il y avait un doute sur le nombre de

coup de feu tirés, demanda à voir les traces des blessures.

« Vous n'allez pas faire débiter le témoin », lança alors le président, M. Pierre Porcher.

« Il se faut bien, répliqua l'assesseur : il y a contradiction entre certaines pièces du dossier. »

« Taisez-vous ! », conclut le président, une fois de plus vous n'avez rien compris. L'audience est suspendue. »

Elle le fut effectivement. Et les avocats de la défense, insistant avec délices, sur la nécessité d'une « justice plus sereine », demandèrent et obtinrent le renvoi de l'affaire.

La crise du barreau de Bordeaux

L'ancien bâtonnier est convoqué devant le conseil de l'Ordre

BORDEAUX
de notre correspondant

M. Bertrand Favreau, ancien bâtonnier du barreau de Bordeaux, est convoqué le 3 octobre devant le conseil de l'Ordre siégeant en matière disciplinaire. Son successeur, M. Alfred Peyrolongue, lui reproche une gestion « dispendieuse » durant son mandat en 1984 et 1985, en particulier le coût élevé d'une « maison de l'avocat », qui n'est pas moins de 15 millions. On lui fait aussi grief d'avoir dépensé, en profit de l'Ordre des avocats, 400 000 F provenant des fonds de l'ancienne chambre départementale des avocats de grande instance (le Monde du 20 mai et du 16 juin).

Les poursuites engagées contre l'ancien bâtonnier sont loin de faire l'unanimité chez les avocats bordelais, y compris au sein du conseil.

Cinq des vingt-deux membres s'y sont opposés ; ils les considèrent comme un nouvel épisode d'un règlement de comptes dirigé contre M. Favreau.

De leur côté, deux avocats bordelais en appellent à l'arbitrage de cinq anciens bâtonniers du barreau de Paris pour apaiser le climat conflictuel qui règne depuis deux ans dans le quatrièmes barreau français. Le conseil de l'Ordre a, d'autre part, décidé l'ouverture d'une information disciplinaire à l'encontre de M. Andouard, dernier président de la chambre départementale des avocats, dissoute en 1972, après la fusion des professions d'avoués et d'avocats, et passionnaire jusqu'en 1984 des fonds de cette chambre. Les produits financiers de ce « trésor de guerre » sont estimés à 2,7 millions de francs.

GWENETTE DE MATHA.

JOURNAL D'UN AMATEUR par Philippe Boucher

C'EST une histoire vraie, bien sûr : l'histoire d'un adolescent français qui n'est pas né en France. De retour dans ce pays dont il a la nationalité, dont il déteste les préjugés, dont il déteste les papiers d'identité, il s'y sent mal. La lumière d'un éclaircissement se fait dans la nuit. Celle de l'Hexagone lui paraît grise et chiche, n'éclairant que des décors dans lesquels il ne sait comment évoluer. Et jusqu'à l'humour qui n'est pas le sien, alors qu'il ne cesse de rire de mots et de calembours qui, pour être de langue française, n'ont pas d'auditeurs sur les bords de la Seine. Arnaud, Français, issu de parents français, mais né au Sénégal, vit, s'amuse et réagit en Sénégalais.

Non pas que la fébrilité parisienne lui paraisse insurmontable ; ou que ses nouveaux camarades, qui n'en ont cure, lui fassent sentir qu'il est né au-delà des frontières continentales du pays dont il a l'étiquette ; non pas que ses parents l'entraînent dans une nostalgie qui le perdrait ; rien de tout cela. Ses tourments, sur fond de bachelor pressé avec succès, ne sont qu'un débat entre lui et lui, entre le cœur et la loi, entre l'instinct et la raison, entre ses racines et sa ramure. Oserait-on dire : entre l'inné et l'acquis ?

Si cette histoire n'a pas de quoi faire songer, le jeune homme ayant des conditions d'existence qui guident de bien des peines, elle vaut qu'on y réfléchisse.

A journées faites, et pas seulement à droite, mais alors mezza voce, les discours ne cessent pas qui soulignent combien sont grandes, c'est-à-dire infranchissables, les distances qui séparent (ici n'étant bien naturellement qu'un exemple choisi au hasard) le jeune Européen du jeune Maghrébin, à fortiori s'il est Algérien. Ah oui ?

Parce que la distance ne serait pas grande pour un jeune Blanc, né de Blancs, qui verrait le jour et grandirait au milieu de Noirs ? De surcroît au milieu d'hommes qui, s'ils ne sont pas musulmans, sont minimes, alors qu'il est lui-même de souche catholique et de parents pratiquant cette confession ?

La droite du sol, le jus soi comme disent les pédales, ce n'est pas une invention de juristes en mal de nouveauté, ou bien à la recherche d'artifices qui viendraient combler une nationalité « nationale » déficiente. C'est d'abord, depuis la nuit des temps, la reconnaissance d'un fait, et d'un fait qui peut jouer dans les deux sens. Pour faire — et c'est effectivement le plus grand nombre — d'un « Blanc » un « Noir », on tout cas d'un authentique Français un vrai Sénégalais dans son cœur. La nationalité, n'est-ce pas aussi, après l'habitude, l'effet d'une volonté du cœur ?

N'AT-ON pas, d'ailleurs, déjà observé ce phénomène, non pas en France, mais au cours de l'histoire de France, singulièrement dans les plus récents développements ?

Lorsque, par centaines de milliers, des Hexagoneux d'origine doivent, en 1962, quitter l'Algérie, c'est bien leur pays qu'ils quittent et non pas seulement une colonie. Si la peine leur tord le cœur, ce n'est pas non plus

seulement parce que, c'est vrai, la vie leur était plus facile là-bas qu'elle ne va l'être sur la terre de leurs ancêtres, en laquelle plus d'un ne verra qu'une terre étrangère.

Pour avoir été en si grand nombre, ces algériens, ils n'étaient évidemment pas tous loins d'en faire, des possédants qui fussent. C'est là, il y a beau temps qu'ils avaient su faire leurs affaires et liquider tout ce qui ne pouvait s'emporter à la semaille de leurs chaumières.

Au moment où ils s'étaient, les petits Blancs de l'Algérie, il est vrai que tout était perdu, la foie sanglante de l'OAS ayant achevé de consumer le désastre. Quelle que soit la lettre des accords d'Évian, la nation algérienne ne pouvait plus se biter qu'en dehors d'eux, c'est-à-dire, contre eux ; ils n'avaient d'autre choix, si l'on peut appeler cela un choix, que d'aller, qu'entre la valise et le carrouel.

Nationalité

Mais si l'on avait compris plus tôt, sur place et à Paris, au lieu de s'en tenir à des slogans du genre « la France est séparée en deux par la Méditerranée comme Paris l'est par la Seine » ? Si la IV^e République s'était déparée de ses certitudes aveugles, si la V^e République, à commencer par son créateur, avait moins fait montre d'une aveugle hauteur, était-il écrit que les choses eussent pu passer aussi mal ? Que les chances d'une — sinon de la première — société multiraciale eussent été ruinées si profondément ?

ALMONS-NOUS. L'histoire ne se refait pas, quelque désir qu'on en ait quand on voit après coup qu'il n'était pas si difficile que cela de conjurer le démon au profit de l'harmonie. Du moins peut-on éviter qu'elle ne se répète pour que ne se reproduise pas un dessin détestable.

Il se profile pourtant. S'il n'est pas avéré, le pire demeure possible. Non pas tant du côté de Paris, où siège une commission de la nationalité qui saura, croyons-le, tenir son rôle de commission-croûton, et enterrer son sujet, rendant au pouvoir les décisions qui lui incombent, de légiférer ou de s'en abstenir, que vingt mille kilomètres de là, et trente heures d'avion, dans une île où s'écoule un cours d'eau nommée Rivière bleue et qui chante le jado : la Nouvelle-Calédonie.

Mais, tout aussi bien (ou mal...) du côté des Caraïbes avec la Guadeloupe et la Martinique, dans l'océan indien avec la Réunion, en Amérique latine avec la Guyane, sans oublier Mayotte et quelques autres bricoles insulaires.

L'embarras, c'est que l'on ne parait pas s'en soucier de ces territoires que s'il y produit des désordres. En particulier lorsque les occupants immémoriaux ont une forte envie de fuir la mer les derniers arrivants, en

général de peu plus pille. Qui ne verrait là (de loin...) le symétrique d'un certain courant de pensée dans la France métropolitaine hexagonale ?

Les derniers arrivants, pour nombre d'entre eux, ne sont même pas en mesure de faire valoir, pour assurer leur maintien, un droit du sol qu'ils tiennent de leur naissance. Juste un petit droit d'installation, ce qui, à tort ou à raison, n'est souvent pas grand-chose.

Le seul droit du sol qu'ils pourraient invoquer, c'est celui de propriétés qui, loin d'apaiser les passions, les entretient, non sans motif.

S'il devait se trouver que les seuls de ce droit-là (dont le Syndicat de la magistrature disait, autrefois, qu'il compromettait l'exercice de tous les autres) conduisent à la sécession, contre laquelle on ne pourrait pas plus que, jadis, la Grande-Bretagne, vis-à-vis de la Rhodésie, de quels arguments tirés d'elles-mêmes disposerait la France pour protéger ses nationaux si loin de la mère-patrie ? De quel précédent intelligent pourrait-elle se targuer pour exiger que ses ressortissants vivant sur un sol devenu étranger aient le droit d'y demeurer en nouveaux citoyens ?

Si le droit de cité tiré de la naissance sur soi soit devenu caduc pour la France, comment le droit issu d'une simple activité durable serait-il entendu d'une nation forcément si peu puissante ?

OR le problème se pose nécessairement d'une Calédonie poste avancée de l'Europe en Océanie, d'Antilles vitrine de l'Europe aux Caraïbes, d'une Guyane largement méconnaissable, qui exhibe aux Amériques les inventions les plus sophistiquées de l'Europe. Les avions ont beau aller vite, et les installations d'émetteurs de télévision pas moins, les distances restent ce qu'elles sont, et si l'expression d'un environnement géographique n'est pas idéale, elle n'en recouvre pas moins une réalité.

Dans sa composition, la nationalité n'occupe pas la place la plus mince. Il est même assez clair que, après la répartition du sol, elle est majeure. N'est-ce pas une plus grande ambition, et fructueuse, de faire naître une nation calédonienne plutôt que d'entretenir sa division entre Canaques et Caldoches pour une issue qui, à terme, fait d'autant moins de doute que le temps passe ? Ce serait, de l'histoire de France, retarder son malheur.

SPECIAL-CORAIENS. A propos d'histoire de France, Michel Pierre, directeur littéraire des éditions Castamon, vient de publier un Dictionnaire de l'histoire de France. En onze cents définitions (et 466 pages et 95 francs), l'ouvrage donne toutes les informations et le savoir nécessaires à un élève débutant. Il est une jeune Marie-Maud, élève de 6^e, qui s'en dit très satisfaite.

Pourquoi « Spécial-copains » ? Parce que ce livre est signalé en raison — aussi — de l'assimilation portée à Michel Pierre et que c'est, dès lors, permis d'autres qui pourraient se trouver, un motif tout aussi légitime que celui qui se parent du masque de la neutralité.

RELIGIONS

A l'ouverture du synode des évêques à Rome

Le cardinal Ratzinger confirme l'avancement du projet de catéchisme universel

La première journée du synode mondial des évêques, le jeudi 1^{er} octobre à Rome, a été marquée par deux déclarations : l'une du cardinal Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, qui a confirmé l'avancement du projet de « catéchisme universel » pour l'Eglise catholique l'autre de Jean-Paul II, à propos de l'Eglise en Tchécoslovaquie.

ROME
de notre envoyé spécial

Le catéchisme avait été l'un des sujets les plus brûlants du précédent synode extraordinaire de 1985, portant sur le bilan de l'application du concile Vatican II. La rédaction d'une sorte de « résumé de la foi » (ou « compendium »), destiné à un public de plus en plus ignorant des vérités catholiques, avait été approuvée dans son principe par une majorité d'évêques.

Poursuivant un projet qui avait conduit en particulier à critiquer les méthodes d'enseignement religieux mises au point par l'épiscopat français, le cardinal Ratzinger a affirmé que ce nouveau catéchisme universel, dont la rédaction définitive est prévue pour 1990, devra être adressé à « tous ceux qui, dans chaque pays et dans chaque diocèse, ont la charge de composer et d'approuver des catéchismes ».

La solitude du cardinal Tomasek

Le schéma retenu comprend, dans l'ordre : le dogme, les sacrements, puis la morale de l'Eglise catholique. Le style de ce document doit s'inspirer de la doctrine, — en à pied d'œuvre. L'avant-projet de catéchisme universel est déjà très avancé puisqu'il sera adressé, pour consultation, avant la fin de cette année, à toutes les conférences épiscopales.

La situation difficile de l'Eglise catholique au Vietnam et en Tché-

coslovaquie a jeté une ombre sur cette première journée de synode. Le cardinal Trinh Van Can, archevêque de Hanoi, que le pape avait nommé président-délégué du synode sur les laïcs, a été empêché de quitter le Vietnam. Il a été remplacé à ce poste par le cardinal philippin Ricardo Vidal.

Le moment le plus émouvant de la journée de jeudi a été la réception par Jean-Paul II de l'épiscopat tchécoslovaque en visite ad limina ; cet épiscopat était réduit à un seul homme : le cardinal Frantisek Tomasek, archevêque de Prague, quatre-vingt-quatre ans, a été en effet le seul prêt à quitter son pays pour se rendre à Rome pour le synode. « La situation de ton pays, lui a dit le pape, est sans analogie dans les nations de tradition chrétienne. Je peux t'assurer que rien ne sera négligé pour que soit réalisé le vœu des fidèles de Tchécoslovaquie d'avoir leurs propres évêques, ayant toutes les qualités requises et nommés par le Saint-Siège. »

On sait que les autorités de Prague bloquent depuis quinze ans toute nouvelle nomination d'évêque proposée par le Saint-Siège. Le pape a déploré toutes les limitations imposées aux évêques tchécoslovaques pour la formation des futurs prêtres dans les séminaires et pour l'enseignement religieux des enfants.

Au cours de la messe solennelle d'ouverture du synode, Jean-Paul II a enfin indiqué dans quel esprit devrait, selon lui, se tenir cette assemblée : celui du concile Vatican II, dont le document « *Lumen Gentium* » avait redonné la première place dans la vie de l'Eglise au « peuple de Dieu », c'est-à-dire aux laïcs et aux prêtres, invités à travailler ensemble.

Le pape a insisté dans son homélie sur le « lien » à établir « entre des personnes aux vocations diverses, c'est-à-dire entre les prêtres, qui servent Dieu parce qu'ils lui sont consacrés, et les laïcs, qui le servent tournés vers le monde et vers les tâches que celui-ci impose à l'homme ». Selon toute vraisemblance, le synode insistera moins sur la singularité du rôle du laïc que sur sa complémentarité avec le rôle, jugé irremplaçable, du prêtre.

HENRI TINCQ.

Société

JUSTICE

Au tribunal de Paris

L'ombre de la DGSE derrière des terroristes d'occasion

Curieux procès que celui qui a eu lieu, jeudi 1^{er} octobre, devant la quatorzième chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacques Ducos. Les magistrats n'avaient, en effet, sous les yeux que l'apparence d'un dossier dont la véritable nature échappe sans doute au pouvoir de la justice.

tion héroïque contre le synagoge juif [sic]. L'accomplissement de ce devoir chrétien n'est que le commencement d'une révolution chrétienne [sic] contre les juifs ennemis de notre religion ».

Sur le moment, l'opération préventive réalisée par la DST a été un succès. Pourtant, le ministre de l'Intérieur s'efforçait de prendre ses distances, assurant qu'il ne s'agissait que d'une affaire « de traîtres, de petits mecs ». Officier de marine marchande en Egypte, démolition de l'armée après un accident, Abdelouahed semblait en effet un présumé de seconde zone. De Cruz Morais et Castano sont connus pour divers vols et escroqueries et sont issus de familles très pauvres. A l'évidence, leur seule motivation fut l'argent — que de mystérieux intermédiaires leur avaient fait miroiter à Madrid.

Les demandes de la défense

Ceux-ci seront arrêtés, quatre mois plus tard, le 2 mai 1988, dans la capitale espagnole et, avant le procès, toujours détenus à la prison de Carabanchel. Le chef, un Libanais, nommé Hannan Joude, a échappé à la police mais se révèle, en fait, être plutôt un escroc international. Le « réseau terroriste » n'avait jusqu'à son démantèlement qu'un seul attentat à son actif : une explosion, le 11 avril 1988, devant les bureaux d'Air France à Lausanne.

Le mystère fut éclairci le 19 mai 1986 par l'hebdomadaire *Le Monde* : ce réseau était, en fait, sous la coupe des services secrets français, qui cherchaient à le crédibiliser par des attentats ne faisant pas de victimes supposées « contacts » au sein du bureau populaire libyen à Madrid. A Paris, aujourd'hui, les spécialistes du renseignement ne cachent pas qu'un membre de la DGSE fut interpellé puis relâché par les Espagnols lors du démantèlement du réseau. Plusieurs photos prises à la dérobée accablent « nos » espions. On ne saura jamais si la DST, par son opération parisienne, a ainsi fait une mauvaise manœuvre au service d'un « verrouillage » par son nouveau chef, le général René Imbot, et si les Espagnols ont découvert la manipulation.

Ce qui est établi, en revanche, par l'expertise de M. Claude Cahet, c'est que les éléments saisis à Paris ne permettaient pas « à eux seuls » de fabriquer un engin explosif : « Les composants essentiels (L, la charge explosive et l'artifice d'armement, faisaient défaut ». Dans tous les cas, la bombe n'aurait été que de « très faible puissance ». Ce qui est certain, aussi, c'est que la requête de renvoi des trois

prévenus devant le tribunal correctionnel ne souleva mot du rôle de la DGSE, qui est pourtant un secret de polichinelle dans la communauté du renseignement.

La justice devait-elle se contenter des seules apparences ? Ce n'était évidemment pas l'avis des avocats de la défense, Mes William Bourdon, Véronique Chauveau et Isabelle Coutant-Peyre, qui, d'emblée, demandèrent que soient entendus le responsable de la DGSE, le général Imbot et son prédécesseur, l'amiral Pierre Lacoste. « Si le ministre public était respectueux, ce ne sont pas nos clients qui devraient être dans le box, mais des barbouzes, des gens de la DGSE », résuma Me Coutant-Peyre, en dénonçant « un montage des services secrets français » et en s'en prenant au parquet, qui « non seulement accepte des pratiques totalement illégales, mais en plus les cautionne ». Le tribunal a joint ces incidents au fond.

Malin, au cours de l'audience, on n'a guère cherché à en savoir plus. Lors des dialogues des prévenus avec le président, qu'il faisait traduire, deux mondes se faisaient. Le tribunal ne comprenait pas que ces prévenus n'aient rien « trouvé de louche » dans la mission rémunérée qu'ils étaient confiés, tandis qu'eux, notamment les deux Portugais, parlaient, selon la formule de Me Bourdon, d'une « démarche utilitaire, alimentaire, où on ne se pose aucune question ».

Dans un réquisitoire fort bref, le substitut, M^{me} Laurence Lavert-Crochard, balaie toute question sur le rôle de la DGSE : « Pas de fiction policière, des faits simples ». Elle reconnaît cependant que les prévenus « des mercenaires, c'est certain » — n'étaient motivés que par l'appât du gain, sans s'interroger pour autant sur leurs commanditaires. Requêtes déclinées : quatre à cinq ans d'emprisonnement.

Le dossier lui-même aurait autorisé quelques questions, rappelées avec précisions par Me Chauveau. Pourquoi le suspect du 12 décembre 1985, de son vrai nom Rabah Moussa, fut-il libéré, et ne suscita-t-il jamais la curiosité du juge d'instruction ? Sans doute parce qu'il était, avec un certain Farid Jazani, l'un des « taupes » de la DGSE. Véritable organisateur des attentats projetés, il est aujourd'hui en liberté sous caution en Espagne. Pourquoi « l'Appel de Jésus-Christ » n'avait-il jamais fait parler de lui auparavant et était-il inconnu de la DST ? Pourquoi le matériel fourni était-il si imparfait ? Questions ainsi résumées par Me Chauveau : « De pseudo-terroristes qui amènent une pseudo-bombe pour une pseudo-organisation ».

Jugement le 15 octobre.

EDWY PLENEL

Le budget de la police nationale

M. Pandraud veut renforcer les effectifs de l'encadrement

M. Robert Pandraud est un ministre heureux. Son projet de budget 1988 pour la police nationale n'est certes pas celui qu'il aurait souhaité — 19,517 milliards de crédits prévus contre 19,166 milliards votés l'année précédente, soit une augmentation de 1,8 %, ce qui, compte tenu de l'inflation, constitue un budget en baisse, — mais cela aurait pu être pire.

Déjà contraint de financer *in extremis* le plan anti-chômage des jeunes et la lutte contre les incendies de forêt, le ministre du budget, au cours de l'été, avait taxé d'autorité la place Beauvau en annulant 209,5 millions de crédits de paiement. La police nationale avait dû se passer d'environ 65 millions de francs prévus sur les crédits destinés à l'informatique, le parc automobile, le matériel courant et les constructions de logements pour les policiers (1). Comme, en outre, le gouvernement proclamait sa volonté de voir baisser de 1,5 % le nombre des fonctionnaires, M. Pandraud avait le droit de se montrer inquiet. Les arbitrages ont tranché en sa faveur. Avec l'éducation et la justice, la police figure parmi les administrations qui ne seront pas touchées. Mieux, elle est autorisée à recruter huit cents appelés qui feront l'année prochaine leur service dans ses rangs, portant à 2000 le nombre des soldats-policiers.

Sensible aux souhaits des syndicats de police, M. Pandraud considère comme une priorité le renforcement de l'encadrement. Aussi son budget prévoit-il la création de 804 nouveaux emplois d'encadrement, 368 d'entre eux étant réservés aux brigadiers et brigadiers-chefs, proportion qui entend marquer le vœu ministériel de renforcer d'abord la hiérarchie de la police au sein, celle qui agit le plus souvent sur le terrain public. En recevant les principaux syndicats, M. Pandraud n'a d'ailleurs pas caché que cette augmentation du nombre des grades ne se poursuivrait qu'à la condition que les nouveaux promus ne restent pas dans leurs bureaux mais descendent dans la rue à la tête de leurs hommes.

A y regarder de plus près, l'augmentation dont le ministre fait grand cas est un peu faussée puisqu'elle s'accompagne de la suppression de 814 emplois, que l'on retrouve, à dix unités près, dans les chiffres précédents. Autrement dit : ce sont moins les grades qui se multiplient que les subalternes qui disparaissent, phénomène qu'un responsable de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) décrit comme de la « cavalerie budgétaire ».

Telles sont les mesures qui « plombent » le budget. Le reste relève moins de choix de politique que des ingrédients obligés de toute préparation budgétaire, le tribut à l'actualité et au fonctionnement même des services. Ainsi, Nouvelle-Calédonie oblige, les CRS reçoivent un complément de 30 millions pour payer leurs indemnités de déplacements. De même, probable conséquence d'un sondage organisé par la FASP (*le Monde* du 10 juillet), et qui montrait que les policiers en tenue n'avaient qu'un seul uniforme, la « masse d'habillement », comme forfitaire que touche annuellement chaque policier pour se vêtir, est augmentée de 16,7 %.

Baisse des crédits immobiliers

Au chapitre des matériels, le ministre, tenu par les contraintes de la loi triennale votée en 1985, reconduit, dans ses grandes masses, les options antérieures. On notera que l'effort fait sur la rénovation du parc automobile porte essentiellement sur le matériel lourd, c'est-à-dire sur les véhicules affectés au maintien de l'ordre, notamment chez les CRS (45 millions). On relève aussi que les programmes immobiliers semblent devoir ralentir. En 1986, le ministre n'avait pas consommé la totalité des crédits réservés à ce chapitre dans le dernier budget voté sous le gouvernement de la gauche. Deux ans plus tard, conséquence logique, les crédits immobiliers sont en baisse par rapport aux prévisions du plan de

modernisation, ce qui traduit une certaine hésitation quant à la définition de la politique du ministre.

Après quelques mois d'essai à Rouen, 1988 verra l'installation de terminaux d'ordinateurs dans les voitures de police. Quarante véhicules seulement — le système manifeste parfois quelques caprices techniques — devraient être prochainement équipés pour être reliés au fichier des personnes recherchées et à celui des véhicules volés. Si l'expérience est concluante, d'autres voitures seront équipées dans les prochaines années. Pour le moment, deux départements, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine ont été choisis pour cette première tentative. Le fait qu'ils soient tous deux les fiefs électoraux de M. Pandraud et Pasqua n'est sans doute pas étranger à ce choix.

Enfin, le ministre de la sécurité a obtenu 8 millions de francs pour l'informatisation des greffes des tribunaux de police. La mesure est modeste — M. Pandraud espérait obtenir le triple, — mais elle devrait contribuer à rationaliser le travail des greffes, notamment pour le recouvrement des amendes pour les infractions délictueuses. Le fait qu'il s'agit des amendes de la place Beauvau ont réussi à faire abolir une mesure votée en 1985 et vigoureusement critiquée par M. Pandraud et ses amis, alors dans l'opposition : le financement du plan de modernisation de la police par les amendes automobiles. Les collaborateurs de M. Pandraud expliquent que les gendarmes étaient choqués de voir le produit des amendes qu'ils distribuaient bénéficier à leur grande rivale...

GEORGES MARION.

(1) Tous les ministères avaient dû verser leur part au plan de M. Sigaut. La justice avait ainsi donné 79 millions, dont 20 prévus sur des crédits affectés à la lutte contre la toxicomanie. Les services du premier ministre avaient, quant à eux, notamment rattaché aux crédits de prévention de la délinquance (1,7 million) et sur ceux destinés à des actions dans le domaine des droits de l'homme (330 000 F).

CATASTROPHES

Seize Brésiliens gravement irradiés par du césium 137

Au moins seize habitants de Goiânia, la capitale de l'Etat brésilien de Goiás, ont été hospitalisés après avoir été gravement irradiés par une capsule de césium 137, découverte dans les débris d'un hôpital démolit il y a trois ans. Une soixantaine d'autres personnes, soupçonnées d'avoir été également irradiées, ont été isolées pour subir un traitement de décontamination.

La capsule de césium 137 enfermée dans un conteneur de 40 kg, faisait partie d'un appareil de radiothérapie abandonné dans les débris de l'hôpital de radiothérapie de Goiânia, dont la démolition avait été ordonnée. Le 24 juillet dernier, deux adolescents avaient découvert l'appareil et, après avoir essayé de l'ouvrir à coups de masse, l'avaient vendu à un ferrailleur.

Intrigués par la capsule, qui brillait intensément la nuit, la famille du ferrailleur avait réussi à fendre le conteneur d'où s'échappait une « poudre brillante ». Une poudre avec laquelle, par jeu, les enfants du

quartier s'enduisaient le corps. Les effets ont été très rapides : tous ceux qui avaient été en contact avec la capsule, puis avec la poudre elle-même, ont été atteints de diarrhées, de vomissements et de brûlures.

Craignant que beaucoup d'autres personnes n'aient été irradiées, la Commission nationale de l'énergie nucléaire (CNEN) a ouvert une enquête.

(La contamination par le césium provoque des mutations cellulaires qui sont à l'origine de cancers et, en particulier, de leucémies. Cet accident n'est pas le premier du genre. En 1978, six Algériens avaient été fortement irradiés par du l'iridium 192. La source, il s'agissait de bâtiments radioactifs démontés par hasard par des enfants. En 1984, six membres d'une famille marocaine étaient morts, contaminés par une pastille d'iridium 192 qui avait été importée par une société de Casablanca à des fins industrielles. Deux accidents d'irradiation externes se sont, d'autre part, produits au Brésil en 1985. Dans les deux cas, il s'agissait d'iridium 192).

Six personnes tuées dans un violent séisme à Los Angeles

Un violent tremblement de terre, suivi d'une douzaine de secousses de moindre importance, a frappé la ville de Los Angeles et la Californie du Sud vers 7 h 42 (15 h 42 heure française) dans la matinée du jeudi 1^{er} octobre. Le séisme, dont l'épicentre était situé à une quinzaine de kilomètres dans la région de Montebello-Whittier, au sud de Pasadena, a atteint une magnitude de 6,1 sur l'échelle de Richter, soit un peu moins que le tremblement de terre meurtrier qui avait secoué la région en 1971 et fait soixante-quatre victimes.

Ce séisme a provoqué la mort de six personnes, dont trois ont succombé à une crise cardiaque et blessé deux autres, dont une douzaine grièvement. Le bilan aurait pu être beaucoup plus lourd dans cette zone urbaine qui abrite 12 millions d'habitants. Cela tient sans doute au fait que la plupart des édifices sont protégés par des dispositifs antisismiques. Une vingtaine de bâtiments auraient été sévèrement touchés mais seuls deux seraient effondrés. Tard dans la soirée, les équipes de secours et les pompiers luttent contre plusieurs incendies déclenchés par la rupture de conduites de gaz, tandis que la police fait la chasse aux pillards. Le roi d'Espagne et son épouse se trouvaient dans un hôtel de la ville au moment du séisme.

A Bastia

Deux personnalités du mouvement nationaliste en garde à vue

Deux personnalités du mouvement nationaliste corse, MM. Yves Stella, directeur de l'hebdomadaire *U Ribombu*, et Léo Batesti, élu de l'Assemblée régionale, ont été interpellés, jeudi 1^{er} octobre, à Bastia et placés en garde à vue, dans le cadre de la commission rogatoire délivrée par M. Michel Legrand, juge d'instruction à Paris, après l'assassinat, le 4 août, du gendarme Guy Aznar par un commando de l'ex-FLNC.

Il semble que les gendarmes recherchent la machine à écrire sur laquelle a été dactylographié le communiqué revendiquant cet attentat. Plusieurs locaux de la mouvance nationaliste ont ainsi été perquisitionnés, et trois autres militants connus à Bastia, M^{me} Pascale Verdi, ancienne directrice de l'hebdomadaire, son frère Antoine Verdi et l'imprimeur Laurent Chinesi, ont eux aussi été interpellés. Ces deux derniers ont été remis en liberté.

ENVIRONNEMENT

Un accord international

La pollution du Rhin diminuerait de moitié d'ici à 1995

STRASBOURG de notre correspondant

Les rejets de polluants dans le Rhin devraient être réduits de moitié d'ici à 1995 : tel est l'objectif ambitieux du programme d'action adopté à Strasbourg par la Commission internationale pour la protection du Rhin, qui s'est réunie, jeudi 1^{er} octobre, sous la présidence de M. Alain Carignon, ministre français de l'environnement. En l'an 2000, l'utilisation des eaux du fleuve pour l'alimentation devrait être possible, et les espèces supérieures — comme le saumon — y réapparaître.

Les cinq ministres de l'environnement des pays riverains (France, Pays-Bas, Luxembourg, Allemagne fédérale et Suisse) se sont mis d'accord sur un calendrier de réduction de la pollution en trois étapes. De 1987 à 1989 il sera dressé une liste de « substances prioritaires » (les plus dangereuses), inventoriées les « grands rejets » (les gros pollueurs), et mis au point des techniques de réduction des rejets. Dans un deuxième temps,

jusqu'en 1995, les déversements de « substances prioritaires » seront réduits en moyenne de 50 %. Enfin, avant l'an 2000, des mesures supplémentaires pourront renforcer ce dispositif s'il se révèle insuffisant.

M. Carignon a indiqué que la France faisait, au début de l'an prochain, des propositions pour réduire encore de 500 kilos par seconde les rejets de sel des mines de potasse alsaciennes. Cette réduction, expressément prévue par la convention de Bonn, devrait commencer dès le 1^{er} janvier 1989. Actuellement le stockage des saumures d'Alsace réduit déjà les rejets de 20 kilos par seconde.

M. Toepfer, ministre de l'environnement de RFA, et M^{me} Smit-Kroes (Pays-Bas) ont précisé que l'indemnisation due par la société suisse Sandoz après la très grave pollution du 1^{er} novembre 1986 allait prochainement être réglée à l'amiable. La France a déjà obtenu de la même manière 46 millions de francs.

J. F.

Aujourd'hui à Apple Expo:

Pourquoi l'ordinateur personnel n'est-il pas encore l'objet de tous nos désirs ?

Un débat animé par Alain Weiller

Intervenants : Jean Calmon (DG d'Apple France), M. L'Heveder (DG de la Sovac), Michel Meyer (France Inter), et Thérèse Rieul (PDG de KA l'Informatique Douce).

Le 3 octobre à 15 h 30 : Salle Boris Vian.



la grande halle

سكزا من الاصل

PUBLICATION JUDICIAIRE

TRIBUNAL AMÉRICAIN DES FAILLITES
DISTRICT SUD DE NEW-YORK

Affaire Mc LEAN INDUSTRIES, INC., I/k/a Mc Lean Securities Inc., Débiteur	Chapitre 11 Affaire n° 86 B 12238 (HCB)
Affaire FIRST COLONY FARMS, INC., Débiteur	Chapitre 11 Affaire n° 86 B 12239 (HCB)
Affaire UNITED STATES LINES, INC., Débiteur	Chapitre 11 Affaire n° 86 B 12240 (HCB)
Affaire UNITED STATES LINES (S.A.), INC., I/k/a Moore Mc Cormack Lines, Inc., Débiteur	Chapitre 11 Affaire n° 86 B 12241 (HCB)

NOTIFICATION D'UNE DATE LIMITE D'ENREGISTREMENT
DE REVENDICATION DE CRÉANCE

TOUTES LES ENTITÉS (INDIVIDUS, ASSOCIATIONS, SOCIÉTÉS, ÉTATS, FIDÉICOMMIS, ET SOCIÉTÉS GOUVERNEMENTALES) REVENDIQUANT UNE CRÉANCE SUR L'UNE DES SOCIÉTÉS SUIVANTES : MC LEAN INDUSTRIES, INC., FIRST COLONY FARMS, INC., UNITED STATES LINES, INC. ET UNITED STATES LINES (S.A.), INC. (CI-APRÈS DÉNOMMÉES, A TITRE INDIVIDUEL, UN « DÉBITEUR » ; A TITRE COLLECTIF, LES « DÉBITEURS »), OU REVENDIQUANT UNE CRÉANCE MARITIME PRIVILÉGIÉE SUR L'UN DES NAVIRES OU L'UN DES BIENS ÉNUMÉRÉS CI-DESSOUS — CRÉANCE OU CRÉANCE MARITIME PRIVILÉGIÉE EFFECTIVEMENT ENGENDRÉE OU DONT ON PENSE QUE L'ÉTÉ ENGENDRÉE AVANT LE 24 NOVEMBRE 1987, — DOIVENT FAIRE ENREGISTRER LA JUSTIFICATION DE LEUR CRÉANCE, DE LEUR CRÉANCE MARITIME PRIVILÉGIÉE DE LA MANIÈRE DÉCRITÉE CI-DESSOUS AU PLUS TARD LE 25 NOVEMBRE 1987 À 17 H 00, HEURE DE SAN-FRANCISCO (« DATE LIMITE D'ENREGISTREMENT »).

Le Tribunal américain des faillites, district sud de New-York, a émis le 16 septembre 1987 une ordonnance (l'« ordonnance ») établissant une date limite d'enregistrement et en exposant les modalités correspondantes. L'objet de la présente notification est d'aviser de l'existence de cette ordonnance et de fournir un résumé de ses clauses les plus importantes.

Toutes les entités qui n'auront pas fait enregistrer les justifications de leurs créances ou de leurs créances maritimes privilégiées au plus tard à la date limite d'enregistrement, auront définitivement perdu toute possibilité de participer à ces affaires portées en justice, de revendiquer leurs créances ou créances privilégiées sur l'un quelconque des débiteurs ou l'un quelconque de leurs biens dans le cadre de ces affaires, d'émouvoir des objections ou de voter tout(s) plan(s) de réorganisation déposé(s) dans le cadre de l'une quelconque de ces affaires du chapitre 11, ainsi que de recevoir une quelconque distribution dans le cadre d'un plan ou de plans de réorganisation. Toutefois, le détenteur d'une telle créance, ou d'une telle créance privilégiée non enregistrée, se trouvera engagé par les clauses de tout plan ou tous plans de réorganisation, y compris une éventuelle annulation de cette créance ou créance privilégiée, dans la mesure où le ou les plans sera ou seront confirmés par le Tribunal, à l'exception des cas suivants :

- toute entité revendiquant uniquement une créance non garantie sur l'un des débiteurs et qui a déjà correctement fait enregistrer une justification de sa créance n'a pas besoin d'en faire enregistrer une nouvelle ;
- toute entité dont la créance figure, de façon exacte, sur le tableau des engagements du débiteur concerné n'a pas besoin de faire enregistrer une justification de sa créance pour pouvoir revendiquer cette dernière à l'encontre dudit débiteur, sauf si cette créance figure dans ce tableau avec la mention en litige, sous réserve, non liquidée, auquel cas une justification de la créance doit être enregistrée avant la date limite d'enregistrement ; et
- toute entité qui ne revendique qu'une créance, non garantie, sur Mc Lean Industries, Inc., (« Mc Lean »), et ce uniquement en tant que porteur d'obligations subordonnées à 12 % de Mc Lean payables en 2003 ou de reconnaissances subordonnées à 14 1/4 % de Mc Lean payables en 1994 n'a pas besoin, pour l'heure, de faire enregistrer la justification de sa créance.

Tel qu'il est utilisé dans le présent texte, le terme « créance » signifie (a) droit à un règlement, que ce droit soit ou non sujet à un jugement, qu'il soit ou non liquidé, fixé, sous réserve, échu, non échu, litigieux, non litigieux, légal, équitable, garanti ou non garanti ; ou (b) droit à une compensation équitable pour un manquement contractuel dans la mesure où ce manquement fait naître un droit à paiement, que ce droit à une compensation équitable soit ou non sujet à un jugement, fixé, sous réserve, échu, non échu, litigieux, non litigieux, garanti ou non garanti.

Le terme « créance » englobe toute créance basée sur ou résultant du rejet de tout contrat exécutoire ou bail non expiré, du recouvrement d'un transfert de propriété attaché de nullité, ou d'un engagement primaire, secondaire, direct, indirect, sous réserve ou garanti du débiteur, ou d'autres motifs.

Toute entité revendiquant une créance maritime privilégiée sur l'un des navires ou biens énumérés ci-dessous doit faire enregistrer une justification de sa créance, revendiquant cette créance privilégiée mentionnée et spécifiant le navire ou le bien sur lequel cette créance privilégiée est revendiquée ainsi que les circonstances dans lesquelles cette créance privilégiée a été engendrée.

TOUTE ENTITÉ, REVENDIQUANT UNE CRÉANCE MARITIME PRIVILÉGIÉE, QUI NE FAIRAIT PAS ENREGISTRER UNE JUSTIFICATION DE SA CRÉANCE AU PLUS TARD À LA DATE LIMITE D'ENREGISTREMENT SERA PRIVÉE DE LA POSSIBILITÉ D'ÉMETTRE DES OBJECTIONS ET DE VOTER TOUT(S) PLAN(S) DE RÉORGANISATION DÉPOSÉ(S) AU TITRE DE L'UNE DE CES AFFAIRES DU CHAPITRE 11 ; ELLE SERA AUSSI PRIVÉE DE LA POSSIBILITÉ DE PARTICIPER À TOUTE DISTRIBUTION FAITE DANS LE CADRE DE TOUT(S) PLAN(S) DE RÉORGANISATION DÉPOSÉ(S) AU TITRE DE L'UNE DE CES AFFAIRES DU CHAPITRE 11.

Ce qui précède s'applique à toute entité revendiquant une créance maritime privilégiée sur les navires énumérés ci-dessous, leurs chaudières, moteurs, machinerie, mâts, mâture, gréement, cabots, ancres, câbles, chaînes, outils, pompes, matériels de pompage et autres, ballastage, aménagement, installations, pièces détachées ainsi que toutes leurs appartenances autres que celles possédées ou acquises ultérieurement :

Malory Lykes (Ex-American Rig); Allison Lykes (Ex-American Vag); American Reservoir; American Resolute; Sien Lykes (Ex-American Arg); American Lancer; American Legion; American Liberty; American Lynx; American Lark; American Astronaut; American Apollo; American Aquarius; American Marketer (Ex-Ensign); American Merchant (Ex-Endurance); American Veteran (Ex-Austral Moon); American Envoy (Ex-Austral Envoy); American Explorer (Ex-Austral Explorer); American Pioneer (Ex-Austral Pioneer); American Paragon (Ex-Austral Paragon); American Maine; American Alabama; American Virginia; American Kentucky; American Nebraska; American Illinois; American California; American Washington; American Trojan (Ex-Montana); American Monarch (Ex-Wyoming); American Spitfire (Ex-Idaho); American Titan (Ex-Colorado); Delta Sud.

Rien de ce qui figure dans cette ordonnance n'affectera les droits ou obligations de l'une quelconque de ces entités, en ce qui concerne l'enregistrement et/ou la poursuite en justice des créances privilégiées de cette entité dans le cadre d'actions en saisie, par l'administration, intentées contre le bien concerné, et toutes ces entités pourront être sujettes à diverses exigences d'enregistrement au titre de telles actions en saisie par l'administration.

Les créances des créanciers, donateurs d'aval ou garants devront être enregistrées au plus tard le 24 décembre 1987. Les créances résultant du rejet de contrats exécutoires ou de baux non expirés ou résultant du recouvrement par un débiteur d'un transfert de propriété devront être enregistrées avant la plus tardive des deux dates suivantes : (a) la date limite d'enregistrement et (b) trente (30) jours à partir de la date à laquelle le tribunal autorise un tel rejet ou le recouvrement d'un tel transfert. Les créances d'un propriétaire ou d'un créancier hypothécaire d'un navire précédemment affrété ou opéré par l'un des débiteurs et résultant d'une créance maritime privilégiée sur ce navire devront être enregistrées avant la date limite d'enregistrement.

TOUTES LES JUSTIFICATIONS DE CRÉANCE DEVONT ÊTRE DÉPOSÉES PAR COURRIER OU PAR PORTEUR À L'ADRESSE SUIVANTE :

Par courrier :
United States Lines, Inc., et al, Debtors P.O. Box 26 877, San Francisco, California, 94126-5877.

Par porteur ou personnellement :
United States Lines, Inc., et al, Debtors c/o Claude King & Associates, 350, Sansome Street, Suite 700, San Francisco, California, 94104.

TOUTES LES DEMANDES D'ENREGISTREMENT FAITES PAR COURRIER DEVONT ÊTRE POSTÉES DE FAÇON À ÊTRE REÇUES AU PLUS TARD À LA DATE LIMITE D'ENREGISTREMENT. LES JUSTIFICATIONS DES CRÉANCES SERONT PRÉSENTÉES ESSENTIELLEMENT EN CONFORMITÉ AVEC LES FORMULAIRES OFFICIELS DE FAILLITE ET IDENTIFIERONT L'ENTITÉ SUR LAQUELLE LA CRÉANCE EST REVENDIQUÉE. POUR FACILITER L'ANALYSE ET LE RAPPROCHEMENT DES JUSTIFICATIONS DES CRÉANCES, CES JUSTIFICATIONS DEVRAIENT INCLURE DES COPIES DE TOUTES FACTURES, TOUTS RELEVÉS OU AUTRES DOCUMENTS DÉMONTRANT LE MONTANT ET/OU LE FONDÈMENT DE LA CRÉANCE OU INTÉRÊT.

Une entité souhaitant savoir si et comment sa créance a été incluse dans le tableau des engagements des débiteurs et dans les listes des créanciers peut se renseigner en écrivant à l'adresse ci-dessus. Toute demande de renseignements de ce genre doit être accompagnée d'une enveloppe affranchie, libellée au nom de l'entité.

Conformément au paragraphe 541 (a) du code des faillites, une réunion des créanciers a été programmée le 23 novembre 1987 à 10 heures du matin, salle 230, 26 Federal Plaza, New-York (New-York). Les débiteurs seront représentés à cette réunion par un fonctionnaire qui répondra aux questions des créanciers. Toutes les entités qui apparaissent dans les tableaux d'engagements et listes des créanciers des débiteurs seront avisées individuellement de cette réunion.

Si vous souhaitez des renseignements complémentaires concernant l'enregistrement d'une justification de créance, vous pouvez contacter l'avocat du Comité officiel des créanciers non garantis, ainsi que les avocats des débiteurs ou du débiteur aux adresses indiquées ci-dessous.

WHITE & CASE
1155 Avenue of the Americas
New-York, New-York 10036
(212) 819-8200
Avocats du Comité des créanciers non garantis

UNITED STATES LINES, INC.
27 Commerce Drive
Cranford, N.J. 07016
(201) 272-9600

UNITED STATES LINES (S.A.),
INC.
27 Commerce Drive
Cranford, N.J. 07016
(201) 272-9600
Mc LEAN INDUSTRIES, INC.
660 Madison Avenue
New-York, New-York, 10021
(212) 593-3325
FIRST COLONY FARMS, INC.
Route 1, Box 201
Cranford, North Carolina 27928
(919) 797-4371

Date : le 16 septembre 1987
New-York, New-York.

/s/ HOWARD C. BUSCHMAN III
JUGE DU TRIBUNAL AMÉRICAIN DES FAILLITES

MILBANK, TWEED, HADLEY &
Mc CLOY
1 Chase Manhattan Plaza
New-York, New-York 10005
(212) 530-5000
Avocats des débiteurs
GILMARTIN, POSTER &
SHAFTO
26 Broadway
New-York, N.Y. 10004
(212) 425-3220
Avocats des débiteurs.

صحة من الاموال

Société

En dépit de la sévérité de la loi

Quatre mille victimes de l'alcool
sur les routes françaises chaque année

Le professeur Claude Got (hôpital Ambroise-Paré, Boulogne-Billancourt) a pré-senté, le vendredi 2 octobre aux Entrepreneurs de Bichat, les premières statistiques globales jamais réalisées en France sur les liens entre la consommation d'alcool et les accidents de la route. Il apparaît ainsi que l'arsenal répressif actuel visant les conducteurs ayant une alcoolémie supérieure à 0,80 g/dm³ demeure en grande partie inefficace. Selon les spécialistes, l'alcool est directement responsable de plus de quatre mille morts chaque année sur les routes françaises.

Les spécialistes de l'épidémiologie de l'alcoolisme ne disposaient jusqu'à présent que des chiffres fournis par les services de gendarmerie. Les statistiques présentées aux Entrepreneurs de Bichat par le professeur Claude Got portent, pour la première fois, sur l'ensemble des accidents de la circulation survenus en France en 1984. Ces statistiques ont été obtenues à partir des chiffres fournis par la gendarmerie et la police. L'analyse a ainsi pu porter sur 9 892 accidents mortels. Pour chaque prise de sang effectuée, une fiche individuelle a été établie, et les services de gendarmerie et de police ont recherché auprès des parquets les résultats des dosages effectués. Après analyse et corrections statistiques, il apparaît que, dans près de 40 % des cas, les responsables présents d'accidents mortels présentent une alcoolémie supérieure à la limite légale autorisée (0,80 g/dm³). « On peut, en d'autres termes, dire que l'alcool est directement responsable de plus de quatre mille morts chaque année en France », affirme le professeur Got.

Des différences notables peuvent être observées selon le type d'usagers : piétons, cyclomotoristes et conducteurs de véhicules automobiles sont souvent sous l'influence de l'alcool quand ils sont responsables d'un accident mortel, alors que les conducteurs de poids lourds sont moins fréquemment alcoolisés. Les hommes apparaissent d'autre part nettement plus souvent sous l'influence de l'alcool (38 %) que les femmes (11,7 %). Les comparaisons en fonction de l'âge ne font pas

ressortir de différence entre vingt ans et soixante ans dans la proportion des accidents survenant sous l'influence de l'alcool. Toutefois, les accidents étant, en valeur absolue, beaucoup plus fréquents entre dix-huit et trente ans que dans les autres tranches d'âge, les accidents sous l'influence de l'alcool sont également plus nombreux à cette période de la vie.

Les raisons physiologiques et psychologiques qui sont à l'origine d'une telle corrélation sont bien connues. Il s'agit à la fois d'une diminution des réflexes et de la vigilance et d'une levée de certaines inhibitions. La peur du gendarme est donc moins grande lorsque l'alcoolémie est élevée.

Cette première photographie nationale est au total assez comparable aux premières données dont on disposait à partir des chiffres de la gendarmerie pour les années 77 (le Monde du 14 décembre 1977), 1978 et 1981. « Ces constatations mettent en évidence l'adaptation des usagers aux risques courus, estime le professeur Got. Dans ce cas particulier, il ne semble pas s'agir du risque de provoquer un accident, mais de celui d'être déstabilisé et d'en subir les conséquences pénales. Compte tenu du matériel et des moyens dont disposent actuellement les services de police et de gendarmerie, le risque de subir un dépistage est actuellement inférieur à un pour dix. Cette fréquence semble dépourvue d'effet dissuasif. »

La transgression
de l'interdit

Le seul phénomène notable dans ce domaine depuis dix ans est, de fait, apparu lors du second semestre de l'année 1978. Après l'adoption de la loi du 12 juillet 1978 qui a introduit la possibilité de dépister l'alcoolémie en l'absence d'infraction ou d'accident corporel, les spécialistes ont en effet observé une notable diminution de la fréquence des accidents liés à l'alcool et un gain qui a été, au total, estimé à dix cents vies humaines. Mais les choses ont rapidement évolué, et l'on est ainsi revenu à la situation antérieure.

« Conduire sous l'influence de l'alcool n'est donc pas un interdit moral très douloureux à transgresser », conclut le professeur Got.

ser pour un certain nombre d'entre nous : 3 % à 4 % des kilomètres parcourus en France le sont sous l'influence de l'alcool, déclare le professeur Got. Plusieurs centaines de milliers d'usagers de la route conduisent chaque jour avec une alcoolémie dépassant le taux légal. Dans ces conditions, la solution carcérale ne peut être qu'une loterie, puisqu'il n'y a que trente-cinq mille places et cinquante mille détenus dans les prisons françaises. Il est nécessaire de mettre en œuvre une augmentation de la fréquence des dépistages pour obtenir des effets dissuasifs. Il faut aussi adapter les peines aux possibilités de la répression pour qu'elles soient applicables (amende, confiscation de véhicule, suppression de permis dans le cadre d'un permis à points) plutôt que de persister dans l'illusion de la peine exemplaire. Il faudrait aussi mieux prendre en considération les interactions entre les facteurs de risque sur la route. Les conducteurs alcoolisés sont souvent des « poly-infractionnistes ». Tranquillisés par l'alcool, ils transgressent facilement les limitations de vitesse. Bien évidemment, quand ils ont entre les mains un véhicule qui peut rouler à 230 km/heure, le risque est plus élevé que dans une voiture à cheval. Or la limitation de vitesse à partir de la construction des automobiles n'est nullement envisagée. On voit même aujourd'hui Renault ridiculiser notre réglementation sur la limitation de vitesse sur autoroute dans une publicité télévisée. La délinquance des pouvoirs publics dans ce domaine est évidente. De la même façon que l'on voit avoir moins de cirrhoses et plus de parrainages du sport par l'alcool, on voudrait moins d'accidents et des voitures qui vont de plus en plus vite... »

La situation pourrait toutefois prochainement évoluer avec les nouveaux et nombreux appareils (éthylomètres) dont vont bientôt disposer les services de police et de gendarmerie. Ces appareils permettront en effet de ne plus avoir recours à la confirmation du dosage par prélèvement de sang. La seule mesure à partir de l'air expiré pourra être prise en compte par les autorités judiciaires. On verra bien sûrs à la crainte du gendarme et de ces appareils aura pour effet de réduire l'écoulement routier.

JEAN-YVES NAU.

REPÈRES

Médecine

Des triplés
pour la grand-mère
porteuse

M^{lle} Pat Anthony, quarante-huit ans, la première grand-mère porteuse, a donné naissance, le jeudi 1^{er} octobre à Johannesburg, à des triplés, deux garçons et une fille. Peu après Noël, M^{lle} Anthony avait subi une intervention au cours de laquelle quatre ovules prélevés sur sa fille Karen, âgée de vingt-cinq ans, et fécondés par son gendre, lui avaient été implantés (le Monde du 7 avril). Karen avait subi une ablation de l'utérus trois ans auparavant, après l'accouchement de son premier enfant.

Blois

Le faux
inspecteur

L'inspecteur était un imposteur... Mardi 15 septembre, un faux « inspecteur de l'administration » a effectué une tournée en trompe-l'œil dans plusieurs établissements scolaires de la ville de Blois (Loir-et-Cher). Trêve de professionnel, il avait agité le (faux) inspecteur d'académie du Loir-et-Cher en lui expliquant que, décentralisation oblige, une hypothétique école normale supérieure pourrait être implantée à Blois. Sous le nom de guerre de « M. Doran », l'inconnu a fait le tour de plusieurs lycées, posant diverses questions fort pertinentes, et faisant preuve d'une efficacité remarquable : un chef d'établissement lui ayant expliqué qu'un de ses transformateurs ne fonctionnait pas, il n'a pas hésité à appeler les responsables d'EDF... qui

se sont empressés de changer la pièce défectueuse.

M. Doran a aussi tenu à visiter l'école normale de Blois dans laquelle il prétendait avoir fait ses études. Et il est même retourné dans le chambre qu'il disait avoir occupée, avant d'inviter les responsables de l'établissement dans un restaurant chic... grâce à un chèque volé. L'escroc, qui avait déjà eu maille à partir avec la police au sujet d'autres impostures, n'a pas encore été retrouvé.

« Amoco-Cadiz »

La Bretagne
serait indemnisée

Le préjudice causé à l'image de la Bretagne par la marée noire de l'« Amoco-Cadiz » pourrait être indemnisé. Après avoir longtemps rejeté, le juge Mac Garr, chargé de l'affaire à la cour de Chicago (Etats-Unis), vient d'admettre ce principe. Ce dommage moral a été estimé par les avocats et les experts internationaux à 130 millions de francs. Il s'ajoutera donc aux 500 millions demandés par les soixante-deux communes sinistrées en 1978, aux 450 millions réclamés par l'Etat français lui-même et aux demandes des particuliers pénalisés par la catastrophe. Après dix ans de procédure, il approche de son terme puisque le juge Mac Garr a désormais deux mois pour rendre son verdict.

Mer

Trois plongeurs
sains et saufs

Trois plongeurs de la marine nationale ont été découverts sains et

seuls jeudi soir 1^{er} octobre, plus de vingt-quatre heures après avoir été portés disparus lors d'une mission d'entraînement en Corse au large de Bonifacio. Leur état n'inspire aucune inquiétude. Les plongeurs, membres de l'équipe de la Recherche, un bateau hydrographique chargé de relevés cartographiques, participaient, mercredi, à un entraînement lors de leur disparition. Après avoir lutté durant vingt-quatre heures contre les courants, qui entraînaient en mer jusqu'à 5 nœuds (9 kilomètres à l'heure) dans cette zone, ils ont réussi par leurs propres moyens à regagner la côte. — (AFP.)

Au Tchad

Quatre disparus
dans un accident
d'avion

Le directeur général de la Société textile du Tchad (STT), M. Georges Humbert, un ressortissant français, se trouvait à bord d'un avion de tourisme disparu entre N'Djamena et le sud du Tchad, samedi dernier, à 4-on après, jeudi 1^{er} octobre, dans la capitale tchadienne. Les autorités tchadiennes avaient annoncé mercredi être sans nouvelles d'un Cessna-310 ayant à son bord quatre personnes, deux Français — dont le pilote — et deux Tchadiens, qui avaient quitté N'Djamena samedi pour Sarh (Moyen-Chari) dans le sud du pays.

La deuxième ressource française était le pilote, M. Laurence Mergé, et les deux Tchadiens des cadres de la STT, une société tchadienne à participation française installée dans le sud du Tchad. Un fort vent de sable observé au-dessus de N'Djamena a peut-être provoqué cet accident. — (AFP.)

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4356

Pour votre
DEMENAGEMENT
ODOUL AGENT DE
demeco
16, rue de l'Atlas-75019 Paris 42 08 10 30

PARIS DE LOUIS MAIL

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

Les ventes de vin ont augmenté de 10,5 % en 1987, celles de l'alcool de 12,5 % et celles de l'alcool de 12,5 %.

A la Bibliothèque nationale

Voyage à travers l'estampe

Deux cents gravures et lithographies sont exposées à la BN pour illustrer l'évolution de ces techniques en France du XVI^e au XIX^e siècle.

La Bibliothèque nationale réunit ces deux cents gravures et lithographies, deux cents millions d'autres, rentrés au bercail. L'emprunteur, le Musée des estampes de Machida, près de Tokyo, avait voulu expliquer aux compatriotes d'Ukiyama et d'Hokusai, pièces à l'appui, l'évolution technique et technique de la gravure en France du XVI^e au XIX^e siècle. C'est cette exposition qui est aujourd'hui à Paris.

On ne perd pas de vue que ses intentions sont avant tout éducatives et que le choix et la répartition des œuvres ont été dictés par leur valeur d'exemples. En outre, les organisateurs ont dû tenir compte de leur finalité dans un contexte historique et social.

Au XVI^e siècle, la gravure alliée à l'écriture de Fontainebleau et à son maniérisme préfigure désormais le métal au bois et conquiert ses lettres de noblesse. Peu à peu, l'eau-forte, plus docile aux caprices des artistes, va s'imposer à côté du burin, un peu plus tard surtout, après la découverte par Jacques Callot d'un vernis dur permettant un meilleur contrôle de la morsure de l'acide.

Il s'agit en général de gravures dites d'interprétation destinées à commercialiser, grâce aux multiples reproductions des chefs-d'œuvre de la peinture. Certaines sont elles-mêmes des chefs-d'œuvre, telle cette émouvante eau-forte, *Philémon et Baucis*, d'après Primaticcio. Chefs-d'œuvre autonomes en revanche, le *Songe de Raphaël*, burin par Giorgio Ghisi, les eaux-fortes ou *Diane et Orion*, par Jacques Bellange, la *Licorne couronnée* par le visionnaire Jean Duvet.

La gravure est à la recherche d'un style. Elle l'acquerra au cours du Grand Siècle, avec Claude Lorrain,

qui traite à vrai dire l'eau-forte en peintre. Les champions du burin ne sont pas en reste. Voici, entre autres, le merveilleux portrait du *Cadet de la perle* et ses jeux de lumière par Antoine Masson ou celui de *Louis XIV aux pattes de lion*, de Robert Nemeil.

Changement d'atmosphère au siècle suivant. La gravure d'interprétation évolue vers la gravure d'imitation, peut-être au détriment de son identité. C'est que le peintre est roi. C'est sous son emprise que vont s'inventer, s'améliorer, se répandre les procédés qui s'emploieront (apparemment) à combler le fossé ouvert entre les deux disciplines.

L'usage des techniques mixtes s'intensifie : mariages du burin et de l'eau-forte, du dur et du mou, grâce auxquels les effets vaporeux contrastent avec les tracés de haute précision. Développement de la manière noire — voir l'*Autoportrait* avec *Marianne Rousseau*, d'André Bouys — engagement pour la couleur, dérives de l'aquatinte. Et c'est en peinture encore qu'Adrien Manglard a exécuté « librement » et magnifiquement, très poétique sans-fort le *Port de mer au clair de lune* (1753).

Entrée de la lithographie

Enfin, la gravure d'imitation triomphe. Par l'application de couleurs sur plusieurs cuivres et le tirage des épreuves après d'exactes repérages, les taille-douces réussissent à tromper leur monde. Leurs estampes imitent à s'y méprendre le crayon (ainsi la *Guitariste*, sanguine de Watteau, par Gilles Demariseau), le lavin (*Enlèvement de Glympéide* d'après Boucher par Jean-Charles François), le pastel (*Tête de femme*) d'après Boucher par Louis-Marie Bonnet), voire l'huile : le portrait séducteur de Louis XV (1739) par J.-C. Le Blon résulte de la superposition de quatre planches de couleur. Le summum est atteint par une des pièces fort rares de la BN : la *Tête de Flore*, d'après Boucher par L.-M. Bonnet, qui offre le rendu du pas-

tel. Sept planches, les passages de vingt à vingt-cinq couleurs ont contribué à créer cette illusion. Une curiosité, sans plus.

L'anthologie de l'estampe du siècle dernier est infiniment plus proche de nos goûts. D'abord une invention nouvelle est venue bouleverser le travail des artistes et les lois du marché : la lithographie, grâce à laquelle l'artiste peut obtenir plus facilement des traits aussi subtils, des effets de clair-obscur aussi somptueux que par la méthode de la taille-douce. Le *Tigre royal*, de Delacroix, l'*Ours du Mississippi*, de Barye, les *Boisseries*, de Gérard, l'*Odalisque couchée*, d'Ingres, sont les sommets d'un art qui ne peut être traité de mineur.

Mais les graveurs de génie qui ont pour ainsi dire réhabilité l'eau-forte ne sont pas oubliés : les Bredins, Meryon, Jongkind, Manet ou Bracquemond, auteurs d'une baluchonne pointée-écrite, la *Locomotive* d'après Turner. On parlait tout à l'heure de curiosités, de raretés : voici les clichés-verre de Corot et de Daubigny.

Enfin, comme pour le XVIII^e siècle qui, sur le papier, se terminait en feu d'artifice, le XIX^e se clôt sur une pareille féerie de couleurs, et à côté des lithographies éclatantes de Toulouse-Lautrec, Chéret, Signac et Bonnard, qui nous sont familières, deux découvertes : celle d'un nouveau vernis mou et aquatique, de Steinlen, et un bois gravé d'Henri Rivière, *Départ des sardiniers à Tréboul*, dont la polychromie a nécessité douze planches de bois et dont l'impression a été réalisée sur un vieux japon, bien entendu.

JEAN-MARIE DUNOYER.

La Bibliothèque nationale, galerie Mauss, 15002 Paris. Tous les jours, de 12 à 18 heures, jusqu'au 2 novembre. Exposition organisée avec la collaboration de Brau Truss de Tokyo et de Daniel Gervin, commissaire général. Catalogue bilingue franco-japonais. Introduction par Madeleine Barbin, préface de Mitsuru Sakamoto, essais et notices par W. Mc Allister Johnson, M. Barbin et Blandine Bourret. 268 pages, 208 illustrations en noir ou couleur, 150 F.

L'architecture de Chicago au Musée d'Orsay

Le culte de l'ornement

(Suite de la première page.)

Le mot « école » même est d'ailleurs évité dans le titre, ce qui permet d'en restituer l'entourage et d'établir la date butoir de l'ensemble Orsay en 1922, année du concours du *Chicago Tribune*.

Selon la tradition, la date de départ a été placée en 1871, c'est-à-dire lors de la tragédie de la « Cité du vent », qui fut aussi — le cas n'est pas isolé — la chance d'un nouvel urbanisme et d'un essor nouveau. C'est en effet l'année où le « grand feu » détruisit un tiers de toute la ville, et la totalité du quartier des affaires. Cet événement est évoqué de façon saisissante à Orsay, par des maquettes en particulier, qui rappelleront aux amateurs de ruine et d'art moderne le bon cru des Poirier.

Les initiés, eux, se seront amusés d'un choix (1922) qui modifie de trois ans à peine la date butoir la plus souvent assignée à l'école : 1925. C'est la date d'achèvement de la Tribune Tower, qui suit d'un an (1924) la mort de l'architecte Louis Sullivan, la plus haute figure de ce mouvement (Wright et l'école de la Prairie en sont de plus en plus nettement séparés). Il est vrai, et c'est à ce titre une excellente charnière, que Sullivan, passablement aigri, s'est arrêté de construire en 1922, et qu'en 1922 encore, Mies van der Rohe, qui sera bientôt le chef de file de la « seconde école de Chicago », imagine, à Berlin, ses premiers gratte-ciel en verre, modèles pour une ville future... Retour aux sources.

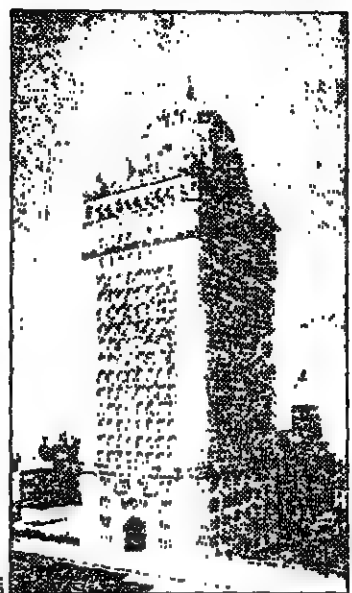
Retour aux sources, car l'inspiration de cette si brillante période de l'architecture américaine n'est pas précisément « chagossienne » (l'adjectif est authentifié). Orsay développe naturellement cette partie consacrée aux influences croisées de la France (les écrits théoriques de Viollet-le-Duc complètent l'enseignement que nombre d'étudiants viennent chercher aux Beaux-Arts ou auprès des ingénieurs parisiens), de l'Allemagne (la colonie allemande, très importante, comptait nombre d'architectes, souvent férus de Schinkel, comme Adler, et quelques professeurs précurseurs, tel Ricker), de l'Angleterre enfin, mais à une moindre échelle.

« La forme suit la fonction »

Des sources aussi diverses devaient aboutir à d'étonnantes croisements d'architecture, et à quelques franches oppositions stylistiques, situation curieusement comparable, en plus riche, à la situation que connaît aujourd'hui la construction américaine. Mais simplifions. D'un côté, l'école de Chicago, qui rassemble pour l'essentiel les architectes du nou-

veau quartier des affaires (le *loop*), et qui nous est restituée à Orsay à travers la personnalité contrastée d'un Sullivan.

A l'opposé, un univers ecclésiastique où se rencontrent les manières plus ou moins pointilleuses, les uns du gothique, d'autres de la Renaissance, d'autres enfin, et ils seront les plus importants, du style dit « Beaux-Arts » : par ce terme, il faut entendre une grammaire proche de la gare d'Orsay



J.N. Phelps Stokes. Projet pour le *Chicago Tribune*, 1922.

(miroir, mon beau miroir...), du Grand et du Petit-Palais, mais qui trouve, sur les espaces vierges ou facilement délabrés de l'Amérique, les possibilités d'une croissance assurément impressionnante. Burnham, qui fut pourtant, avec Root, l'un des plus brillants maîtres d'œuvre de l'école de Chicago, devait étrangement devenir le plus puissant organisateur de ces fêtes de l'architecture parisienne.

Et puis, près de notre fameuse école, voici l'élève surdoué de Sullivan, celui auquel la ville doit une bonne part de sa réputation, une personnalité autonome qui a éclipsé jusqu'à la postérité de son propre mouvement : l'école de la Prairie. Voici Frank Lloyd Wright (1867-1959), tyran domestique et génie formidable de cette architecture américaine pour laquelle il cherchait à inventer de nouvelles racines. Il est donc le troisième pôle d'Orsay et, comme pour Sullivan, la part décorative ou mobilière de son œuvre est évoquée avec un rare luxe d'objets (les meubles du Wright battent tous les records en salle de ventes).

Qu'il s'agisse de Sullivan ou de Wright, a fortiori d'individus aussi prolifiques que le fut Burnham, il faut en effet s'habituer à l'idée d'une architecture américaine infiniment moins austère et glacée que ne nous l'a laissé croire

l'hégémonie du style international. C'est Sullivan, c'est vrai, qui a lancé le premier cri de rassemblement, le glorieux « *Form follows function* » (la forme suit la fonction), derrière lequel allaient se ranger benoîtement les fonctionnalistes d'Amérique. Or nul n'a poussé aussi loin que lui l'étude de l'ornement, jusqu'à en célébrer un support paradoxal : la division tripartite des gratte-ciel. Sullivan, on le voit bien à Orsay, a cultivé en solitaire la passion du décor jusqu'à inventer un style aussi riche, aussi neuf que le fut en France l'Art nouveau. Le rez-de-chaussée (en fait, les deux ou trois premiers étages), élément le plus accessible de la division des gratte-ciel, est le support évident d'une nature et d'une histoire, à la fois assoupies et figées par le bronze.

A Chicago même, et on en trouve ici quelques éléments, le magasin Carson Pirie and Scott (1899-1903) est devenu l'archétype de la démarche de Sullivan. La partie inférieure et décorée de l'immeuble a été récemment restaurée — bonheur que l'on ne connaît toutes les œuvres de l'architecture, — témoignant de l'intérêt de plus en plus vif des Américains pour leur patrimoine, et d'une lecture renouvelée de sa réalité physique. Avec l'Auditorium du même constructeur (associé alors à Adler) et les maisons de Wright, ce bâtiment est sans doute le plus célèbre de la ville et l'un des modèles de l'architecture moderne. Il n'est donc pas inutile, puisque nous parlons de division tripartite, de souligner que la partie supérieure du bâtiment, une corniche en surplomb, a été gommée. Depuis, la physiognomie générale de l'édifice correspond plus aux manies rigides du style international qu'aux ambiguïtés rhétoriques de Sullivan.

Ambiguïtés rhétoriques ? La passion de Sullivan pour l'ornement fait actuellement l'objet d'une passionnante exposition aux États-Unis, dont le titre seul est une réjouissance : « The Function of Ornament » (la fonction de l'ornement) (3). Autrement dit, la vérité de la structure ne s'oppose définitivement plus à l'utilisation du décor. L'histoire voudrait d'ailleurs que l'un des bâtiments les plus épurés de Chicago, la première partie du Monadnock Building (1891), de Burnham et Root, ne soit resté aussi glorieux que pour des raisons d'économie. Et comme la structure du bâtiment, une puissante maçonnerie de brique, est loin de correspondre aux structures métalliques qui ont fait le succès de l'école, on se met définitivement à douter de ce terme d'« école ». Pour ne plus parler globalement, comme les auteurs de notre exposition, que de l'architecture de Chicago.

Pour les structures, question toujours ardue, notons ici l'effort d'explication et de clarté fait par l'exposition d'Orsay, principalement grâce à deux remarquables maquettes. L'une montre comment cet esprit de simplification est né à Chicago même (le *balloon-frame*, technique rapide de construction en bois qui a puissamment contribué à la conquête de l'Ouest) et s'est développé avec l'utilisation des charpentes métalliques pour les gratte-ciel, théoriquement inaugurées par Jenney, mais dont les plus beaux archétypes, sont effectivement à chercher ailleurs, comme le suggèrent les auteurs d'Orsay. Et l'on retrouve une fois de plus Burnham, avant que Root ne le laisse seul, et qu'il ne plonge dans les délices sucrées de la « Ville blanche », l'Exposition universelle de 1893, dont Burnham fut l'architecte en chef.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

★ « Chicago, naissance d'une métropole (1870-1922) ». Musée d'Orsay, jusqu'au 3 janvier. Catalogue : 480 pages, 400 francs.

(3) Organisée par la Chicago Historical Society, seule concurrente tolérée par l'hégémonie de l'Art Institute, cette remarquable exposition a été présentée à Chicago puis au Cooper-Hewitt Museum de New-York, enfin au Saint-Louis Art Museum (jusqu'au 25 octobre).

PHOTOGRAPHIE

Joe Gantz à la galerie Donguy
Poupées de chair

Entre la messe et le bondage, les curieuses mises en scène complexes et dérangeantes d'un Californien de trente-deux ans qui se défend d'être photographe.

Le travail photographique de Joe Gantz, issu de la mouvance underground, a été révélé en France par le Centre Pompidou, où fut présenté en 1984 sa série « Culture, mythe, allégorie ».

Sous formes de thérapie de groupe, de psychodrame improvisé, des hommes et des femmes nus se livrent à un rituel extatique, révélateur des stéréotypes sexuels qui découlent d'une mise en cause radicale des conventions sociales.

La même veine acide nimbe son nouveau travail, réalisé entre San-Francisco et Paris. Recrutés par petite annonce, des actrices nues, fardées et ornées de parures parodiques (rubans, clochettes, bougies de gâteau), épinglées devant un fond clair, exécutent pieusement des pantomimes acrobatiques sur un piédestal transparent.

Figées, réifiées, crucifiées, badi-gonnées de rouge à lèvres, exhibant leur corps crayonnés, ces étries, dociles et chastes, incarnent l'image sexuée d'une femme moderne, partagée entre l'offrande et le service, vestale et sainte. Surtout d'entêtes évocatrices (« Je suis à toi pour toujours », « Aime-moi ici »), ces tableaux allégoriques, moins obsequants qu'hérétiques, recèdent une force indéniable. Excédant leur apparent fétichisme, ils hissent la femme au pur rang d'icône chérie par Bellmer et Molinier.

Exposés avant Amsterdam, Bonn et New-York, accompagnés de travaux anciens, ces quatorze tirages, limités à trois exemplaires et valant chacun 30 000 F, inaugurent le nouveau lieu de la galerie Donguy. Polyvalente, spacieuse, étagée sur deux niveaux, récompensée d'avoir stoïquement résisté aux promoteurs, elle accueillera dès le 1^{er} octobre les nus d'amputés de George Dureau.

PATRICK ROEGERS.

★ Joe Gantz : « The possibility for love », galerie J. et J. Donguy, 57, rue de la Roquette, Paris-11^e, jusqu'au 10 octobre. George Dureau : « New Orleans people's », du 1^{er} au 30 octobre.

Les marionnettes Colla



Les divas, les princesses, les chevaliers, les Arlequins, les marionnettes de la famille Colla, sont elles-mêmes pour le Festival d'automne, et dansent. Excédant, allégorique chorégraphique créée en 1985, à la gloire du progrès, de la fête électrique, de l'amitié entre les peuples. Elles sont accompagnées en direct par un petit orchestre de chambre. Elles sont si gracieuses, si vraies, que l'on voudrait leur demander des autographies.

★ Excelsior, jusqu'au 13 octobre : La Cenerentola, Attila, du 13 au 18 octobre. Et du 20 au 25 octobre, Le Chat botté.

(Publicité)

10^e SALON DE LA MAISON INDIVIDUELLE DU 3 AU 11 OCTOBRE 1987

L'ATTRAIT POUR LA MAISON INDIVIDUELLE NE SE DEMENTE PAS MAIS QUEL LABYRINTHE POUR PARVENIR AU BUT!

Acheter une maison individuelle est un acte sérieux qui oblige toujours le futur acquéreur à d'innombrables et longues démarches : choisir un style, la région, le terrain, obtenir le permis de construire, les prix, la qualité de construction, le constructeur, etc... la route est longue! Au Salon de la Maison Individuelle, tout est réuni pour faciliter la tâche du futur acquéreur. Des constructeurs de la France entière sont à la disposition du public pendant 9 jours, que ce soit pour l'achat d'une résidence principale, secondaire, ou pour investir. Toutes les régions de France sont représentées, ce qui permet de disposer d'un large choix dans les meilleures conditions. Les constructeurs ont fait un effort fantastique pour s'adapter à leur clientèle, notamment en matière de prix, il n'existe plus de maison sur catalogue. Le client obtient une maison sur mesure même si, à cause de ses capacités financières, celle-ci n'est pas toujours à la mesure de ses rêves! L'entrée des technologies modernes dans la conception des maisons a révolutionné ce secteur et permet maintenant des adaptations très importantes. La maison qui est proposée est aujourd'hui une maison dont la qualité par rapport au prix s'est beaucoup élevée : à condition évidemment qu'elle soit réalisée par un vrai professionnel.

DES SERVICES GRATUITS POUR MIEUX ACHETER

- L'Union Nationale des Constructeurs de Maisons Individuelles (UNCM) qui répondra à toutes questions relatives à l'accès à la propriété en maison individuelle.
- Les Avocats du Barreau de Paris pour toutes les questions juridiques portant sur l'achat individuel dans les relations entre maîtres d'ouvrage et constructeurs.
- L'Ordinateur de l'Indicateur Barreau pour l'établissement d'un plan de financement.
- L'Association Qualité sur la qualité technique des constructions.
- Le 3 octobre prochain, le Salon de la Maison Individuelle aura 10 ans. Ors en 1978, il a contribué à promouvoir cette forme d'habitat et aide des milliers de ménages à faire leur choix et accueillir cette année.
- Le Ministère de l'Équipement, du Logement, de l'Aménagement du Territoire et des Transports.
- Les constructeurs de maisons individuelles.
- Les promoteurs de maisons en village.
- Les matériaux de construction.
- Les organismes de crédit.
- Les organismes d'information.

L'AN 2000 AU 10^e SALON DE LA MAISON INDIVIDUELLE

La Domotique : d'un point de vue technique, la domotique est la conséquence de l'arrivée de l'électronique dans l'habitat.

Du point de vue de l'utilisateur, la domotique permet d'augmenter le confort de vie et le secure des biens et des personnes tout en adaptant un haut niveau de communication avec le monde extérieur.

EDF présentera cette année une simulation du tableau de bord domotique pour l'affichage des consommations de chauffage et une meilleure utilisation de l'énergie par la domotique ainsi que la sécurité « positive » des prises électriques de puissance pour l'habitat.

La Spherhome : pour son 10^e anniversaire le Salon de la Maison Individuelle accueillera cette année une maison du futur à l'architecture bonique. La Spherhome se comporte comme une île ou une planète en réagissant à son environnement climatique, sans consommer d'énergie artificielle. Dans le système Spherhome, l'intérieur de la structure reste fixe et c'est l'enveloppe extérieure qui tourne avec le soleil et se positionne au mieux pour apporter le confort maximal à ses occupants.

GUIDE DU VISITEUR

Lieu : Centre International de Paris (Palais des Congrès) Place de la Porte Maillot - 75017 PARIS - Niveau 4
Heures d'ouverture : 10 H 00 à 19 H 00
nocturnes le mardi 6 et le jeudi 8 jusqu'à 22 H 00.
Parking : Porte Maillot

UN FILM DE LOUIS MALLE

le 7 octobre

Au revoir les enfants

حكايا من الاصل

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77

UN HOMME QUI SAVAIT
EMMANUEL BOVE

adaptation Anne-Marie KRAEMER mise en scène Jacques KRAEMER

Anne-Marie Kraemer restitue avec subtilité un jeu féroc. La mise en scène nous emporte dans une atmosphère d'angoisse et de cruauté. QUOTIDIEN DE PARIS. Christine Combe, juste et nette, grande présence d'Éléonore Hiri, Denis Manuel remarquable. LE MATIN. Jacques Kraemer excelle à planifier sur ce diabolisme gris des viles tranquilles. Impassable et discrète corrédo. L'ÉVÉNEMENT DU JOUR.

PREMIÈRE CE SOIR

THÉÂTRE DES ARTS-HEBERTOT

CLAUDE RICH
ANNE ALVARO
UNE CHAMBRE SUR LA DORDOGNE

de Claude RICH

Mise en scène
JORGE LAVELLI

avec
MAX VIALLE
ANDRÉ WEBER
et
MAURICE BARRIER

Loc. 43.87.23.23 et agences

THÉÂTRE DU CAMPAGNOL

SAISON 1987/1988

Une tournée : d'octobre 1987 à janvier 1988

"COINCIDENCES"

scénario de Shakespeare, Marlowe, Goldsmith, Tchaïkovski, Monnier, Grunberg, mise en scène : Jean-Claude Penchenet et Liliane Delval.

Quatre Rendez-vous du Pédiluve :

16 et 17 décembre 1987 : Aventures et mésaventures de Dom Juan carte blanche à François Leroux, Ixerion

28 et 30 janvier 1988 : "Autour d'un mot de cinq lettres" carte blanche à Pierre Grise, auteur de L'Écluse.

28 et 30 avril 1988 : "Je parodie, tu plagies, nous parodions" carte blanche à Jean-François Bédier, plénier.

27 et 28 mai 1988 : "En mai fais ce qu'il te plaît" carte blanche à Jean-Claude Penchenet, maître de la scène.

Une création : du 1^{er} au 26 mars et du 12 au 24 avril 1988

"LE CHAT BOTTÉ"

adaptation : Jean-Claude Grunberg, mise en scène : Jean-Claude Penchenet, un conte merveilleux, une comédie décapante, un regard insolite et drôle sur le théâtre.

LA PISCINE 124 AVENUE DU DIVOIR LAGNY 93200 CHATELAIN MALABRY. Tél. 46.51.33.33

A L'OCCASION DU CENTENAIRE DE L'INSTITUT PASTEUR

LE PROFESSEUR FRANÇOIS JACOB

SERA SAMEDI A 13 H REDACTEUR EN CHEF DU "JOURNAL INATTENDU" DE

RTL

AVEC HENRI MARQUE ET FRANÇOISE PARINAUD

Renseignements publicités

Le Monde AFFAIRES

Tél. 45.55.91.92, poste 4180 ou 4107.

Culture

MUSIQUE

« Prométhée », de Nono au Festival d'automne

La tragédie de l'auditeur

« Prométhée » de Nono à la recherche de nouvelles terres et de nouvelles frontières, nous dit Nono. Mais le voyage est rude.

Il y avait bien des auditeurs effarés, jeudi soir au Palais de Chaillot, pendant la création française de *Prométhée* de Luigi Nono, juste fierté du Festival d'automne.

Après les cent trente-cinq minutes, les corps se tassaient, s'effondraient sur les confortables fauteuils en éventail, ou s'abîmaient dans un sommeil récepteur.

On leur avait promis une tragédie, le Fondation Louis-Vuitton pour l'opéra et la musique avait généreusement dépensé 2 millions de francs (la moitié du coût global), ils avaient aimablement répondu à son aimable invitation, et voici qu'ils ne comprennent rien à cette musique d'une infinie lenteur, totalement dépourvue d'éléments dramatiques.

La « tragédie de l'écoute », sous-titre de Nono, c'était surtout la « tragédie de l'auditeur ».

Le public prend place sur le sol de la grande salle de Chaillot, en carré autour des installations d'électronique et d'informatique (Studio de la Southwestfunk de Fribourg-en-Brisgau) qui vont modifier le son et le projeter à travers l'espace.

Quatre ensembles instrumentaux, un chœur, cinq chanteurs, deux récitateurs et deux solistes instrumentaux (tous allemands) s'étagent à des niveaux différents dans des galeries qui surplombent les assistants de tous côtés, sous la direction de deux chefs (David Shalton et Friedrich Goldmann).

Alors commence une étrange cérémonie fort hermétique, où l'on ne sait trop à quel se raccrocher. Il y a bien un texte pour ce *Prométhée*, ou plutôt une mosaïque de textes, réunis par le philosophe Massimo Cacciari, qui vont d'Eschyle, d'Hésiode, d'Homère, à Hölderlin, Nietzsche et Benjamin, mais tantôt ils ne sont pas destinés à l'exécution, tantôt ils sont chantés de telle manière qu'on ne les comprend pas. Fondements de la musique, ils ne doivent pas apparaître explicitement.

Car le but de Nono est de recréer une véritable écoute, de libérer le son de tout élément narratif, figuratif, idéologique, de toute image et de le rendre à l'espace comme à Saint-Marc de Venise ou à Notre-Dame de Paris « où s'entremêlent, dans un continu bouillonnement, des géométries insaisissables ».

Si l'on veut bien entrer dans cette écoute pure, sans souci d'une progression dramatique, on se laisse peu à peu envahir par cette musique qui chemine lentement d'un épisode à l'autre, « d'île en île ». Lentes pal-

modies, chants très doux, vagues planantes comme la lumière sur la lagune de Venise, frémissements instrumentaux, puissances, fanfares, chœurs à cappella qui rappellent les antiphones du Moyen Âge, sonorités poires, angéliques, de la clarinette contrebasse ou du tube, timbres de verres de Murano, longues mélodies de cristal, etc.

l'oreille voyage dans des pays ignorés, en quête d'une autre approche de l'univers.

« Car *Prométhée*, nous dit Nono, c'est l'homme avec son éternelle soif de nouvelles terres et de nouvelles frontières. C'est la révolte contre la restauration qui empêche l'arrivée des temps nouveaux. Il faut continuer à chercher, à errer, à aller de l'avant ; on avance comme sur de l'eau, sans traces de chemin, avec pour devise « peut-être ».

Aujourd'hui, nous avons à notre disposition les instruments électroniques, les ordinateurs. Plus que jamais, l'homme a la possibilité de révéler des horizons plus vastes, des espaces plus lointains, d'autres terres, d'autres abysses, d'autres frontières ».

Mais le voyage est rude, et demande un cœur et une oreille bien accrochés (1).

JACQUES LONCHAMPT.

* *Prométhée* sera donné les 3, 4, 6, 7 et 8 et 9 octobre à 20 h 30.

(1) Pour éviter à l'auditeur de sombrer dans la « tragédie », nous lui conseillons de prendre connaissance à l'avance des textes de *Prométhée* (op. 191-195) dans le volume du Festival d'automne consacré à Nono (224 pages, 100 F) et de suivre pendant l'audition le déroulement des différents parties, grâce aux indications précises données sur les formations instrumentales et vocales, ce qui lui permettra de fixer son attention sur « l'invisible du son ».

« Mobilier urbain », de Strasbourg à Bagnolet

Une femme morcelée

En création à Musica, puis à l'ATEM Bagnolet (1), l'homme de théâtre Carlos Wittig s'empare, mi-collision, mi-détournement, de Voix de femme, une pièce vocale déjà ancienne de Claudy Malherbe.

Malgré un nouveau titre, (*Mobilier urbain*), le spectacle de Carlos Wittig, adapté de la pièce musicale de Claudy Malherbe, *Voix de femme*, apparaît surtout comme une amplification remarquablement fidèle de ce premier noyau musical : cinq voix pour dire la contrainte réminiscente d'une femme.

Cette fidélité est d'autant plus insistante que les deux créateurs avaient travaillé souvent sans beaucoup se concerter : si sur l'articulation formelle ; si sur la rencontre de deux imaginaires dissemblables — le musicien se défendant d'imposer aucun sens, le metteur en scène s'attachant, lui, à signifier le fond de philo- sophie et de matérialité de sa culture latino-américaine d'origine — et sur le défi de traduire en gestes et en images la fibre secrètement dramatique, codée au cœur d'une musique plus étudiée que réminiscente.

Or, à tous les coups, Wittig trouve le mot juste. Quand la partition vocale agence cinq voix — chacune à son tour la compression de cinq lignes sonores entrelacées, le dit, le sous-entendu, l'invoyé s'y succédant par bribes — et s'accroche (2) — de même, sur la scène, une évocation cinq femmes, sociales ou facettes d'une seule, monnayant un assemblage écheveau de mots sans suite, d'indices de gestes (merci Pina Bausch, bonjour Anna-Theresa De Keersmaeker).

l'agace fourmillement comme en un labyrinthe de miroirs émettés. Le mot juste encore quand Carlos Wittig accorde dramatiquement le superbe contraste, virtuel seulement chez Malherbe, entre le fâché péroré des femmes et la distante rigueur du concave instrumental (les six interprètes se postent, immobiles, de part et d'autre en bois de corde, à figurer autour de gynécée le papillonnement d'actes isolés de mille affaires) ou caractérisé à la manière d'un triangle de vandeille les parties dévoilées à la fête (le mari), à la voix féminine et à la clarinette basse d'Armand Angster, alias l'Amant, dans trois doses sentimentales d'un lyrisme évanescent.

Poussière d'opéra, *Mobilier urbain* n'est pas une œuvre carnavalesque, éboulée. Son lyrisme volé, mais aussi libéré par la profluviation de la forme ouverte, plus qu'auto-révolutions de son jour. Mais par la forte cohésion de cette première collaboration (dans un domaine, le théâtre musical de recherche) où le fourre-tout hybride sanctionne jusqu'à chez les meilleurs le libre foisonnement des idées), et plus encore par l'immense partout sensible d'un langage dramatique et musical complexe et agissant, on désire cette voie pour une pièce féconde, un opéra en révolte, que l'autre, le vrai, semblait tant habillé.

DANIEL DE BRUYCKER.

(1) Au festival Musica à Strasbourg jusqu'au 3 octobre, puis à l'ATEM-Bagnolet : du 7 au 10 (21 heures) et le 11 (17 heures), dans une production du Gyroscopie Théâtre.

(2) Les contraintes de la production ont hélas conduit à se faire accepter un diocèse qu'une seule de ces cinq voix, mais qui trouve sa source dans Françoise Koller, élève de Cathy Bertrando, l'interprète idéale pour un procédé d'écriture largement inspiré par la *Séquence III* de Luciano Berio.

THÉÂTRE

« Dom Juan » de Molière à Bourges

Dans les secrets du coupable

Après celui de Francis Lalanne et Jean-Luc Moreau au théâtre des Bouffes du Nord (voir le Monde du 18 septembre), le deuxième des cinq Dom Juan annoncés pour cette saison, celui que met en scène Gilles Bouillon, vient de commencer à Bourges.

Le *Dom Juan* de Bourges se singularise dès l'abord par de beaux décors, et c'est après tout dans l'ordre des choses puisque Molière, carrément contre les usages du temps, avait, pour *Dom Juan*, laissé sur la touche son décorateur-maison, Jean Crosnier, qui venait de lui décorer l'Ecole des femmes, la Princesse d'Elide, Tartuffe, et avait fait appel, exceptionnellement, à deux peintres de renom, Jean Simon et Pierre Prat, tant il tenait à ce que la décoration de *Dom Juan* soit somptueuse.

Gilles Bouillon a confié pour sa part son *Dom Juan* au peintre Nathalie Holt, qui a repris, pour l'ensemble, les « tableaux » voulus par Molière en 1665, mais les a traités en grandes images noires et blanches, tendues au loin de la scène.

Frappées de face par la lumière blanche, un peu comme au cinéma, ces images rayonnent dans la profondeur d'une architecture sobre, qui, elle, reste dans une pénombre. Dom Juan, Sganarelle, Elvire, sont bien discernables dans leurs attitudes et leurs expressions, mais ils participent aussi d'un « théâtre d'ombres », puisque leurs profils se détachent sur la luminosité des images.

Il ne s'agit pas, comme aux Bouffes du Nord, d'une « mise en

train tambour battant » de l'action de la pièce, au demeurant fort efficace. Il s'agit plutôt, à Bourges, d'une approche plus intime, plus subtile. Dans l'ambiance, un peu « lanterne magique », recueillie, du décor, Gilles Bouillon fait s'écouler ce que l'on peut appeler, pour simplifier, la « poésie » de *Dom Juan*.

En effet, Molière a écrit à l'usage d'une élite, et non pas une œuvre classique, tant elle rompt avec la tradition scénique. Il n'y a pas d'enchaînement de dépendance d'une scène à l'autre. Il n'y a pas non plus de dialogue proprement dit : nous entendons soit des monologues, soit des tirades, soit des tirades de brèves et brusques piques d'armes, sans conversation réelle. C'est une dramaturgie déconstruite, dont le fil est tout intérieur. Molière, ici, est en avance de deux siècles.

La poésie de *Dom Juan* apparaît aussi, à Bourges, dans le traitement des costumes et du jeu des protagonistes. Elvire, en robe de jeune fille, presque une tenue de bal, une « robe en poussière rose », comme a dit une fois si joliment Ramuz, à toute la fraîcheur de l'Elvire qui vient d'échapper au couvent, et qui n'a pas compris le lynchage de son homme.

Les deux frères d'Elvire, aristocrates stricts et assez intellectuels dans leur querelle sur ce qu'un séducteur doit faire dans telle ou telle circonstance, sont vus comme des salonnards du dix-huitième siècle plutôt que comme des légataires, et Bouillon a eu raison de les

montrer sans épée, à l'exception de l'usage.

Dom Juan, le père de Dom Juan, orateur pratiqué à la Bossuet, est ici très espagnol, il a presque la raideur des incarnés de certains figures du Greco. Sganarelle, cette ombre inséparable de Dom Juan, traverse par moments, lui, le miroir de l'insignifiance, par des soupirs brusques de pantomimes, à l'italienne.

Et Dom Juan lui-même, d'apparence non pas vraiment jeune, mais « encore jeune » comme dit Molière (nuance), assez impassible, assez « rentré », masque son mépris, son cynisme, son ardeur, son hypocrisie et aussi son courage, derrière quelque chose comme une neutralité souriante.

Donc un *Dom Juan* inhabituel, mystérieux, et qui reste très proche de Molière dans la mesure où il s'efforce instinctivement aussi bien la modernité de Molière que son secret poétique.

Célestine Amouroux (Elvire), Marie Maffre (Charlotte), Aurèle Pace (Mathurine), Pierre Forest (Dom Juan), Gérard Hardy (Sganarelle), Gilles Bouillon (Dom Juan), Philippe Carmona (Pierre), André Fest (M. Dimanche et le pauvre), Bruno Flahut et Mohamed Khattabi (les frères d'Elvire) forment une troupe jeune, inspirée, comme était celle de Molière sur les routes provinciales. Cela aussi, c'est le poète du théâtre.

MICHEL COURNOT.

* Théâtre Jacques-Cœur, Bourges.

La Mairie de Paris présente

Festival de France

AUDITORIUM DES HALLES

RECITALS DE MELODIES FRANÇAISES

2 oct. BERTHO • 7 oct. GARDER-EDI

ORCHESTRES

3 octobre

JOURNÉE DU CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR DE MUSIQUE DE LYON

8 octobre

PAIS DE SAVOIE, Ferkencroix

9 octobre

CANNES, Bander/Lellic/Sonconi/Weber

SALLE PLEYEL

4 octobre

ORCHESTRE NATIONAL ET CHOEUR DE LYON

BAUDO - BERLOZ

Location: Salle Pleyel, 3 RMV - Renseignements: 45.00.00

Culture

NOTES

Le IV^e Festival de Marne-la-Vallée

Plus discret, et d'un lyrisme mieux contenu, vous ne trouverez pas. Il y a dans le jeu de Claude Bernard une élégance délicate, une force naturelle. Altiste bien entouré, secondé par Gérard Marnis à la guitare, il présente son groupe accompagné d'un invité de poids, Steve Lacy.

Steve Lacy, on est certain, en train d'attendre qu'il ait réintégré l'Amérique pour s'offrir un génie du son et de la composition séjournant parmi nous. Rythmique robuste et binaire, sonorité d'appoint inimitable, titre étrange qui rappelle le monde automobile, comme tous les noms de groupe de Claude Bernard, personnalité forte du leader, tout se conjugue pour créer une attente d'attente.

L'affiche forme de l'espérance. C'est le signal des festivals astucieux. Celui de Marne-la-Vallée, pour sa quatrième édition, se donne du mal : vaste présence européenne, vedettes incontestables (Paul Motian en trio, Art Blakey et son message, Luther Allison pour le blues, Des Des Briggswater pour la voix), réconciliation et brassage (Big Band franco-allemand mené par Jenny-Clark et Mangelorff, Trio franco-argentin Moeallini-Beytelman-Carattini, le trompettiste canadien Kenny Wheeler venant aux devants du Trio Texier)... Le Festival fait aussi la part belle aux jeunes musiciens déjà remarqués : Xavier Cobo, Badault et sa bande, Marc Ducret ou le violoniste Pierre Blanchard.

FRANCIS MARMADE.
Le IV^e Festival international de Marne-la-Vallée : Xavier Cobo, Paul Motian (co-vedette 2 octobre, Noël), Steve Houbert-Charles Loo (le 3 à Terey), Trio Texier et Kenny Wheeler, la Bande à Badault (le 3 à Noël), Djaï (le 3 à Noël), Trio Moeallini-Beytelman-Carattini, Facet Vega et Steve Lacy (le 4 à Noël).

Jonas Hellborg basse déraisonnable

Jonas Hellborg est laid, d'une laideur enfantine. Comme un « skipper » de bonne famille, soigné, Crâne pelé, minuscules lunettes noires, une gestuelle de combat, bien pendue hors de sa cavalerie ordinaire, Jonas Hellborg surprend.

La basse électrique se prête d'ailleurs à cette liturgie du désordre. De basse à basse, dans la danse de Saint-Guy comme dans l'ivresse. A la vie, à la mort. Pour le meilleur et pour le pire. Suédois, Jonas Hellborg a fait son apparition, l'été 84, dans le groupe de John McLaughlin. A côté de ce diable rasé, le guitariste anglais avait tout l'air d'un pasteur mélophane au sourire un peu naïf.

Jonas Hellborg joue très vite et remarquablement bien. Il est le meilleur des basses électriques. Une rage intérieure qui on a du mal à maîtriser, le porte à des états de tension très troublants. Sa musique est tendue, excessive, perdue, belle. Il se présente avec Ginger Baker. Autre phénomène.

Ginger Baker a appartenu au groupe Cream, avant de fonder Energy. Il a filé en Afrique, s'est retiré des symboles, a monté une entreprise de poids lourds, et lui qui avait abandonné la course cycliste que son accident, a fini par se retrouver paysan en Italie du Nord. Entre deux marchés, il enregistre avec Bill Laswell. Lui non plus n'est pas un fanatique de la raison rationnelle. Et pas davantage Bernie Worrell, l'un des joueurs de claviers de Laswell. Leur question, en vérité, n'a jamais été de jouer de la musique raisonnable : ni d'ailleurs la nôtre d'en écouter.

F.M.
★ Jonas Hellborg, Ginger Baker et Bernie Worrell au New-Morning, le vendredi 2 et le samedi 3 octobre.

Le prix Alfred de Vigny à Kenneth White. — Le poète d'origine écossaise Kenneth White vient de recevoir le grand prix Alfred de Vigny. Il lui a été remis par M. François Chéreau, au cours d'une réception à l'Hôtel de Ville de Paris. Le maire de Paris — qui se trouvait à l'étranger — avait délégué son adjoint chargé de la culture pour féliciter « cet ami dont j'apprécie l'œuvre au plus haut point ».

Un pianiste soviétique se réveille à Leeds. — Le pianiste soviétique Vladimir Ouchinnikov a remporté le premier prix au concours de Leeds, au nord de l'Angleterre, compétition internationale de très haut niveau, où s'il n'a été que tous les trois ans, où s'est illustré notamment Radu Lupu. Les autres lauréats sont l'Autstralien Ian Munro et le Japonais Noriko Ogawa.

Communication

Malgré les objections de la CNCL

TF 1 maintient son émission de télé-achat

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) vient de réaffirmer son opposition aux émissions de vente à la télévision. Dans une lettre adressée le 30 septembre à M. Francis Bouygues, PDG de TF 1, M. Gabriel de Broglie, président de la CNCL, rappelle l'interdiction faite le 8 septembre par la Commission à l'émission de télé-achat annoncée par TF 1, sous le titre de « Télé-shopping », animée par Pierre Bellemare, de « déboucher sur une opération de vente ».

Prenant acte de la décision de TF 1 de changer le titre de l'émission — « Télé-achat » devient « Le magazine de l'objet » — M. de Broglie souligne à nouveau que « si aucune disposition de la loi du 30 septembre 1986 [loi Liotard] ou des textes pris pour son application ne vise expressément ce type d'émission, il est clair qu'une opération commerciale, comme c'est le cas de votre projet, est étrangère à l'objet pour lequel une autorisation a été délivrée par la Commission nationale ».

Rappelant la promesse faite par M. Patrick Le Lay, vice-PDG de TF 1, lors de la candidature à la reprise de la chaîne, de ne pas entre-

prendre d'actions de « marketing direct » à l'antenne, « sans l'agrément de la CNCL », M. de Broglie motive son refus par trois raisons. D'abord la « protection du consommateur » face au « démarchage à domicile » ; ensuite, le « respect des règles de concurrence entre les circuits de distribution » ; et enfin l'abus éventuel de position dominante dans les secteurs couverts par l'opération. Signalant également le risque que de telles émissions « se heurtent à l'interdiction de toute publicité télévisée en faveur de la distribution », la CNCL déclare « maintenir ses objections », en attendant « une réglementation qui implique la consultation de l'ensemble des parties intéressées ».

TF 1 a décidé de passer outre aux objections de la CNCL, et la première émission de Pierre Bellemare est programmée le 5 octobre. « Ni notre cahier des charges ni la loi Liotard n'interdisent le télé-achat », nous a déclaré M. Du Peloux, secrétaire général de TF 1. « La CNCL nous avait interrogés sur le contenu de l'émission et, après que nous avons changé le titre, nous avons donné des assurances verbales sur la légitimité du projet ».

ALAIN WOODROW.

La plainte pour corruption de la CNCL

M. Rocca souhaite que le juge lève le doute

Les informations, publiées jeudi 1^{er} octobre, sur la situation douteuse d'une poignée de radios parisiennes autorisées récemment par la CNCL (le Monde du 2 octobre) ont provoqué une certaine effervescence dans le milieu des radios et un certain émoi à l'intérieur de la CNCL, soupçonnée d'avoir cédé à des pressions.

Aussi M. Yves Rocca, membre de la CNCL, en charge du dossier des radios, réagit-il, dans une interview au Figaro, publiée vendredi, en répondant point par point aux diverses accusations concernant quelques radios.

Des manipulations financières autour du dossier AYP. « Nous ne sommes pas juges d'instruction », répond M. Rocca. « Nous avons examiné le contenu des dossiers sous l'angle de la programmation et du montage financier, afin d'évaluer leur crédibilité. » Le réexamen de certains dossiers ? Pas impossible : « Nos décisions ne sont pas intangibles, dit-il, nous pouvons revenir sur telle ou telle décision si un élément de nature à en modifier le fond a été découvert. Mais rien ne permet de dire que c'est le cas pour l'instant ».

M. Yves Rocca reconnaît également avoir cherché à savoir si des conseils techniques de la CNCL avaient pu bénéficier de « faveurs » de la part de candidats aux autorisations, comme le suggère la plainte pour corruption déposée par Laurent FM.

« Depuis le début de cette affaire, on tourne autour des membres de la commission, on cherche des lampistes sur qui faire passer l'accusation de corruption afin de nous atteindre. Mais nous n'avons aucune preuve que nos collaborateurs aient commis des imprudences. Bien sûr, c'est toujours possible. Mais jusqu'à nouvel ordre, nous ne parait pas entrer dans leur mission. Si l'un ou l'autre a reçu des boîtes de chocolats, il faudrait encore prouver que ces « faveurs » ont été obtenues en échange de quelque chose ».

Enfin, conclut M. Rocca, « l'ensemble des éléments rapportés ici ou là ne peut qu'alimenter la spéculation. En aucun cas, ils ne permettent de fonder une accusation. C'est pourquoi je souhaite que le juge lève le doute : c'est à lui qu'il appartient de la faire et à lui seul ».

Auteur des « SAS »

Gérard de Villiers quitte Plon pour Hachette

Le romancier Gérard de Villiers, dont la série des « SAS » était éditée depuis 1972 aux Presses de la Cité, les quitte afin de lancer une nouvelle maison d'édition, les Editions Gérard de Villiers, en association avec Hachette. L'ensemble des romans de l'auteur des séries « SAS », « L'Exécuteur », « Brigade mondiale », etc., est édité dans le monde entier. Gérard de Villiers avait dépassé le cap des cent millions d'exemplaires vendus, en 1984.

Ancien reporter à France-Dimanche et à Paris-Match, Gérard de Villiers publie dès le 1^{er} janvier 1988 ses séries avec le groupe présidé par M. Jean-Luc Lagardère, ainsi que des documents d'actualité. Hachette

a annoncé en outre une production audiovisuelle avec l'auteur des jours du prince Malko Linge, héros des « SAS ».

« Ce n'est pas une opération monstreusement chère », a commenté M. Jean-Claude Lattès, le patron du secteur livre du groupe Hachette, en annonçant l'arrivée de Gérard de Villiers et de ses collections. Il n'empêche : les aventures de SAS et ses multiples dérivés érotico-sado-policiers représentent chaque année plusieurs millions d'exemplaires vendus. Autant de pertes pour Plon et le groupe des Presses de la Cité, qui bénéficiaient jusqu'à présent de cette manne. Mais ce désengagement financier peut être, en partie, compensé pour Plon par une amélioration de l'image de marque de la maison d'édition. Les nouveaux dirigeants des Presses de la Cité ne cachent pas, ces derniers temps, leur désir de refaire de Plon une maison de prestige, « l'éditeur du général de Gaulle et de Lévi-Strauss ». Ce qui n'était guère compatible avec les livres de Gérard de Villiers.

L'Observatoire du pluralisme se renforce. — Les juristes et professionnels de l'audiovisuel, qui avaient constitué il y a plusieurs mois l'Observatoire du pluralisme sur les chaînes publiques et privées de radio et de télévision, ont décidé de constituer une association régie par la loi 1901. Cet observatoire « alertera l'opinion chaque fois qu'il disposera de informations nécessaires sur les manquements graves au pluralisme et rendra périodiquement publics les résultats de ses travaux ».

Querelle pour un Eurêka

Qui, de l'Elysée ou de la majorité, a eu le premier l'idée d'un « Eurêka audiovisuel » ? Cette grave question, nouvel avatar de la cohabitation, divise l'Elysée et l'hôtel Matignon. Le chef de l'Etat annonçait, mardi 29 septembre à Toulouse, son intention de « proposer aux Douze la mise en route d'un Eurêka audiovisuel » afin de « créer un patrimoine audiovisuel européen ». Deux jours plus tard, M. Denis Baudouin saisissait la balle au bond et se félicitait de voir le président Mitterrand « rejoindre les positions du gouvernement ». Cette idée, faisait remarquer le porte-parole du premier ministre, n'avait-elle pas été évoquée dès le 8 avril dernier par MM. François Léotard et Bernard Bosson dans un « point de vue » publié dans le Monde ? Les ministres de la culture et des affaires européennes y expliquaient notamment que l'idée même d'un projet Eurêka pour l'audiovisuel

correspondait « exactement à la démarche proposée par le gouvernement français dans le Livre blanc pour une Europe de la communication et de la culture » rendu public à la veille du trentième anniversaire du traité de Rome.

Réplique de l'Elysée à cette querelle de paternité : c'est le 20 mars 1987, à l'occasion de l'inauguration du réseau câblé de Rennes, que M. Mitterrand avait, le premier, parlé d'un Eurêka audiovisuel. « Je souhaite, avait alors affirmé le président de la République, que les pays d'Europe développent d'ici peu de temps (...) une sorte d'Eurêka, un Eurêka audiovisuel ».

La querelle, en tout cas, n'a pas découragé M. Jacques Delors puisque le président de la Commission de Bruxelles a promis jeudi un « concours personnel » au projet.

M. Jean-Marc Berger s'associe avec les frères Stevens

La relance de Parafrance

Il y a deux ans, le groupe Parafrance disparaissait de la scène audiovisuelle pour avoir voulu mener une politique ambitieuse de diversification multimedias (le Monde du 14 novembre 1985). Ses salles de cinéma — le troisième circuit français — étaient vendues, ses activités de production de distribution et d'édition vidéo liquides. Deux financiers britanniques, MM. Michael et Anthony Stevens, s'adjugeaient le cœur de l'entreprise : les droits des cent quatre-vingt-dix longs métrages détenus par Parafrance ; la première société privée de production télévisuelle, Télépic, et ses six cents heures en catalogue (Châteauvalon, les Brigades du Tigre, la Demoselle d'Avignon). Avec la ferme intention de revendre l'affaire un peu plus tard avec quelques bénéfices.

En ce mois de septembre 1987, les candidats à la reprise ne manquaient pas. La guerre des télévisions fait d'un catalogue de films et de programmes un précieux capital. La surenchère, montée semble-t-il jusqu'à 175 millions de francs, opposait le groupe cinématographique UGC, la société britannique Virgin et M. Jérôme Seydoux. La victoire est revenue à un quatrième larron, M. Jean-Marc Berger, qui a persuadé les frères Stevens d'opérer une fusion avec sa propre entreprise pour relancer les activités de Parafrance.

Cat informationnel de quarante-trois ans, propriétaire de nombreuses salles de spectacle, avait déjà défrayé la chronique en lançant fin 1985, avec M. Francis Bouygues un projet de chaîne thématique par satellite. Mais, à l'époque, les pouvoirs publics hésitaient à accorder leur feu vert : M. Bouygues préférait attendre des jours meilleurs et M. Jean-Marc Berger doit, la rage au cœur, ranger son rêve dans un carton. Il n'en délaisse pas pour autant le marché de la communication, il rachète successivement un gros centre serveur (ESI), le leader des jeux sur minitel, Funitel, les services de FMC et Maxitel, spécialiste des boîtes aux lettres télématiques. Un ensemble qui représente quelque quatre cent mille heures de fonction par mois et apporte une trésorerie abondante à International Business (IB), le groupe de Jean-Marc Berger.

Le rapprochement entre ces activités télématiques et l'ensemble audiovisuel de Parafrance donne à la nouvelle société, IB Communica-

tion, un profil très original. M. Berger n'a pas abandonné ses projets sur le satellite : « Je reste persuadé que, au moment où les grandes chaînes nationales livrent l'avenir à la concurrence étrangère, l'avenir est aux chaînes thématiques mariant musique et fiction ». Pour préparer l'avenir, IB a pris des participations dans la société de disques EP-M de M. François Dacia, l'ancien PDG de RCA, et dans Midi-Minuit, le producteur des clips d'Indochine, de Gold et de Niagara.

Mais M. Berger entend aussi utiliser ses capacités informatiques pour moderniser la gestion du portefeuille de droits audiovisuels de Parafrance. Et il travaille déjà au mariage de la télématique et de la télévision : « C'est l'instrument idéal pour réaliser des émissions de télé-achat ou des chaînes de programmes payants à la demande, les deux secteurs dont la croissance est la plus spectaculaire aux Etats-Unis ».

J.-F. L.

La reprise du « Quotidien de Paris »

« Rien n'est conclu » déclare M. Philippe Tesson

Qui pourrait aider ou reprendre le Quotidien de Paris ? Depuis plusieurs semaines, les rumeurs concernant le journal de Philippe Tesson vont bon train. 100 millions de francs pourraient être injectés en trois ans par un hypothétique candidat à la reprise du Quotidien (30 000 exemplaires), qui avait un déficit de 20 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 70 M. Ambroise Roux, PDG de la Générale occidentale et administrateur de la Compagnie générale d'électricité (CGE) ; Sir James Goldsmith, l'ancien propriétaire de la Générale occidentale et ancien PDG du groupe Express ; M. Claude Bédar, PDG des assurances Axa ; sans oublier M. Jean-Marc Verne, président de la Banque industrielle et commerciale du Maroc, la banque du Quotidien. Ce sont les noms les plus souvent cités.

Propriétaire et directeur du journal, M. Philippe Tesson a informé son comité d'entreprise, le lundi 28 septembre, « afin de couper court aux rumeurs », que rien n'était conclu. Il se refuse à confir-

mer ou démentir les noms des personnalités citées. « Depuis trois ans, je rencontre sans relâche des personnalités susceptibles d'aider le Quotidien de Paris à se développer, admet cependant M. Tesson. Mais, actuellement, il n'y a que des conversations. Je ne veux pas que mon journal connaisse le sort de Combat et ne fasse que survivre. Mon objectif de développement table sur 100 000 exemplaires ».

M. Philippe Tesson précise en outre « que le Quotidien peut continuer à vivre avec son déficit, comme il le fait actuellement ». Si, d'ailleurs, une solution de reprise se concrétisait, le propriétaire du journal souhaiterait conserver la direction de la rédaction. Le Quotidien, quant à lui, gèrerait la ligne politique et le style qui sont les siens. Les contacts avec différents industriels ou financiers intéressés devraient se poursuivre durant le mois d'octobre. Mais le Quotidien ne connaîtra pas l'issue de son sort avant trois semaines au moins.

Y.-M. L.

L'EVENEMENT MUSICAL DE L'AUTOMNE

LUIGI NONO

PROMETEO TRAGEDIE DE L'ECOUTE

COPRODUCTION FONDATION LOUIS VUITTON POUR L'OPERA ET LA MUSIQUE

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

3. 4. 6. 7. 9 OCTOBRE

THEATRE NATIONAL DE CHAILLOT

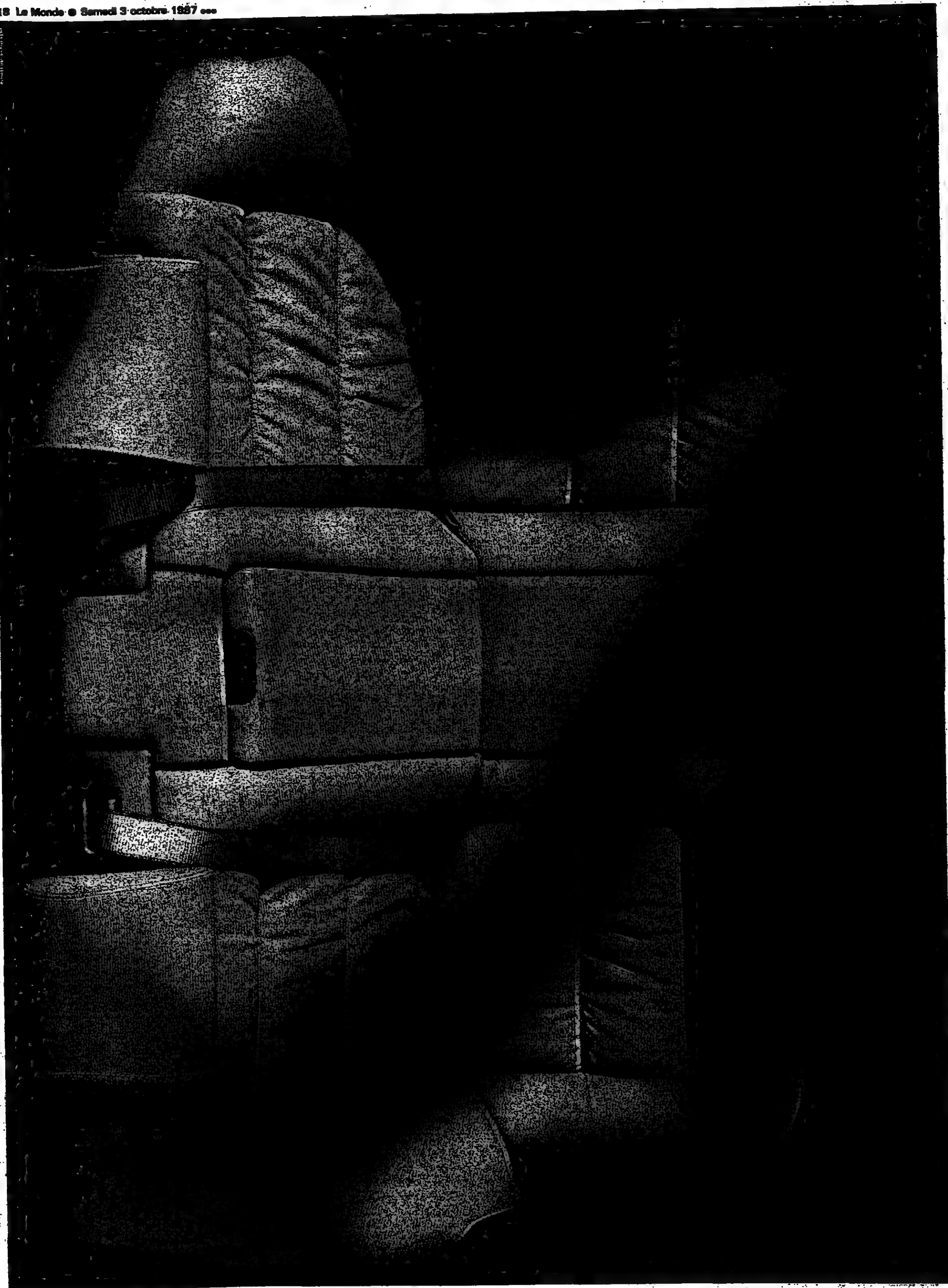
LOCATION

AU THEATRE ET PAR TELEPHONE AU FESTIVAL D'AUTOMNE 42 96 96 94

سكننا من الاصل

صندوق من الاصل

18 Le Monde • Samedi 3 octobre 1987 •

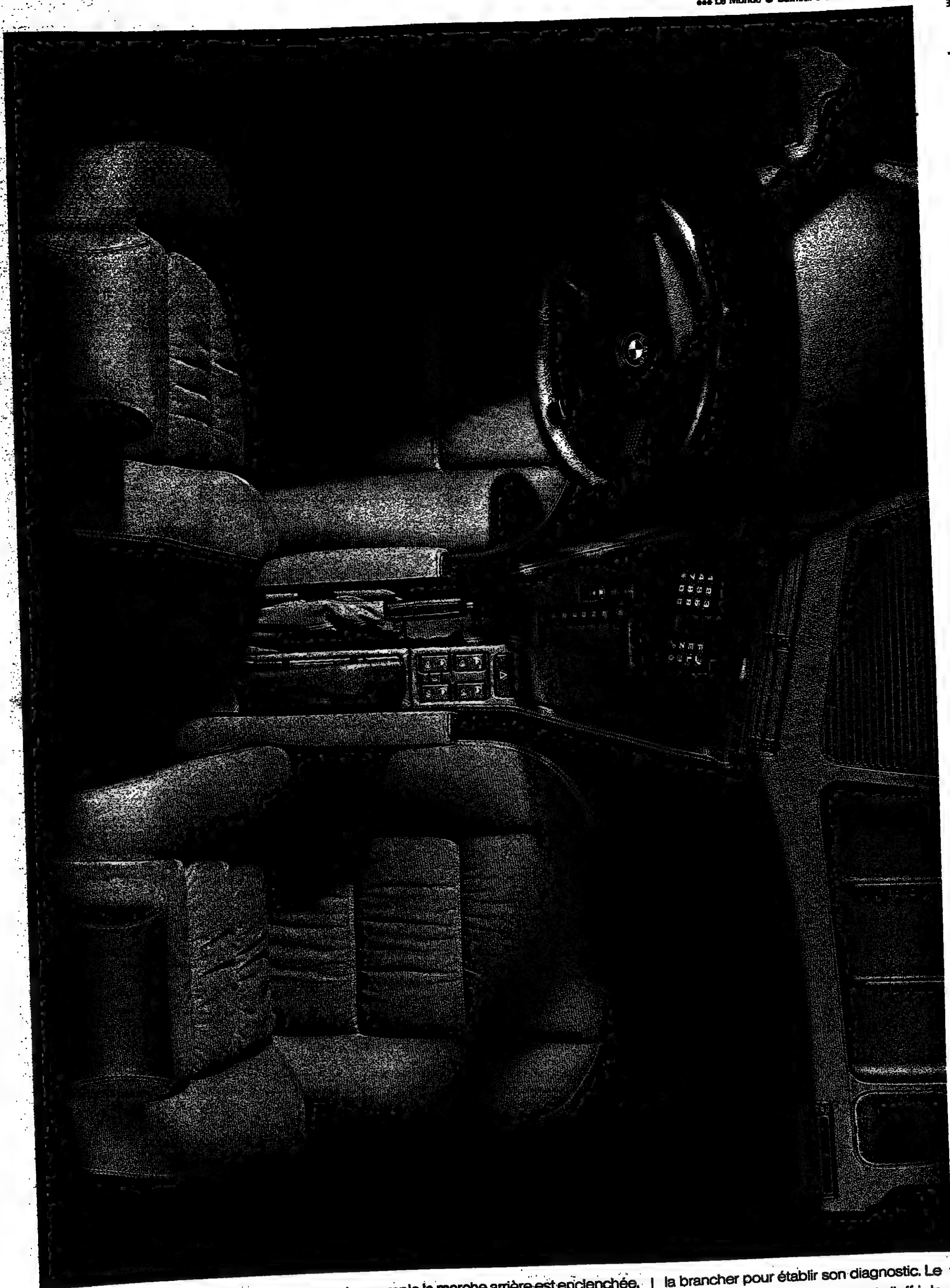


Quand matière et esprit sont en parfaite harmonie.

L'événement 750 IL, c'est avoir le sentiment de vivre à la fois quelque chose de tout à fait classique et de radicalement nouveau. Le cuir, le bois s'harmonisent avec les microprocesseurs et les ordinateurs de bord. L'espace est immense, le confort est total.

La 750 IL, c'est le plaisir intense d'effleurer les commandes pour qu'elles répondent, c'est le raffinement subtil de douze variantes de cuir, c'est encore l'étonnement de pouvoir mettre en mémoire sa position de conduire favorite. En complé-





ment de l'équipement indispensable, comme l'ordinateur de bord ou la climatisation automatique réglable séparément pour le conducteur et ses passagers, se glissent des petits détails qui rendent cette voiture encore plus exclusive. Si par

exemple la marche arrière est enclenchée, le rétroviseur droit s'inclinera automatiquement pour surveiller la roue arrière lors d'un créneau. Dans le moteur, une "boîte noire" met en mémoire toute la vie de la voiture, un technicien BMW n'a plus qu'à

la brancher pour établir son diagnostic. Le souci permanent de BMW c'est d'offrir le privilège de conduire des voitures d'exception; c'est en fait de réussir à joindre "l'ulti-
me à l'agréable".

750iL



هكذا من الاجل

Vendredi 2 octobre

... ..

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dit dimanche-matin. Signalez dans « Le Monde radio-télévision » G Film à éviter ou On peut voir ou Ne pas manquer ou Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 2 octobre

TF 1

20.35 Variétés : Labaye d'honneur. Emission présentée par Jean-Luc Labaye. Invité d'honneur : l'abbé Pierre. Avec Jean-Jacques Goldman, Blues Trotter, Louis Bertignac et Les Visiteurs, Gyssepking, Jil Kaplan, Tina Turner (clip en exclusivité), Gilbert Montagné, Michel Noll, qui joue du violoncelle, Christophe Malavoy, Richard Bohringer et Tom Novembre, qui chantent en trio. 22.35 Série : Drôles d'occupations. D'Alain Bondet. 4. Une comédie est passée. 23.35 Journal. 23.45 Magazine : Rapide.

A 2

20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

FR 3

Rendez-vous avec les belles de feu. Une émission présentée par Évelyne PAGES. 20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

TF 1

20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

A 2

20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

FR 3

Rendez-vous avec les belles de feu. Une émission présentée par Évelyne PAGES. 20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

TF 1

20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

A 2

20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

FR 3

Rendez-vous avec les belles de feu. Une émission présentée par Évelyne PAGES. 20.35 Fantômes : Qui est-ce qui ça ? De Nadine Trintignant et Nicole de Burca. Avec Marlène Robert, Ugo Tognazzi. (4 épisodes.) 21.30 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Sur le thème « Visages de l'Europe », sont invités : Jean Chalon (Florence et les hommes), Violaine de Cordon (Vivement les femmes !), Michèle Fitoussi (Le Roi-roi des super-héros), Christel Mouchard (Aventuriers en cristal), Geneviève Reynes (Couverts de femmes), Françoise Sagan (Sarah Bernhardt). 22.55 Journal. 23.05 Cinéma : La femme à abattre. Film américain de Brian De Palma. 23.45 Journal. 23.55 Magazine : Rapide.

TF 1

3.00 Bonjour la France. Journal présenté par Jean-Pierre Pernaut. 8.57 Météo. 9.00 Dorothea dimanche. Dessins animés, sketches, à 9.45. Pas de pitié pour les croissants. 10.00 Série : Les aventures de Charlie Young. 10.50 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les sauteuses du monde. Émission de Mariyole de La Grange et Antoine Reille. Les mille et une inventions de la nature. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Têtié-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 14.20 Plus d'humour que jamais. Un après-midi proposé par Dominique Camien. Ushuaia, le magazine de l'écriture, à 15.00. Les pas d'un jeu de Gérard Louchard, animé par Eric Gelliaux, à 15.45. À la folie. Émission de Patrick Poivre d'Arvor, avec Annette, Indochine, Robert Farel, Jean-Claude Casadesu, Léopold Nord, Marie Myrtille, à 16.15. Grand Prix de l'Europe de Triomphe, à Longchamp. 17.30 Série : Pour l'amour du risque. Au cœur de la nuit. 18.30 Série : La campagne. 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Luc Lemaire. 19.30 Série : Le professeur François Jacob. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : 1941 ou le film américain de Steven Spielberg (1990). Avec Dan Aykroyd, Ned Beatty, Christopher Lee, Toshio Miyano, Robert Stack. Le 15 décembre 1941, après l'attaque sur Pearl Harbor, un sous-marin japonais fait surface au large de Los Angeles avec l'intention de bombarder Hollywood. La population californienne s'effole, civils et militaires rivalisent dans la panique. 21.30 Journal. 22.00 Documentaire : Nous, femmes. De Micheline Di Marco. 2. Vivre son avenir.

A 2

8.55 Flash d'informations. 9.00 Cinéma : L'homme qui a vu le diable. La connaissance de l'islam chez les enfants. 9.15 A Bible ouverte. Le cantique des cantiques (Le chant de Salomon). 9.30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes. La première communion. 10.00 Préludes pour piano de Frédéric Chopin. 10.15 L'école des sauteuses. 10.30 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 10.50 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les sauteuses du monde. Émission de Mariyole de La Grange et Antoine Reille. Les mille et une inventions de la nature. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Têtié-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 14.20 Plus d'humour que jamais. Un après-midi proposé par Dominique Camien. Ushuaia, le magazine de l'écriture, à 15.00. Les pas d'un jeu de Gérard Louchard, animé par Eric Gelliaux, à 15.45. À la folie. Émission de Patrick Poivre d'Arvor, avec Annette, Indochine, Robert Farel, Jean-Claude Casadesu, Léopold Nord, Marie Myrtille, à 16.15. Grand Prix de l'Europe de Triomphe, à Longchamp. 17.30 Série : Pour l'amour du risque. Au cœur de la nuit. 18.30 Série : La campagne. 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Luc Lemaire. 19.30 Série : Le professeur François Jacob. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : 1941 ou le film américain de Steven Spielberg (1990). Avec Dan Aykroyd, Ned Beatty, Christopher Lee, Toshio Miyano, Robert Stack. Le 15 décembre 1941, après l'attaque sur Pearl Harbor, un sous-marin japonais fait surface au large de Los Angeles avec l'intention de bombarder Hollywood. La population californienne s'effole, civils et militaires rivalisent dans la panique. 21.30 Journal. 22.00 Documentaire : Nous, femmes. De Micheline Di Marco. 2. Vivre son avenir.

FR 3

8.40 Espace 3 : Provençal. 8.55 Flash d'informations. 9.00 Cinéma : L'homme qui a vu le diable. La connaissance de l'islam chez les enfants. 9.15 A Bible ouverte. Le cantique des cantiques (Le chant de Salomon). 9.30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes. La première communion. 10.00 Préludes pour piano de Frédéric Chopin. 10.15 L'école des sauteuses. 10.30 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 10.50 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les sauteuses du monde. Émission de Mariyole de La Grange et Antoine Reille. Les mille et une inventions de la nature. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Têtié-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 14.20 Plus d'humour que jamais. Un après-midi proposé par Dominique Camien. Ushuaia, le magazine de l'écriture, à 15.00. Les pas d'un jeu de Gérard Louchard, animé par Eric Gelliaux, à 15.45. À la folie. Émission de Patrick Poivre d'Arvor, avec Annette, Indochine, Robert Farel, Jean-Claude Casadesu, Léopold Nord, Marie Myrtille, à 16.15. Grand Prix de l'Europe de Triomphe, à Longchamp. 17.30 Série : Pour l'amour du risque. Au cœur de la nuit. 18.30 Série : La campagne. 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Luc Lemaire. 19.30 Série : Le professeur François Jacob. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : 1941 ou le film américain de Steven Spielberg (1990). Avec Dan Aykroyd, Ned Beatty, Christopher Lee, Toshio Miyano, Robert Stack. Le 15 décembre 1941, après l'attaque sur Pearl Harbor, un sous-marin japonais fait surface au large de Los Angeles avec l'intention de bombarder Hollywood. La population californienne s'effole, civils et militaires rivalisent dans la panique. 21.30 Journal. 22.00 Documentaire : Nous, femmes. De Micheline Di Marco. 2. Vivre son avenir.

Dimanche 4 octobre

TF 1

3.00 Bonjour la France. Journal présenté par Jean-Pierre Pernaut. 8.57 Météo. 9.00 Dorothea dimanche. Dessins animés, sketches, à 9.45. Pas de pitié pour les croissants. 10.00 Série : Les aventures de Charlie Young. 10.50 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les sauteuses du monde. Émission de Mariyole de La Grange et Antoine Reille. Les mille et une inventions de la nature. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Têtié-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 14.20 Plus d'humour que jamais. Un après-midi proposé par Dominique Camien. Ushuaia, le magazine de l'écriture, à 15.00. Les pas d'un jeu de Gérard Louchard, animé par Eric Gelliaux, à 15.45. À la folie. Émission de Patrick Poivre d'Arvor, avec Annette, Indochine, Robert Farel, Jean-Claude Casadesu, Léopold Nord, Marie Myrtille, à 16.15. Grand Prix de l'Europe de Triomphe, à Longchamp. 17.30 Série : Pour l'amour du risque. Au cœur de la nuit. 18.30 Série : La campagne. 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Luc Lemaire. 19.30 Série : Le professeur François Jacob. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : 1941 ou le film américain de Steven Spielberg (1990). Avec Dan Aykroyd, Ned Beatty, Christopher Lee, Toshio Miyano, Robert Stack. Le 15 décembre 1941, après l'attaque sur Pearl Harbor, un sous-marin japonais fait surface au large de Los Angeles avec l'intention de bombarder Hollywood. La population californienne s'effole, civils et militaires rivalisent dans la panique. 21.30 Journal. 22.00 Documentaire : Nous, femmes. De Micheline Di Marco. 2. Vivre son avenir.

A 2

8.55 Flash d'informations. 9.00 Cinéma : L'homme qui a vu le diable. La connaissance de l'islam chez les enfants. 9.15 A Bible ouverte. Le cantique des cantiques (Le chant de Salomon). 9.30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes. La première communion. 10.00 Préludes pour piano de Frédéric Chopin. 10.15 L'école des sauteuses. 10.30 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 10.50 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les sauteuses du monde. Émission de Mariyole de La Grange et Antoine Reille. Les mille et une inventions de la nature. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Têtié-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 14.20 Plus d'humour que jamais. Un après-midi proposé par Dominique Camien. Ushuaia, le magazine de l'écriture, à 15.00. Les pas d'un jeu de Gérard Louchard, animé par Eric Gelliaux, à 15.45. À la folie. Émission de Patrick Poivre d'Arvor, avec Annette, Indochine, Robert Farel, Jean-Claude Casadesu, Léopold Nord, Marie Myrtille, à 16.15. Grand Prix de l'Europe de Triomphe, à Longchamp. 17.30 Série : Pour l'amour du risque. Au cœur de la nuit. 18.30 Série : La campagne. 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Luc Lemaire. 19.30 Série : Le professeur François Jacob. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : 1941 ou le film américain de Steven Spielberg (1990). Avec Dan Aykroyd, Ned Beatty, Christopher Lee, Toshio Miyano, Robert Stack. Le 15 décembre 1941, après l'attaque sur Pearl Harbor, un sous-marin japonais fait surface au large de Los Angeles avec l'intention de bombarder Hollywood. La population californienne s'effole, civils et militaires rivalisent dans la panique. 21.30 Journal. 22.00 Documentaire : Nous, femmes. De Micheline Di Marco. 2. Vivre son avenir.

FR 3

8.40 Espace 3 : Provençal. 8.55 Flash d'informations. 9.00 Cinéma : L'homme qui a vu le diable. La connaissance de l'islam chez les enfants. 9.15 A Bible ouverte. Le cantique des cantiques (Le chant de Salomon). 9.30 Foi et traditions des chrétiens orthodoxes. La première communion. 10.00 Préludes pour piano de Frédéric Chopin. 10.15 L'école des sauteuses. 10.30 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 10.50 Pas de pitié pour les croissants. 11.00 Les sauteuses du monde. Émission de Mariyole de La Grange et Antoine Reille. Les mille et une inventions de la nature. 11.30 Magazine : Auto-moto. 12.00 Magazine : Têtié-foot. 13.00 Journal. 13.25 Série : Searsky et Hatch. Les ongles. 14.20 Plus d'humour que jamais. Un après-midi proposé par Dominique Camien. Ushuaia, le magazine de l'écriture, à 15.00. Les pas d'un jeu de Gérard Louchard, animé par Eric Gelliaux, à 15.45. À la folie. Émission de Patrick Poivre d'Arvor, avec Annette, Indochine, Robert Farel, Jean-Claude Casadesu, Léopold Nord, Marie Myrtille, à 16.15. Grand Prix de l'Europe de Triomphe, à Longchamp. 17.30 Série : Pour l'amour du risque. Au cœur de la nuit. 18.30 Série : La campagne. 19.00 Magazine : Sept sur sept. Émission de Jean-Luc Lemaire. 19.30 Série : Le professeur François Jacob. 19.55 Loto sportif. 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : 1941 ou le film américain de Steven Spielberg (1990). Avec Dan Aykroyd, Ned Beatty, Christopher Lee, Toshio Miyano, Robert Stack. Le 15 décembre 1941, après l'attaque sur Pearl Harbor, un sous-marin japonais fait surface au large de Los Angeles avec l'intention de bombarder Hollywood. La population californienne s'effole, civils et militaires rivalisent dans la panique. 21.30 Journal. 22.00 Documentaire : Nous, femmes. De Micheline Di Marco. 2. Vivre son avenir.

LA 5

7.20 Dessin animé : Cathy la petite fermière. 8.35 Dessin animé : Robotech. 9.00 Dessin animé : Princesse Sarah. 10.45 Dessin animé : Le magicien d'Oz (rediff.). 10.55 Série : Shérif, fais-moi peur. L'horoscope disait vrai (rediff.). 11.40 Série : Wonder woman. Anshus. 12.30 Fantôme : Sacré générique. (3^e épisode.) Un après-midi animé par Guillaume Durand. 13.00 Journal. 13.25 Série : K2000. Pauvre Kiti. 14.20 Variétés : Chérie. Avec Jean-Louis Murat, Stephan Eicher. Résidence Nocturne. Marc Schery, Guéhenne, Patte Noire. 15.15 Face à France. Invités : Richard Bohringer, Michel Joubert. 16.45 Mondo Dingo. De Stéphane Collaro. 17.45 Au cœur de l'affaire. L'inceste. 18.45 Magazine : Transfiling. De Patrick Sabatier avec Richard Bohringer pour Flag. De Jacques Santi. 19.10 Série : Kojak. Morphine. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : Héros. Film américain de Martin Ritt (1967). Avec Paul Newman, Frederic March, Richard Boone, Diane Cilento. En Arizona, dans les années 1880, un Blanc qui a été élevé chez les Apaches, guide à travers la montagne les voyageurs d'une diligence que des bandits ont attaquée. Horaires non communiqués. Série : Maigret. Maigret a peur. Série : Kojak. Morphine (rediff.). Série : Les évasions célèbres. Le jour d'été.

M 6

Clip des clips. Stéphane Eicher. 9.05 Magazine : Album d'images. Invité : Mylene Farmer. 9.30 Série : Daktari. Le miracle de la jungle (rediff.). 10.20 Hit hit hit. 10.30 Revers quand vous voulez. Invité : Jean-François Kahn. 11.45 Multiples. Émission politique d'Henri Marquet, avec une personnalité politique chaque semaine. 12.25 Infocommunication. 12.30 Journal. 12.40 Météo. 12.45 Henri Guillemin raconte. Musiolini (1^{re} partie). 13.15 Série : Adams Family. Gomez, le politicien. 13.45 Jeu : Fin de... De jeunes imitateurs de variétés sélectionnés à travers la France se produisent en direct face à un jury. 14.50 Hit hit hit. 15.00 Football. 15.05 Série : Symphonie pour deux seules (rediff.). 15.30 Série : Aventures dans les îles. L'orgueilleuse. 16.40 Les privés ne mentent jamais. (rediff.). 16.50 Journal. 17.15 Météo. 18.20 Série : La petite maison dans la prairie. Serroux les coudes (1^{re} partie). 19.05 Série : Cher ouche Bill. 19.30 Série : Daktari. 20.24 Six minutes d'informations. 20.30 Cinéma : C.H.U.D., le Film américain de Douglas Cheek (1984). Avec John Heard, Kim Cattrall, Christopher Curry. En 1977, des clochards vivent dans des souterrains proches des égouts de New-York. où le gouvernement aurait envisagé de stocker des déchets nucléaires. Quelques années plus tard, ces souterrains grouillent de monstres. Un film d'horreur qui met en scène les dangers de la pollution radioactive. 22.00 Série : Drôles de dames. Coup de froid pour ces dames. 22.30 Journal. 23.00 Météo. 23.05 Henri Guillemin raconte... Musiolini (2^e partie). 23.25 Carrefour des amériques. Francolies à La Rochelle. 0.25 Musique : Boulevard des clips. 1.40 Clip des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Hommage à José Pivon. 22.30 Musique. Ensemble de l'Institut (concert enregistré le 12 février 1987). Marie-Rita Fournier. La Fábada. Claude Vivier. Trois ans pour un opéra imaginaire : José Augusto Mannes. Création pour cor ; Gérard Garmy ; Parliels. 0.10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

Samedi 3 octobre

TF 1

13.30 La Une est à vous. Quatre heures de télévision à la carte proposées par Guy Lux. 13.55 Série : Maité Hermès. 14.30 Série : Les aventures de Charlie Young. 15.45 Théo à Longchamp. 16.00 La Une est à vous (suite). 16.05 Trente millions d'amis. Émission de Jean-Pierre Hulin. 16.30 Série : Agence tous risques. Émission de famille. 19.25 Série : Marc et Sophie. Fico indigne. 20.00 Journal. 20.25 Météo. 20.28 Tirage du Loto. 20.35 Théâtre : Le soir si va si bien. Comédie de Jean-Marie Patoche. Avec Patoche et Jean Le Poulain. 22.50 Série : Colombo. Le grain de sable. 0.00 Journal. 0.15 Série : Les inextinguibles. Train spécial (1^{re} partie).

A 2

14.00 Série : « V ». Le volcan. 16.00 Sports. Tennis : tournoi féminin du Racing et portrait de Zverev, champion soviétique. Volley-ball : championnat d'Europe à Bruxelles (demi-finales). 16.30 Magazine : Les nouvelles chansons de 1987. 17.15 Jeu. 17.30 Magazine : Sport passion. Spécial Équitation : attelage, endurance, saut, dressage. Voile : la New Large de Saint-Tropez. Parachutisme : Histoire du sport. Les images de la semaine : Le saut de la cascade de la Cascade. 18.30 Magazine : Entre chutes et loup. D'Alain Bougrain-Dubourg. Au sommaire : un millier d'abonnés en juillet ; Refuge de Grammont et camionnette de l'été ; Les vacances ; Mémoires de chien ; caméra cachée. 19.10 INC. 19.15 Actualités régionales. 19.40 Affaire subv. 20.00 Journal. 20.30 Variétés : Champs-Élysées. Avec

TF 1

13.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Nicolas ANGEL présente les FRANCHISES HYGIÈNE-SANTÉ. 16.30 Espace 3 : Objectif santé. 16.15 Espace 3 : Sodécôme. 16.30 Espace 3 : Amateurs de la vie. 16.45 Espace 3 : Conseil régional de France-Comté. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Musicales. Festival international de Radio-France et de Montpellier. Quinze ans d'existence de la France, par les artistes d'Uppsal et Michel Portal. Trio pour flûte, alto et violoncelle. De Ronsard. 18.00 Portrait. Malcolm Forbes. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 Dessin : Il était une fois la vie. La zébrille oscure. 20.04 Jeux : La classe. 20.35 Dessin. Channel. 21.55 Magazine : Le divan. Émission d'Henry Chapier. Invité : Le Prince de Monaco. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Sports 3. 23.10 Magazine : Montez (rediff.). 0.15 Musiques, musique. Sonate en la majeur K 113, de Scarlatti, par Hugues Droghda.

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

TF 1

13.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Nicolas ANGEL présente les FRANCHISES HYGIÈNE-SANTÉ. 16.30 Espace 3 : Objectif santé. 16.15 Espace 3 : Sodécôme. 16.30 Espace 3 : Amateurs de la vie. 16.45 Espace 3 : Conseil régional de France-Comté. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Musicales. Festival international de Radio-France et de Montpellier. Quinze ans d'existence de la France, par les artistes d'Uppsal et Michel Portal. Trio pour flûte, alto et violoncelle. De Ronsard. 18.00 Portrait. Malcolm Forbes. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 Dessin : Il était une fois la vie. La zébrille oscure. 20.04 Jeux : La classe. 20.35 Dessin. Channel. 21.55 Magazine : Le divan. Émission d'Henry Chapier. Invité : Le Prince de Monaco. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Sports 3. 23.10 Magazine : Montez (rediff.). 0.15 Musiques, musique. Sonate en la majeur K 113, de Scarlatti, par Hugues Droghda.

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

TF 1

13.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Nicolas ANGEL présente les FRANCHISES HYGIÈNE-SANTÉ. 16.30 Espace 3 : Objectif santé. 16.15 Espace 3 : Sodécôme. 16.30 Espace 3 : Amateurs de la vie. 16.45 Espace 3 : Conseil régional de France-Comté. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Musicales. Festival international de Radio-France et de Montpellier. Quinze ans d'existence de la France, par les artistes d'Uppsal et Michel Portal. Trio pour flûte, alto et violoncelle. De Ronsard. 18.00 Portrait. Malcolm Forbes. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 Dessin : Il était une fois la vie. La zébrille oscure. 20.04 Jeux : La classe. 20.35 Dessin. Channel. 21.55 Magazine : Le divan. Émission d'Henry Chapier. Invité : Le Prince de Monaco. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Sports 3. 23.10 Magazine : Montez (rediff.). 0.15 Musiques, musique. Sonate en la majeur K 113, de Scarlatti, par Hugues Droghda.

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

TF 1

13.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Nicolas ANGEL présente les FRANCHISES HYGIÈNE-SANTÉ. 16.30 Espace 3 : Objectif santé. 16.15 Espace 3 : Sodécôme. 16.30 Espace 3 : Amateurs de la vie. 16.45 Espace 3 : Conseil régional de France-Comté. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Musicales. Festival international de Radio-France et de Montpellier. Quinze ans d'existence de la France, par les artistes d'Uppsal et Michel Portal. Trio pour flûte, alto et violoncelle. De Ronsard. 18.00 Portrait. Malcolm Forbes. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 Dessin : Il était une fois la vie. La zébrille oscure. 20.04 Jeux : La classe. 20.35 Dessin. Channel. 21.55 Magazine : Le divan. Émission d'Henry Chapier. Invité : Le Prince de Monaco. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Sports 3. 23.10 Magazine : Montez (rediff.). 0.15 Musiques, musique. Sonate en la majeur K 113, de Scarlatti, par Hugues Droghda.

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

TF 1

13.30 Espace 3 : Performances. 15.00 Espace 3 : Entreprises. 15.30 Nicolas ANGEL présente les FRANCHISES HYGIÈNE-SANTÉ. 16.30 Espace 3 : Objectif santé. 16.15 Espace 3 : Sodécôme. 16.30 Espace 3 : Amateurs de la vie. 16.45 Espace 3 : Conseil régional de France-Comté. 17.00 Flash d'informations. 17.05 Musicales. Festival international de Radio-France et de Montpellier. Quinze ans d'existence de la France, par les artistes d'Uppsal et Michel Portal. Trio pour flûte, alto et violoncelle. De Ronsard. 18.00 Portrait. Malcolm Forbes. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.15 à 19.35, actualités régionales. 19.35 Dessin : Il était une fois la vie. La zébrille oscure. 20.04 Jeux : La classe. 20.35 Dessin. Channel. 21.55 Magazine : Le divan. Émission d'Henry Chapier. Invité : Le Prince de Monaco. 22.15 Journal. 22.40 Magazine : Sports 3. 23.10 Magazine : Montez (rediff.). 0.15 Musiques, musique. Sonate en la majeur K 113, de Scarlatti, par Hugues Droghda.

FRANCE-CULTURE

20.30 Concert. 23.05 Chant. Musiques traditionnelles. 1.00 Poèmes d'art. Chay, Schwarz.

FRANCE-MUSIQUE

**Conseil
de l'Europe**



Le Monde SANS VISA

Certains Néerlandais
sont partis à la chasse aux clichés.
Voyage dans un pays qui reste plat
mais veut sortir de la platitude.

Les Pays-Bas pris de haut

Par Patrick Francès

«RAS-LE-BOL des tulipes et des moulins ! Le schéma si passe dans une boîte à la mode d'Amsterdam. Atmosphère ECBC, musique disco. Le genre d'exemplaires de par le monde. Notre hôte d'un soir, un jeune cadre dynamique d'une importante chaîne hôtelière des Pays-Bas, a décidé de mettre les sabots dans le plat. En exprimant l'irritation d'un homme plus obsédé par l'an 2000 que par le culte du passé.

Face-à-face d'un jeune loup en colère et de quelques journalistes étrangers qui, encore sous le charme de la « Vanité du Nord », assument, sinon les clichés, du moins la nostalgie et le parfum rétro qui se dégagent de cette ville. Et qui regrettent d'avoir été arrachés, quelques instants plus tôt, à l'atmosphère chaleureuse de ces cafés bruns où une cité assise n'a pas fini de trinquer à sa santé, et à la vôtre par la même occasion. Des endroits un peu magiques où on a l'impression, dans la fumée du tabac et les vapeurs de bière et de ganjibre, de regarder la Hollande au fond des yeux.

Schémas du passé

« Erreur ! », insistait notre « branché » local en déplorant que cette religion du passé pèse, comme un couvercle, sur les jeunes générations. De quoi tenir tête à ces étrangers qui s'obstinent, par exemple, à préférer aux derniers fleurons de sa chaîne (copies conformes des hôtels américains asseptisés qui jalonnent la planète), un établissement plus ancien, niché dans de vieilles maisons du cœur d'Amsterdam, le Pulitzer, pour ne pas le nommer. Une petite merveille où, pour paraphraser le docteur Gide bleu, « le passé n'en finit pas de perdurer ». De quoi faire sortir de ses gonds un homme allergique « aux ailes des moulins qui tournent inlassablement » et « aux sabots qui claquent le long des jetées balayées par le vent et les embruns ».

Comment ne pas comprendre, cependant, que ce peuple si fier, qui aime à préciser que si Dieu a créé le monde, ce sont les Hollandais qui ont créé la Hollande, digère mal de se voir souvent réduit à une poignée de stéréotypes, aussi sympathiques soient-ils. Et qu'il souhaite, par conséquent, ainsi que l'explique le patron du tourisme néerlandais, « vendre » à l'étranger une image un peu moins conventionnelle. Autrement dit « sortir des tulipes », c'est-à-dire diversifier l'offre et étaler davantage une saison touristique trop confinée à la floraison des plantes à bulbes.

L'objectif fixé, il ne reste plus qu'à agir. En y mettant les

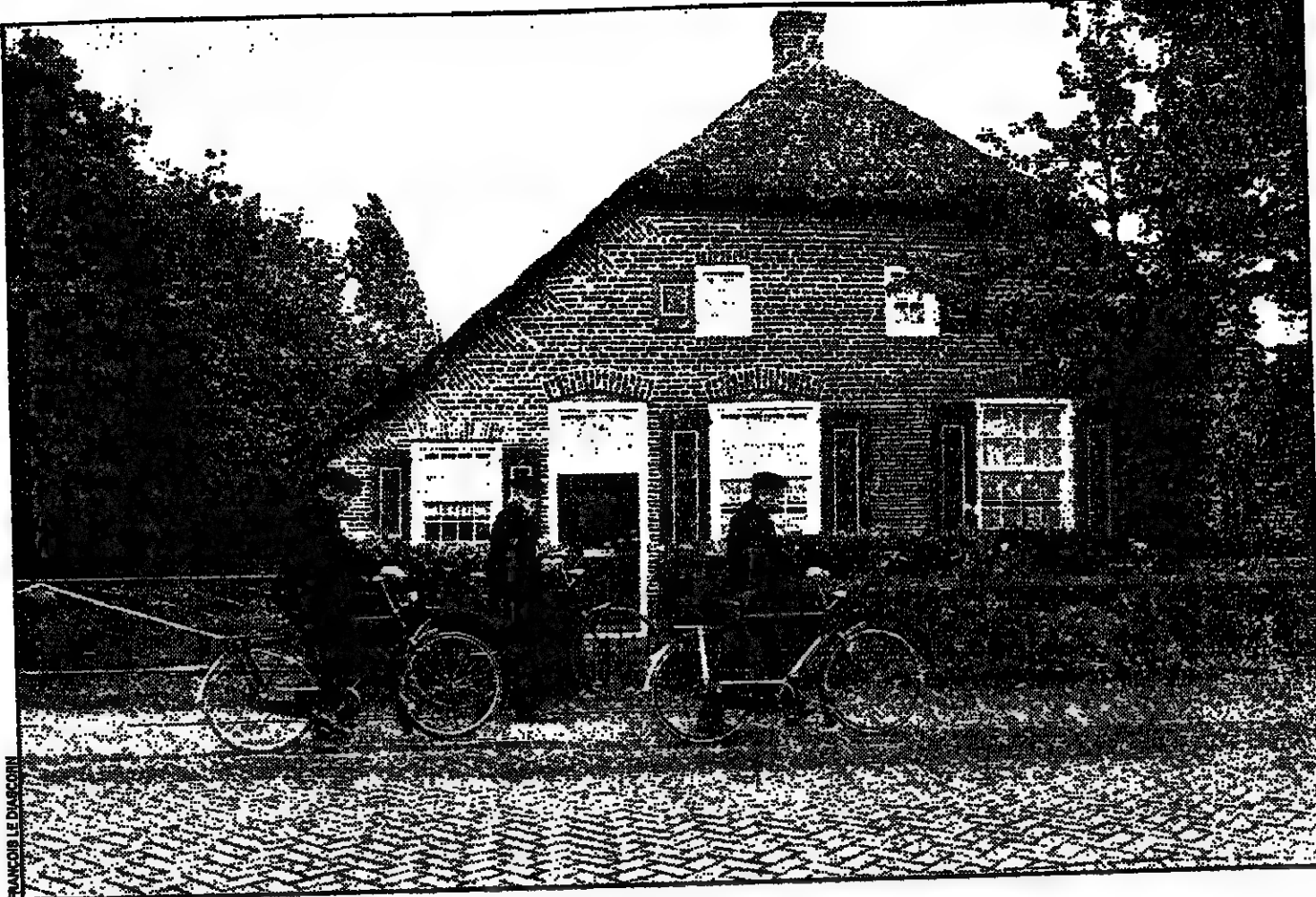
moyens (quand on parle business le secteur privé sait mettre la main à la poche) et avec méthode, Descartes oblige. En commençant par les médias dont on attend qu'ils annoncent au monde que « les Pays-Bas nouveaux sont arrivés ». Et en invitant les journalistes étrangers à venir découvrir « la Hollande cachée », équivalent de notre « France profonde ».

La recette est relativement simple : désamortir le pays, c'est-à-dire occulter Amsterdam, véritable entonnoir à touristes dont le rayonnement fait incontestablement de l'ombre au reste du pays. Ainsi atterrir-à-on, par exemple, à Rotterdam, pour gagner ensuite La Haye puis Utrecht avant de prendre un train pour Maastricht, capitale de la province du Limbourg.

Est-elle encore Hollande cependant cette province qui, à force de s'enfoncer dans la Belgique voisine, en oublierait presque (et nous avec) son appartenance à un pays dont elle est pourtant, aujourd'hui, le cœur industriel ? Plus flamande que hollandaise, elle peut, il est vrai, jouer de sa différence. Dans une contrée si plate, elle est, avec un point culminant à 321 m, la « haute ».

Elle est aussi le « Sud profond » de ce pays du Nord avec tout ce que cela implique dans le comportement des gens du cru, forts de la gastronomie locale, se comportant volontiers à nos Bourguignons. De quoi, assurément, dépayser et séduire les Néerlandais ou les voisins allemands. Mais beaucoup plus difficilement les Français qui risquent de trouver un peu fade cette « anti-Hollande » bucolique, dont la principale curiosité est enfouie sous la montagne voisine.

Là, pendant des siècles, des tailleurs de pierre ont creusé dans la marne tendre des kilomètres de galeries. On dit qu'elles auraient été parcourues par Descartes, Voltaire, Napoléon et Zola.



Le Kiltan de Scherpenzeel.

Maison de thé sur la Vecht.

Disons que cela nous fait une belle jambe, tout comme l'information selon laquelle notre cher d'Artagnan aurait trouvé la mort ici en participant au siège d'une ville qui fut longtemps considérée comme un carrefour stratégique de première importance.

Atavisme ? Le fait est que la cité n'en finit pas de fouiller son passé en creusant, par exemple, avec fébrilité le sol de son église locale pour y retrouver les restes d'un saint Gervais qui n'est pas prêt de dormir en paix. Une frénésie dont on saisis mal le sens et qui a déjà englouti des sommes substantielles. Réflexion de courte durée. A peine a-t-on eu le temps de compter les ossements déjà exhumés que l'on vous entraîne vers le superbe centre de congrès en voie d'achèvement et dont on espère bien qu'il drainera vers la ville de nouveaux bataillons de visiteurs.

Mise en bouche

La ville est aujourd'hui si sage et si rangée que même les pubs les plus accueillants — et ils sont légion — vous enlèvent vos couverts à une heure plus que raisonnable. Il est vrai que lorsque le jour se lève, la cité offre d'autres attractions. A commencer par un shopping ultra-chic qui fait de chaque promenade une tentation permanente à laquelle il est bien difficile de résister.

Tout cela ne fait pas de Maastricht une destination touristique majeure mais elle peut constituer la mise en bouche ou le point d'orgue judicieux d'une escapade aux Pays-Bas. Plus feutrée que cachée, cette Hollande-là en appelle d'autres, plus authentiques et plus brutes.

A moins de convenir tout de suite que la Hollande c'est, d'abord et avant tout, une atmosphère et une lumière où flottent, tels de majestueux galions, de superbes musées. A se demander parfois si ce pays n'est pas une immense cimaise. Ici, chaque voyage est une moisson, étant

entendu que ces lieux se dégagent à petits pas et à petites visites, pour éviter l'overdose. On y revient en effet en conjuguant retrouvailles et découvertes.

Il y a, bien sûr, les « must », les incontournables. A Amsterdam, le Rijksmuseum, le musée Van Gogh et le Stedelijk pour l'art contemporain. A La Haye, le Mauritshuis, enfin ouvert. Sans doute le plus grand des petits musées. Un écrin à taille humaine où tout n'est que perfection. A l'image de la *Vue de Delft*, de Vermeer, avec son « petit pan de mur jauni », cher à Proust. Autre figure imposée, Haarlem, où vécut Ruysdael, Saenredam et surtout Frans Hals célébré dans le musée qui porte son nom et où on peut notamment admirer ses banquets de gardes civiques, quinquante des portraits de groupe qui fleurissent au Siècle d'or.

Mais il est aussi, à côté des grands, des musées un peu à l'écart, en marge des circuits habituels. Comme le Musée municipal de La Haye qui, outre une collection unique d'instruments de musique et de nombreuses toiles de Mondrian offre, également des expositions exceptionnelles comme celle qui, baptisée « The Spiritual in Art », présente jusqu'au 22 novembre des œuvres de Kandinsky, Afkint, Kupka et Malevitch.

Toujours à La Haye, un lieu un peu fou appelé le Panorama Mesdag, du nom du peintre qui, en 1881, décida de représenter le petit village de pêcheurs de Scheveningen tel qu'il était à l'époque. Avec, pour résultat, une toile circulaire de 14 mètres de hauteur et de 120 mètres de circonférence, disposée dans une rotonde sur pilotis. L'éclairage y change en fonction de la lumière du jour et, en fond sonore, on entend le bruit de la mer et le cri des monnettes. Sans oublier une dune artificielle qu'il est difficile de distinguer de la toile elle-même. Quatre mois de travail pour une œuvre d'une incontestable originalité.

Autre lieu, autre surprise. A Utrecht, il faut certes flâner le long de l'Oudegracht, un canal dont les quais étroits accueillent des terrasses de restaurants, mi-tavernes, mi-guinguettes. Mais on a également rendez-vous avec une exceptionnelle collection d'instruments de musique mécanique, du treizième jusqu'à la fin du dix-neuvième siècle. Un festival de boîtes à musique, carillons, orchestrons, orgues de barbarie et autres pianos mécaniques. Avec, notamment, un meuble défilant qui cache dans ses flancs des violons qui jouent tout seuls sous l'archer d'un Lucifer mélomane. A musée exceptionnel directeur exceptionnel. Retenez son nom : M. Haspel. Ce diable d'homme vaut le voyage.

Après pareille rencontre, le risque est grand de trouver un peu fade des musées qui, de conception pourtant ambitieuse, souffrent d'un didactisme un peu lourd. Tel est le cas du dernier-né des musées d'Amsterdam, le musée historique juif installé désormais dans un ensemble de quatre synagogues des dix-septième et dix-huitième siècles, superbement restaurées. On admire le travail des architectes mais on aurait aimé, pour un tel sujet, un peu plus d'âme et d'émotion.

L'atmosphère du Siècle d'or

Un échec qui met encore davantage en valeur la réussite du Musée historique d'Amsterdam ou la chaleur du Musée Amsterdamkring (Le Bon Dieu au grenier), installé dans trois vénérables maisons sous les combles desquelles se cache une des chapelles privées où les catholiques célébraient la messe clandestinement après l'adhésion de la Hollande à la Réforme. Un lieu qui restitue éga-

lement l'atmosphère et le cadre quotidien du Siècle d'or.

S'il est un pays qui, plus qu'aucun autre, a une « gueule d'atmosphère », c'est bien la Hollande. D'où l'intérêt de tout ce qui permet au visiteur de s'imprégner de cette ambiance à nul autre pareille. A commencer par l'approche la plus évidente qui consiste, tout simplement, à enfourcher une bicyclette noire (on en loue d'excellentes dans les sous-sols de la gare centrale d'Amsterdam) et à glisser le long des canaux, le nez au vent et les yeux écarquillés, en se gisant de ce somptueux lèche-façades. Une expérience plus délicate qu'il n'y paraît et où le néophyte étranger risque, à tout moment, de perdre et les pédales et la face. Aussi ceux qui voudront réduire au maximum les risques de cuisants naufrages opteront-ils sagement pour un samedi ou un dimanche, jours où la circulation est nettement moins chargée.

Quant aux contemplatifs non sportifs, ils choisiront plutôt une balade au fil de l'eau. Par exemple sur la Vecht, entre Vreeland et Breukelen, au nord d'Utrecht. Histoire de comprendre pourquoi ce pays aurait inspiré à Baudelaire son *Invitation au voyage* : « Là tout n'est qu'ordre et beauté, luxe, calme et volupté ».

Tout y est, en effet, sinon le luxe qui, ici, serait plutôt un raffinement, illustré par ces élégants pavillons de thé posés au bord de la rivière. A droite comme à gauche, les demeures qui défilent témoignent d'un goût certain et d'un sens de l'harmonie rarement égalé. Rien de solennel ni de pompeux, même quand la demeure se fait petit manoir. Partout une beauté plastique, un esthétisme de la mesure, une ordonnance inamovible qui distillent un sentiment de calme et d'apaisement.

(Lire la suite page 24.)



TUNISIE CONTACT

le spécialiste de
la Tunisie amie

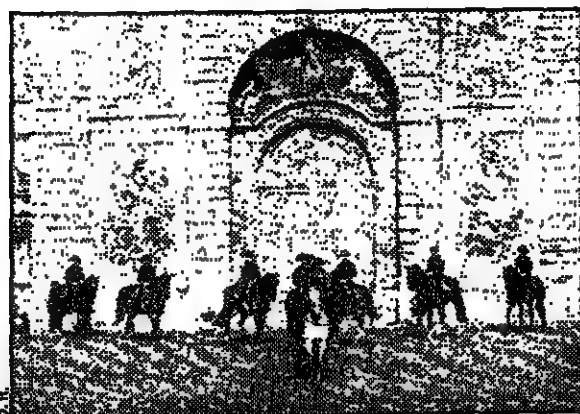
- une longue expérience,
- un grand choix d'hôtels et de circuits
- des voyages à la carte et des week-ends

UNE SEMAINE AU CLUB SANGHO SKANES
à partir de 2.695 F
Paris/Paris en pension complète

TUNISIE CONTACT
30, rue de Richelieu - 75001 PARIS
t. 42.96.14.23 - 42.96.02.25

هكذا من الاجل

ESCALES



Saurmur à Versailles

En 1682, Jules Hardouin-Mansart édifie, face au château de Versailles, à la demande de Louis XIV, deux bâtiments destinés à abriter les écuries royales. La Grande Ecurie du Roy accueillait les chevaux de selle (pour la guerre, la parade ou le manège), la Petite Ecurie du Roy, les chevaux de trait, pour les carrosses et les attelages. Le menège de la Grande Ecurie devait servir de cadre à diverses manifestations équestres puis à des représentations théâtrales présentées devant le cour.

Début octobre, le Cadre noir de l'Ecole nationale d'équitation de Saumur se produit, pour la troisième fois, dans ce lieu où est née l'école française d'équitation. Cadre prestigieux pour une formation équestre qui perpétue la tradition des reprises académiques et présente, lors de galas exceptionnels, reconstitutions historiques, quadrilles et sauts d'école, contribuant ainsi à la promotion de l'équitation et de l'élevage français.

Trois spectacles pour cette découverte de l'art

équestre : les vendredi 9 et samedi 10 à 21 heures et le dimanche 11 à 17 heures. Places numérotées à 110 F et 130 F (80 F pour les moins de dix ans) qu'il est conseillé d'acheter à l'avance auprès de l'Office de tourisme, 7, rue des Réservoirs, 78000 Versailles. Informations au 39-50-36-22.

Plongées au loin

« Soleil, mer chaude, voile et plongée ». Ces destinations sont la cible d'une jeune agence, Ultramarina (68, quai de la Fosse, 44000 Nantes, tél. : 40-73-60-66) qui met ses connaissances climatologiques et océanographiques au service des amateurs de pêche, de plongée ou de photos sous-marines.

Il devraient trouver ce qu'ils cherchent à Antigua, une île des Petites Antilles associée à la couronne britannique. Un séjour plongée de neuf jours en demi-pension au Runaway Beach Resort avec 12 plongées en bateau coûte 8 440 F par personne, vols aller et retour inclus ; cette offre spéciale étant valable jusqu'au 10 décembre.

Si, pour des raisons de langue, on préfère Saint-Barthélemy, une Antille française, sept jours en demi-pension à l'hôtel Village Saint-Jean, avec deux plongées par jour, vols assurés par Air France, reviennent à 13 500 F (de décembre 87 à avril 88). Et si l'on opte pour les Sept-Îles, des îles Vierges au large du cap Tibur, non loin de Djibouti, il faut savoir qu'une croisière plongée (seize jours Paris-Paris, deux plongées par jour), à bord du Frederick, un motor-yacht de 19,50 m, s'élève à 16 900 F, vols inclus. Seize jours Paris-Paris, (de novembre 87 à avril 88).

La Corse en automne

Arts et Vie (39, rue des Favorites, 75015 Paris, tél. : 45-31-40-41) propose de visiter l'île de Beauté à une époque de l'année où le ciel est aussi dégagé que les routes : un vrai tour de Corse, en autocar de luxe, pendant les fêtes de la Toussaint.

Du 1^{er} au 8 novembre, le circuit mène notamment de Bastia à Calvi, Porto, Ajaccio (par la route des Calanques), Sartène, Bonifacio, Porto-Vecchio et Corte, avant le retour à Bastia. Les vieilles maisons à fleur d'eau d'Erbalunga, les vergers de Cargèse, le site préhistorique de Filicosa, les défilés de l'Inzecca et de la Scala di Santa Regina, taillés dans la serpentine ou le granit, figurent parmi les principales excursions.

La prix (4 450 francs par personne) comprend le transport aérien aller-retour (au départ de Paris, Lyon, Nice ou Marseille, arrivée à Bastia), les transferts aéroport-hôtel, le logement

en chambre double dans des hôtels deux ou trois étoiles, la pension complète, toutes les visites et les services d'un accompagnateur. Supplément pour chambre individuelle : 760 francs.

Fermes d'Irlande

Plus verte, moins fréquentée, la campagne irlandaise est encore plus de caractère en automne. Une formule d'Irish Continental Line (réservation à Transports et voyages, 8, rue Auber, 75008 Paris, tél. : 42-66-91-91 et dans les agences de voyage) permet de s'en convaincre. La compagnie maritime propose un forfait bateau, voiture et logement à la ferme, qui laisse toute liberté au voyageur puisque seule la première nuit est retenue. Ensuite, on réserve chaque matin l'étape du soir. On dispose pour cela d'une liste de plus de trois cents adresses sélectionnées en Irlande du Sud et du Nord.

Le prix sur la base de deux personnes, voyageant en voiture ou à moto, est de 1 970 F par personne pour dix jours. Il comprend : les

traversées France-Irlande et Irlande-France pour le passager et le véhicule, sans repas, en cabine à quatre couchettes avec douche, sept nuits à la ferme et sept petits déjeuners. Si l'on souhaite prolonger le séjour, il faut compter 105 F par nuit supplémentaire.

Jardins en Ile-de-France

Parure des châteaux qu'ils mettent en scène, les jardins historiques ont aussi une existence autonome. Pour donner une orientation et permettre une reconnaissance qui peut être d'abord une initiation, la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75004 Paris, tél. : 42-74-22-22) vient d'éditer la Route des parcs et jardins en Ile-de-France-Normandie, un dépliant qui présente dix-sept parcs et jardins historiques parmi les plus prestigieux de France.

Une carte les situe, une nomenclature donne pour chacun caractéristiques, adresse, téléphone. On peut ainsi se renseigner sur les



RÉGIS BOISJUVENAT

mois, les jours et les heures d'ouverture.

La variété de ces jardins est extrême : ordonnance des parterres de broderie et des plans d'eau de Vaux-le-Vicomte, fontaines de Bizy face à la guirlande du château et des écuries, parcs romantiques de Courson et de la Vallée-aux-Loups, jardin potager de Saint-Jean-de-Beauregard avec ses « collections » d'iris, de pivoines mais aussi de plantes officinales et condimentaires, parc floral de Dampière, jardin de Monet à Giverny...

Des manifestations animent certains jardins. Ainsi une exposition-vente de plantes rares les 17 et 18 octobre à Courson et, les 14 et 15 novembre, à Saint-Jean-de-Beauregard, « Fruits et légumes d'hier à aujourd'hui ».

Grand Nord jurassien

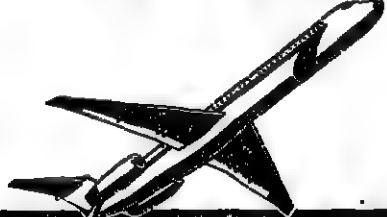
Ici, seuls les chiens sont équestres puisque l'aventure a pour décor le Jura français. L'organisateur, Raïd Inouk (BP 8, La Ruchette, Longchaumois, 39400 Morze, tél. : 84-80-81-08), qui a l'expérience de la montagne, des chiens et

connaît son massif sur le bout des skis, propose trois niveaux. Du facile, accessible à tous - citadins un peu rouillés et enfants de douze ans - au sportif, plus technique et complétement hors piste.

Solitaire, en groupes, avec ou sans attelage : de décembre à avril, tous les types de raïd sont possibles. Nous avons retenu, dans le catalogue, deux des plus classiques : une traversée du nord du Jura, raïd avec recherche d'itinéraire, étapes de 20 à 40 kilomètres, nuits en refuge ou en gîte. L'attelage des chiens, dirigé par un « musher », tire le matériel installé dans la pulka. Tous niveaux, groupe de douze personnes au maximum, sept jours, nombreuses dates entre le 13 décembre 1987 et le 28 mars 1988 : 1 700 F par personne, tout compris. Même prix pour « les crises du sud du Jura », un raïd sportif avec nuits sous tentes isothermiques. Pour dix personnes environ, en fin de saison.

On peut aussi traverser le Jura, chacun tirant sa pulka et ses bagages et un attelage de six chiens transportant le matériel collectif et la nourriture : 1 800 F l'équipée de sept jours.

AIR HAVAS



NEW YORK
TEL AVIV
TENERIFFE
NAIROBI

à partir de 2130 F
à partir de 1890 F
à partir de 1390 F
à partir de 4845 F

En vente à la boutique AIR HAVAS
(5, avenue de l'Opéra - 75001 Paris - Tél. 42 96 97 34
et dans les 275 agences HAVAS-VOYAGES.

Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Havas Voyages : faites la différence

TOURISME SNCF VOUS PROPOSE
DU 19 AU 30 OCTOBRE 1987
CROISIÈRE DE L'OPÉRETTE
GRÈCE, TURQUIE ET YUGOSLAVIE
A BORD DU « DANAE » de la C^e COSTA

Avec la participation exceptionnelle de Mady MESPLE

- Départ de PARIS LE 19 octobre 1987 par train pour VENISE.
- Embarquement à bord du « DANAE ».
- Du 19 octobre 1987 au 30 octobre 1987 :

KATAKOLON (GRÈCE)
ISTANBUL (TURQUIE)
KUSADASI (TURQUIE)
RHODES (GRÈCE)
SANTORIN (GRÈCE)
MYKONOS (GRÈCE)
LE PIRÉE (GRÈCE)
DUBROVNIK (YUGOSLAVIE)
VENISE (ITALIE)

Prix par personne au départ de Paris : 10 675 F à 24 365 F

(conditions tarifaires spéciales pour rejoindre Paris par le train)

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS dans nos agences « TOURISME SNCF »
127, Champs-Élysées, 75008 PARIS - 16, boulevard des Capucines, 75009 PARIS - 11, boulevard des Batignolles, 75017 PARIS - 118, avenue du Président-Kennedy (MAISON DE LA RADIO)

Gares SNCF de PARIS : AUSTERLITZ, EST, LYON, MONTPARNAISE, NORD, SAINT-LAZARE
58, bd. Carnot, LE VESINET - 46, rue du Général-de-Gaulle, RAMBOUILLET
Gares RER de : NANTERRE-VILLE, VINCENNES, CHATELET-Halles
Gares SNCF des principales villes de province
Par correspondance : BP 6208, 75002 PARIS - Par téléphone : (1) 45-63-05-81

Les Pays-Bas pris de haut

(Suite de la page 23.)

Rarement décor aura reflété à ce point les vertus d'une nation. Vertus calvinistes : sobriété (ni excès ni démonstrations intempestives), simplicité et solidité. Avec cette propriété scrupuleuse qui tient presque d'une morale.

Voilà un cadre de vie qui est aussi un style de vie. Clandel par-

lait d'une « dignité générale ». Plus terre à terre, mais tout aussi juste, un humoriste anglais notait que les Hollandais avaient inventé la vie privée avec ce paradis du confort domestique, véritable antidote de toute forme d'inquiétude métaphysique. Comment ne pas ressentir, en effet, à peine posé un pied sur le sol hollandais,

Carnet de route

En avion (KLM et Air France), un aller-retour Paris-Amsterdam coûte 900 F (tarif vacances) ou 715 F (vacances week-ends). En train, l'aller-retour en première classe coûte 800 F. Il existe un tarif excursion SNCF de cinq jours à 292 F AR en seconde, ainsi qu'une formule « train + hôtel ». Sur place, les chemins de fer néerlandais proposent des forfaits de 1, 3 et 7 jours sur l'ensemble du réseau.

Une nuit dans un hôtel « 1 étoile » coûte environ 240 F (en chambre double), autour de 1 400 F dans un « 5 étoiles ». Il existe d'intéressants forfaits hébergement à Utrecht, La Haye, Maastricht et Amsterdam où l'on peut, par exemple, passer un week-end (3 nuits) à partir de 360 F par personne (1 200 F dans un hôtel de luxe).

Se renseigner auprès de l'Office néerlandais du tourisme, où l'on peut se procurer une carte multiloisirs (210 F environ) qui permet de bénéficier de réductions, notamment sur certains tarifs hôteliers et les locations de voitures.

Parmi les hôtels à recommander, citons, à La Haye, l'hôtel des Indes (on peut réserver de Paris au (1) 60-79-18-55) ; à Scheveningen, station balnéaire de La Haye, l'hôtel Kurhaus (19-31-70-520052) qui

proposent un forfait spécial à l'occasion de l'exposition « Spiritual in Art » ; à Maastricht, l'hôtel Derlon (19-31-43-216770) très agréable et très bien situé ; à Amsterdam, l'hôtel Barbizon Centre (19-31-20-851351), un « 5 étoiles » flamboyant, l'hôtel Américain (20-245322) dont le restaurant au décor Art nouveau mérite le détour, et le Pulitzer (20-228333) au charme incontestable.

Côté restaurants, signalez trois bonnes tables dans le Limbourg : le château Neercanne (43-251359) et le Kasteel Wittam (44-501208) - une étoile chacun au Michelin - près de Maastricht et, surtout, l'hôtel-restaurant Prinses Juliana (2 étoiles), à Walkenburg, une des meilleures tables des Pays-Bas.

Au niveau des formules, relevons les croisières sur la Vecht sur un superbe crevetier (Piet-Jan Weijss au 029-431284) et les circuits d'une semaine organisés à la Toussaint, à Pâques et début mai par l'association Arts et Vie (38, rue des Favorites, 75015 Paris. Tél. : 45-31-40-41), de 4 300 à 5 000 F par personne en pension complète, avion compris.

Office néerlandais du tourisme, 31-33, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 42-25-41-25.

cette impression de bien-être, ce soulagement né du bonheur de baigner dans une perfection non pas hautaine mais paisible et chaleureuse.

Sans oublier la lumière. « Du pur, fin lin », s'exclame-t-il Claude. « Ni parole ni pétales mais leur onde optique ». On l'admire dans les musées où, devenue matière par la grâce de l'artiste, on la toucherait presque. Mais elle vous saute surtout aux yeux à l'extérieur. Superbe, dorée, éblouissante, luisante et ruisselante. Éclatante et si douce à la fois. Véritable festin, dont même les maisons avec

leur façade tout en fenêtres semblent, elles aussi, ne pas vouloir perdre une seule miette.

Avec, au bout du compte, un pays qui comble et les sens et l'esprit. Un pays que l'on range soigneusement dans un petit coin de sa mémoire. Comme un refuge douillet. « Si j'apprends que la fin du monde est pour demain, écrit-il Heinrich Heine, je me précipiterais en Hollande, parce que tout s'y passe avec cinquante ans de retard. »

PATRICK FRANCÉS.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06100 CAP-D'ANTIBES
MOTEL ROI SOLEIL
153, bd Kennedy. A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. Park, piscine, 2 pers.
1100 F la sem. 1715 F 2 sem. 3000 F
4 sem. 12. (sauf juin, juil., août, sept.).
Tél. 93-61-60-30.

NICE

HOTEL LA MALMAISON
Maison de charme près mer,
calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-87-62-56 - Tél. 470 416.

HOTEL VICTORIA
33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-89-39-60
Plein centre-ville. Calme.
Petit parking, grand jardin,
chambre, TV couleur,
Tél. direct, minibus.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-52-32-333 VENISE
Tél. : 411150 FENICE 1.
Directeur : Dante Apollonia.

Suisse

LAC MAJEUR

LOCARNO

GRAND HOTEL

Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre
de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. COTTI
Tél. 19-41/93/336282 - Tél. 846143
Via Sampione, CH 6600 LOCARNO.

TOURISME
L'AUTOMNE SE SAVOURE
A JERSEY!

Savourez le calme, la nature encore très
fleuries et la chaude ambiance des pubs et
des hôtels.

Savourez le plaisir de fouler le sable fin
sur les grandes balades au bord de la mer.

Savourez cette campagne teintée de roux
qui dispense l'odeur de toutes les essences
d'automne.

Savourez le don que vous fait Jersey : une
merveilleuse détente qui vous permettra
d'aborder l'hiver en pleine forme.

Savourez, à l'heure du thé, les « cookies »
et les « scones » accompagnés de crème
fraîche jennière et de confiture de fraises,
avant d'aller rejoindre votre confortable
bûche (et s'y laisser choir !).

Savourez l'excellente cuisine faite avec
les produits du cru : légumes, poissons,
crustacés, gibiers... et, n'oublions pas les
vins français, très sélectionnés, et d'un
prix très abordable.

Savourez enfin les prix : exemple : un
bonnard entier et caviar à 120 F, une
location de voiture à moins de 85 F la
journée, etc.

JERSEY en automne, c'est une tranche
de vie qui vaut la peine d'être vécue !
Pour documentation en couleurs, écrivez à :
MAISON DE L'ILE DE JERSEY
Département LMG
19, boulevard Malakoff, 75008 PARIS
Tél. (1) 47-42-93-68

DESERTEZ !

des glaces du pôle
des dunes du Sahara
12 voyages à thème à la fois
en 12 jours, en 12 pays, en 12 villes

Yemen, Spitzberg,
Sahara... etc.
Doc. gratuite.
50 av. des Ternes,
75017 PARIS
43-42-55-45
NOMADE
AVENTURE

Disneyworld
côté coulis

VOYAGES
SAVERQUES DE MONTAIGNE

Allez au

ENQUETE

Disneyworld côté coulisses

Vingt-trois mille employés et une discipline de fer. C'est le prix de la réussite.

AUCUNE des vingt-deux millions de personnes qui s'esbaudissent chaque année dans l'immense complexe de loisirs de Disneyworld, en Floride, n'a jamais pénétré dans ce bâtiment. Situé au nord de la petite cité interdite que constituent les coulisses du royaume magique, il arbore sur sa porte une simple plaque : « Disney University ».

C'est là, dans ces salles de cours garnies de moquettes et de fauteuils super-confortables, que se cache l'une des clés de l'extraordinaire réussite de l'affaire.

Les milliers d'employés permanents et saisonniers embauchés par la firme y sont systématiquement coulés dans le moule maison. Guides multilingues, femmes de ménage, conducteurs d'engins, jardiniers, vendeuses, maîtres nageurs, spécialistes des effets spéciaux ou managiers, tout le monde y passe.

Dès la première demi-heure, le ton est donné par une dame en tailleur strict, souriante mais précise comme un métronome : Valérie Oberle, la directrice de l'université. Vous avez désormais l'honneur d'appartenir à l'équipe Disney, explique-t-elle en substance. Vous faites donc partie de la distribution d'un spectacle multidimensionnel dont vous serez, quel que soit votre poste, l'un des acteurs. N'oubliez jamais que vous êtes en représentation. En

outre, vous allez accueillir des gens qui viennent ici passer leurs vacances. Recevez-les comme s'il s'agissait de VIP arrivant à votre propre domicile.

Puis chacun des dix professeurs qui travaillent sous l'égide féroce de M^{me} Oberle prend en main un petit groupe de néophytes pour les initier aux règles minutieuses de l'accueil Disney. Les thèmes des leçons ressemblent aux dix commandements. Exemple : « Les employés les plus chaleureux du monde, à présent, c'est vous. Car si vous n'êtes pas bien traités par eux, vous serez bien traités par eux. » Autre règle : « Ayez réponse à tout même si la question vous paraît stupide. » Explication : « Mille fois par jour on vous demandera où sont les toilettes. Mais songez que pour celui qui pose la question la précision et la rapidité de la réponse sont d'une extrême importance. »

Principe à ne jamais oublier : « Le show Disney est un travail d'équipe. N'hésitez pas à demander l'aide de vos camarades ou de votre « leader ». » Illustration : chaque année, lors des fêtes de Noël, Disneyworld est littéralement submergé. L'an dernier on y a enregistré le record absolu de fréquentation : 148 000 visiteurs le 29 décembre ! Alors les comptables, les dactylos, les experts financiers de la maison

sont mobilisés pour servir des hamburgers. Une excellente occasion de ne pas perdre le contact avec la réalité du public.

Walt Disney lui-même travaillait dans un bureau donnant sur la rue commerçante de Disneyland, en Californie. Encore aujourd'hui les bureaucrates sont logés au premier étage des maisons en trompe l'œil qui bordent la « Main Street » du royaume magique.

Mais attention, ils doivent rester totalement invisibles. L'univers Disney étant celui du rêve, il s'agit de ne jamais briser celui-ci. On apprend cela en détail à l'université maison. Les employés arrivent à leur travail en voiture, bien entendu, mais ils passent par des routes spéciales et stationnent sur des parkings dérobés. De là, ils sont transportés par minibus aux multiples entrées de service situées à l'arrière du « décor ». Ils pénètrent par exemple dans le royaume magique par un souterrain, endossent le costume de leur rôle et gagnent leur poste par des corridors en sous-sol longs de 1 600 mètres qu'on appelle des « utilidors ».

Un monde souterrain

La cité invisible qui règne sous l'ensemble des attractions s'étend sur 35 000 mètres carrés. Nul n'y pénètre sans montrer patte blanche, et toute photo est interdite. Là se trouvent les réserves de costumes, les salles de repos, les restaurants, l'infirmerie et le central électronique. Quatre ordinateurs, qu'on appelle familièrement Smas, Deeds, Soda et Gepurisy, contrôlent en permanence toutes les fonctions de Disneyworld, notamment les centaines d'automates qui secondent les acteurs en chair et en os.

Ceux-ci ne doivent jamais se montrer sans leur habit de fonction.

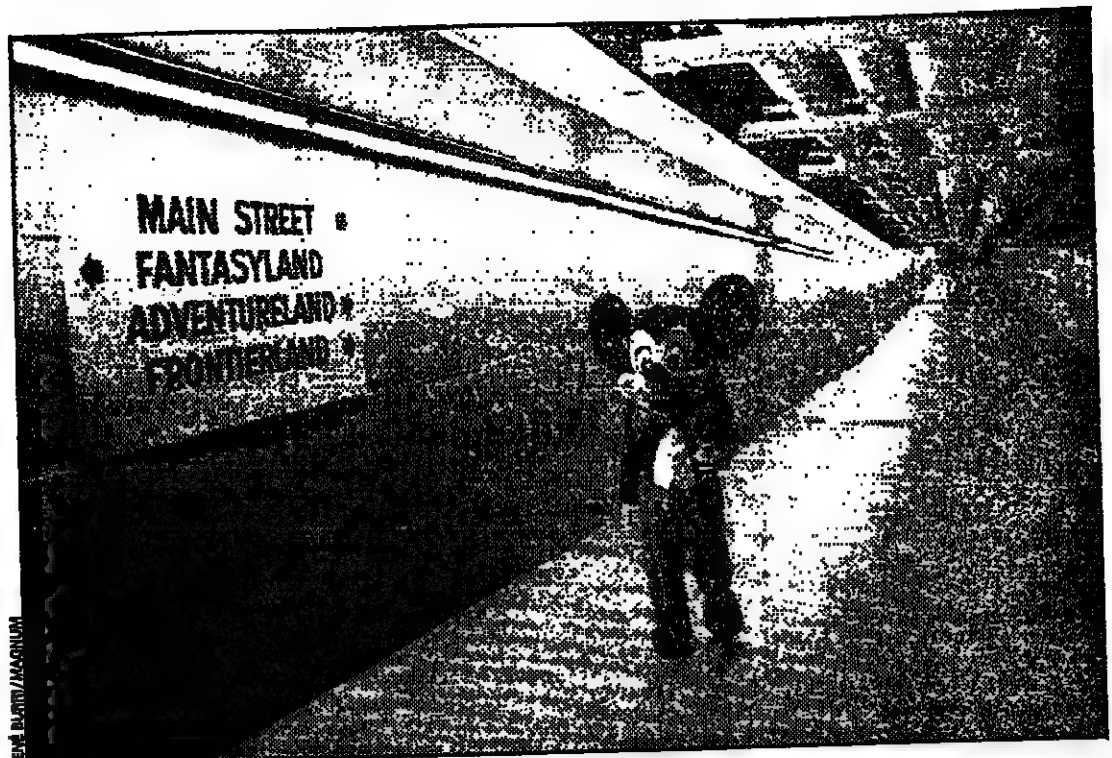
(Publicité)

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE.

A PARTIR DE 450 F

Renseignements : RENFE, 1, av. Marceau, 75116 PARIS, Tél. 47-23-62-01



tion. Ils ont même l'interdiction de se rendre dans un autre secteur que celui dont ils ont la charge. Voir un cosmonaute déambuler dans la zone du Far West serait une bavure impardonnable. Bien entendu, les employés n'acceptent jamais de pourboire, ne fument pas, ne boivent pas d'alcool et ne peuvent même pas, s'ils sont en costume, accepter de partager un jus d'orange avec des visiteurs.

Leur présentation ne souffre aucun à peu près. Les femmes n'ont droit qu'à un maquillage naturel dont les teintes, les fonds de teint trop voyants ou les bijoux ostentatoires sont bannis. Ni barbe, ni moustache, ni cheveux longs pour les hommes. Les costumes doivent être toujours impeccables. Ils sont d'ailleurs nettoyés chaque jour, y compris les salopettes blanches qu'arboisent les balayeurs.

La propreté est l'une des obsessions des managers de Disney. Les rues du royaume magique, comme les allées d'Epoot, le parc technologique, sont sans cesse balayées, arrosées, récurées. Immédiatement derrière les voi-

tures à chevaux, qui se produisent lors de la parade quotidienne, marche un ramasseur de crotin.

Dîner avec le patron des attractions

Les plages de sable blanc qui bordent les lagunes sont ratissées chaque matin à l'aube et les pelouses tondues ras. Dès qu'un parterre de fleurs perd ses pétales une équipe de jardiniers le remplace dans la nuit même. Quand il inspecte son empire, Michel Eisner, le grand patron, n'hésite pas à se baisser pour ramasser un papier qui traîne.

Cette rigueur quasi monacale serait difficile à supporter très longtemps si elle n'était assortie de compensations. Chacun des 23 000 employés de Disneyworld reçoit un hebdomadaire maison, *Eyes and Ears*, où il trouve un choix de distractions et d'activités sportives d'une richesse exceptionnelle. Chaque année, on lui demande par questionnaire son avis sur la marche du service. Ceux qui ont plus de cinq ans de maison sont invités avec leur famille à un dîner présidé par

Dick Nunis, le patron des « attractions ». Aux jeunes qui souhaitent fréquenter l'université, d'Orlando on paie leurs études.

Quant aux salaires, ils sont, pour les débutants, 40 % supérieurs au salaire minimum local. Cela n'a pas empêché le personnel de Disneyland, en Californie, de faire l'an dernier une grève d'un mois pour améliorer ses rémunérations.

La firme se vante de garder ses employés en moyenne sept ans et ses cadres treize ans. On y affiche l'un des *turn over* les plus faibles de l'industrie américaine du tourisme : 25 % par an. Aussi des centaines de candidatures arrivent-elles quotidiennement à la direction du personnel de Disneyworld. On sait que l'entreprise est une des plus florissantes des Etats-Unis. Après un sérieux ralentissement en 1983, elle connaît un formidable bond en avant. On sait aussi que ses projets supposent l'embauche de cinq mille nouveaux « acteurs » dans les deux ou trois ans à venir. Pour les jeunes qui cherchent un job, c'est cela, le royaume magique.

MARC AMBROISE-RENDU.

ACCESS VOYAGES

LES AMÉRIQUES AU MEILLEUR PRIX

	AS	AN	AS	AN
NEW YORK	1150 F	2050 F	NEW YORK	1150 F
ANCHORAGE	2050 F	3050 F	SEATTLE	1950 F
ALASKA	2050 F	3050 F	WASHINGTON	1450 F
BALTIMORE	1350 F	2350 F	EDMONTON	2950 F
BOSTON	1350 F	2350 F	CALGARY	2250 F
CHICAGO	1050 F	2050 F	MONTREAL	1350 F
CLEVELAND	1050 F	2050 F	TORONTO	1450 F
DALLAS	1050 F	2050 F	WINNIPEG	2250 F
DEWEN	1050 F	2050 F	BUENOS AIRES	2950 F
DETROIT	1050 F	2050 F	CARACAS	2950 F
HONOLULU	1650 F	2650 F	LIMA	4250 F
LAS VEGAS	1650 F	2650 F	RIO DE JANEIRO	4250 F
LIS ABLES	1650 F	2650 F	SÃO PAULO	4250 F
MAHAI	1650 F	2650 F	LI	4250 F
NEW ORLEANS	1650 F	2650 F	HANKOW	4250 F
ORLANDO	1650 F	2650 F	TEMPELHAR (ITALIA)	4250 F
PHILADELPHIE	1650 F	2650 F	ELKABANDA	4250 F
PHOENIX	1650 F	2650 F	TOKYO	4250 F
PITTSBURGH	1650 F	2650 F	HAWAII	4250 F
PORTLAND	1650 F	2650 F	AUSTRALIE	4250 F
SAN LOUIS	1650 F	2650 F		
SAN DIEGO	1650 F	2650 F		

ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS

REDUCTION POSSIBLE EN 1^{re} CLASSE ET CLASSE AFFAIRES

Tarifs soumis à modifications sans préavis, des réservations peuvent s'appliquer.

ACCESS VOYAGES

8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et RER Châtelet-Les Halles

Tél. (1) 40 13 02 02 ou 42 21 46 94

ACCESS VOYAGES

NOUVEAU et en exclusivité avec ACCESS VOYAGES

Pour gagner du temps, réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire

(1) 40 13 02 02 ou 42 21 46 94

Allez au Portugal

Pour les amoureux du Portugal toute une semaine en liberté

2.430*

Renseignez-vous auprès de votre agence de voyages ou contactez :

la TAP Air Portugal - tél : (1) 42.96.16.09

ou le Centro de Turismo de Portugal

em França, 7 Rue Scribe - 75009 Paris

* Une semaine. Prix par personne (sur base de 2 personnes) incluant le transport par la

TAP Air Portugal

Paris/Lisbonne/Paris et la location d'une voiture.

(kilométrage illimité, assurances conducteur, taxes incluses.



LE VOL VA ENTRER DANS LES MŒURS.

NOUVELLES FRONTIÈRES

66-BD SAINT-MICHEL
75006 PARIS 42.73.10.64

LE VOL PARIS BORDEAUX ALLER RETOUR A PARTIR DE 495 F

سكزا من الاجل

—SEMAINE— GOURMANDE

latour martillac 1982 escorte
bien le rognon aux poivrons.)

● Maître Corbeau, 6, rue d'Armaillé (Paris-17^e). Tél. : 42-27-19-20. Fermé dimanche soir et lundi. CB. AE. DC.

Une cuisine italienne différente des autres. Je veux dire quelques plats originaux (notamment du Frioul) et nullement « français ». Des vins, aussi, peu connus et même des apéritifs italiennissimes (gozzate le cynar - arichaut - et le rabarbaro - rhubarbe !). Dans le vieux cadre de chez Mario bien restauré, une dame d'Arc, Germaine, s'exprime ici avec bonheur et gentillesse. Compter 250/300 F.

● Il Tiepolo, 7, rue des Ecoles (Paris-5°). Tél. : 43.26.83.59. Fermé le dimanche. Parking Saint-Germain et 24, rue Monge, DC, AE, CB.

● Maître Corbeau, 15, rue
Maurice Elot à Ezy-sur-Eure
27500. Tél. : 37-64-73-29.
A.E.D.C.B.

M. Lechevallier s'annonce cuisinier-restaurant. Il m'a assuré que sa cuisine au *Bistrot* 20, 44, rue du Souffleur (au-dessus de la rue Souffleur). Le laissant à un second qui veut un premier, il vient d'ouvrir un *Bistrot* de Vincennes. Mais c'est toujours lui, qui, loi et loi, fait son marché, prépare un bon fêlé gras, fume son saumon et ses magrettes, mîtonne, dès l'aurore, un cœu-saurol. Bien sûr, on ne traversera pas Paris pour venir ici. Mais, à la ronde, il n'existe pas tant de vraies bonnes maisons sans prétention ni fortaterie, pour ne pas noter cette adresse. A la carte, le jambonnette de canard aux figues, le pévé à la moelle, et d'honnêtes petits vins. Pâtisseries évidemment maison. Comptes 200 Francs environ par personne. Mais, dans le *du soir* : menu leon et *hâles du patron* (choix de deux plats, fromage, dessert, vin et café compris) à 150 F. Service attentionné d'Isabelle.

● Le Bistrot de Vincennes, 53, rue de Montreuil, 94300 Vincennes. Tél. : 43-74-89-18. Fermé samedi et dimanche. Et, heureuse initiative, les jours de courses à Vincennes, service dès 11 h 30 et, les soirs de « nocturne » dès 18 h 30.

C'était après la guerre, pour la reprise de *Marius* au théâtre Sarah-Bernhardt. Son directeur, A.M. Julien, m'avait demandé d'organiser un dîner entre comédiens et critiques, sous la présidence de l'auteur. Comment alors ne pas faire de la bouillabaisse le pôle du repas ? Elle fut régénérée mais suscita de cordiales discussions. Car il n'est pas qu'une bouillabaisse, bien sûr (et bien que des restaurateurs marseillais aient institué avec raison une charte de la bouillabaisse).

Enfin la galinette, avec ses
luxeux de boques...

La rascasse, nourrie aux
[crevasses des Syries
Dans les golfes couverts de
[lauriers et de myrtes...
Fuis les poissons nourris
[assez loin de la rade
Dans le creux des récifs : le
[beau rouge, l'orade,
Le pagel délicat, le saint-
[pierre odorant,
Gibiers de mers suivis par le
[loup dévorant.

J.B. Reboul, le premier auteur d'un ouvrage complet sur la cuisine provençale, cite, lui : rascasse, galinette (ailleurs on dit grondin), saint-pierre, loup, mais aussi vive, baudroie, congre, merlan, crabes et langouste (traitant ces deux crustacés de poisson, comme on le fit longtemps). Il y avait de la langouste à ce fameux dîner mais, tout en s'en régalar, Marcel Pagnol et ses comédiens

● **Lauréats poésimodiques** : l'académie du Puro-Mat Vialat a remis le 1^{er} septembre les distinctions 1987 : le Grandiffid Award au romancier Alphonse Boudard, le Prix Art de vivre aux intermédiaires SAM managés par Pier Sili, et plus particulièrement à MM. Marco (directeur du *Royal-Monmon*, à Paris) et Daniel Broch (directeur du *Miramar* à Biarritz).

Un prix spécial, le Prix du centenaire de la distillerie Grandiffid, a été décerné à M. Gérard Morgan-Granville et au fameux train privé qu'est le Royal Scottman. Reliance en 1985, auteur de la plus belle voiture-restaurant du monde (1981), un petit hôtel de luxe pour un voyage en train, traverser le désert et jardins d'Europe au son de son mystère, des brumes et des *général* vialat.

● **Vendanges.** — Le 11 septembre dernier, on a fêté la « Première Grappe » au château de Chevamy. L'appellation date de juillet 1973 et s'étend à vingt-trois communes pour une production annuelle de 15 000 à

20 000 hectolitres, autant d'œuvres que blancs. Les vendanges de Suresnes (Maurès-de-Seine), elles, se termineront le 4 octobre, au clos du Pas-Saint-Maurice (vignoble municipal) par des intronisations à la corniche.

Anniversaires. — Crûd en 1937 par Maurice Lagres, récemment disparu, le *Verger de la Madeleine* (4, boulevard Malesherbes, Paris-8) : tél. : 42-66-51-93) fêtèrent dans quelques jours ses centenaire, mais Jean-Pierre Lagra possède, en ses caveaux, des bouteilles plus vieilles encore ! L'Ambassade d'Auvergne (22, rue du Grenier-Saint-Lazare, tél. : 42-72-31-23), d'ailleurs, fête le verger.

En 1938, les vins de Crûd, de la famille Petrucci et le permanent triomphe de l'ailgot. Tandis que Christiane Massia (qui sort aux éditions Flammarion ses *Cuisine Pleinair*, 1938) fête le verger, le *Rehausseur du marché* (89, rue de Dantzic) : tél. : 42-28-31-65).

L. R.

A l'occasion du 1^{er} Festival européen des écrivains, qui réunira à Strasbourg près de 150 écrivains venus de 16 pays européens, le SNCF propose un « Formula Plus complet » sous la forme d'un voyage exceptionnel de bord d'un train spécial aux cours duquel les participants pourront rencontrer des écrivains tels que Antony Burgess, Maurice Remy, Françoise Kénciad, Louis Nucéra, Alberto Moravia, Régine Deforges, Trans Tramer, Michel Del Castillo, Jean Farniot, Jeanne Bourin, Marcel Jullian... et bien d'autres.

Outre le voyage Paris-Strasbourg en première classe, le forfait « Formule Plus » proposé par la SNCF comprend :

- les repas « bord du train » ;
- 3 nuits d'hôtel (3* ou 4*) et petits déjeuners ;
- un déjeuner littéraire ;
- une carte « coupe-file » donnant libre accès à toutes les manifestations à Strasbourg.

Prix : à partir de 2 700 F en chambre double, hôtel S*.
Informations et ventes en gare de Paris-Lyon.
Tél. : 43-46-12-12, poste 11851.
Avec Formule Plus, allez-y, c'est possible !

L'informatique et les coureurs d'océans.

Avec la participation de Philippe Poupon
(recordman de la traversée de l'Atlantique)

Le 3 octobre à 14 h :
Salle Boris Vian.



la Villette la grande halle

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALESIA - PORTES D'ORLANS LA BONNE TABLE 45-39-74-91 19, bd Beaumarchais, 4. Spéc. les Sud-Ouests.	CHAMPS-ÉLYSÉES RELAIS BELLMAN , 37, r. Franc-1 ^{er} , 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. sam/di, dimanche.	GOBELINS ENTOTO 45-37-08-51 - F. dim. 143, r. L.-M.-Narbonne, 13 ^e Spécialités étiopiennes.	LES HALLES CAVEAU F.-VILLON , 64, r. Artois-Sec, 42-36-10-02. Des caves 200 F., f. sam et lundi. P. menu: 170/200 F.	MONTPARNASSE LA GUÉRITE DU SAINT-AMOUR 209, bd Raspail, 43-25-64-51. T.L.J. Spéc. de poisson et crustacés.	SAINT-AUGUSTIN LE SARLADIAS , 2, r. de Vienne, 8. 45-22-42-42. Cuisine de F.
BASTILLE L'ENCLOS DE NINON , les lous jours : 42-72-22-51. 19, bd Beaumarchais, 4. Spécialités SUD-OUEST.	142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41 COPENHAGUE , 1 ^{er} étage. F. soif. FLORA DANICA , et son jardin r.d.n. SALMON, RENNE, CANARD SALE	JARDIN DES PLANTES LE MONSIEUR DE PARIS LE PAFRIKA , 43, r. Poivreau, 5. 43-41-45-86. Crev. cigranes de Bretagne, la soif.	MAIRIE DU XVIII LE PICHET , 174, rue Ordener, 46-27-85-38. Prod. Sud-Ouest. Crev. poisson. F. jeu. soir et dim.	PALEIS-ROYAL LA CLÉ DU PÉRIGORD , 38, r. Croix-Pe- champs, 40-20-44-51. F. sam. Sud-Ouest. P. menu: 120 F.	SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS LA FOUR , 2, rue Clément (6 ^e). F. dim. 43-25-17-66. Alex. aux fourneaux.
			MONTPARNASSE - RASPAIL - PÉRE LE BOMBAY MANAL 43-25-12-84. F. lundi 15, r. J.-Chaptal, 6. Spéc. indiennes : tandoori, curry, biryani.	PARMENTIER LE FLEURY , 139, av. Parmentier, 67. F. merc. 42-38-36-57. Cuvée de poissons et au carac.	PETITE CAFFEE , 36, rue de Grenelle, 42-22-13-35. Menu 106 F. Service et vin compris.

هكذا من الاعمال

Le Monde SPORTS

FOOTBALL : la crise à l'Olympique de Marseille

Contre-pieds et faux rebonds

Qualifié en Coupe des vainqueurs de coupe, l'Olympique de Marseille retrouve, ce week-end, le championnat de France, dont il occupe la quatorzième place, à deux points de la lanterne rouge. Entre les ambitions affichées en début de saison et les résultats, il y a un abîme. Le club est au bord du gouffre, et les excès de passion autour de lui donnent le vertige.

MARSEILLE
de notre envoyé spécial

« **M**ARSEILLE contient toute la passion et la folie des hommes. Le regard azur de Michel Hidalgo, Marseille de fraîche date, s'écaille un peu plus à chacun des coups de folie qui font tanguer l'OM. Mais il y a des limites à la folie ordinaire. L'euphorie bon enfant qui a accompagné, mercredi soir, la qualification de Marseille en Coupe des coupes n'a pas effacé dans la mémoire des dirigeants phocéens les indignes débordements du samedi précédent. Pas plus qu'elle n'a réglé, sur le plan sportif, les témoignages des techniciens dans la recherche de la bonne carburation collective.

Pour un but encaissé contre Auxerre, Joseph-Antoine Bell, le gardien camerounais, adulé par le Stade-vélodrome, s'est retrouvé victime d'agressions racistes à la sortie du match. De même que William Ayache, dont la difficile adaptation ne se trouve pas facilitée par cet épisode : l'arrière international a demandé comme un favori de ne pas jouer contre le FC Lorient.

« Un amplificateur phénoménal »

Enfin, dernière cible des supporters fanatisés, Gérard Banide n'épale pas ses états d'âme. Cependant, c'est un homme différent qui s'est saisi sur le banc de touche marseillais mercredi. « Je n'oublierai jamais ce qui s'est passé l'autre soir, dit l'entraîneur. Je ne veux pas en parler, mais je sais désormais que cela peut exister. J'en tiendrais compte lorsque j'aurai des choix à faire. »

Certes, les jets de pierres n'étaient le fait que d'une infime minorité. « Des loubards venus des quartiers nord », affirme-t-on chez les supporters ultras du club, soupçonnés de s'être déchaînés. Toutefois, les incidents ont sérieusement ébranlé le climat, précipitant la retraite de l'équipe dans l'arrière-pays. Ils semblent avoir davantage marqué les responsables du club que le rumeur d'écroulement du triumvirat Tapie-Hidalgo-Banide. Sur ce sujet, les déments ont fusé : ces hommes s'aiment et Marseille n'arrivera pas à les brouter. « Si on nous barre trop, effectivement nous partirons, mais ensemble », proclame Bernard Tapie.

Partis ? Dis-huit mois après l'arrivée des trois hommes, la question n'est plus évacuée comme une simple invention de journalistes. « Il est impensable que les footballeurs soient des gladiateurs à crampes jetés en pâture à quelques excités »,

dit Michel Hidalgo, en liant son destin à celui de Gérard Banide : « A notre âge, notre palmarès n'est plus à faire. Si nous-mêmes ou notre famille devions ressentir un mal vécu en nous promenant dans les rues ou en allant au Stade-vélodrome, nous pourrions très bien aller travailler ailleurs. » L'ancien patron de l'équipe de France jongle avec le conditionnel, mais l'hypothèse est néanmoins envisagée.

A Marseille, la ferveur populaire repose sur trois piliers : la Bonne Mère, que l'on vénère avec discrétion, l'Opéra et l'OM, deux cultes plus ostentatoires. Un ténor ratant cette saison par les supporters déçus de son manque de réussite d'avoir les « pieds carrés ».

Soulement, le peuple du foot est autrement plus nombreux que celui du bel canto ! Dans les cafés, les bureaux, les usines, toute la ville bruisse d'une effervescence presque palpable un jour de match.

Bernard Tapie était arrivé avec l'ambition de faire un grand club européen en cinq ans. En obtenant, dès la première année, une place en Coupe d'Europe, tout n'est-il pas allé trop vite ? « Nous sommes trop neufs, admet-il. Aucun club n'a vécu une aventure européenne dès sa première année. Nous avons une équipe, avec la fragilité que cela suppose, mais pas encore un club. » A l'enchaînement des victoires succède la spirale de la défaite : la déception des Marseillais est à la mesure de leurs espoirs. « Tapie est arrivé déçu en père Noël, raconte un supporter. Il ne faut pas s'étonner qu'on y ait cru. »

Bernard Tapie était sûrement l'homme qu'il fallait à Gaston Desferre pour tirer le vieux club phocéen de sa léthargie. Mais le maire de Marseille est mort avant d'avoir pu « cadavériser » la situation. A l'image de son somptueux quatre mâts qui mouille dans le Vieux-Port, l'homme d'affaires a vite encombré l'horizon.

n'y a jamais personne dans la rue. Moi, je préfère être ici et avoir 16 500 abonnés. »

Que diront ces fidèles si l'OM, battu à Laval le samedi 3 octobre, ne confirme pas le redressement de la Coupe d'Europe ? « Avec tous les millions qui courent sur le terrain, je veux voir du football », clame le supporter, sévère de beau jeu depuis le début du championnat.

Michel Hidalgo prêche la modération : « Pour s'exprimer, les sportifs ont besoin d'estime, d'affection, d'amour même. L'an dernier, le public avait pris en grippe Thierry Laurey, un joueur qui brille actuellement à Montpellier. Le public s'était trompé sur sa valeur. Si nous avons commis des erreurs dans notre recrutement, cette saison, nous les assumerons. Mais il faut une tolérance mutuelle. » A l'impossible, Marseille est-il tenu ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.



Le but de Klaus Allofs contre Leipzig : un remède à la crise ?

« L'OM est un amplificateur phénoménal », déclare Michel Hidalgo. Nous avons voulu le mettre au service de Marseille. Il est dommage qu'on laisse à cet individu la liberté de dégrader l'image de marque de la ville. L'un d'eux, le club avait reçu de la jeune chambre économique locale le trophée de l'entreprise qui a donné le meilleur image de la ville à l'extérieur. Aujourd'hui, les vieux démons ont resurgi. La ville qui gagne est devenue la ville de tous les cancers. »

« Nous sommes venus pour mener une politique à long terme, rappelle Hidalgo. Or on nous juge sur des résultats à court terme. Nous sommes arrivés dans un club prestigieux qui ne possédait pas une pierre, pas un mètre carré. Ni camp d'entraînement, ni siège social, ni bureaux. En un an et demi, les choses ont beaucoup évolué. Même si nous avions été éliminés par Leipzig, notre ligne de conduite n'aurait pas changé. Nous ne voulons pas être des héros dans la victoire. Mais pas non plus des parias en cas de défaite. »

La municipalité lui prête plus de visées politiques que d'argent ? C'est alors la valse des ultimatum sur fond de promesses non tenues par les successeurs de Desferre. « Si la municipalité ne respecte pas tous les engagements pris envers moi, c'est sûr, je pars en fin de saison », disait-il moins d'un an après son élection à la présidence du club (le Monde du 7 février 1987).

Depuis, il a plusieurs fois entonné l'air du « Retenez-moi », et ses déclarations contradictoires soufflent le chaud et le froid sur la Canebière. Un jour, il se lamentait par voie de presse : un club de football ne peut pas gagner de l'argent. « Si j'avais su, je ne serais pas venu à l'OM. » Plus tard, il se ravise : « L'OM dégage un bénéfice d'exploitation. »

« Le foot est devenu fou »

Au fil des mois, son approche du milieu s'est modifiée. Devant l'échec de son système de sponsoring vendant chaque match à un unique annonceur, il a passé un contrat de type classique avec la société ISL Marketing. Du coup, la fête au laser qui ponctuait chaque rencontre à domicile se fait rare. Il a fallu la victoire en Coupe d'Europe pour que les artificiers embrasent à nouveau le ciel du Stade-vélodrome. Il ne s'agit pas uniquement de raisons budgétaires, mais peut-être un peu de la fin d'un état d'esprit.

Toujours aussi passionné lorsqu'il faut voler au secours de son entraîneur insulté par un quidam, ou pour dénoncer d'une formule bien sentie — quitte à se contredire le lendemain — le recrutement de ses techniciens et la qualité de ses joueurs, Bernard Tapie donne l'impression de prendre de la distance avec le ballon rond. « Le foot est devenu fou, disait-il mercredi dans les vestiaires marseillais après la victoire de ses protégés. Un écart minime fait d'un peuple le plus heureux ou le plus malheureux de la Terre. Ce ne sont pas ces moments-là que je préfère. »

Puis soudain, volte-face : il vote à deux mains pour Marseille et ses outrances. « Ici, les bons moments sont vécus plus intensément qu'ailleurs, dit-il. Il faut accepter que les mauvais se soient aussi. Pour être tranquille, il faut aller à Auxerre, à Nancy, à Nancy. Ça monte, ça descend, et il

SURF : les championnats d'Europe

La déferlante française

La France a remporté le titre de championne d'Europe de surf par équipe lors des épreuves qui ont eu lieu du 18 au 27 septembre aux Sables-d'Olonne (Vendée). Grâce aux victoires de Wilfrid Sandford (seniors), Hella Tautin (juniors) et Anne-Gaëlle Hoareau (ondines), les Français dominent l'équipe d'Angleterre et une surprenante équipe israélienne venue sur le circuit.

LES SABLES-D'OLONNE
de notre envoyé spécial

BIEN sûr, les vagues ne sont pas très hautes. Et le ciel chargé de nuages n'incite pas à la baignade en cette fin de septembre subitement hivernale. Pourtant Anne-Gaëlle Hoareau n'hésite pas à courir jusqu'à l'eau en maillot de bain, comme elle le fait sur les plages de l'île de la Réunion. « Chez moi, je surfe presque quotidiennement dans cette tenue, explique la jeune fille, alors je ne peux pas me faire de combinaison : cela me gêne. »

Les quelques spectateurs qui bravent les matinées humides sur les plages des Sables-d'Olonne appréhendent les muscles puissants de la belle enfant blonde s'expriment sans contrainte. Allongée sur sa planche pour aller chercher les vagues, ou chevauchant l'écume, Anne-Gaëlle, la spécialiste des « vagues dures », ravit les juges. Au fil des épreuves de sélection puis lors de la finale, elle accumule les meilleures notes. Grâce à son « roller coaster » impressionnant (figure qui consiste à remonter la vague à la verticale et à la redescendre après avoir effectué un virage en haut, elle a distancé ses compagnes anglaises et israéliennes.

Déjà vice-championne du monde, la Réunionnaise — dix-huit ans — accroche un nouveau titre à son palmarès : une médaille disputée à son habituelle rivale de compétition, une autre Française de Tahiti, Christine Sandford. « Nous nous entendons bien toutes les deux, explique Anne-Gaëlle. Nous travaillons les vagues différemment. Christine est une spécialiste de la glisse, alors que moi j'attaque plus en force. L'idéal

serait de parvenir à fusionner nos deux styles. On pourrait alors rivaliser avec l'Américain Tom Curran. » La jeune fille sourit de cette comparaison audacieuse avec le meilleur surfeur du circuit professionnel.

La recherche de parrainages

Fille d'une institutrice et d'un industriel de Saint-Gilles, une des régions balnéaires de l'île, Anne-Gaëlle a commencé à se tenir debout sur une planche à l'âge de douze ans. Entraînée par son frère, son aîné de trois ans, elle a pris plaisir à passer sous la vague lorsqu'elle déferle, ou à rechercher de la vitesse dans la partie la plus creuse des montagnes d'eau. Le jeu l'amuse. Vite experte dans le déplacement des pieds sur la planche, elle a battu les garçons lors des amicales confrontations du dimanche. « Je n'avais pas l'esprit de compétition jusqu'à quinze ans, mais je me régale chaque fois que j'ai un moment libre, puisque la plage est à 800 mètres de la maison », raconte-t-elle.

Mais, de concours en championnat, la compétition a réussi à accaparer la jeune fille. Pas trop cependant, car les études passent pour elle toujours avant les exploits sportifs. « Je souhaite réussir le baccalauréat pour commencer des études de professeur d'éducation physique. » Cette année, elle ne prévoit qu'un court entracte au mois de février pour aller disputer les championnats du monde à Porto-Rico. D'ici là, elle espère trouver des parrainages qui lui permettent d'acquiescer les trois ou quatre planches de bonne qualité nécessaires pour une telle épreuve.

Une quête difficile, car ce sport est encore jeune et méconnu. « Les insulaires disposent de belles vagues, mais ils ont du mal à se procurer du matériel et à bénéficier d'un encadrement qualifié », remarque Charley Puyo, directeur de l'équipe de France. Il souhaiterait que sa discipline dispose de plus de moyens financiers et de l'aide de conseillers régionaux. « Nous sommes les leaders du surf en Europe, et au niveau mondial nous nous situons derrière les Etats-Unis, l'Australie et l'Hawaï. Des stages, associés à une préparation physique et psychologique, peuvent permettre à l'équipe de France de progresser. » Le patron des Français fait le siège du ministère pour que ses champions obtiennent le statut de sportifs de haut niveau. Il parle déjà professionnellement. Anne-Gaëlle, elle, évoque encore le plaisir que lui procure le travail de la vague le soir, à la sortie du lycée.

SERGE BOLLOCH.

LES HEURES DU STADE

Basket-ball

Championnat de France. — (4^e tour aller). Samedi 3 octobre.

Boxe

Championnat du monde super-plume (WBA). — Samedi 3 octobre à Gravelines (Nord). Brian Mitchell (Afrique du Sud), Daniel Lomas (France). La Cinq à 23 h 30.

Football

Championnat de France de division 1. — Samedi 3 octobre, 13^e journée. Mardi 6 octobre 14^e journée. (Canal + à 20 h 30 Montpellier-Metz).

Hockey sur glace

Championnats de France. — Samedi 3 octobre première journée.

Motocyclisme

Championnat du monde de vitesse. — Grand Prix d'Argentine. Dimanche 4 octobre à Buenos-Aires.

Motonautisme

Six heures de Paris. — Dimanche 4 octobre, départ à 11 h, quai Louis-Briot.

Rugby

Championnat de France. — Dimanche 4 octobre, sixième journée.

Sports équestres

Championnats de France de saut d'obstacles. — Jusqu'au dimanche 4 octobre sur l'hippodrome du Grand-Parquet, à Fontenaybleau.

Volley-ball

Championnats d'Europe. — Jusqu'au dimanche 4 octobre, à Bruxelles (Belgique). (A2, « Samedi Passion », à partir de 15 h, demi-finale France-Suède en différé).

Education

Une affaire Assouline

Les éditoriaux de l'Assouline ont été publiés dans le Monde. L'Assouline a été fondée par Assouline. L'Assouline a été fondée par Assouline. L'Assouline a été fondée par Assouline.

Les pirates de la mer

Les pirates de la mer ont été vus dans le Monde. Les pirates de la mer ont été vus dans le Monde. Les pirates de la mer ont été vus dans le Monde. Les pirates de la mer ont été vus dans le Monde.

La sécurité dans les stades belges

Attention, danger

BRUXELLES
de notre correspondant

PLUS de deux ans après la tragédie du Heysel — trente-neuf morts le 29 mai 1985, lors de la finale de la Coupe d'Europe de football — les stades belges qui accueillent les équipes de première division sont, à quelques exceptions près, dangereux. Telle est la conclusion essentielle de l'enquête réalisée par Test-Achats, une organisation de consommateurs. Mis à part quatre « coupes » décernées aux stades qui ont été aménagés en vue de respecter du mieux les consignes de sécurité, dix autres clubs ont reçu un « carton jaune » — soit un dernier avertissement — et quatre autres un « carton rouge ».

Les enquêteurs de Test-Achats ont passé au crible les différents éléments devant être

pris en compte pour juger de la sécurité sur un stade : encadrants extérieurs et intérieurs, couloirs de sécurité, évacuation du public, revêtement antifeu... Certains stades cumulent une telle quantité de défauts qu'ils apparaissent comme de véritables dangers pour le public. « Rien n'a changé au stade du Heysel, mis à part quelques aménagements de détail. Si les projets de rénovation existent, précises Test-Achats, les fonds manquent, le bourgmestre de Bruxelles et le ministre de l'Intérieur se rejettent la balle. »

Le président de la Fédération belge de football, M. Michel D'Hooghe, a vigoureusement réagi après l'enquête de Test-Achats : « Les efforts consentis par chacun, a-t-il déclaré, pour rénover les installations après le drame du Heysel peuvent être qualifiés de gigantesques. »

J.-A.F.

DU NOUVEAU DANS L'AIR !
5 STATIONS NEIGE
PROPOSÉES DEPUIS L'OUEST ET PARIS

FORFAIT AVION + HÉBERGEMENT 1 SEMAINE

1950 F* AU DÉPART de BREST et NANTES

* du 9 au 23 janvier 88

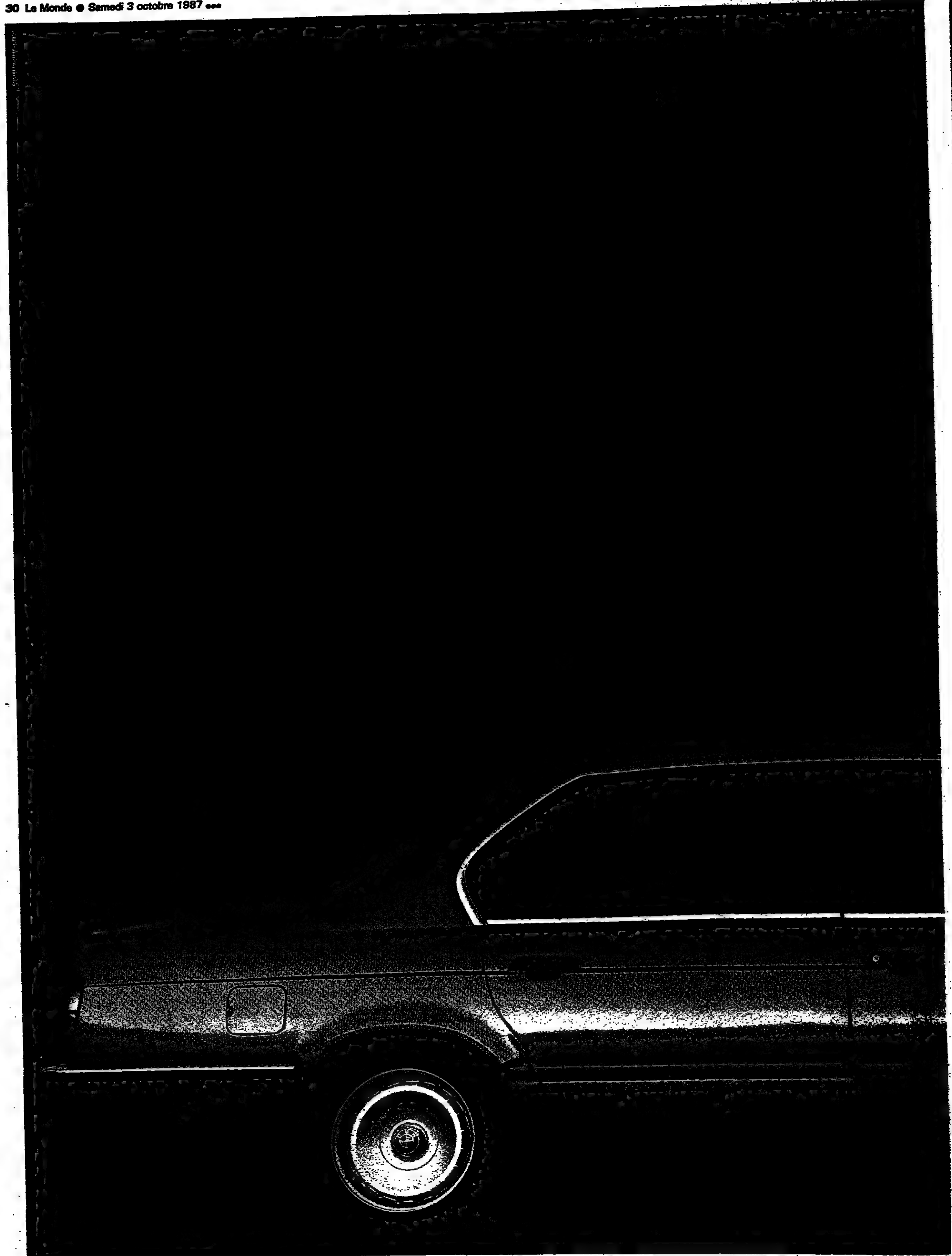
Brochure gratuite sur simple demande
Renseignements Réservations Votre Agence de Voyages
ou TAT 17, rue de la Paix 75002 Paris. Tél. (1) 42.61.82.10

TAT VOYAGES

Sous réserve d'homologation gouvernementale

صكنا من الاصل

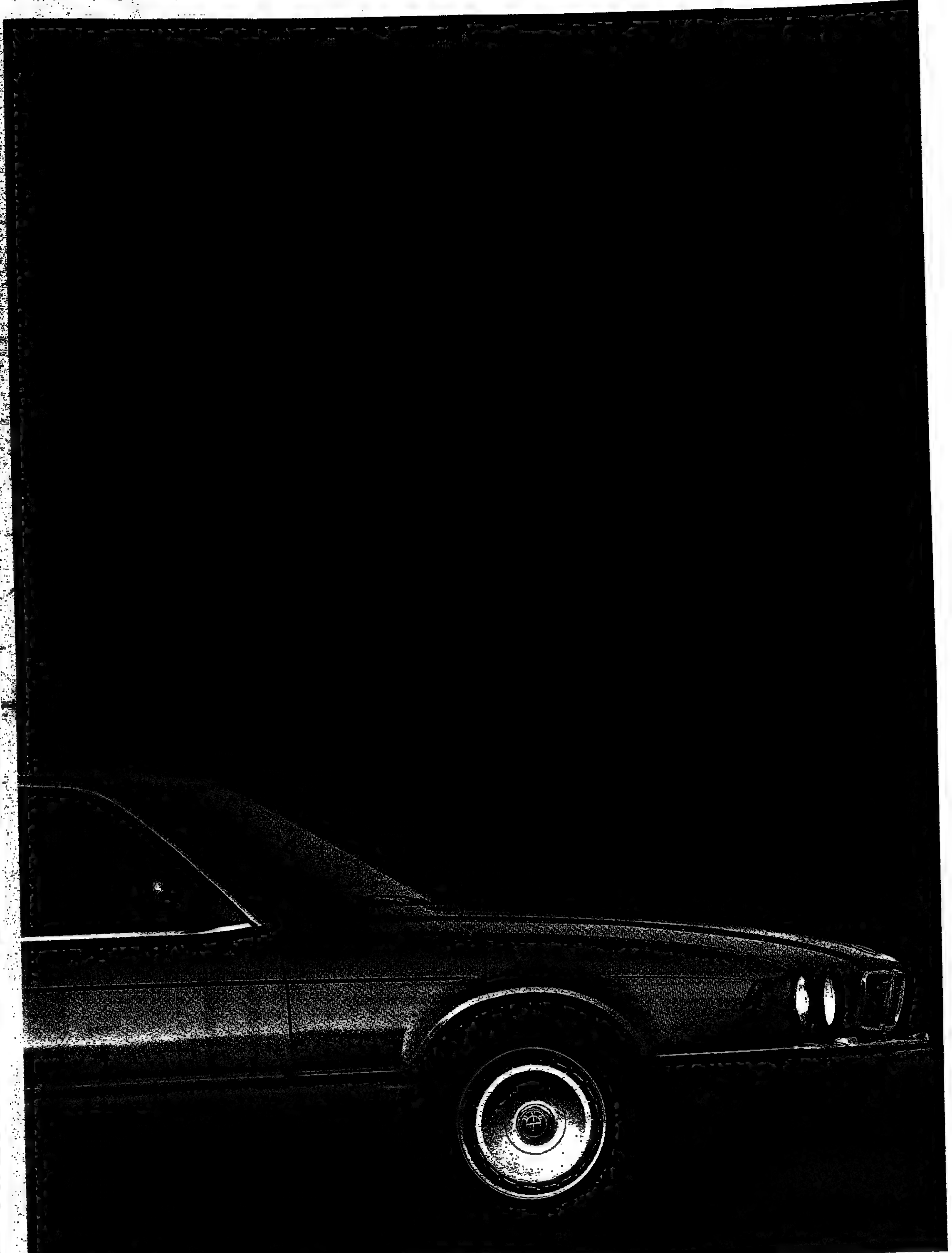
50 كذا من الاعلى



**Jamais
vent n'a sculpté
aussi beau.**

Rares sont actuellement les automobiles qui, par leur caractère exceptionnel, échappent à toute comparaison. Ces automobiles prestigieuses dont les formes sont une promesse de fascination et dont la sculpture évoque à elle seule la puissance.

Longue, large et basse, la nouvelle BMW 750iL a été dessinée par le vent. Avec un Cx de 0,32, les 5 mètres de carrosserie glissent sereinement dans l'air. Sur ses larges appuis, elle voyage dans un univers synonyme de luxe et de calme.



MOTUL partenaire de BMW.

Mais pour BMW l'esthétisme n'exclut pas la sécurité. A côté de la mise en œuvre de longerons, un élément de déformation totalement inédit a été mis au point: "le caisson tampon". Sur le pare-chocs avant, il permet désormais au conducteur de

n'engager aucune réparation sérieuse pour toutes les collisions en deçà de 15 kilomètres/heure. Ne jamais sacrifier l'esthétisme au Cx, supprimer les points névralgiques, galvaniser les pièces soumises à la corrosion; tout cela révèle

un souci du détail qui fait de la 750 IL "la plus belle berline". Avec la 750 IL, le monde de l'automobile s'apercevra très vite que plus rien ne sera jamais comme avant.

750 iL



هكذا من الاجل

Economie

SOMMAIRE

■ Les deux grands groupes britanniques GEC et Plessey vont rapprocher leurs activités de télécommunications afin de renforcer leur position sur le marché mondial. (Voir ci-dessous.)
■ Quatre-vingt-deux caisses régionales sur quatre-vingt-quatre ont accepté de partici-

per au rachat de la Caisse nationale de crédit agricole. Un projet de loi consacrant la mutualisation de la « banque verte » sera discuté à la mi-octobre au Sénat. (Voir ci-dessous.) ■ Le conseil des ministres des Douze n'est pas parvenu à un accord pour présen-

ter au Parlement européen le budget communautaire 1988. (Page 33.) ■ Contrairement à la décision exprimée en juin par le Parlement, les entreprises continuent de procéder à des licenciements plutôt qu'à signer des conventions avec le Fonds national de l'emploi. (Page 33.)

La mutualisation de la « banque verte »

92 caisses régionales sur 94 acceptent de participer au rachat du Crédit agricole

En acceptant à la quasi-unanimité (nos dernières éditions) de soutenir le projet de mutualisation de la « banque verte », les caisses régionales du Crédit agricole ont levé le dernier obstacle avant la discussion du projet de loi au Sénat qui aura lieu à la mi-octobre.

Le secrétaire général de la Fédération nationale de Crédit agricole (FNCA), M. Lucien Douroux, a annoncé, le 1^{er} octobre, que sur les 94 caisses régionales consultées les 29 et 30 septembre, au sujet du projet de mutualisation de la « banque verte », 92 avaient donné un avis favorable à cette opération. Le seul « non » est venu de la caisse de Toulouse, qui, selon M. Douroux, restera partie intégrante du Crédit agricole et continuera de recevoir les avances financières de la Caisse nationale, si elle confirme son refus après le vote de la loi. La caisse régionale de la Moselle devait se prononcer le 2 octobre.

D'après le projet de loi, qui sera discuté vers le milieu du mois au Sénat, la mutualisation de la Caisse nationale de Crédit agricole (CNCA) doit intervenir en deux étapes : en premier lieu, la transformation de la CNCA, établissement public à caractère industriel et commercial, en société anonyme ; ensuite la vente de 90 % du capital de cette nouvelle SA aux caisses régionales, les salariés pouvant acquérir les 10 % restants. Mais la condition préalable à la mise en

œuvre de ce processus reposait sur l'acceptation par 75 % des caisses régionales (70 sur 94) du principe de la mutualisation.

L'accord qu'elles ont signé à une quasi-unanimité, après délibération de leur conseil d'administration, permet au gouvernement d'engager sans risque son projet sur le terrain parlementaire. Le président de la FNCA M. Yves Barsalou, a précisé que la loi de mutualisation devrait être définitivement votée à la mi-novembre.

Clarifier l'horizon

Le 25 septembre, la commission de privatisation, officiellement consultée par MM. Balladur et Guillaumet, respectivement ministre des finances et ministre de l'Agriculture, a, selon les termes de M. Douroux, « clarifié l'horizon ». Si les caisses ignorent combien leur coûtera précisément le rachat de l'organe central de la banque verte, la commission leur a donné un ordre d'idée. En premier lieu, celle-ci a estimé que la situation de l'actif net de la caisse nationale devrait se faire, pour l'essentiel, à partir de ses fonds propres consolidés au 31 décembre 1986, soit 8,1 milliards de francs. Un montant obtenu en additionnant la dotation de l'Etat (489 millions de francs), les réserves consolidées et le résultat de 1986 (7,609 milliards de francs). Décision importante, la commission

n'a pas assimilé la provision d'épargne logement (6,39 milliards de francs) à des fonds propres, en raison de la charge qu'elle représente. La commission a ensuite fixé des critères susceptibles de modifier quelque peu la base de 8,1 milliards : « la complexité des rapports entre la caisse nationale et les caisses régionales » sera ainsi un facteur d'abaissement du prix. « La CNCA est une affaire qui ne peut pas courir toute seule. Sans l'apport [la collecte] des caisses régionales, elle se résout à un département interministériel récent qui a équilibré ses comptes seulement en 1986 et à quelques filiales autonomes », a expliqué M. Douroux.

Deuxième critère mis en avant par la commission de privatisation, la « nature des risques » pesant sur la banque verte devrait aussi influencer le prix de la caisse nationale, qui collecte des fonds sur cinq ans et les prête sur une durée moyenne supérieure à dix ans. Quant à « l'évolution de la situation de la CNCA en 1987 », troisième critère d'évaluation, elle ira sans doute à l'encontre, dans le sens d'une augmentation du prix, les résultats 1987 devant évoluer, selon M. Douroux, comme ceux de l'année précédente (1,55 milliard de francs de bénéfices net consolidés). Si la FNCA se refuse à prévoir le prix définitif de la banque verte une fois la loi votée, elle n'exclut pas de voir la barre fixée légèrement en dessous de 8 milliards de francs. « Les caisses régionales étaient réticentes tant qu'elles n'avaient pas d'éléments sur le

prix », a ajouté le secrétaire général de la FNCA. « Leur adhésion profonde et massive traduit leur volonté marquée d'obtenir une plus grande autonomie vis-à-vis de l'Etat ». Les caisses régionales ont déjà reçu l'autorisation légale d'émettre des certificats d'investissement coparticipatifs et des titres participatifs pour financer le rachat de la CNCA.

Plusieurs questions se posent cependant sur cette opération, qui reste contestée : quelle sera pour les caisses régionales la rentabilité de ce placement, comparée à celle des autres produits offerts sur le marché ? Aucun calcul de rentabilité n'a, à ce jour, été effectué. Or c'est de l'opportunité ou non de cet emploi de leurs fonds propres que dépendra la capacité des caisses régionales à supporter une part du « risque agricole » français. Le problème du « juste prix » de la banque verte, deuxième interrogation, devrait resurgir à la faveur du débat parlementaire. Est-il normal de « sortir » de l'actif net la provision d'épargne-logement, dès lors que celle-ci supporte l'impôt et figure fiscalement dans les réserves du Crédit agricole ? La FNCA s'en tient à l'avis de la commission de privatisation. Du côté de l'opposition, on s'apprête à agiter le thème du « bradage ». « Nous ne doutons pas qu'il y ait encore des débats houleux autour de ce projet », n'a pas caché M. Barsalou.

ÉRIC FOTTONINO.

BILLET

Privatisation : le PS manque le débat

PAR ses outrances, le Parti socialiste, et singulièrement M. Pierre Joxe, est en train de gâcher un débat essentiel pour l'économie française. En dénonçant dans le processus de privatisation le « quinquisme », le « verrouillage » et le « maquillage » du RPR, les socialistes se font sans doute des plaisirs de tribune. Mais, à manquer de nuance et de précision dans ce dossier, ils perdent les bénéfices qu'ils pourraient en attendre.

Où, le RPR, à placer ses hommes, en fait trop. Mais pas partout. Dans l'audiovisuel, la critique porte. Mais, dans l'industrie, mûre, par exemple, Saint-Gobain et son PDG aux « réseaux » de M. Chirac est absurde.

A trop avoir ses attaques sur la « chiraquisation » des rouages économiques et financiers, le PS écarte surtout trop vite ce qui devrait être le cœur de sa cible : la structure du tissu industriel financier qu'il convient de mettre en place pour les années 90. Avec les nationalisations, en 1981, la gauche avait choisi un modèle : l'Etat devait être au centre du dispositif. A lui d'être l'actionnaire, le moteur et l'organisateur de la force de frappe des grandes entreprises et des grandes banques. Privatiser était choisir un autre modèle. Lequel ? Répondre « le privé » ne suffit pas, car il en existe beaucoup dans le monde : l'anglo-saxon, où les groupes et leurs technologies ont, schématiquement, la Bourse pour seul censeur ; l'allemand, où les banques sont les « nouveaux durs » de l'industrie au lieu d'être avec les grands Konzerns (conglomérats) ; le japonais, où une poignée de grands trusts dominent en accord avec l'Etat (par l'intermédiaire du MITI).

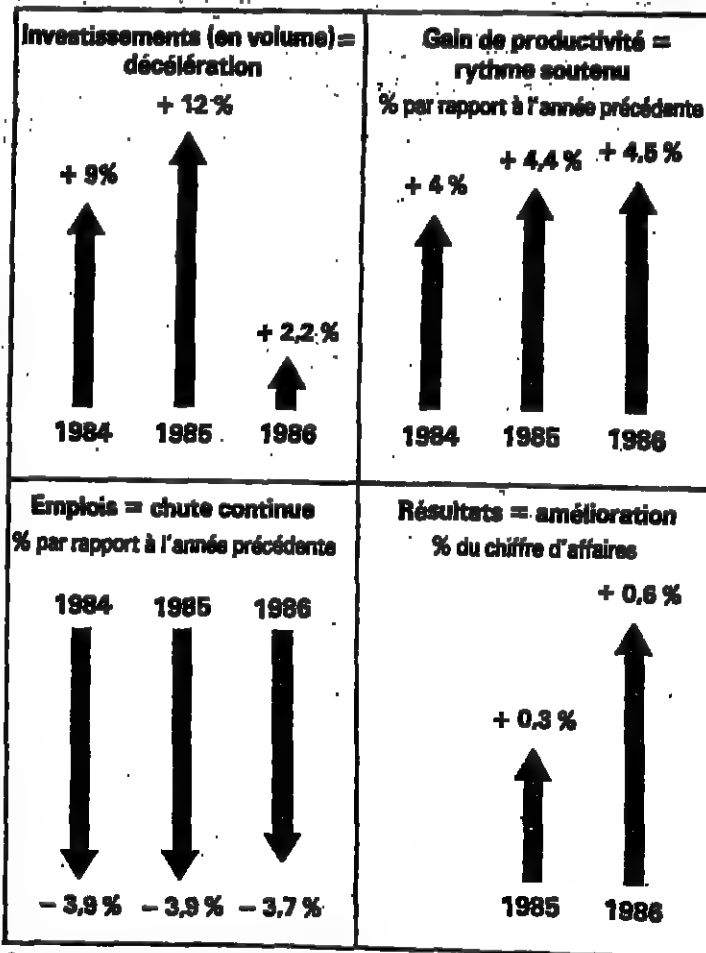
Chaque modèle a ses défauts, et aucun n'est forcément transposable en France. Avant mars 1986, des débats avaient eu lieu à droite. Certains, par exemple, avaient épuisé que les banques soient privatisées d'abord et qu'elles « accablent » ensuite les groupes industriels sous leur protection (un système à l'allemande, en gros). Après la victoire de mars, tout fut confié à M. Balladur. Quel a été son choix ? Il ne s'en explique guère, mais on croit comprendre qu'il fait ce qu'il peut avec les candidats présents, au coup par coup, et de son propre avis en ayant bien du mal.

Dans les faits, il renoue des liens anciens dans ses constitutions de nouveaux durs (par exemple ceux tissés entre la Société générale et la CGE), tout en introduisant de nouveaux venus (le groupe d'assurances AXA) et en évitant, apparemment, de reproduire les deux pôles qui existaient autrefois autour des deux rivaux Suez et Paribas. Pour M. Balladur, le dispositif est provisoire, puisque les présences dans les nouveaux durs dureront cinq ans. Après, ce sera au privé de jouer pleinement, à coups d'OPA. Sans doute. Mais de deux choses l'une. Ou bien les liens tissés dureront en fait au-delà, et c'est M. Balladur qui aura durablement structuré le tissu industriel-financier : avec une logique de court terme : réussir à vendre les groupes. Mais est-ce une bonne chose ? Ou bien ce sera la « guerre sauvage » à l'anglo-saxonne. Mais la France est-elle assez solide pour se le permettre.

Les banques, les assurances françaises ont-elles assez le goût de l'industrie ? Sur ce débat, ce sont les propositions du PS qu'on attend.

ÉRIC LE BOUCHER.

Décélération des investissements en 1986



Selon les premiers résultats de l'enquête annuelle d'entreprise du ministère de l'Industrie, le chiffre d'affaires de l'industrie manufacturière a progressé en 1986 de 2,7 % en francs courants, soit de 1,2 % en volume. Malgré une accélération des résultats nets (+ 0,6 %), et donc des profits, on note une forte décélération des investissements en volume, + 2,2 % contre 12 % en 1985.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
MICROS, LOGICIELS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

DOSSIER MACINTOSH
• LE POINT COMPLET SUR LES PRODUITS MACINTOSH
• LES DERNIÈRES NOUVEAUTÉS DE MAC WORLD

octobre 87

ENTRÉE GRATUITE À APPLE EXPO AVEC CE NUMÉRO

ÉNERGIE

Pour compenser la baisse des commandes de centrales

Framatome veut doubler ses activités de services nucléaires

Répondant aux propos tenus dans nos colonnes (Le Monde du 30 septembre) par M. Pierre Delaporte, président d'EDF, qui souhaite un ralentissement aussi fort que possible du rythme de commandes de centrales nucléaires, M. Jean-Claude Lévy, président de Framatome, le constructeur de chaudières, a déclaré, dans l'Echos, qu'« EDF devrait comprendre qu'il faut nous confier le maximum de services dans l'entretien des centrales ». Rappelant que, à moins de deux tranches nucléaires par an, Framatome ne peut pas s'en sortir (le rythme actuel est inférieur à un réacteur par an), M. Lévy souhaite ainsi compenser la baisse d'activité liée à la construction des centrales par un doublement des activités de maintenance et de service (1 milliard de francs en 1986), jusqu'ici largement assurées par EDF elle-même.

Répondant également au président d'EDF, qui n'avait pas exclu une « révision déclinatoire » des projets sur les surgénerateurs, l'administrateur général du Commissariat à l'énergie atomique, M. Jean-Pierre Capron, dans une interview au Figaro, s'est déclaré « assuré » que la filière à neutrons rapides (surgénérateurs) « a un avenir ». Il précise qu'EDF et le CEA ont décidé de reprendre les études afin de réduire les coûts de ces centrales et que la décision de construire un Superphénix numéro 2, ne sera prise que dans quatre ou cinq ans. « Si nous apportons la démonstration que le surgénérateur est compétitif du point de vue économique ».

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

L'action Suez est mise en vente par l'Etat au prix unitaire de 317 F

L'Etat met en vente 80 % des 61 millions d'actions de la Compagnie financière de Suez au prix unitaire de 317 F, ce qui assigne à ladite compagnie une valeur globale de 19,3 milliards de francs. Sur ces 80 %, 30 % vont à un « noyau stable » d'investisseurs (à un cours majoré de 5 %), 30 % au public, 10 % aux étrangers et 10 % au personnel.

Le prix de 317 F est un peu inférieur aux estimations précédentes, qui le situaient aux alentours de 320 F-325 F. Cette légère minoration du prix d'offre tient compte de la mauvaise tenue de la Bourse de Paris depuis une quinzaine de jours et reflète le désir du Trésor de faire démarrer dans une ambiance favorable

le deuxième grand train de privatisations d'ici à mars 1988.

A 317 F, la Compagnie financière de Suez est proposée à une valeur à peu près équivalente à celle de la Compagnie financière Paribas au janvier dernier. Dans la conjoncture actuelle, il est douteux que la valeur d'équilibre de l'action Suez, lorsque sa cotation sera effectuée au Bourse de Paris, s'élève aux 380 F-390 F que lui assignent les analystes, avec une « prime » comparable à celle dont avait bénéficié Paribas au début de l'année. (500 F cotés contre 405 F à la mise en vente.) Les temps ont changé.

F. R.

Concentration dans les télécoms britanniques

Accord entre GEC et Plessey

Mariage dans les télécoms britanniques : GEC (General Electric Company) et Plessey ont annoncé, le jeudi 1^{er} octobre, leur intention de réunir au sein d'une filiale commune à 50/50 leurs activités dans les télécommunications. Cette opération, nouvelle illustration des concentrations en cours dans l'industrie mondiale du téléphone, donnera naissance à un groupe qui pèsera 12 milliards de francs de chiffre d'affaires et occupera le septième rang mondial dans les télécoms publics.

GEC et Plessey se connaissent bien : en décembre 1985, le premier - numéro un britannique de l'électronique et de l'électronique avec 52 milliards de francs de chiffre d'affaires - avait lancé une offre publique d'achat (OPA) sur le second, les deux anglais des télécommunications avec 14 milliards de francs de chiffre d'affaires. Six mois plus tard, l'opération capotait cepen-

Dans ce secteur, GEC et Plessey n'ont pas rencontré jusqu'ici le succès escompté avec le central téléphonique numérique « system X », qu'ils ont développé conjointement depuis 1977. Ce matériel n'a pas percé à l'exportation. En outre, sur le marché national, British Telecom - l'opérateur aujourd'hui privatisé - fait appel au suédois Ericsson (allié à l'anglais Thorn) pour introduire un second central téléphonique sur son marché.

Aujourd'hui, le suédois occupe près de 15 % du marché britannique des centraux publics. Les industriels britanniques, trop modestes et technologiquement « endormis », se devaient donc de réagir.

Toutefois, même si leur fusion (qui demandera encore quelques mois de discussions) leur permet d'augmenter leur taille, les deux groupes restent encore loin des géants mondiaux du téléphone comme l'américain ATT ou le français Alcatel NV. L'allemand Siemens ou le canadien Northern, qui pèsent deux, trois, voire cinq fois plus qu'eux. A l'instar des Italiens, qui viennent de rapprocher Telettra et Italtel, GEC et Plessey ne font pas encore partie du club des grands des télécoms mondiaux assurés par leur taille de rester dans la course technologique leur oncleuse qui se déroulera d'ici à la fin du siècle.

FRANÇOISE VAYSSÉ.

هكذا من الأصل

Economie

SOCIAL

Les négociations sur l'assurance-chômage

Les partenaires sociaux se préoccupent des missions de l'UNEDIC

Lors de la première séance de négociation sur l'assurance-chômage, le 1^{er} octobre, les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur la conduite des discussions. Une seule surprise : la satisfaction de la CFTC, de la CFDT et de la CGC, il sera également question du rôle « actif » de l'UNEDIC dans la politique de l'emploi. Et les partenaires sociaux se sont mis d'accord sur la simple assurance, même gérée par l'Etat, les négociations vont se préoccuper des missions de l'UNEDIC.

L'orientation retenue a pour autre avantage de renforcer la cohésion face à l'Etat. L'importance du chômage, le poids du traitement social justifient que l'on fasse appel aux fonds publics, soulignent les syndicats et le patronat. La respon-

sabilité de l'Etat doit être engagée. FO, plus exigeant sur ce point, estime que « la part de l'Etat est tout à fait insuffisante » et que celui-ci doit donc « intervenir davantage ».

Si une démarche est effectuée rapidement pour obtenir un réajustement de la dette, il faudra ensuite demander une contribution « de la collectivité nationale » pour le financement. Mais il faut d'abord faire le ménage chez soi, maintient le CNPF. « Je ne suis pas décidé à jouer les bourgeois de Calais », a dit M. Pierre Guille (CNPF). « Nous n'aurions rien et la bouffe en plus », a-t-il ajouté, si la demande intervenait trop tôt. Le 27 octobre, lors de la deuxième séance, les partenaires sociaux préciseront leur tactique.

Un amendement oublié

Quelques semaines après sa mise en application, on est en droit de s'interroger sur l'efficacité de l'amendement déposé par le député Jean-Pierre Delalande (RPR). Adopté en juin dernier par les parlementaires, l'amendement visait à obliger les employeurs à verser à l'UNEDIC l'équivalent de trois mois de salaire brut quand ils percevaient le licenciement économique d'un salarié de plus de cinquante-cinq ans à la signature d'une convention FNE de préretraite. A la fin du mois d'août, cette disposition n'aurait pas fait entrer 1 franc dans les caisses de l'UNEDIC.

La raison tient à la fois à la manière dont était réglé jusqu'à présent le licenciement des plus âgés et au climat permis qui s'est développé depuis la suppression de l'autorisation administrative de licenciement par la loi de juillet et de décembre 1986.

Après, et d'abord dans les grandes entreprises, qui devaient obligatoirement présenter un plan social, les salariés de plus de cinquante-cinq ans bénéficiaient d'une préretraite accompagnée de la signature d'une convention avec le Fonds national de l'emploi (FNE). L'entreprise et le salarié quittaient ainsi au financement de la for-

mule aux côtés de l'Etat, la personne licenciée renonçant à une partie de ses indemnités.

La disparition de fait du contrôle à l'UNEDIC a permis aux entreprises de tourner la difficulté en faisant bénéficier les salariés de plus de cinquante-cinq ans de l'assurance chômage. De la sorte, non seulement l'entreprise n'avait rien à débours, mais les salariés eux-mêmes touchaient l'intégralité de leurs indemnités de licenciement. En outre, et en vertu de l'article 20 du règlement de l'UNEDIC, ces chômeurs étaient assurés de percevoir au meilleur taux, et jusqu'à l'âge du départ effectif à la retraite, l'allocation à laquelle ils avaient droit.

De 1 600 chômeurs supplémentaires de plus de cinquante-cinq ans qui apparaissent d'entrée dans les comptes de l'UNEDIC, on est passé à un rythme de 2 000 par mois. Coût de l'opération : 2 milliards de francs par an.

C'est dans ce contexte que devait intervenir l'amendement Delalande avant que, le 27 juillet, les partenaires sociaux, responsables par ailleurs du fonctionnement de l'UNEDIC, ne parviennent à un accord. Le raisonnement était sim-

ÉTRANGER

A Luxembourg

Nouveau désaccord sur le budget européen

Pour la première fois, le conseil des ministres de la CEE n'a pu présenter le projet de budget en temps voulu au Parlement européen. Les responsables des Douze chargés du dossier se sont séparés le 1^{er} octobre à Luxembourg sans établir pour 1988 le plan de dépenses qui devait être transmis au plus tard lundi 3 octobre à l'Assemblée de Strasbourg. Toutefois, le traité de Rome (article 175) prévoit un délai de deux mois avant que la Cour européenne de justice puisse être saisie, afin de condamner le conseil pour « carence », résultat qu'avait obtenu en 1985 les députés de la Communauté dans le secteur des transports.

Autrement dit, l'affaire paraît singulièrement bloquée jusqu'au conseil européen de Copenhague (4 et 5 décembre) - dont l'essentiel des travaux sera consacré à l'accroissement des ressources communautaires - même si la présidence danoise a manifesté son intention de soulever la question au cours de la réunion des ministres des affaires étrangères qui se tient les 3 et 4 octobre à Nyborg.

● Cassettes audio-numériques : la commission européenne refuse de pénaliser les importations japonaises. - Plusieurs groupements d'industriels européens s'étant élevés contre les risques de piratage par les nouvelles cassettes audio-numériques (dites DAT), système dominé par les japonais et qui sera bientôt commercialisé par Sony sur le Vieux Continent, la Commission européenne a indiqué, jeudi 1^{er} octobre, qu'elle se refusait à imposer des droits prohibitifs limitant ces importations. Ces mesures « injustifiées » priveraient les consommateurs européens de l'accès à une technologie sophistiquée, précise-t-on à Bruxelles.

En réalité, on savait depuis juillet dernier qu'il existait une minorité de blocage pour s'opposer à l'établissement d'un projet, même « artificiel » pour l'année prochaine. La Grande-Bretagne demande qu'il soit établi un budget à l'intérieur des recettes disponibles. Or, la couverture des dépenses courantes sera supérieure, selon les estimations de la Commission, de 6,3 milliards d'ECU (43,5 milliards de francs). De son côté, l'Allemagne ne veut pas s'engager avant la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement. Pour sa part, la Grèce estime que les crédits envisagés pour les actions sociales et régionales de la CEE (« fonds structurels ») sont largement insuffisants.

Afin d'obtenir l'appui des deux pays méditerranéens - intéressés de la même manière à l'enveloppe destinée aux « fonds structurels » - le Danemark, soutenu par les autres Etats membres, a présenté en pure perte un compromis portant sur un dépassement de 4 milliards d'ECU (27,6 milliards de francs), des disponibilités actuelles des Douze. L'idée des neuf pays favorables à cette solution était de respecter la procédure, en attendant les décisions du sommet de Copenhague.

Si la Communauté ne devait pas disposer, comme c'est probable, au 1^{er} janvier prochain d'un budget en bonne et due forme, la Commission sera conduite à appliquer le régime « des douzièmes provisoires », c'est-à-dire appeler les contributions des Etats membres et effectuer les dépenses au même rythme qu'au cours de l'exercice précédent, ce qui a été fait à plusieurs reprises ces dernières années, notamment pendant les premiers mois de 1987, en raison d'un différend entre le conseil et le Parlement.

MARCEL SCOTTO.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE PARIBAS MÉTROLOGIE INTERNATIONAL

Métrologie International et le Groupe Paribas ont acquis une participation de 49 % (34 % et 15 % respectivement) dans le capital d'International CPU, l'une des principales sociétés de location opérationnelle d'ordinateurs. Créée en 1979 par MM. Blangero, Zagni et Thinet et dirigée par M. Jean-Claude Blangero, International CPU a réalisé sur l'exercice clos le 30 septembre 1987 un chiffre d'affaires consolidé d'environ 320 millions de francs et un résultat net consolidé de l'ordre de 7 millions de francs. La société possède six filiales, dont trois à l'étranger.

International CPU est spécialisée dans la location d'équipements informatiques lourds, principalement de marque IBM, et présente de sérieuses perspectives d'avenir par le dynamisme de ses équipes, la qualité de sa clientèle, ainsi que par l'importance des plus-values latentes sur son parc installé.

Cette opération réalisée à l'initiative du Groupe Paribas s'inscrit entièrement dans la politique d'acquisition de Métrologie International et de Paribas, qui porte sur des sociétés rentables de taille significative (plus de 100 millions de francs de chiffre d'affaires) avec lesquelles il peut y avoir une bonne synergie.

Il en est ainsi de la participation dans International CPU, qui marque l'entrée de Métrologie International dans le domaine de l'informatique lourde.

La journée d'action de la CGT

Des manifestations réussies mais des grèves très limitées

« La combativité continue à grandir », assure le bureau confédéral de la CGT à l'issue de sa journée d'action d'une « ampleur considérable », qui a rassemblé, sous des formes diverses, le jeudi 1^{er} octobre « des millions de salariés ». Cette autosatisfaction de la centrale cégétiste devrait cependant être tempérée. Les arrêts de travail ont coïncidé dans l'ensemble avec les 22 manifestations régionales. Les grèves ont eu un impact modeste, et quasiment nul dans le secteur privé (à l'exception de Creusot-Loire).

La CGT a cependant su occuper le pavé des principales métropoles. A Paris, sa manifestation était de bonne tenue (100 000 participants selon elle, 17 000 selon la police) même si l'on avait vu peu moins de manifestants que lors de sa précédente journée d'action le 14 mai dernier. Les salariés du secteur public, comme à l'accoutumée, étaient massivement présents dans le cortège, où on remarquait une délégation du PCF, très applaudie, conduite par MM. Georges Marchais et André Lajoinie. En province, la CGT aligne des chiffres impressionnants.

Ce « nouvel élan pour la lutte », selon la formule de M. Krasucki est cependant d'une ampleur très inégale. Dans le secteur public, la participation aux mots d'ordre de grève a été plutôt faible : 6 % chez les fonctionnaires selon le ministère (contre 10 % le 14 mai dernier), 25 % à EDF (40 % selon la CGT, qui annonce une nouvelle action pour le 8 octobre), 15 % à la SNCF (20 % chez les agents à conduite) mais 100 % chez les dockers. Pour les usagers, les perturbations ont été globalement limitées. Dans l'ensemble des usines Renault, la direction a recensé 7,3 % de grévistes. Quant au secteur privé, il est resté pour l'essentiel à l'écart de cette journée.

Même si la CGT ne peut s'adonner au triomphalisme - ce qu'elle évite, - cette journée n'est donc ni un échec ni un « non-événement ». Elle lui permet d'entretenir la pression. La prochaine étape sera, comme on s'y attendait, le 15 octobre, la CGT se joignant à la grève des fonctionnaires.

MICHEL NOBLECOURT.

ALTERNATIVES ECONOMIQUES N° 50 OCTOBRE

SÉCURITÉ SOCIALE L'asphyxie ?

Les comptes et les enjeux de la solidarité

Je m'abonne à ALTERNATIVES ECONOMIQUES

☐ 10 n° par an (120 F) ☐ 10 n° par an + 2 suppl. (170 F)

Nom

Adresse

Renvoyer (règlement joint) à ALTER-ECO - 12 rue Chaignot 21000 Dijon

DANS VOTRE BHV

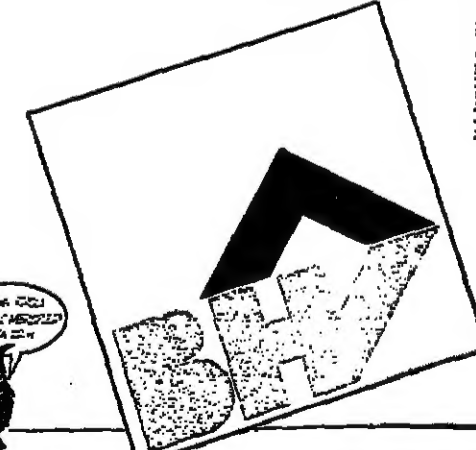


DU 28 SEPTEMBRE AU 17 OCTOBRE 1987

-20%
SUR TOUTES LES
ARMOIRES
DE RANGEMENT
(rayons meubles et chambres)

Livraison et montage gratuits Paris et proche banlieue à partir de 1000 F d'achats.

AU BHV RIVOLI : 130 MODELES D'ARMOIRES DE RANGEMENT EN PRESENTATION.



RIVOLI/BELLE-ÉPINE/CRÉTEIL

هكذا من الاصل

Marchés financiers

Projet d'unification du MATIF et de la Bourse de commerce

En annonçant le 1^{er} octobre la mise en place d'un processus d'unification entre la Bourse de commerce de Paris (où sont cotés les robustes et le cacao d'Afrique, ainsi que le sucre blanc) et le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), le ministre de l'économie, M. Balladur, a posé les conditions d'un changement de dimension des marchés à terme français de marchandises.

A sa création en février 1986, le MATIF fut placé entre les mains des agents de change spécialistes des valeurs, puis des banquiers. A leur grand dépit, les commissionnaires agréés près la Bourse de commerce, spécialistes des opérations à terme, avaient été tenus à l'écart de cette nouveauté. Les pouvoirs publics restaient méfiants vis-à-vis d'une profession ternie par les pratiques répréhensibles à l'égard de leur clientèle de quelques-uns de ses membres. Cette réserve était un obstacle au développement des professionnels. Les commissionnaires agréés ne pouvaient opérer sur le MATIF pas plus qu'un intervenant sur le marché des « Financial Futures » (1) ne pouvait se risquer sur un lot de cacao.

La réforme entreprise tend à lever toutes les barrières pour recomposer une profession homogène d'intervenants généralistes sur les marchés à terme, tant de marchandises que de produits financiers.

Concrètement, les adhérents du MATIF pourront désormais négocier des contrats de marchandises, et les commissionnaires agréés auront la possibilité d'accéder « au statut de courtiers négociateurs de contrats financiers », en cours d'élaboration. En outre, la fiscalité appliquée aux contrats sur marchandises, qui était jusqu'ici calculée sur la base de l'impôt sur le revenu, fera l'objet d'une harmonisation avec le régime en vigueur sur le MATIF (16 % sur les contrats à court terme, 33 % sur les contrats à long terme). Cette modification est susceptible de réveiller l'intérêt des particuliers pour ce type de placements, à condition que la profession du jeu d'une moralisation nécessaire et renforce ses fonds propres.

En mars 1987, la COMT (Commission des marchés à terme) avait exigé que les fonds propres des commissionnaires soient portés de 1 à 3,5 millions de francs d'ici à mars 1988, puis à 7,5 millions de francs ultérieurement. La réforme annoncée va accélérer cet impératif, les intervenants au MATIF devant justifier de 7,5 millions de francs de fonds propres et disposer comme garantie de 20 millions de francs supplémentaires. Une telle exigence incitera probablement les commissionnaires à se « marier » avec des banquiers ou des maisons de courtage françaises ou étrangères.

Réunis sous une seule autorité, celle du conseil des marchés à terme (qui contrôle actuellement le MATIF), les marchés à terme français devraient très vite proposer de nouveaux produits. On parle ainsi de Fonds communs sur les matières premières et d'un contrat sur l'or (par lots de cent onces) qui seraient lancés sous la coupole de la Bourse de commerce, où le MATIF pourrait émettre, faute de place au palais Brongniart.

E. F.

(1) Produits financiers à terme.

● Deux établissements bancaires mutualistes lyonnais, le Crédit mutuel et la Caisse d'économie du Sud-Est, ont enregistré des pertes significatives sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers), qui les pousse à accélérer leur processus de rapprochement avec le Crédit mutuel d'Alsace-Lorraine-Franche-Comté.

Ces deux banques, dont la direction financière est commune, ont perdu des sommes importantes en spéculant sur le MATIF, à tel point que leur compte d'exploitation devrait être déficitaire.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 30 septembre 1987 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a arrêté de la façon suivante les comptes non audités du 1^{er} semestre 1987 (en millions de francs) :

Comptes consolidés	1 ^{er} semestre 1987	1 ^{er} semestre 1986	Variation (en %)
Chiffre d'affaires net	5 360	5 830	(8,1)
Bénéfice net	349	336	3,9
Situation nette (au 30 juin)	4 473	3 789	18,1

La répartition des chiffres d'affaires et des résultats entre les secteurs d'activité est la suivante :

	Chiffre d'affaires		Résultat net	
	1 ^{er} semestre 1987	1 ^{er} semestre 1986	1 ^{er} semestre 1987	1 ^{er} semestre 1986
Transport aérien	2 601	2 816	92	346
Transport maritime et terrestre et croisières	1 245	1 685	48	(117)
Produits de consommation et industriels	1 514	1 332	92	59
Non opérationnel	—	(3)	117	48
Total consolidé	5 360	5 830	349	336

Le chiffre d'affaires du transport aérien, en diminution de 7,6 %, est affecté par la baisse des tarifs passagers, et surtout fret, sur les destinations africaines de l'UTA et bénéficie par contre de l'augmentation de l'activité dans le Pacifique et vers les États-Unis. La diminution du résultat net s'explique ainsi par le fait que le premier semestre 1986 avait enregistré d'importantes plus-values sur la vente d'un Boeing 747 cargo. Afin de remplacer à terme ses DC 10, UTA a, en juin 1987, passé la commande ferme de six Airbus A 340 et pris une option sur six appareils supplémentaires.

Le transport maritime et terrestre et croisières dégage des résultats positifs. Un accord important a été signé entre Chargeurs réunis et divers partenaires, notamment les armateurs japonais Mitsui et K-Line, pour la constitution d'un consortium opérant la ligne Extrême-Orient/Côte occidentale d'Afrique. De plus Chargeurs réunis a bénéficié de l'impact de la cession de ses droits confidentiels entre l'Europe et l'Extrême-Orient. Le retrait des activités de transport de vrac a fait disparaître les lourdes pertes qui avaient grevé l'exercice 1986. Causse-Walton et ses filiales ont continué de se développer.

Dans le secteur produits de consommation et industriels, toutes les branches ont été bénéficiaires. L'amélioration des résultats a été particulièrement marquée pour les produits celluloseux (Sponex). Elle résulte aussi de l'intégration en 1987 dans les comptes des résultats du Textile Delcor et de ses filiales. La branche canolisement du textile et emballage a réalisé de très bonnes performances.

Le résultat consolidé du 1^{er} semestre 1986 enregistrait des provisions importantes sur l'audiovisuel pour le lancement de France 5. En 1987, la charge de ces provisions a été limitée. Chargeurs a créé la société Chargeurs Image dont l'objet est l'acquisition de droits audiovisuels et a pris une participation de 50 % dans la société Reun Production, animée par Claude Berri.

Comptes société mère	1 ^{er} semestre 1987	1 ^{er} semestre 1986
Bénéfice net	19	40

L'importante amélioration du résultat intermédiaire s'explique par la réduction considérable des provisions, principalement dans le secteur maritime.

En cours de cette réunion, le Conseil a pris acte des démissions de leurs postes d'administrateurs de MM. Renaud Gillet et Gerald Long.

Jérôme Seydoux a fait le point des conversations engagées avec M. Christian Derville au sujet de la prise de participation dans Prouvost SA : il a confirmé la volonté de Chargeurs SA de traiter le problème de Prouvost SA sur un plan strictement industriel et, à cet effet, de rechercher un accord avec M. Christian Derville. Le conseil d'administration a exprimé sa pleine et entière adhésion à cette stratégie.

Jérôme Seydoux a insisté sur la volonté de Chargeurs SA de développer l'activité d'UTA et a confirmé que UTA et Chargeurs SA détiennent ensemble 28 % du capital d'Air Inter. Les comptes de cette société seront donc consolidés par équivalence avec ceux de Chargeurs SA au cours du second semestre 1987.

Enfin, il se confirme que le bénéfice net consolidé de l'exercice 1987 devrait être supérieur à celui de 1986.

NEW-YORK, 1^{er} oct. ↑

Bonne conduite

Début de trimestre en net progrès à la Bourse de New-York : Wall Street vient, en effet, d'enregistrer, jeudi, sa hausse la plus importante en un mois. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles a franchi la barre des 2 600 en son début de séance, pour terminer à 2 639,20. Cette progression de 42,92 points l'inscrit dans la lignée des bonnes résolutions trimestrielles des investisseurs, traditionnellement schématisées en fin de cycle. Quelque 194 millions d'actions ont été échangées, contre 183 millions la veille. Le nombre des hausses a dépassé celui des baisses : 1 019 contre 513 et 442 titres ont été inchangés.

La bonne conduite du marché est liée à deux éléments encourageants : d'une part, les propositions de James Baker visant à lier les monnaies et les marchés financiers ont été favorablesment reçues et, d'autre part, les investisseurs accueillent avec optimisme les rapports du troisième trimestre que les entreprises américaines commencent à publier. Cependant, l'évolution à la hausse des taux d'intérêt a suscité des prises de bénéfices sporadiques au cours de la séance.

Parmi les valeurs les plus actives au Stock Exchange, on trouve National Semi-Conductors, avec 2,76 millions de titres échangés, IBP Inc. (2,46), Union Carbide (2,33) et IBM (1,66).

VALEURS	Cours du 30 sept.	Cours du 1 ^{er} oct.
Alcoa	81 5/8	82 1/4
Allegis (ex-UAL)	100 3/8	101 1/2
A.T.T.	32 3/4	34 3/4
Boeing	30 3/4	31 1/4
Chas. Manhattan Bank	39 5/8	39 3/4
Du Pont de Nemours	118 1/8	120 1/8
Eastman Kodak	101 7/8	102 3/4
Exxon	48 3/4	48 5/8
General Motors	37 7/8	38 1/8
IBM	111 1/2	112 1/8
General Motors	83	84
Goodyear	71 5/8	72 1/4
IBM	102 1/4	103 1/8
A.T.T.	62 1/8	63 1/2
Intel Corp.	48 1/8	48 3/4
Johnson & Johnson	60 1/2	61 1/4
Merck & Co.	48 3/4	48 7/8
Union Carbide	28 1/8	28 3/4
U.S. Steel	73 1/4	74 1/2
Westinghouse	72 1/4	73 1/8
Yates Corp.	79	79 5/8

LONDRES, 1^{er} oct. ↑

La vague des OPA

La progression des valeurs, due aux déclarations du chancelier Nigel Lawson devant le FMI et à une certaine spéculation, s'est maintenue, en fin de séance jeudi, au Stock Exchange. L'indice FT des valeurs industrielles a clôturé en hausse de 1 860,9 points. Une fois encore, la séance a été dominée par les succès des OPA. Ainsi, le groupe suédois Beriofford gagnait 72 pence à 421, après l'annonce du lancement d'une offre publique d'achat de 767 millions de livres par Associated British Foods. Cela a provoqué, fortement après que la compagnie pétrolière British Oil, associée au conglomérat norvégien SHV Holdings, ait dévoilé ses projets de rachat. La cotation des actions de la Banque d'affaires Hill Samuel a été suspendue dans l'attente du lancement d'une OPA, qui pourrait être conduite par le groupe TSB (Trustee Savings Bank). Enfin, le groupe financier néo-zélandais Equicorp a réussi à acquiescer plus de la moitié des actions de Guinness Peat. L'OPA sur cet établissement financier avait été lancé voici plus d'un mois, mais s'était éteint à M. Robert Maxwell, qui avait alors souhaité en prendre également le contrôle. Ce dernier y a renoncé, mais a réussi à constituer une participation de près de 15 %.

FAITS ET RÉSULTATS

● Rolls Royce : revente forcée de 100 millions de livres de titres. — La société britannique a annoncé, jeudi 1^{er} octobre, que 100 millions de livres d'actions doivent être vendus d'ici deux mois. Les investisseurs étrangers ont acquis 21 % du capital, alors que la limite fixée par le gouvernement était de 15 % pour les actionnaires britanniques. Tous les actionnaires étrangers ayant souscrit après le 14 septembre devront donc revendre leurs parts. S'ils refusent, Rolls Royce a le pouvoir de donner instruction à son courtier Hoare Govett de réaliser la vente.

● Beriofford : rejet de l'OPA lancée par Associated British Foods. — La direction du groupe britannique Beriofford, spécialisé dans le courtage des matières premières et le sucre (par sa filiale British Sugar), a rejeté, jeudi 1^{er} octobre, l'offre de 767 millions de livres (17,6 milliards de francs) lancée, dans la matinée, sur son capital par le groupe alimentaire britannique Associated British Foods (ABF). ABF possédait déjà 23,7 % de Beriofford et offre 400 pence comptant par action (à comparer à un cours de 425 pence jeudi à la Bourse de Londres).

● Lucas : vers un accord avec Fiat dans les alternatives. — Le groupe britannique Lucas Industries devrait annoncer prochainement un accord avec Magneti Marelli, filiale

PARIS, 2^e oct. ↑

Légère hausse

La nervosité était de mise en cette fin de semaine à la Bourse de Paris. Stimulée par la performance de Wall Street, la tendance s'inscrivait à la hausse dès les premières transactions du matin. Lors de la séance officielle, l'indice officiel a chuté de 0,24 %, après avoir ouvert à + 0,46 %. Ce réajustement est dû en bonne partie aux prises de bénéfices des investisseurs. Ces derniers, profitant de toute hausse, ont aussi minima soit-elle, pour vendre quelques titres. Sur le MATIF, la situation était très contrastée. Si certains contrats, comme ceux de décembre et de mars, se reprennent pour enregistrer une légère hausse, les échéances de juin et septembre étaient, pour leur part, toujours en retrait.

Les intervenants attendaient avec intérêt de connaître le prix de l'offre publique de vente de la Compagnie financière de Suze et surtout la composition du noyau dur d'actionnaires. Parmi les titres à la hausse, le vedette restait une fois encore à Prouvost avec, à un moment, un gain de plus de 15 %. Les deux protagonistes continuent-ils à conforter leurs positions, ou s'agit-il d'un simple mouvement de spéculation sur un marché extrêmement étroit ? Parmi les autres valeurs une hausse figurait De Dietrich, Havas, Marillat et Euro-marché, au plus haut de l'année. A la baisse, encore et toujours les valeurs financières, comme Midland ou Paribas de réajustement.

Fermoté de la Compagnie du Midi, qui possède 7 % du capital de Equi et Law.

D'autre part, Indosuez a annoncé qu'elle détenait 56,08 % de l'Union financière de France (UFF). Quant au GEPA (Groupe européen de produits alimentaires), il a informé la Compagnie des agents de change qu'il détenait 26,06 % du capital d'Olda Caby. Enfin, le coupon des actions de la Compagnie financière de Suze a été suspendu dans l'attente de son transfert du marché hors coté au second marché.

TOKYO, 2^e oct. ↑

Alternance à la hausse

Hausse, baisse, la Bourse de Tokyo alterne chaque jour. Vendredi, l'indice Nikkei a gagné 140,71 yens, pour s'établir à 25 862,45. La veille, il avait perdu 289,14 yens, c'est-à-dire si le marché japonais est irrégulier. De son côté, l'indice général a progressé de 5,86 points à 2 144,19, après avoir connu une baisse de 0,6 point en milieu de séance par rapport à la clôture de jeudi.

Les valeurs préférées ont été les textiles, les chimiques et les pâtes à papier en liaison avec la fermeté du marché des matières premières. Celles délaissées, en revanche, concernaient essentiellement le secteur électrique et les valeurs financières, celles de l'Industrie Électrique et Sumitomo Bank. Environ 450 millions de titres ont été échangés.

VALEURS	Cours du 1 ^{er} oct.	Cours du 2 ^e oct.
Alcoa	82 1/4	82 1/4
Boeing	31 1/4	31 1/4
Chas. Manhattan Bank	39 3/4	39 3/4
Du Pont de Nemours	120 1/8	120 1/8
Eastman Kodak	102 3/4	102 3/4
Exxon	48 5/8	48 5/8
General Motors	38 1/8	38 1/8
IBM	112 1/8	112 1/8
General Motors	84	84
Goodyear	72 1/4	72 1/4
IBM	103 1/8	103 1/8
A.T.T.	63 1/2	63 1/2
Intel Corp.	48 3/4	48 3/4
Johnson & Johnson	61 1/4	61 1/4
Merck & Co.	48 7/8	48 7/8
Union Carbide	28 3/4	28 3/4
U.S. Steel	74 1/2	74 1/2
Westinghouse	73 1/8	73 1/8
Yates Corp.	79 5/8	79 5/8

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours	Dernier cours	VALEURS	Cours	Dernier cours
AGP SA	1200	1200	Marcegaglia	430	405
Alcatel	480	480	Marcegaglia	307	318 30
Alcatel	470	470	Marcegaglia	199 90	195
A.S.C.	815	815	Marcegaglia	275	275
B. Dumas & Assoc.	780	780	Marcegaglia	230	215
B.C.M.	940	940	Marcegaglia	890	890
B.P.	525	550	Marcegaglia	325	330
Bouffard Technologies	1050	1050	Marcegaglia	725	741
Bull	734	734	Marcegaglia	401	400
Châles de Lys	1140	1105	Marcegaglia	480	480
Colson	280	280	Marcegaglia	237	235
Compt. Ind.	2100	2200	Marcegaglia	461	461
C.D.M.E.	1037	1000	Marcegaglia	388	385
C. Equip. Elec.	308	308	Marcegaglia	1275	1320
C.E.G.I.D.	1115	1125	Marcegaglia	1595	1690
C.E.G.E.P.	211 20	214	Marcegaglia	210	210
C.E.P.-Commissaires	1300	1310	Marcegaglia	285	280
C.F.I. International	740	720	Marcegaglia	890	890
Compt. Châles	638	638	Marcegaglia	1590	1690
C.N.I.L.	370	380	Marcegaglia	1300	1310
Concept	238	235 80	Marcegaglia	340	340
Confinance	802	815	Marcegaglia	1050	1050
Dallas	270	270	Marcegaglia	1050	1050
Daphin O.T.A.	2280	2285	Marcegaglia	1010	1010
Dassault	2075	2000	Marcegaglia	187	187
Dassault	851	874	Marcegaglia	588	588
Dassault O.T.A.	250	250	Marcegaglia	388	387
Edison	800	800			
Elyon Invest.	25	35			
Euro	800	800			
Filipini	825	801			
Genetec	1000	999			
Genetec	1000	970			
I.C.C.	258	258			
I.G.A.	210	201			
I.G.F.	180	180			
I.N. International	213	220			
I.N. International	255	255			
La Compagnie des	545	521			
La Compagnie des	255	255			
La Compagnie des	250	250			
La Compagnie des	225	245			

MINITEL

La gestion en direct
de votre portefeuille personnel
36.15 Tapez LEMONDE
puis BOURSE

MARCHÉ DES OPTIONS NÉGOCIABLES
le 1^{er}-10-87 à 14 heures

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
		Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.
		dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier	dernier
Lafarge Cop. ...	1700	113,8	158	—	—	86	100	—	—
Paribas ...	440	16,9	30	40	—	21	28	—	—
Pengoot ...	1550	112	180	230	—	75	102	—	—
Thomson-CSF	1200	109	160	195	—	29,5	—	74	—

MATIF	
Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 1 ^{er} oct. 1987	
Nombre de contrats :	

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Juin 88	Sept. 88
Dernier	95,30	94,85	94,90	94,75
Précédent	95,60	95,15	94,85	95

MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 1^{er} oct. 1987
Nombre de contrats :

COURS	ÉCHÉANCES			
	Déc. 87	Mars 88	Sept. 88	Sept. 88
Dernier	95,30	94,85	94,90	94,75
Précédent	95,60	95,15	94,85	95

INDICES

CHANGES

Dollar : 6,1280 F ↓

Le dollar baissait légèrement en fin de semaine cotant 6,1280 F contre 6,13 F environ la veille. Sur le MATIF, la tendance était, à nouveau, à la baisse.

FRANCFORT 1^{er} oct. 2 oct.

Dollar (en DM) .. 1,842 1,848

TOKYO 1^{er} oct. 2 oct.

Dollar (en yen) .. 146,58 146,25

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (2 oct.) .. 73/7-1/2

New-York (1^{er} oct.) .. 73/4 5

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31 déc. 1986)

Valeurs françaises .. 101,2

Valeurs étrangères .. 134,7

C^o des agents de change (Base 100 : 31 déc. 1981)

Indice général .. 410,4 407,7

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

30 sept. 1^{er} oct.

Industrielles .. 2996,28 2639,28

LONDRES (Indice « Financial Times »)

30 sept. 1^{er} oct.

Industrielles .. 1853,7 1848,9

Mines d'or .. 453,1 444,9

Fonds d'État .. 85,55 85,72

TOKYO

1^{er} oct. 2 oct.

Nikkei Dow Jones .. 2572,74 2582,45

Indice général .. 2108,33 2144,19

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		TROIS MOIS		SEIZ MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
S.E.U.	6,1380	6,1330	- 10	+ 5	- 11	+ 5	- 38	+ 50
S. can.	4,6825	4,6800	- 7	- 53	- 154	- 118	- 448	- 353
U.S. (100)	1,5150	1,5100	- 10	- 15	- 151	- 254	- 692	- 770
France	3,3335	3,3305	+ 95	+ 110	+ 181	+ 127	+ 503	+ 646
Belg. (100)	2,9085	2,9015	+ 57	+ 67	+ 112	+ 127	+ 363	+ 465
Gr. B. (100)	16,0600	16,0125	+ 141	+ 212	+ 303	+ 432	+ 1180	+ 1590
S. 100	1,5500	1,5400	- 10	- 15	- 173	- 208	- 792	- 784
U.S. (1 000)	4,6100	4,6200	- 172	- 118	- 473	- 298	- 1048	- 778
	9,9550	9,9600	- 725	- 182	- 425	- 368	- 968	- 726

Marchés financiers

BOURSE DU 2 OCTOBRE

Cours relevés
à 14 h 56

Règlement mensuel										
Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Comptant	VALEURS	Cours	Précéd.	
1082	A.S. 1973	1082	1081	1081	+ 0.01	122	Alcatel	122	120	+ 0.17
1105	C.N.E. 3%	1105	1104	1104	+ 0.01	225	Chemin de fer	225	224	+ 0.45
1106	C.N.E. 4%	1106	1105	1105	+ 0.01	226	Chemin de fer	226	225	+ 0.44
1129	C.N.E. 5%	1129	1128	1128	+ 0.01	227	Chemin de fer	227	226	+ 0.44
1271	C.N.E. 6%	1271	1270	1270	+ 0.01	228	Chemin de fer	228	227	+ 0.44
1272	C.N.E. 7%	1272	1271	1271	+ 0.01	229	Chemin de fer	229	228	+ 0.44
1273	C.N.E. 8%	1273	1272	1272	+ 0.01	230	Chemin de fer	230	229	+ 0.44
1274	C.N.E. 9%	1274	1273	1273	+ 0.01	231	Chemin de fer	231	230	+ 0.44
1275	C.N.E. 10%	1275	1274	1274	+ 0.01	232	Chemin de fer	232	231	+ 0.44
1276	C.N.E. 11%	1276	1275	1275	+ 0.01	233	Chemin de fer	233	232	+ 0.44
1277	C.N.E. 12%	1277	1276	1276	+ 0.01	234	Chemin de fer	234	233	+ 0.44
1278	C.N.E. 13%	1278	1277	1277	+ 0.01	235	Chemin de fer	235	234	+ 0.44
1279	C.N.E. 14%	1279	1278	1278	+ 0.01	236	Chemin de fer	236	235	+ 0.44
1280	C.N.E. 15%	1280	1279	1279	+ 0.01	237	Chemin de fer	237	236	+ 0.44
1281	C.N.E. 16%	1281	1280	1280	+ 0.01	238	Chemin de fer	238	237	+ 0.44
1282	C.N.E. 17%	1282	1281	1281	+ 0.01	239	Chemin de fer	239	238	+ 0.44
1283	C.N.E. 18%	1283	1282	1282	+ 0.01	240	Chemin de fer	240	239	+ 0.44
1284	C.N.E. 19%	1284	1283	1283	+ 0.01	241	Chemin de fer	241	240	+ 0.44
1285	C.N.E. 20%	1285	1284	1284	+ 0.01	242	Chemin de fer	242	241	+ 0.44
1286	C.N.E. 21%	1286	1285	1285	+ 0.01	243	Chemin de fer	243	242	+ 0.44
1287	C.N.E. 22%	1287	1286	1286	+ 0.01	244	Chemin de fer	244	243	+ 0.44
1288	C.N.E. 23%	1288	1287	1287	+ 0.01	245	Chemin de fer	245	244	+ 0.44
1289	C.N.E. 24%	1289	1288	1288	+ 0.01	246	Chemin de fer	246	245	+ 0.44
1290	C.N.E. 25%	1290	1289	1289	+ 0.01	247	Chemin de fer	247	246	+ 0.44
1291	C.N.E. 26%	1291	1290	1290	+ 0.01	248	Chemin de fer	248	247	+ 0.44
1292	C.N.E. 27%	1292	1291	1291	+ 0.01	249	Chemin de fer	249	248	+ 0.44
1293	C.N.E. 28%	1293	1292	1292	+ 0.01	250	Chemin de fer	250	249	+ 0.44
1294	C.N.E. 29%	1294	1293	1293	+ 0.01	251	Chemin de fer	251	250	+ 0.44
1295	C.N.E. 30%	1295	1294	1294	+ 0.01	252	Chemin de fer	252	251	+ 0.44
1296	C.N.E. 31%	1296	1295	1295	+ 0.01	253	Chemin de fer	253	252	+ 0.44
1297	C.N.E. 32%	1297	1296	1296	+ 0.01	254	Chemin de fer	254	253	+ 0.44
1298	C.N.E. 33%	1298	1297	1297	+ 0.01	255	Chemin de fer	255	254	+ 0.44
1299	C.N.E. 34%	1299	1298	1298	+ 0.01	256	Chemin de fer	256	255	+ 0.44
1300	C.N.E. 35%	1300	1299	1299	+ 0.01	257	Chemin de fer	257	256	+ 0.44
1301	C.N.E. 36%	1301	1300	1300	+ 0.01	258	Chemin de fer	258	257	+ 0.44
1302	C.N.E. 37%	1302	1301	1301	+ 0.01	259	Chemin de fer	259	258	+ 0.44
1303	C.N.E. 38%	1303	1302	1302	+ 0.01	260	Chemin de fer	260	259	+ 0.44
1304	C.N.E. 39%	1304	1303	1303	+ 0.01	261	Chemin de fer	261	260	+ 0.44
1305	C.N.E. 40%	1305	1304	1304	+ 0.01	262	Chemin de fer	262	261	+ 0.44
1306	C.N.E. 41%	1306	1305	1305	+ 0.01	263	Chemin de fer	263	262	+ 0.44
1307	C.N.E. 42%	1307	1306	1306	+ 0.01	264	Chemin de fer	264	263	+ 0.44
1308	C.N.E. 43%	1308	1307	1307	+ 0.01	265	Chemin de fer	265	264	+ 0.44
1309	C.N.E. 44%	1309	1308	1308	+ 0.01	266	Chemin de fer	266	265	+ 0.44
1310	C.N.E. 45%	1310	1309	1309	+ 0.01	267	Chemin de fer	267	266	+ 0.44
1311	C.N.E. 46%	1311	1310	1310	+ 0.01	268	Chemin de fer	268	267	+ 0.44
1312	C.N.E. 47%	1312	1311	1311	+ 0.01	269	Chemin de fer	269	268	+ 0.44
1313	C.N.E. 48%	1313	1312	1312	+ 0.01	270	Chemin de fer	270	269	+ 0.44
1314	C.N.E. 49%	1314	1313	1313	+ 0.01	271	Chemin de fer	271	270	+ 0.44
1315	C.N.E. 50%	1315	1314	1314	+ 0.01	272	Chemin de fer	272	271	+ 0.44
1316	C.N.E. 51%	1316	1315	1315	+ 0.01	273	Chemin de fer	273	272	+ 0.44
1317	C.N.E. 52%	1317	1316	1316	+ 0.01	274	Chemin de fer	274	273	+ 0.44
1318	C.N.E. 53%	1318	1317	1317	+ 0.01	275	Chemin de fer	275	274	+ 0.44
1319	C.N.E. 54%	1319	1318	1318	+ 0.01	276	Chemin de fer	276	275	+ 0.44
1320	C.N.E. 55%	1320	1319	1319	+ 0.01	277	Chemin de fer	277	276	+ 0.44
1321	C.N.E. 56%	1321	1320	1320	+ 0.01	278	Chemin de fer	278	277	+ 0.44
1322	C.N.E. 57%	1322	1321	1321	+ 0.01	279	Chemin de fer	279	278	+ 0.44
1323	C.N.E. 58%	1323	1322	1322	+ 0.01	280	Chemin de fer	280	279	+ 0.44
1324	C.N.E. 59%	1324	1323	1323	+ 0.01	281	Chemin de fer	281	280	+ 0.44
1325	C.N.E. 60%	1325	1324	1324	+ 0.01	282	Chemin de fer	282	281	+ 0.44
1326	C.N.E. 61%	1326	1325	1325	+ 0.01	283	Chemin de fer	283	282	+ 0.44
1327	C.N.E. 62%	1327	1326	1326	+ 0.01	284	Chemin de fer	284	283	+ 0.44
1328	C.N.E. 63%	1328	1327	1327	+ 0.01	285	Chemin de fer	285	284	+ 0.44
1329	C.N.E. 64%	1329	1328	1328	+ 0.01	286	Chemin de fer	286	285	+ 0.44
1330	C.N.E. 65%	1330	1329	1329	+ 0.01	287	Chemin de fer	287	286	+ 0.44
1331	C.N.E. 66%	1331	1330	1330	+ 0.01	288	Chemin de fer	288	287	+ 0.44
1332	C.N.E. 67%	1332	1331	1331	+ 0.01	289	Chemin de fer	289	288	+ 0.44
1333	C.N.E. 68%	1333	1332	1332	+ 0.01	290	Chemin de fer	290	289	+ 0.44
1334	C.N.E. 69%	1334	1333	1333	+ 0.01	291	Chemin de fer	291	290	+ 0.44
1335	C.N.E. 70%	1335	1334	1334	+ 0.01	292	Chemin de fer	292	291	+ 0.44
1336	C.N.E. 71%	1336	1335	1335	+ 0.01	293	Chemin de fer	293	292	+ 0.44
1337	C.N.E. 72%	1337	1336	1336	+ 0.01	294	Chemin de fer	294	293	+ 0.44
1338	C.N.E. 73%	1338	1337	1337	+ 0.01	295	Chemin de fer	295	294	+ 0.44
1339	C.N.E. 74%	1339	1338	1338	+ 0.01	296	Chemin de fer	296	295	+ 0.44
1340	C.N.E. 75%	1340	1339	1339	+ 0.01	297	Chemin de fer	297	296	+ 0.44
1341	C.N.E. 76%	1341	1340	1340	+ 0.01	298	Chemin de fer	298	297	+ 0.44
1342	C.N.E. 77%	1342	1341	1341	+ 0.01	299	Chemin de fer	299	298	+ 0.44
1343	C.N.E. 78%	1343	1342	1342	+ 0.01	300	Chemin de fer	300	299	+ 0.44
1344	C.N.E. 79%	1344	1343	1343	+ 0.01	301	Chemin de fer	301	300	+ 0.44
1345	C.N.E. 80%	1345	1344	1344	+ 0.01	302	Chemin de fer	302	301	+ 0.44
1346	C.N.E. 81%	1346	1345	1345	+ 0.01	303	Chemin de fer	303	302	+ 0.44
1347	C.N.E. 82%	1347	1346	1346	+ 0.01	304	Chemin de fer	304	303	+ 0.44
1348	C.N.E. 83%	1348	1347	1347	+ 0.01	305	Chemin de fer	305	304	+ 0.44
1349	C.N.E. 84%	1349	1348	1348	+ 0.01	306	Chemin de fer	306	305	+ 0.44
1350	C.N.E. 85%	1350	1349	1349	+ 0.01	307	Chemin de fer	307	306	+ 0.44
1351	C.N.E. 86%	1351	1350	1350	+ 0.01	308	Chemin de fer	308	307	+ 0.44
1352	C.N.E. 87%	1352	1351	1351	+ 0.01	309	Chemin de fer	309	308	+ 0.44
1353	C.N.E. 88%	1353	1352	1352	+ 0.01	310	Chemin de fer	310	309	+ 0.44
1354	C.N.E. 89%	1354	1353	1353	+ 0.01	311	Chemin de fer	311	310	+ 0.44
1355	C.N.E. 90%	1355	1354	1354	+ 0.01	312	Chemin de fer	312	311	+ 0.44
1356	C.N.E. 91%	1356	1355	1355	+ 0.01	313	Chemin de fer	313	312	+ 0.44
1357	C.N.E. 92%	1357	1356	1356	+ 0.01	314	Chemin de fer	314	313	+ 0.44
1358	C.N.E. 93%	1358	1357	1357	+ 0.01	315	Chemin de fer	315	314	+ 0.44
1359	C.N.E. 94%	1359	1358	1358	+ 0.01	316	Chemin de fer	316	315	+ 0.44
1360	C.N.E. 95%	1360	1359	1359	+ 0.01	317	Chemin de fer	317	316	+ 0.44
1361	C.N.E. 96%	1361	1360	1360	+ 0.01	318	Chemin de fer	318	317	+ 0.44
1362	C.N.E. 97%	1362	1361	1361	+ 0.01	319	Chemin de fer	319	318	+ 0.44
1363	C.N.E. 98%	1363	1362	1362	+ 0.01	320	Chemin de fer	320	319	+ 0.44
1364	C.N.E. 99%	1364	1363	1363	+ 0.01	321	Chemin de fer	321	320	+ 0.44
1365	C.N.E. 100%	1365	1364	1364	+ 0.01	322	Chemin de fer	322	321	+ 0.44
1366	C.N.E. 101%	1366	1365	1365	+ 0.01	323	Chemin de fer	323	322	+ 0.44
1367	C.N.E. 102%	1367	1366	1366	+ 0.01	324	Chemin de fer	324	323	+ 0.44
1368	C.N.E. 103%	1368	1367	1367	+ 0.01	325	Chemin de fer	325	324	+ 0.44
1369	C.N.E. 104%	1369	1368	1368	+ 0.01	326	Chemin de fer	326	325	+ 0.44
1370	C.N.E. 105%	1370	1369	1369	+ 0.01	327	Chemin de fer	327	326	+ 0.44
1371	C.N.E. 106%	1371	1370	1370	+ 0.01	328	Chemin de fer	328	327	+ 0.44
1372	C.N.E. 107%	1372	1371	1371	+ 0.01	329	Chemin de fer	329	328	+ 0.44
1373	C.N.E. 108%	1373	1372	1372	+ 0.01	330	Chemin de fer	330	329	+ 0.44
1374	C.N.E. 109%	1374	1373	1373	+ 0.01	331	Chemin de fer	331	330	+ 0.44
1375	C.N.E. 110%	1375	1374	1374	+ 0.01	332	Chemin de fer	332	331	+ 0.44
1376	C.N.E. 111%	1376	1375	1375	+ 0.01	333	Chemin de fer	333	332	+ 0.44
1377	C.N.E. 112%	1377	1376	1376	+ 0.01	334	Chemin de fer	334	333	+ 0.44
1378	C.N.E. 113%	1378	1377	1377	+ 0.01	335	Chemin de fer	335	334	+ 0.44
1379	C.N.E. 114%	1379	1378	1378	+ 0.01	336	Chemin de fer	336	335	+ 0.44
1380	C.N.E. 115%	13								

DÉBATS	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Totalitarisme, totalitarisme... par Paul Thibaud.	7 La rentrée parlementaire et les journées du PS et du FN.	12 Les opérations de police contre le terrorisme basco.	15 Arts : voyage à travers les estampes à la Bibliothèque nationale.	32 La mutualisation de la « banque verte ».	Abonnements 2	● Interview de Stéphane Collera. VISU
ÉTRANGER	10 L'hôtel Matignon et une éventuelle réforme des institutions.	13 Le budget de la police nationale.	16 Musique : Prométhée, de Luigi Nono au Festival d'automne.	33 Les négociations sur l'assurance-chômage.	Jour 22	● Sciences-Po : les résultats à Paris. IEP
3 La gestion du haut commissaire aux réfugiés est fortement contestée.	11 La situation en Nouvelle-Calédonie.	29 Sports : la crise à l'Olympique de Marseille.	17 Communication : malgré les objections de la CNCL, TF 1 maintient son émission de télé-achat.	34-35 Marchés financiers.	Cartes 28	● Sept jours dans le monde. REP
6 Le conflit cambodgien.					Loto 22	Actualité. Sports. International. Abonnements. Bourses. Culture.
					Radio-télévision 21	3615 Tapez LEMONDE
					Philatélie 22	
					Spectacles 20	

TUNISIE : nommé premier ministre

Le général Ben Ali nouveau dauphin de M. Bourguiba

Tunis. — Le chef de l'Etat tunisien, M. Habib Bourguiba, a nommé, vendredi 2 octobre, le général Zine El Abidine Ben Ali au poste de premier ministre. Il remplace M. Rachid Sfar, qui était à la tête du gouvernement tunisien depuis juillet 1986. M. Ben Ali était ministre de l'intérieur depuis avril 1986. Il cumule désormais les fonctions de premier ministre, de ministre de l'intérieur et de secrétaire général du Parti socialiste destourien (PSD). Il devient, en outre, le nouveau dauphin constitutionnel du président Bourguiba.

Le chef de l'Etat a également nommé, vendredi, un nouveau directeur du PSD. Il s'agit de M. Majoub Ben Ali. En revanche, trois autres nominations, qui ne dataient que de mardi dernier, aux postes de ministre des affaires culturelles, de directeur général de la télévision et de directeur du journal *la Presse*, ont été annulées.

Ce remaniement ministériel intervient près d'une semaine après le dénouement du procès de quatre-vingt-dix militants intégristes, qui s'était soldé par sept condamnations à mort, dont cinq par contumace. — (AFP, AP, Reuters.)

La nomination du général Ben Ali à la tête du gouvernement tunisien vient couronner une ascension irrésistible, mais marquée de quelques pauses.

Depuis quelques mois, il appartient à la « nouvelle garde rapprochée » du président Bourguiba, ce petit groupe de dirigeants ayant un accès quotidien au palais de Carthage. Chaque matin, il participait, en tant que ministre de l'intérieur, à la rituelle séance de travail réunissant le chef de l'Etat, le premier ministre et le ministre des affaires étrangères.

Agé de cinquante et un ans, ancien de Saint-Cyr et ancien élève de l'école d'artillerie de Châlons-sur-Marne, le général Ben Ali avait fait sa formation aux Etats-Unis. Diplômé d'électronique, il devient en 1958, directeur de la sécurité militaire, poste qu'il occupera pendant seize ans. Il sait alors se rendre indispensable auprès des premiers ministres successifs.

Attaché militaire à Rabat de 1974 à 1977, M. Nouira le rappelle

ensuite de son « exil » marocain. Il sera directeur de la sûreté nationale de décembre 1977 à avril 1980, avant d'être une nouvelle fois « exilé » comme ambassadeur à Varsovie, au lendemain de l'attaque de la ville minière de Gafsa par un commando de Tunisiens venus de Libye. En octobre 1984, il devient secrétaire d'Etat à la sûreté nationale, est promu au rang de ministre en octobre 1985 puis de ministre d'Etat.

Tout en faisant preuve d'une grande fermeté dans le maintien de l'ordre, M. Ben Ali a également pris soin de maintenir un discret dialogue avec l'opposition de gauche, légale ou non, et avec la ligne tunisienne des droits de l'homme. A l'heure où le président Bourguiba entend intensifier la lutte contre les intégristes musulmans, le général Ben Ali fait figure, plus que d'autre, d'homme de la situation. Il devient surtout, aux termes de la Constitution, le nouveau prétendant à la succession de M. Bourguiba.

J.-P. L.

Après la journée d'action de la CGT

Trente salariés mis à pied aux Papeteries Chapelle-Darblay

Trente salariés des papeteries Chapelle-Darblay, près de Rouen (Seine-Maritime), ont été mis à pied pour « faute lourde » le vendredi 2 octobre au matin, selon la CGT. Dans la lettre qu'elle leur a adressée, la direction estime que le mouvement de grève qu'ils ont observé le 1^{er} octobre, dans le cadre de la journée nationale d'action de la CGT, « présente un caractère fautif » et les informe de leur « mise à pied immédiate pour faute lourde ». La lettre indique à chacun qu'il sera « convoqué ultérieurement pour un entretien préalable ».

Parmi ces trente salariés mis à pied se trouvent huit élus CGT, qui se sont vu interdire l'usage du Grand-Couronne alors qu'ils venaient prendre, le 2 octobre, à 8 heures du matin, leur poste de travail. Selon la CGT, la grève du 1^{er} octobre a été observée par 95 % des cinq cent vingt salariés de Grand-Couronne. La direction se refuse à tout commentaire.

LE BON CÔTÉ DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
35, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

PROMOTION TAILLEURS
1000 TAILLEURS
SIGNÉS GRANDES MARQUES
A DES PRIX JAMAIS VUS
COUTURE HOMMES ET FEMMES
CLUB des 10
SPECIAL HOMMES : VESTE PURE LAINES 695 F
-34% -50%
Ouvert tous les jours de 10 h à 18 h, Dimanche inclus.
PARIS 8^e : 58, FBG SAINT HONORE (1^{er} ÉTAGE) M^{re} CONCORDE
ST-GERMAIN-EN-LAYE : 60 bis, RUE DE PARIS (1^{er} ÉTAGE)
LYON 2^e : 5, RUE DES ARCHERS (1^{er} ÉTAGE)

Grande-Bretagne : changement de formulation

Le Labour opte pour « une politique de défense non nucléaire »

LONDRES
de notre correspondant

Les travaillistes réunis à Brighton pour leur congrès annuel, qui devait s'achever vendredi 2 octobre, ont eu recours à des acrobaties verbales pour renouveler la formulation de leur politique de défense. L'équipe de M. Neil Kinnock s'est efforcée d'établir à coups de petites phrases une subtile distinction entre le « désarmement nucléaire unilatéral » de la Grande-Bretagne, qui reste l'objectif officiel du Labour s'il arrive au pouvoir, mais n'est plus guère à la mode, et une « politique de défense non nucléaire », qui est l'expression désormais retenue.

Tout est question de calendrier. L'« unilatéralisme » pur et simple implique — en cas de victoire travailliste en 1991 — le démantèlement immédiat des forces nucléaires britanniques, y compris de ce qui sera alors leur épave dorsale, les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins Trident, qui doivent d'ici deux ans remplacer les Polaris. La politique « non nucléaire » vise le même but, mais sans se presser.

Le leader travailliste, M. Kinnock, a donné un exemple de ce nouveau « mode de défense », jeudi soir, dans une interview à la BBC. Il a rappelé que les Soviétiques avaient jadis promis aux responsables travaillistes qu'ils feraient le voyage de Moscou d'« échange » des sous-marins à missiles Polaris britanniques contre un « système d'armes soviétiques équivalent ». Selon ce projet, les Britanniques retireraient leurs Polaris du service, et les Soviétiques, en se sachant trop comment, désarmeraient simultanément une force nucléaire équivalente en qualité et en quantité. « Il est concevable qu'un arrangement du même genre soit conclu pour les Trident, dans le contexte d'un accord sur la réduction des armes stratégiques », a déclaré M. Kinnock à la BBC.

M. Giraud informe son collègue britannique de l'état de la coopération franco-allemande

Après cinq heures d'entretien, en tête à tête, dont un tiers de travail, jeudi 1^{er} octobre à Paris, les ministres français et britannique de la défense, MM. André Giraud et George Younger, ont décidé de ne faire aucune déclaration publique à l'issue d'une rencontre qui n'avait fait l'objet d'aucune annonce officielle des deux pays.

On sait, cependant, que M. Giraud a tenu informé son collègue britannique de l'état d'avancement et de l'orientation de la coopération franco-allemande, après la révélation par le chef de l'Etat français qu'un conseil de défense, commun aux deux pays, pourrait être institué.

D'autre part, les deux ministres ont évoqué les problèmes de coordination technique entre leurs flottes dans la région du Golfe et ils ont fait le point sur les projets de collaboration, dans le domaine de l'armement classique, tels que MM. Jacques Chevallier et Peter Levene, respectivement

Le discours du Labour peut désormais être résumé de la façon suivante : dès son arrivée au pouvoir, un gouvernement travailliste suspendrait les patrouilles des sous-marins nucléaires (Polaris ou Trident). Ces derniers ne seraient plus opérationnels, mais ils ne seraient pas pour autant immédiatement mis à la casse. Ils serviraient au contraire d'« éléments de marchandage » pour inciter les Soviétiques à négocier.

M^{me} Joan Ruddock, ancienne présidente de la campagne pour le désarmement nucléaire et toujours militante pacifiste, a le mieux exprimé cette attitude devant le congrès : « Nous devons affirmer clairement que nous ne maintiendrons pas les Trident [en cas de victoire en 1991] ; nous avons en Neil Kinnock un dirigeant qui s'est engagé en ce sens, et nous en sommes fiers à juste titre, mais il n'y a rien de mal à utiliser politiquement des Trident pour exiger des Soviétiques qu'ils accomplissent de leur côté un geste équivalent à notre action unilatérale », a-t-elle déclaré jeudi.

Le débat sur les questions de défense a été exceptionnellement animé grâce à l'intervention kamikaze de l'étoile montante de la « gauche dure » travailliste, M. Ken Livingstone. S'attaquant de front à M. Kinnock, M. Livingstone a mis en garde les travaillistes contre une révision de leur stricte position anti-nucléaire, car celle-ci conduirait, selon lui, « à une guerre civile à l'intérieur du parti ».

Cette insolence n'est pas passée inaperçue. M. Denis Healey s'est chargé de la réponse : « Il n'y a pas place ici pour des menaces et des avertissements. Nous ne pardonnerons pas à celui qui tente d'exploiter nos difficultés [sur les questions de défense nucléaire] pour sa carrière politique personnelle », a séchement remarqué l'ancien secrétaire au Foreign Office.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Sur le vif

Gros chagrin

Vous pleurez souvent, vous ? Moi, oui. Tout le temps et partout. Au bureau, suffit qu'il y ait un air qui me regarde de travers et ça y va. Au cinéma, dès que ça tourne mal, je fonds en larmes, je hoquets, je rentre et je me mouche, même de rien, contre l'épau de mon voisin. A la maison, je vous raconte pas ! Quand ils s'amusent, mes enfants, ils s'amusent à « faire chialer maman ». Ça se joue à deux ou à plusieurs. Parfois ça c'est très rigolo. Ils arrêtent au premier sanglot, attention. Bêtes, pas méchants !

Pourquoi je vous parle de ça ? Parce que l'autre matin au journal de la CBS sur Canal Plus, j'ai vu une candidate à la Maison Blanche s'essuyer les yeux, prise d'un gros chagrin, en annonçant qu'elle renonçait à se présenter. Stupor de ma part. Stupor partagé. L'Amérique est encore sous le choc. Il n'est question que de ça dans les médias. Les machistes se fendent la pipe et

les féministes fulminent : en une minute, cette idiote a fichu en l'air des années de lutte contre le sexisme.

C'est toujours la même topo. Ce qui est OK pour un mec, pour une nana c'est la catastrophe. Les politiciens, regardez papy Roméo, ils arrêtent pas de de pleurnicher devant les caméras de la télé. Et l'opinion ecclésiastique y voit une preuve de tendresse et d'humanité. Au moindre signe d'émotion, nous, en revanche on est accusés de faiblesse et de pusillanimité.

Et ils en profitent, ces salauds-là ! Ils perdent pas une occasion de nous humilier, de nous remettre à notre place. Tenez, hier, mon papier, je le descendais à la rédaction. Je vais pour pousser la porte et l'entends : Et le Serrault, on l'a pas eu ? C'est à qui de le refaire aujourd'hui ? A moi ? Chouette. Tiens, passe-moi les Kleenex.

CLAUDE SARRAUTE.

URSS

Des observateurs occidentaux vont visiter une installation d'armes chimiques

Moscou (AFP). — Plus de cent vingt représentants gouvernementaux de cinquante pays vont assister pour la première fois, le week-end prochain, à la destruction d'armes chimiques dans une installation militaire soviétique sur la Volga, a annoncé, jeudi 1^{er} octobre à Moscou, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Filadzev.

A Gaza

L'armée israélienne tue trois Palestiniens

Tel-Aviv (Reuters). — Des soldats israéliens ont tué jeudi trois Palestiniens qui forment un barrage routier dans la bande de Gaza occupée, a annoncé, vendredi matin 2 octobre, un porte-parole militaire. Les soldats ont d'abord tiré en l'air, puis en direction des trois Palestiniens, après qu'ils eurent refusé de s'arrêter, non loin du camp de réfugiés d'El-Bureij.

Des participants aux négociations de Genève sur les armes chimiques figurent dans la délégation, qui se rendra samedi à Chikmag, où on leur montrera aussi divers types d'armes chimiques soviétiques et les informera de leurs caractéristiques.

La délégation, qui doit regagner Moscou dimanche, doit visiter un complexe mobile utilisé pour supprimer les gaz mortels et assister à la destruction de l'un d'eux.

[La centre chimique de Chikmag, dans la région de Saratov sur la berge Volga, est à la fois le plus important centre de production d'armes chimiques d'URSS (et selon du monde, selon les Américains), et aussi le plus ancien. Selon la publication de l'agence Soviets Military Power, il a été créé au milieu des années 20 et était déjà, pendant la seconde guerre mondiale, une base active d'essais d'armes chimiques.]

RAYMONDE LESCUR
présente
Femmes **Burberry's** Hommes
Centre Maine-Montparnasse - Paris 15^{ème}

CAPELOU
TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS
avec ou sans armoire
1 ou 2 places, nombreuses combinaisons possibles. Style ou Contemporain : Chêne, Acajou, Merisier ou Laqué.

37, Av. de la République 75011 PARIS
Tél. (1) 43.57.46.35 Métro : PASTEUR

JE VOUS LE GARANTIS.

(LE) PARIS-STRASBOURG
de **STEPHANE MEN'S DE LUXE**
C'EST GAGNE EN « CAPITALES »
Après le succès que les Parisiens ont assuré à notre 1^{er} magasin du 8, rue d'Avron, XX^e...
Puis au 2^e, celui du 130, boul. Saint-Germain, VI^e.
Et enfin à celui des Champs Elysées, rue Washington, VIII^e.

C'est maintenant dans la capitale de l'Europe que les Strasbourgeois, les Alsaciens, mais aussi les Allemands et les Suisses disent (chacun à sa manière) :

STEPHANE MEN'S DE LUXE C'EST LE PRÊT-À-PORTER MASCULIN SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS
A DES PRIX E-TON-NANTS (DE - 25 A 35 %)
C'EST RUSSI DE QUE VOUS DIREZ, QUAND VOUS VENEZ NOUS VOIR
MAIS ATTENTION ! SEULEMENT DE 10 H A 18 H 30, JOURNÉE D'OUVERTURE
- STRASBOURG - 10, rue de la République - 67000 - 03 88 01 11

Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + LEMONDE

Le numéro du « Monde »
daté 2 octobre 1987
a été tiré à 494 857 exemplaires

PIANO NEUF 147 F PAR MOIS

• 2.500 m² d'exposition.
• 28 marques.
• Plus de 200 modèles exposés du piano d'étude au piano de concert.
• Service après-vente garanti.

hamm
La Maison de la Musique
135-139 rue de Rennes, 75006 Paris - Tél. : 45.44.38.66 - Parking à proximité